



RECHERCHE
DES PRINCIPES
DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Se trouve à Paris,

Chez
- Didot, fils aîné, rue Pavée-Saint-André-des-arts ;
- Firmin Didot, rue Dauphine, fauxbourg Saint-Germain ;
- de Sene, au Palais Royal, n°. 1 ;
- Debray, ibidem, n°. 235 ;
- Denné, ibidem, n°. 94.

RECHERCHE
DES PRINCIPES
DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE,
OU
ESSAI SUR LA SCIENCE
DE LA POLICE INTÉRIEURE
DES NATIONS LIBRES,

Dans lequel on traite spécialement de la population, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, du numéraire, des especes monnoyées, de l'intérêt de l'argent, de la circulation des banques, du change, du crédit public, et des impôts.

PAR le chevalier JACQUES STEUART, baronnet.

Ore trahit quodcumque potest, atque addit acervo. . . .
Hor. Lib. 1, Sat. 1.



TOME I.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE DE DIDOT L'AÎNÉ.

M. DCC. LXXXIX.

AVERTISSEMENT

DU

TRADUCTEUR.

Si la célébrité d'un livre eût déterminé notre choix, nous n'aurions peut-être pas entrepris de donner une traduction des recherches du chevalier Jacques Steuart *sur les différentes branches de l'économie politique* (1). *Mais ceux qui les liront avec l'attention qu'elles méritent, seront, sans doute, étonnés que*

(1) *Nous ne connoissons que deux éditions de cet ouvrage: l'originale, en 2 vol. in-4°, Londres, chez A. Millar et T. Cadell; l'autre en 3 vol. in-8°, Dublin, chez J. Willams et R. Moncrieffe.*

la clarté réunie à la profondeur, la méthode à l'abondance, l'impartialité la plus absolue à la plus sévere discussion, n'aient pas, au bout d'un certain temps, fait naître, en faveur d'un pareil ouvrage, cette espece d'enthousiasme que peuvent exciter même les sciences exactes, quand, sur un sujet important, on trouve des connoissances profondes réunies à l'invention.

Peut-être qu'indépendamment du peu d'élégance du style, l'impartialité même de l'auteur devoit nuire à sa célébrité, chez un peuple agité, dans les temps les plus tranquilles, par deux factions toujours opposées; et où, par conséquent, les écrivains les plus estimables et les plus estimés ne sont cependant que les avocats de la cour ou de l'opposition: sans doute qu'en lit-

térature comme dans les guerres civiles, les neutres, pillés par tous les partis, ne sont protégés par aucun.

Le chevalier STEUART *a eu cet honneur que n'obtient pas la médiocrité : il a été peu cité, il est vrai ; mais on l'a souvent copié. M.* SMITH *lui-même, dans son ouvrage, très justement célebre,* DE LA RICHESSE DES NATIONS, *a fondu, dans les trois premiers livres, tout ce que notre auteur a dit sur les mêmes sujets, mais sans les approfondir autant, parcequ'ils ne sont que des accessoires à son plan, et qu'il suppose, en quelque sorte, que les développements sont connus de ses lecteurs. S'il s'écarte ensuite beaucoup des principes de son devancier, c'est, sans doute, par la raison que nous avons déja indiquée : il a écrit les deux derniers livres lors du commen-*

cement des troubles de l'Amérique ; et les circonstances l'ont empêché de sentir ou de développer les raisons du parti contraire au sien.

On peut voir, dans la préface même du chevalier STEUART, *dans quel esprit il a traité les diverses parties de son plan. Nous nous contenterons d'observer ici qu'il y a une regle sûre pour juger de la sagacité d'un auteur déja ancien, de la bonté de sa méthode, et de la certitude de ses connoissances: c'est de voir jusqu'à quel point il a rencontré juste sur les événements qu'il a, pour ainsi dire, prophétisés. Sur cet article, nous nous flattons que les lecteurs partageront notre étonnement, en voyant que les conjectures faites il y a près de trente ans se vérifient aujourd'hui de la maniere la plus frappante.*

Nous croyons donc que la traduction de cet ouvrage doit être éminemment utile, et peut procurer deux grands avantages en ce moment.

Le premier sera de convaincre, sans doute, que la révolution qui s'opere sous nos yeux étoit dans l'ordre des choses nécessaires : nous devons donc en être d'autant moins alarmés sur les inconvénients inséparables d'un pareil changement, et convenir que si une administration tout-à-fait insensée n'eût pas pu l'accélérer de dix ans, la plus éclairée et la plus sage n'eût pas été capable non plus de la retarder d'autant.

Le second avantage sera de convaincre les bons esprits, qui auront lu avec attention, combien il est difficile de réduire l'économie politique

en système; *ils verront que si les* principes *en administration sont nécessaires, rien, au contraire, n'est plus perfide que les* maximes, *dont la roideur ne se plie jamais à aucune des nombreuses circonstances qui en contrarient l'application. Ces* maximes *ont l'inconvénient de favoriser l'ignorance et la paresse sur un sujet qui ne peut s'en accommoder. Qu'un administrateur généralise ses idées, il le faut; il donne en cela la preuve d'un esprit capable d'embrasser, à la fois, un grand nombre de combinaisons, et il place, en même temps, chaque fait dans la classe à laquelle il appartient: mais il s'égareroit bientôt si, perdant de vue les circonstances collatérales, il prenoit pour la réalité ce qui n'est que l'opération de son esprit. Que seroit-ce encore si, au lieu*

de suivre les maximes *que sa propre méditation a pu lui fournir, il recevoit aveuglément celles des autres?*

Nous ne dirons qu'un mot sur cette traduction. Nous avons eu assez de temps pour la faire fidele; mais il nous en a manqué pour la rendre élégante. En cela nous avons plutôt cédé à la considération du besoin du moment, qu'à celle de notre amour propre; car nous sommes bien convaincus, par nos propres réflexions et par l'exemple de nos bons écrivains, qu'avec de la peine, on peut rendre, en françois, toutes sortes d'idées, avec autant de précision que dans quelque langue que ce soit. Des personnes d'un rare mérite, et douées de connoissances profondes sur ces matieres, quoiqu'à différents titres, ont bien voulu nous donner des conseils, dont nous

avons profité : mais ils n'ont pu porter que sur l'exactitude de notre traduction, et non sur le choix des tournures de phrases. Nous avons suivi scrupuleusement l'auteur dans toutes les digressions plus ou moins étrangeres à son sujet principal. Ses raisonnements, comme il le dit lui-même, étant toujours relatifs aux circonstances qu'il a en vue, il importe au lecteur de n'en pas perdre un seul. Ce n'est pas un grand malheur que de mettre quelques minutes de plus à la lecture d'un chapitre; et il seroit fâcheux que le goût particulier d'un traducteur fît perdre le fil des idées de son original. Nous avons seulement adouci quelques métaphores, souvent extraordinaires, que permettent le génie de la langue angloise et le goût de cette nation, mais qui ne pourroient plaire à nos

lecteurs. Ainsi notre traduction doit participer aux mêmes défauts que l'auteur reconnoît dans son livre avec une modestie qui n'est point feinte : mais avec moins de titres que lui à l'indulgence, nous oserons cependant dire que les ornements sont inutiles dans un ouvrage qui doit devenir élémentaire pour les administrateurs à venir, comme on nous assure qu'il l'a déja été pour un des grands ministres dont l'Europe s'honore aujourd'hui.

Chaque science a sa langue : elle est plus ou moins chargée de mots techniques. L'économie politique en a admis très peu qui lui soient propres. L'envie d'éviter des circonlocutions fastidieuses nous en a fait adopter un petit nombre, qui sont, par-là, détournés de leur sens le plus ordinaire. Quelques uns sont définis dans

l'ouvrage même; d'autres n'ont pas besoin d'explication; en voici dont il est bon de fixer ici le sens.

Le mot industrieux *est presque toujours placé en opposition à celui* cultivateurs, *et il désigne* les hommes dont l'industrie n'est pas nécessaire à la culture.

Subsistances *n'est pris, en général, que pour les vivres proprement dits, fournis par la classe des cultivateurs.*

Manufactures *signifie aussi toutes sortes d'objets manufacturés.*

Capitalistes, rentiers, intérêts de l'argent *ou* des rentiers, prêt à intérêt, *ont traduit, tour-à-tour, l'expression* monied interest, *qui renferme toutes ces significations d'une maniere générale ou particuliere. Usure est le seul mot françois qui réponde à ces diverses significations;*

*mais il n'exprime plus aujourd'hui que l'*abus *du prêt à intérêt, condamné par les loix civiles et canoniques.*

Les monnoies ont un grand nombre de mots techniques, peu familiers aux lecteurs de toutes les classes; nous n'avons employé que ceux dont l'intelligence est facile. Le mot étalon *a souvent remplacé le mot anglois* standart, *qui signifie, dans cet ouvrage, la regle fixe à laquelle on doit se conformer. Lorsqu'il a fallu bien distinguer la monnoie métallique d'avec la monnoie fictive, nous nous sommes toujours servis de l'expression* especes, *ou* especes monnoyées : *dans plusieurs cas,* monnoie *et* numéraire *comprennent également les monnoies réelles et les fictives.*

Ces explications suffisent pour

faciliter l'intelligence générale de l'ouvrage ; les autres licences que nous avons prises, ont eu les mêmes motifs, et seront aisées à entendre.

PREFACE.

PRÉFACE.

Ce n'est pas sans une méfiance extrême que je donne au public cet essai, pour réduire en principes les intérêts les plus compliqués de la police domestique, et en former une science réguliere. Si je fais attention au temps et aux soins employés à la rédaction de mon ouvrage, je suis tenté de l'estimer en conséquence : si je le juge d'après mes propres lumieres, j'en porte encore un jugement favorable, par la raison qu'il renferme la partie essentielle de mes connoissances. Mais si je considere seulement la grandeur de mon sujet, combien le résultat du travail de ma vie me paroît loin encore du but que je desirois d'atteindre !

C'est donc à la disproportion qui existe entre l'étendue de l'entreprise et celle de mes lumieres, qu'il faudra attribuer les dé-

fauts qu'on pourra découvrir dans cet ouvrage ; je n'ai rien négligé pour le rendre parfait, et on pourra au moins dire, avec justice, que si j'ai échoué, c'est en m'occupant du sujet le plus important pour le genre humain.

Je n'ai jamais eu la moindre envie de faire ma cour à aucun des ministres, dont on pourroit croire que j'ai eu l'administration en vue. J'ai librement suivi le fil de mes raisonnements, sans favoriser ni les opinions populaires, ni aucun des nombreux systêmes imaginés par ceux qui ont écrit sur quelque branche particuliere de mon sujet. La franchise de mon caractere m'a souvent fait donner des louanges lorsque je les ai crues bien placées; mais j'ai rarement pensé devoir m'appesantir sur le blâme, lorsque j'étois mal disposé et mécontent de quelque circonstance particuliere, relative au pays, aux hommes, ou aux choses que j'avois en vue au moment même que j'écri-

vois. Enfin, soit que j'aie loué ou blâmé les mesures d'une administration quelconque, j'ai toujours senti combien il étoit aisé de tomber dans l'erreur, quand on n'étoit pas bien informé de toutes les circonstances qui avoient pu déterminer l'administrateur dans l'application des principes.

Cet ouvrage étant le travail successif de plusieurs années consumées en voyages, le lecteur trouvera plusieurs passages, dans lequels l'unité des temps ainsi que l'ordre ne sont pas bien observés. J'aurois fait disparoître aisément ces défauts; mais j'ai cru devoir les laisser subsister, soit pour faire mieux sentir les circonstances dans lesquelles j'écrivois alors, soit pour confirmer l'authenticité de certains faits.

Je ne doute pas que la façon de penser, particuliere à chacune des nations chez lesquelles j'ai vécu, n'ait influé sur ce que j'ai écrit de leurs mœurs : ainsi mon ouvrage ne pourra pas, en général, correspondre

exactement au *méridien* des opinions nationales d'aucun peuple en particulier. J'ai cru devoir en prévenir le lecteur, afin qu'il n'applique pas aux circonstances domestiques de son propre pays ce que j'ai dit relativement à celles d'une autre nation, et qu'il n'attribue pas à des préjugés opiniâtres ce qui n'est que l'effet irrésistible de mon expérience et de ma conviction.

J'ai lu un grand nombre d'auteurs qui ont traité de l'économie politique ; et j'ai tâché d'en tirer le plus d'instruction possible. J'ai consacré plusieurs années à des voyages dans diverses contrées, et je les ai constamment examinées sous le point de vue relatif à mon sujet ; j'ai tâché d'acquérir des lumieres auprès de tous ceux que j'ai approchés, chose néanmoins que j'ai trouvée très difficile, avant que je possédasse les premiers éléments de cette science: tant d'obstacles m'ont confirmé la justesse de la remarque de Bacon, qui dit *que ce-*

lui qui sait bien établir des questions, possede déja la moitié de la science ! (1)

Je ne pouvois pas établir un plan bien suivi, d'après des opinions si diverses; mais j'ai cru devoir rassembler les observations journalieres, fruits de mes voyages, de mes lectures et de mon expérience. C'est ainsi que j'ai composé cet ouvrage, en effaçant seulement les nombreuses inconséquences et les contradictions qui devoient nécessairement naître de mes recherches détachées sur chacune des branches particulieres que je traitois séparément.

J'avois observé, de bonne heure, que grand nombre de personnes perdoient une partie de leurs connoissances en avançant en âge; et je résolus alors d'écrire tout ce que je pourrois apprendre : j'ai ensuite eu recours à mes recueils, comme un autre l'auroit eu à sa mémoire; et l'unité même de

(1) *Prudens interrogatio, dimidium scientiæ.*

l'objet de mes spéculations me rendoit cette méthode encore plus nécessaire qu'à tout autre, dont les recherches auroient eu un but plus étendu et moins déterminé.

Quiconque n'écrit que pour son propre usage, contracte nécessairement une certaine négligence de style, qui n'a pas lieu pour celui qui étudie son langage, et qui veut se faire une réputation littéraire ; je n'ai eu que bien tard l'envie d'être auteur, et dans les fréquentes lectures de ce que j'avois écrit moi-même, mes corrections n'ont jamais eu d'autre but qu'une plus grande clarté : ajoutez à cela que je vivois, depuis plusieurs années, avec des personnes étrangeres à la langue que j'emploie aujourd'hui. Toutes ces circonstances, combinées avec les difficultés de mon sujet, ont toujours écarté mon attention des ornements du style ; et j'espere que ceux de mes lecteurs qui voudront bien lire cet ouvrage dans le même esprit que je l'ai com-

posé, me pardonneront de n'avoir pas recherché cette élégance qui brille dans les écrits des auteurs célebres de notre siecle. Je ne présente mes recherches au public que comme un essai qui pourra servir de canevas à une main plus habile que la mienne.

Cet essai contient donc diverses observations, qui ne sont que des vues générales sur la police intérieure des pays que j'ai vus; ce sont des spéculations et rien de plus. C'est l'esquisse imparfaite d'un vaste édifice, proportionné seulement à mes lumieres, à mes connoissances, et à la force de mon jugement.

Je n'ai guere fait que rassembler et arranger quelques éléments sur les branches les plus intéressantes de la politique moderne; telles que *la population*, *l'agriculture*, *le commerce*, *l'industrie*, *le numéraire*, *les especes monnoyées*, *l'intérêt de l'argent*, *la circulation*, *les banques*, *les changes*, *le*

crédit public et les impôts. Les principes que je déduis de toutes ces considérations, paroîtront sans doute suffisamment enchaînés, et le tout est une suite de raisonnements dans laquelle j'ai suivi, aussi fidèlement qu'il m'a été possible, la liaison des matieres. Je me suis proposé, dans cet ouvrage, de déduire des principes, et non pas de faire un recueil d'institutions; j'ai donc eu l'attention de lier chaque principe avec les raisonnements qui l'avoient préparé dans chaque partie de mes recherches; mais lorsque j'ai cru la connection suffisamment prouvée, je ne me suis plus arrêté sur le développement des conséquences qui n'auroient pu que me détourner de l'objet que je voulois approfondir.

Je paroîtrai peut-être prolixe, lorsqu'ayant déja appliqué quelques principes à une branche de mon sujet, je serai obligé de les reprendre encore dans un autre. Je ne pouvois pas l'éviter; mes idées étoient nou-

velles pour moi, et exigeoient un travail infini pour être mises à un point de vue clair et distinct : j'aurois été plus concis, si, dès le premier pas, j'eusse été maître de ma matiere ; mais alors je n'aurois jamais pu former cette chaîne de raisonnements qui doit porter la conviction dans l'esprit de la plupart des lecteurs, qui n'apperçoivent pas aisément les conséquences ; quant au petit nombre de génies pénétrants qui apperçoivent, de loin, le but où l'on veut atteindre, je m'excuserai auprès d'eux, et leur dirai à-peu-près comme Horace, *Clarus esse laboro, prolixus fio.*

J'ai suivi une route qui ne m'avoit été tracée par aucun des auteurs que j'avois lus ; j'ai appliqué mes principes aux observations qu'ils m'ont fournies : je les ai admises toutes les fois qu'elles étoient compatibles avec l'ensemble des circonstances ; mais leur insuffisance ou leur incompatibilité m'a toujours averti de quelque erreur, et j'ai constam-

ment reconnu qu'elle provenoit du peu d'étendue des combinaisons qui leur servoient de base.

Ce qui rend l'erreur si facile en pareille matiere, c'est que notre vue est trop bornée, et que nous ne tenons pas assez compte des circonstances accessoires; telle est la raison pour laquelle les maximes générales sont d'un si petit usage. Un homme de génie et instruit raisonne ordinairement juste sur chaque point qu'on lui présente; mais lorsque ses recherches portent sur des intérêts aussi compliqués que ceux de la société, la vivacité même de son esprit l'empêche de faire attention à l'ensemble des circonstances qui rendent incertaines presque toutes les conséquences qu'il tire de ses principes. C'est de là que vient, à mon avis, la facilité de faire ce que les François appellent des *systêmes*, qui ne sont au fond qu'un enchaînement de conséquences d'une application incertaine, établies sur un petit

nombre de maximes fondamentales, adoptées trop légèrement. De pareils systêmes sont de pures chimeres; ils égarent le jugement, et font perdre les traces de la vérité. On tire une conclusion générale d'un simple apperçu, on l'appelle un principe; et l'auteur part de là pour étendre son influence au-delà des limites qui renfermoient les idées qu'il avoit d'abord eues en vue.

L'imperfection des langues nous entraîne fréquemment à des disputes de mots; et loin de nous tenir en garde contre l'ambiguité inséparable de l'usage le plus circonspect de la parole, c'est dans l'abus même du langage que nous faisons consister notre savoir dans nos études; notre esprit quand nous entrons dans le monde. Les savants se plaisent à employer des mots vagues, et les gens d'esprit des mots équivoques; en général, nous nous familiarisons si fort avec les mots, et nous pensons si peu à leur véritable sens, que, soit en parlant, soit en

écrivant, ces signes de nos idées prennent la place des objets qu'ils ne doivent que représenter.

Chaque proposition vraie, lorsqu'elle est bien intelligible, doit obtenir un assentiment universel. Le cas a toujours lieu lorsqu'on affirme, ou qu'on nie deux idées simples l'une de l'autre. Personne ne doute que le son ne soit l'objet de l'ouie, la couleur celui de la vue, que le noir n'est pas blanc; mais toutes les fois qu'il s'éleve des disputes sur une proposition qui dépend de la comparaison de plusieurs idées complexes, on doit presque toujours conclure que c'est faute de s'entendre. Le luxe, dira l'un, est incompatible avec la prospérité des états. Le luxe, dira l'autre, est la source du bonheur et de la puissance des nations. Cependant ces deux personnes sont, au fond, du même avis; l'une considere le luxe comme nuisant au commerce extérieur, et tendant à corrompre les mœurs des peuples; l'autre

le considere comme un moyen de procurer de l'emploi à tous ceux qui vivent d'industrie, de maintenir une égale circulation de richesses et de subsistances dans toutes les classes de la société. Si donc le premier avoit eu, du luxe, l'idée complexe de l'autre avec toutes ses conséquences, il auroit rendu sa proposition moins générale.

La diversité d'opinions chez les hommes est plus souvent apparente que réelle; tant que nous nous bornons à comparer en nous-mêmes nos propres idées, nous en appercevons clairement les relations; mais si nous voulons les communiquer à d'autres, il est difficile de trouver des mots assez expressifs pour rendre parfaitement diverses combinaisons que nous avons en vue.

C'est pourquoi j'ai évité, autant qu'il m'a été possible, de condamner plusieurs propositions que j'ai pris cependant la liberté d'examiner, parcequ'elles avoient été avancées par des écrivains d'un grand mérite.

Puisque toutes les controverses se réduisent à une comparaison de nos *idées*, si on emploie, pour les exprimer, des termes bien entendus par les deux partis, les disputes politiques seront bientôt terminées.

On objectera peut-être que nous adoptons fréquemment une opinion sans pouvoir en donner des raisons suffisantes, et que nous ne pouvons pas nous déterminer à les abandonner, quoique nous convenions nous-mêmes qu'elles sont combattues par les plus forts arguments.

Je réponds à cela que, dans tous les cas, c'est moins à nos propres opinions que nous adhérons, qu'à celle d'autrui que nous adoptons sur parole. Notre entêtement vient plutôt du respect pour l'autorité que pour l'opinion même : si elle nous étoit propre, il nous seroit aisé d'appercevoir sur quoi elle est fondée ; mais lorsque nous donnons un consentement implicite à une doctrine politique, ce n'est pas le cas de raisonner, et

nous nous contentons de penser que ceux qui l'ont mise en avant, avoient de bonnes raisons pour le faire. Dans ce cas, la conviction est impossible ; non que nous ne puissions sentir la force des arguments qu'on oppose à cette doctrine, mais parceque nous ignorons la force de ceux qui peuvent la défendre. Mais de même que personne ne veut vendre ce qui lui appartient sans en connoître la valeur, de même ne doit-on pas accorder un assentiment implicite à une opinion, sans savoir sur quoi elle se fonde. Ce n'est pas au reste à cette classe de lecteurs que j'adresse mes recherches.

Je m'apperçois que je me laisse entraîner à des dissertations métaphysiques, pour prouver qu'en matiere politique, il vaut mieux juger d'après l'expérience et la raison que d'après l'autorité ; éclaircir les termes que disputer sur les mots ; étendre ses combinaisons plutôt que de s'attacher à des chimeres, fussent-elles décorées du nom

de systêmes. Ai-je moi-même évité ces défauts? c'est ce que je laisse à décider au lecteur.

Chaque auteur vante son impartialité, parcequ'il ne s'apperçoit pas de ses liens. La vie vagabonde et indépendante que j'ai toujours menée, m'a délivré, naturellement en quelque sorte, d'un attachement violent aux opinions populaires; c'est ce qu'on peut réellement appeller impartialité. Mais comme tout homme qui penche d'un certain côté, ne peut pas être absolument regardé comme impartial, je me suis tenu sur mes gardes contre les suites mêmes de cette espece d'impartialité négative, ayant éprouvé quelquefois qu'elle me menoit plus loin que n'auroit fait un préjugé national.

La meilleure méthode que j'aie trouvée pour tenir un juste milieu dans la discussion des points généraux, c'étoit de fermer les yeux sur le pays où je vivois alors, et de juger des choses éloignées par elles-mêmes.

Les

Les perceptions produites par les objets présents sont trop fortes pour que nous puissions les comparer d'une maniere bien impartiale avec ceux qui nous sont représentés par la mémoire seule.

Si j'ai eu à traiter de la préférence que méritent certaines formes de gouvernements relativement à d'autres, et à discuter sur quelques uns des sujets qui ont causé de si violentes disputes; j'ai donné mon avis avec franchise, et tel qu'il me paroissoit être convenable; et en établissant la question, j'ai soigneusement évité tous les termes injurieux, que j'appelle les mots techniques de l'esprit de parti, qui ne servent aux disputants qu'à se noircir mutuellement, et à jeter de la poudre aux yeux des lecteurs.

Souvent je me suis indentifié avec l'administrateur au point d'oublier ma situation dans la société où je vivois. Et lorsque l'homme privé examine le politique, sa partialité naturelle en faveur des individus le

porte à condamner comme tyranniques tous les principes qui tendent à justifier le sacrifice des intérêts privés en faveur d'un plan général.

Pour me réconcilier, comme particulier, avec le lecteur délicat, sur quelques expressions qui m'ont échappé çà et là, je dois observer qu'il m'eût été sans doute bien aisé d'adoucir certains passages où il semble que le polititique a arraché la plume des mains du simple citoyen. Mais j'ai seulement écrit pour ceux qui peuvent suivre des raisonnements serrés ; et il entroit dans le but de ces recherches de ne faire aucune correction pareille. J'ai voulu peindre des plus fortes couleurs les inconvénients qui affectent certains individus, vivant sous nos gouvernements libres modernes. Toutes les fois qu'un administrateur sage s'applique à corriger de vieux abus, provenant de la paresse, de l'indolence ou de la fraude des classes inférieures, de la jurisdiction arbi-

traire des classes supérieures, et de la négligence de l'administration sur tous les deux; plus le remede est pénible et dangereux à administrer, et plus on doit s'appliquer à éviter les inconvénients. Ceci me conduit à dire un mot sur la connexion de la théorie de la morale avec celle de la politique.

J'établis pour maxime générale que ce qui caractérise une bonne action, c'est la conformité entre le motif et le devoir de l'agent. S'il n'existoit qu'un seul homme sur la terre, son devoir seroit tout entier renfermé dans les préceptes de l'amour de soi: s'il devient pere, mari, ami, ce même amour de soi reçoit immédiatement des modifications; il est forcé d'en sacrifier une certaine portion; il doit supporter des privations pour ses enfants; il doit quelquefois faire céder ses fantaisies à celles de sa femme, à celles de son ami: s'il devient juge, magistrat, il faudra qu'il oublie souvent qu'il est ami ou pere: enfin s'il devient

homme d'état, il faut qu'il se dégage de plusieurs autres attachements plus étendus, comme de ceux de sa famille, du lieu de sa naissance, et souvent même de sa patrie. Son devoir est relatif au bien général de la société dont il est le chef; et de même que la mort d'un criminel ne peut pas être imputée au juge qui le condamne, de même aussi l'inconvénient particulier qui blesse un individu dans un plan général de réforme, ne doit pas être un sujet de reproche pour celui qui tient le timon du gouvernement.

On demandera peut-être à quoi peuvent servir de pareilles spéculations aux hommes d'état auxquels je m'adresse, pour ainsi dire, d'un bout à l'autre de mon ouvrage. Je répondrai que, quoique je paroisse en effet m'adresser à eux, le vrai but de mes recherches porte sur les moyens d'influer sur l'esprit des peuples gouvernés; et la variété des matériaux que j'ai rassemblés pourra souvent leur suggérer des vues utiles; mais

leur génie et leur expérience pourront mieux encore leur faire appercevoir bien au-delà de mes résultats.

J'ai déja dit que je ne considérois mon ouvrage que comme un canevas qui pourroit servir à de plus habiles mains ; et quoique cette esquisse ne soit peut-être pas assez correcte, j'aurai été utile, je pense, en ouvrant à d'autres la voie pour perfectionner mon plan, en établissant des questions qui pourront être résolues par des hommes mûris dans la pratique du gouvernement.

Je laisse donc aux maîtres de la science de corriger et d'étendre mes idées ; et quant à ceux qui n'auront pas fait une étude particuliere des principes de la politique, ils trouveront ici l'occasion de comparer l'exposition que j'en ai donnée, avec les opinions les plus généralement reçues sur des questions bien importantes pour la société. Ils pourront juger, par exemple, jusqu'à quel point il

peut être utile d'augmenter la population par la multiplication des mariages, et par la division des terres ; si l'agrandissement des capitales, des bourgs, des villages, tend à dépeupler un pays. Si les progrès du luxe augmentent la misere de l'industrieux pauvre ; si les restrictions sur le commerce des grains tendent à augmenter l'abondance dans nos marchés ; jusqu'à quel point l'augmentation des dettes tend à nous entraîner dans une banqueroute générale ; quelle seroit l'influence de l'abolition du numéraire fictif sur la diminution de prix de toutes les marchandises ; combien les impôts tendent à en augmenter la valeur ; et si enfin la diminution des taxes peut être regardée comme essentielle pour assurer la liberté, et accroître la prospérité et le bonheur d'un peuple.

N'est-il pas en effet de la plus grande importance d'examiner avec franchise les opérations par lesquelles toute l'Europe a

été engagée dans un système de politique si généralement désapprouvé, et si contraire à ce qu'on entend tous les jours recommander comme le meilleur parti à prendre? de démontrer, d'après les simples regles du bon sens, que notre situation présente est la conséquence inévitable de l'esprit et des mœurs des temps actuels; et qu'elle est très compatible avec toute la liberté, l'abondance et la prospérité, dont aucune société humaine ait joui dans aucun temps et sous aucune forme de gouvernement? Une nation leurrée de l'espoir de voir mettre à exécution des plans contradictoires et absolument impossibles, vivroit mécontente, même sous le gouvernement du meilleur des rois.

TABLE DES CHAPITRES

Contenus dans le premier volume.

LIVRE I.

DE LA POPULATION ET DE L'AGRICULTURE.

LIVRE SECOND.

DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

RECHERCHE
DES PRINCIPES
DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

LIVRE PREMIER.
DE LA POPULATION ET DE L'AGRICULTURE.

INTRODUCTION.

L'ÉCONOMIE, prise en général, est l'art de pourvoir, avec prudence et frugalité, aux besoins d'une famille.

S'il manque quelque chose de nécessaire ou d'utile, qu'il se perde ou se détourne de l'usage pour lequel il a été établi ; s'il se trouve quelque domestique, quelque animal superflu ou inutile ; si quelqu'un souffre faute

de soins : on reconnoît aussitôt un défaut d'économie. Par conséquent l'objet de l'économie, dans une famille particuliere, est de pourvoir aux besoins aussi-bien qu'à l'emploi de tous les individus qui la composent : d'abord du maître, qui est le chef et qui dirige tout; ensuite des enfants, qui l'intéressent plus que tout le reste ; enfin des domestiques, qui, étant utiles au chef et indispensables pour le bien-être de tous, sont par conséquent des objets dignes de l'attention et de la sollicitude du maître.

Le chef, qui est à la fois seigneur et administrateur de la famille, doit conduire toute l'économie. Il est essentiel cependant de ne pas confondre ces deux qualités. Comme seigneur, il établit les loix de son économie, et les met à exécution comme administrateur : en qualité de seigneur, il peut commander, comme il le juge à propos, à toute sa maison ; mais, comme administrateur, il doit se conduire avec douceur et adresse, et observer ses propres réglements. Plus il est parfait économe, plus sa conduite sera uniforme, moins il prendra de licences, et moins il s'écartera des regles établies : quoi qu'il ait, sous tous les rapports, le droit de tenir dans la plus exacte subordination

chaque individu de sa maison, il n'a pas celui de violer les loix de son économie.

L'économie et le gouvernement présentent donc, même dans une famille particuliere, deux idées distinctes, et ont deux objets différents.

L'économie politique est, par rapport à l'état, ce qu'est l'économie simple à l'égard d'une maison ; avec cette différence essentielle cependant, que dans l'état il n'y a point de domestiques, tous sont enfants, et qu'un homme peut former une famille quand et comme il lui plaît, et y introduire le plan d'économie qu'il juge à propos ; au lieu que les états se trouvent tout formés, et que leur économie dépend du concours de mille circonstances. L'administrateur (par ce terme général, j'entends le chef suivant la forme particuliere de chaque gouvernement) n'est pas le maître d'établir l'économie qu'il juge à propos, ni d'employer l'autorité suprême dont il est revêtu, pour renverser, suivant son caprice, les loix établies, fût-il le monarque le plus absolu de la terre.

Le grand art de l'économie politique consiste donc à en adapter d'abord les différentes opérations à l'esprit, aux mœurs, aux habitudes et aux coutumes du peuple ; à mo-

difier ensuite les circonstances de maniere à pouvoir y introduire un nouveau systême d'institutions plus utiles.

L'objet principal de cette science est d'assurer un certain fonds de subsistance pour tous les habitants, de prévenir tout ce qui pourroit la rendre précaire, de se pourvoir de tout ce qui est nécessaire aux besoins de la société, et d'employer tous les membres (supposé qu'ils soient libres) de maniere à faire naître entre eux des relations et des dépendances réciproques, et à leur faire trouver leurs avantages à fournir mutuellement aux besoins les uns des autres.

Si on considere la variété qui regne chez les différents peuples dans la distribution des propriétés, la subordination des classes, le génie des habitants, qui sont autant d'effets des différentes formes de gouvernement, des loix et des mœurs, on pourroit conclure que l'économie politique doit nécessairement être différente chez ces peuples, et que des principes, quelque vrais qu'on les suppose généralement, peuvent être sans effet dans la pratique, si l'esprit du peuple n'y a pas été suffisamment préparé d'avance.

Le devoir de l'administrateur est d'apprécier les différents plans d'économie, et de fa-

çonner par degrés l'esprit de ses sujets de maniere à les engager, par l'appas de leurs propres intérêts, à concourir avec lui à l'exécution de son plan.

Les spéculatifs sans expérience, qui veulent établir les principes de cette science sur *des observations* et *des raisonnements*, doivent se dépouiller de toute prévention en faveur de certaines opinions reçues, quelque raisonnables qu'elles paroissent, lorsqu'on les considere relativement à des nations particulieres: il faut qu'ils tâchent d'abord de devenir citoyens du monde, qu'ils comparent les coutumes, qu'ils examinent scrupuleusement les institutions qui, quoique les mêmes en apparence, produisent des effets différents dans différents pays; ils doivent chercher, avec la plus grande attention, la cause de cette différence. C'est par de pareilles recherches qu'on parvient à découvrir les vrais principes.

Celui qui entreprend d'écrire sur cette matiere, ayant devant ses yeux les coutumes de son pays ou d'un autre quelconque, sera entraîné plus naturellement à décrire quelque systême particulier, qu'à examiner les principes de la science en général. Il approuvera les institutions qu'il trouvera bien

administrées chez lui ; il blâmera celles qui ne le sont pas : mais s'il ne compare pas les différentes manieres d'exécuter le même plan dans les différents pays, il distinguera difficilement les inconvénients essentiels d'une institution, de ceux qui ne viennent que de l'abus. C'est par cette raison qu'un impôt territorial excite l'indignation d'un François, et l'accise celle d'un Anglois. Celui qui observe l'application de l'un et de l'autre dans chaque pays et dans chaque branche de l'administration, reconnoîtra les effets réels de ces impositions, et sera en état de distinguer ce qui vient de l'abus, de ce qui est essentiel à la nature du fardeau.

Le meilleur moyen de disposer l'esprit d'un peuple à recevoir un bon plan d'économie, c'est la franche exposition de ce même plan ; rien d'ailleurs n'est plus propre à attirer le respect à l'administrateur.

C'est la connoissance des principes qui nous fait clairement appercevoir les véritables conséquences d'un projet onéreux ; et si le but qu'on se propose n'est pas rempli, les erreurs de l'administration deviennent palpables. On se récriera moins contre l'imposition elle-même que contre le mauvais emploi qu'on en fait. Ce n'est pas par exem-

ple l'impôt sur les terres de quatre schellings par livre, ni l'accise sur le vin et le tabac, qui exciteront les plaintes d'une nation ; mais bien la dissipation et la mauvaise application qu'on fait de leurs produits. Si les principes ne sont pas connus, tout examen finit au moment qu'une nation consent à se soumettre à l'impôt. Il en est de même de toutesles autres branches de cette science.

Ayant annoncé l'objet de ma recherche, j'ajouterai seulement que mon dessein est de m'attacher principalement à déduire des conséquences claires de mes principes, et d'en faire des applications succinctes à des exemples familiers, afin d'éviter, autant que possible, toute espece d'abstraction. Je me propose aussi de me borner aux branches qui tiennent de plus près au système général de la politique moderne, que je traiterai avec cet esprit de liberté qui gagne aujourd'hui de plus en plus dans toutes les nations policées et florissantes de l'Europe.

Quand je compare ma maniere seche et abstraite, mon langage simple et sans ornements, avec les ouvrages élégants qui ont paru en France et en Angleterre sur le même sujet, je me sens découragé, je l'avoue. Si je suis obligé de commencer par

établir les vérités les plus triviales pour principes fondamentaux, je crains qu'on ne m'accuse de pédanterie, ou de vouloir réduire le sens commun en science. Si je suis ces principes d'une maniere trop détaillée, je paroîtrai minutieux. Je prie le lecteur de croire que ces défauts ne m'ont pas échappé, mais que mes foibles lumieres, la nature de l'ouvrage et la connexité intime des matieres, m'ont obligé de choisir un ordre et un style où tout fût sacrifié à la clarté.

Mon but principal est de découvrir la vérité, et de mettre mon lecteur à portée de toucher, pour ainsi dire, l'anneau de la chaîne où je pourrois quelquefois m'égarer.

Je ne m'attacherai pas à chercher de nouvelles pensées, mais à raisonner conséquemment; et si on trouve quelque chose de nouveau, ce sera dans les résultats.

Soustraire, en matiere de politique, les raisonnements intermédiaires, c'est s'exposer à tomber dans l'erreur : tout dire, d'un autre côté, expose souvent à ne dire que des choses triviales. Ce sera cependant là ma marche ; mais ce qui me console, c'est que plus j'avancerai, plus je deviendrai intéressant.

Chaque hypothese doit être rigoureuse-

ment considérée relativement aux circonstances présupposées ; et quoique j'emploie souvent des exemples pour expliquer mes principes, afin d'éviter, autant qu'il est possible, les méprises et les abstractions, cependant ceux qui sont déduits des faits doivent être considérés comme dépouillés de toute circonstance étrangere, incompatible avec la supposition.

Je ne combattrai aucune opinion particuliere dans des matieres aussi compliquées ; mais je pourrai quelquefois en examiner quelques unes, et faire voir pourquoi je ne les adopte pas.

Je ne prétends pas former un système ; mais j'essaierai de fournir des matériaux pour en former un bon, en suivant un fil de principes aussi liés entre eux que conformes à la nature de l'homme.

CHAPITRE I.

Du gouvernement des hommes.

Nous voyons l'homme dans tous les siecles, dans tous les pays, dans tous les climats, agir constamment d'après les principes de son intérêt propre, d'après sa convenance, d'après ses devoirs ou ses passions. Il ne se ressemble à lui-même qu'en cela seul.

Ces motifs produisent des combinaisons si variées dans les actions des hommes, que si l'on considere les différentes especes d'animaux dans la nature, on n'en trouvera aucune dont les individus se ressemblent si peu, qu'un homme à un autre. Il n'est donc pas étonnant qu'on s'accorde si peu sur tout ce qui le concerne.

Cette créature privilégiée est un être sociable par nécessité ainsi que par inclination; aussi voyons-nous, dans les différents siecles et sous les différents climats, des formes quelconques de gouvernement et de subordination établies parmi les hommes.

Ces formes nous présentent encore une aussi grande variété qu'il y a de sociétés différentes. On convient néanmoins par-tout que le but de toute subordination *volontaire* à l'autorité est de concourir au bien général.

Une expérience constante et soutenue a fait voir que, pour rendre la société heureuse sous toutes les formes de gouvernement, la vertu et la justice suffisoient chez ceux qui gouvernent. La vertu et la justice, par rapport au gouvernement, ne sont autre chose qu'une affection tendre pour toute la société, une attention exacte et impartiale aux intérêts de chacune des classes qui la composent.

Ainsi que toute autre chose, les actions ne sont bonnes ou mauvaises que relativement. Rien de si compliqué que les relations qui naissent de l'état social, et rien de plus difficile que de découvrir la vérité lorsqu'elle se trouve enveloppée et entremêlée avec ces relations.

Nous ne devons pas conclure de là que chaque opération du gouvernement soit problématique et incertaine dans ses effets ; les unes sont évidemment bonnes, d'autres sont aussi visiblement mauvaises. Les termes moyens sont toujours les moins importants ;

et plus ils paroissent compliqués à un œil pénétrant, plus aussi les trouve-t-on indifférents dans leurs conséquences immédiates.

Un gouvernement doit être continuellement en action; et un des objets principaux de son attention doit être d'observer les conséquences et les effets des institutions nouvelles.

L'expérience seule fera connoître ce que la prudence humaine n'auroit pu prévoir; et d'après elle, on ne doit pas craindre de corriger les erreurs aussi souvent qu'il paroîtra nécessaire.

Tous les gouvernements ont ce qu'ils nomment leurs loix fondamentales; mais des loix fondamentales, c'est-à-dire invariables, ne sauroient subsister parmi des hommes, les plus changeants des êtres : l'unique loi fondamentale, le *salus populi*, doit toujours être relative comme toute autre chose; encore est-ce plutôt une maxime qu'une loi.

Il est cependant convenable et même absolument nécessaire que dans chaque état il y ait de certaines loix qu'on suppose fondamentales et invariables, tant pour servir de frein à l'ambition des individus, que pour marquer à l'administrateur les contours et les bornes du plan de gouvernement que

l'expérience a fait connoître comme le plus conforme et le mieux adapté à l'esprit de son peuple.

On peut même considéres ces loix comme invariables en effet, tant que l'état subsiste sans troubles et sans révolutions, parcequ'alors tous les changements s'operent par degrés, et ne sont apperçus que par un petit nombre d'hommes d'un génie pénétrant, qui comparent les mœurs et les usages du même peuple à différentes époques et dans différentes circonstances.

Comme nous avons établi pour maxime fondamentale que chaque opération du gouvernement doit tendre à l'avantage du peuple, nous pouvons aussi prononcer avec une égale confiance, que pour rendre un peuple heureux, il faut qu'il soit gouverné suivant l'esprit qui domine chez lui.

Je dois maintenant expliquer ce que j'entends par l'esprit du peuple, et faire voir jusqu'à quel point cet esprit doit influer sur le gouvernement de chaque société.

CHAPITRE II.

De l'esprit d'un peuple.

Les opinions reçues chez un peuple relativement à ces trois objets, la morale, le gouvernement et les mœurs, forment ce qu'on appelle l'esprit de ce peuple. Ces opinions, une fois généralement adoptées par une société, confirmées par une habitude longue et constante, et jamais révoquées en doute, font la base de toutes les loix, reglent la forme de chaque gouvernement, et déterminent ce qu'on nomme communément les coutumes d'un pays.

Pour connoître un peuple, il faut l'examiner sous ces trois rapports généraux. On parvient aisément à connoître sa morale en étudiant ses maximes religieuses et la doctrine qu'on lui enseigne par autorité publique.

Le second, c'est-à-dire le gouvernement, est moins apparent, parcequ'il éprouve des changements continuels, soit par des circonstances intérieures, soit par des rapports

extérieurs. Une parfaite connoissance de l'histoire d'un peuple, et le commerce de ses hommes d'état, peuvent donner à celui qui a recours à ces moyens, une connoissance suffisante de cette partie.

Le dernier, c'est-à-dire la connoissance des mœurs d'un peuple, quoiqu'en apparence le plus à la portée de tous les observateurs, est cependant le plus difficile à acquérir. Ceux du pays supposent certaines circonstances relatives aux mœurs, si bien connues, si généralement observées, qu'on pense rarement à en instruire un étranger. Il est tel pays où rien n'est si injurieux qu'un coup de bâton, ou même le geste qui marque le dessein ou le desir de frapper (1). Dans un autre, un coup est une bagatelle; mais on n'y pardonne pas un terme injurieux (2). Une innocente liberté auprès des femmes passe dans un autre pour une offense très grave (3), tandis qu'ailleurs on n'y fait aucune attention. En général, l'opinion d'un peuple, par rapport aux injures, s'établit par la coutume seule; et il est de la plus

(1) La France.

(2) L'Allemagne.

(3) L'Espagne.

grande importance pour le gouvernement, de peser scrupuleusement toutes les circonstances particulieres au peuple qu'il conduit.

Le royaume d'Espagne fut perdu par une violence faite à la chasteté (1); la ville de Gênes par un coup (2). Les royaumes de Naples et de Sicile ont toujours été disposés à se révolter, parcequ'ayant toujours été sous une domination étrangere, le peuple n'a jamais été gouverné suivant le véritable esprit de ses mœurs. Consultons l'histoire des révolutions de tous les pays, et nous verrons que les motifs les plus frivoles ont eu plus de part aux grands événements que les causes les plus graves qu'on allegue communément pour les vrais motifs. Je n'ai pas besoin de m'étendre sur ce sujet, mon dessein n'est que de faire naître une idée que tout autre peut discuter, et dont je ferai souvent l'application en passant; car on ne sauroit traiter une question relative à l'économie politique d'une nation, sans appuyer

(1) Par Rodrigue, dernier roi de la race des Goths.

(2) Donné par un officier autrichien à un Génois, ce qui occasionna la révolte de 1747, par laquelle les Allemands furent chassés de la ville.

l'exemple

l'exemple sur quelque supposition relative à l'esprit d'un peuple. Mais revenons à notre sujet.

J'ai dit que la chose la plus difficile à connoître par rapport à un peuple, étoit l'esprit de ses mœurs. Ces mœurs sont aussi ce qu'un étranger adopte le plus difficilement. Il apprend la langue ; il peut même perdre l'accent étranger avant de perdre la bizarrerie de ses mœurs. La raison en est simple : il faut qu'il change ses inclinations, et jusqu'à ses goûts les plus frivoles; il faut que ses idées sur le gouvernement, les mœurs, et même sur certaines actions morales, subissent de nouvelles modifications avant que sa conversation et sa conduite soient conformes à l'esprit du peuple chez lequel il vit.

Ces réflexions nous font voir la raison pour laquelle rien n'est plus difficile à supporter que le joug des conquérants, quelques efforts qu'ils fassent pour se faire aimer des vaincus. Cette vérité est si bien prouvée par l'expérience, et si bien reconnue des souverains, qu'aujourd'hui, s'ils se rendent maîtres d'un pays, il est rarement question de changer, autrement que par des degrés fort lents, les loix et les coutumes établies parmi les habitants. Je crois pouvoir affirmer avec con-

fiance qu'il n'existe point, sur la terre, de gouvernement assez parfait pour rendre nécessairement heureux ceux qui y sont soumis. La liberté même, si on *l'impose* à un peuple gémissant sous le joug du plus dur esclavage, ne le rendroit pas heureux, à moins qu'on ne lui fît subir certaines modifications relatives aux habitudes déja établies chez lui.

Après avoir expliqué ce que j'entends par l'esprit d'un peuple, je vais maintenant examiner jusqu'à quel point il doit influer sur le gouvernement.

Si on considere les gouvernements en général, on les trouvera analogues à l'esprit du peuple. Mais la question qu'il s'agit d'examiner, est, comment un homme d'état doit procéder, lorsqu'il est avantageux de changer l'administration, ou que ce changement devient nécessaire par un changement de circonstances.

La grande révolution opérée dans les affaires de l'Europe depuis trois siecles, par la découverte de l'Amérique et des Indes, par la renaissance des lettres et de l'industrie, par l'introduction du commerce, des arts et du luxe, par l'établissement du crédit public et d'un système général d'imposition, a totalement changé le plan du gouvernement par-tout.

De féodal et de militaire qu'il étoit, il est devenu libre et commerçant. Je mets le gouvernement libre en opposition avec le système féodal, seulement pour marquer qu'on ne trouve plus aujourd'hui, parmi les sujets, cette chaîne de subordination qui constituoit une partie essentielle du gouvernement féodal. Le chef y avoit peu de pouvoir, et la derniere classe du peuple peu de liberté.

Aujourd'hui tout homme industrieux, qui vit avec économie, est libre et indépendant sous presque toutes les formes de gouvernement. Autrefois le pouvoir des barons avoit détruit l'indépendance des classes inférieures. Je n'oppose l'état commerçant à l'état militaire que parcequ'aujourd'hui on fait subsister les états militaires par les conséquences et les effets du commerce, c'est-à-dire, par les revenus publics qui proviennent des impôts. Autrefois on effectuoit tout par la multitude ; mais aujourd'hui on ne peut rassembler cette multitude qu'avec de l'argent. Cela suffit pour indiquer la nature de la révolution opérée dans l'état politique, et, par conséquent, dans les mœurs de l'Europe.

Il n'est pas douteux que l'esprit d'un peuple

ne change de lui-même, mais par des degrés lents. La même génération adhere communément aux mêmes principes et conserve le même esprit. Dans chaque pays, nous trouvons deux générations qui jouent leurs rôles ensemble : c'est-à-dire que nous pouvons distribuer en deux classes l'esprit dominant. L'une est celle des hommes de vingt à trente ans, lorsque les opinions se forment; l'autre de ceux qui ont passé cinquante, lorsque les opinions sont déja formées et affermies. Un observateur judicieux peut prévoir un grand nombre de choses relatives au gouvernement, en examinant avec soin l'origine et les progrès des opinions et des coutumes nouvelles, pourvu qu'il conserve son esprit libre de tout attachement et de tout préjugé en faveur de celles qu'il a lui-même adoptées, et qu'il ait cette finesse de tact nécessaire pour appercevoir l'influence d'un changement de circonstances. C'est là le génie qui constitue le grand homme d'état.

Dans chaque nouvelle démarche, il faut commencer par examiner l'esprit du peuple : si celui-ci n'est pas assez mûr encore pour l'exécution du plan, il faut la différer, le tenir secret, et employer tous les moyens pour préparer le peuple à goûter l'innova-

tion. Le projet d'introduire le catholicisme en Angleterre s'éventa avant d'être mis à exécution, et échoua par cette raison. La reine Élisabeth réussit dans un projet semblable, parcequ'elle garda son secret. Le projet d'une accise générale a été poussé avec trop de vivacité ; il est devenu une affaire de parti : le moment étoit mal choisi, et le peuple nullement préparé à le recevoir ; c'est pourquoi il sera plus difficile de le faire réussir, dans un autre temps, sans de très grandes précautions.

Rien n'est impossible à un habile administrateur qui sait tourner et conduire l'esprit d'un peuple. Lorsqu'on peut porter des hommes à tuer leurs femmes et leurs enfants, à se brûler eux-mêmes plutôt que de se soumettre à un ennemi étranger ; lorsqu'on peut leur persuader de donner leurs effets les plus précieux, leurs bijoux, pour soutenir la cause commune ; lorsque des femmes se déterminent à donner leurs cheveux pour faire des cordes, et que des vieillards décrépits se portent sur les murs d'une ville pour la défendre, je crois pouvoir dire qu'en conduisant avec habileté et adresse l'esprit d'un peuple, rien n'est impossible à exécuter. Mais, quand je dis qu'il n'y a rien

d'impossible, je ne veux parler que de ce qui est essentiellement utile au peuple; c'est tout ce qu'on peut exiger en matiere de gouvernement.

L'administrateur a besoin d'un talent tout particulier pour disposer l'esprit d'un peuple à approuver même les projets les plus avantageux à ses intérêts et à sa prospérité. Nous en voyons des exemples dans des nations riches et puissantes qui languissent dans l'inaction, au moment même où tous les individus sont animés d'un esprit contraire, et qui deviennent, comme Jérusalem, la proie de leurs ennemis, tandis qu'elles sont occupées de leurs querelles domestiques, uniquement parceque les remedes proposés pour ces maux contredisent l'esprit du temps (1).

Le grand art de gouverner consiste à se dépouiller de tout préjugé qu'on pourroit avoir pour telle opinion, telle classe, et sur-tout pour telle personne particuliere, à consulter l'esprit du peuple, à lui céder en apparence, et, en faisant ainsi, à lui donner une tournure propre à lui faire goûter la réforme qu'on projette, et qu'un

(1) Cela s'écrivoit en 1756, vers le temps où l'isle de Minorque fut prise par les François.

changement de circonstances a rendue nécessaire.

Peut-il arriver à des hommes un changement plus grand, que celui de passer d'un état de liberté et d'indépendance absolue à un état où les actions les plus ordinaires sont gênées ? Ce changement a cependant eu lieu dans toute l'Europe, depuis 300 ans : malgré cela nous nous croyons plus libres que nos ancêtres ne l'ont jamais été. Anciennement un gentilhomme qui possédoit un petit coin de terre, ne savoit ce que c'étoit que d'en payer les charges autrement qu'en vertu des obligations qu'il avoit lui-même contractées. Il disposoit, comme il le jugeoit à propos, des fruits de sa terre et du travail de ses domestiques ou de ses vassaux. Tout étoit vendu, acheté, transporté, modifié, composé pour la consommation privée ou pour l'utilité publique, sans que l'état se crût intéressé à ce qui se passoit. C'étoit autrefois l'état général de l'Europe, parmi les nations libres, sous une administration réguliere. Les seules impositions auxquelles les propriétaires des terres fussent communément assujettis, existoient en vertu d'un contrat de subordination féodale ou autre, avec certaines restrictions ; et ces imposi-

tions étoient destinées à certains usages particuliers.

L'expérience de tous les jours fait voir que rien n'est moins du goût d'un peuple que les impôts, et que moins on y est accoutumé, plus il est difficile de les établir.

Le mauvais emploi que les princes font de ces impôts, ne contribue pas peu à augmenter et à entretenir cette répugnance chez les sujets : mais, outre ces abus, on prend souvent trop peu de précautions pour disposer l'esprit du peuple à ces nouveautés ; car on les voit souvent se soumettre, sans murmurer, à des impositions très onéreuses, pourvu qu'elles soient demandées à propos, et conformes à leurs mœurs et à leurs dispositions. Un gentilhomme françois, qui ne peut souffrir d'être mis au niveau d'un roturier en payant la taille, consent volontiers à payer une taxe générale, en temps de guerre, sur tout ce qu'il possede, sous une autre dénomination. C'est une chose affreuse, révoltante, dans un pays, que de payer un impôt pour sa tête (1) ; il n'est pas moins révoltant, dans un autre, d'en payer un pour voir le jour (2).

---

(1) La capitation aux yeux d'un Anglois.

(2) Les droits sur les fenêtres pour un François.

Il arrive souvent que des administrateurs adoptent le projet d'un nouvel impôt, d'après l'exemple d'une autre nation, et non d'après un examen réfléchi des circonstances où se trouve la leur ; mais si on pese bien toutes ces circonstances, on trouvera les moyens d'exécuter le même plan d'une maniere analogue à l'esprit et au caractere du peuple.

Si des étrangers se trouvent à la tête des affaires, le désordre est encore plus grand, à moins qu'ils ne soient doués d'une pénétration, d'un caractere, et sur-tout d'une flexibilité et d'une discrétion extraordinaires.

Des administrateurs, lorsque leurs intentions ne sont pas droites, ont souvent recours à l'artifice au lieu de raisons, ce qui détruit toute confiance entre eux et le peuple; et la confiance est nécessaire lorsqu'on est, en quelque sorte, obligé de demander une faveur, ou, du moins, qu'on n'a pas un droit incontestable à ce qu'on demande. Un peuple ainsi imposé par surprise, quoique pour son avantage, s'opposera fortement, dans une autre occasion, à une mesure semblable, quand même elle seroit essentielle à sa conservation.

On voit, d'autres fois, des administrateurs

est de pourvoir à tous les besoins et à l'emploi de chaque membre de la société.

C'est une maniere très simple et très générale de définir la plus compliquée des opérations.

Procurer un emploi convenable à tous les membres d'une société, c'est régler et conduire tous les objets qui peuvent les intéresser.

Il me semble que de cette idée on peut faire la base la plus étendue de la recherche des principes de l'économie politique.

Ce qu'il faut faire ensuite, est d'adopter une méthode claire et distincte, pour analyser un sujet aussi vaste, en imaginant une suite d'idées qu'on puisse diriger vers chaque point du plan, et qu'on puisse faire naître, en même temps, méthodiquement, les unes des autres.

J'ai saisi, à cet effet, l'idée que m'ont fournie les dernieres révolutions arrivées dans la politique générale de l'Europe, comme indiquant les progrès réguliers de l'esprit humain, en passant d'une grande simplicité à la civilisation la plus compliquée.

Le premier livre commencera donc par envisager la société dans son berceau, pour ainsi dire. J'examinerai ensuite les principes

qui influent sur la multiplication des individus, les moyens de pourvoir à leur subsistance, l'origine du travail, les effets de la liberté et de l'esclavage, leur division en classes, avec quelques autres questions relatives à l'espece humaine en général.

Nous verrons comment les principes de l'industrie influent sur la multiplication de l'espece humaine et sur l'agriculture. C'est ainsi que mon lecteur se trouvera préparé à ce qui doit faire le sujet du deuxieme livre, dans lequel il trouvera les mêmes principes agissant sous les auspices de la liberté, procurant une subsistance aisée à une population nombreuse, par le moyen du commerce, qui répand, sur tout l'univers, le fruit du travail d'un peuple industrieux.

Nous voyons, par l'expérience des deux derniers siecles, à quel point le commerce et l'industrie en Europe ont porté les mutations de propriété et la circulation de l'argent. C'est pourquoi je m'attacherai principalement à ces deux derniers effets, comme étant le résultat immédiat de l'amélioration générale, dont je viens de parler; et en les analysant, j'en formerai mon troisieme livre, dans lequel je traiterai du crédit.

Nous voyons aussi comment le crédit a

déterminé les nations à s'en servir dans leurs guerres, et comment il les a engagées à contracter des dettes, qu'elles ne pourront jamais acquitter sans recourir à des impôts. La science des dettes et des impôts suivra donc naturellement celle du crédit dans cette grande chaîne de conséquences politiques.

C'est cette espece de fil historique qui me conduira dans les détours de ce labyrinthe immense; avec ce guide, je reviendrai souvent sur mes pas, et je marcherai de conséquence en conséquence, jusqu'à ce que je sois parvenu aux bornes de mon intelligence.

En abandonnant un sujet, je rendrai les transitions aussi insensibles qu'il me sera possible, conservant toujours quelque liaison entre les matieres ; et quoique je n'ose me flatter (l'ordre et la distribution pouvant être infiniment variés) de rencontrer toujours la méthode qui paroîtra la plus naturelle et la plus exacte aux yeux de chaque lecteur, cependant je n'épargnerai aucun soin pour ranger les matériaux suivant les formes que je croirai les plus méthodiques.

CHAPITRE III.

Suivant quels principes et par quelles causes naturelles *l'espece humaine se multiplie, quels sont les effets de la procréation dans les pays où la population n'augmente pas.*

La multiplication de l'espece humaine a été traitée de différentes manieres: quelques uns ont dressé des tables pour montrer la progression de cette multiplication; d'autres ont traité la question d'après l'histoire. On a fait des recherches sur la population de la terre, dans les différents siecles et dans les différents pays, à des époques différentes. On a cherché dans les auteurs anciens, avec la plus scrupuleuse exactitude, les moyens de découvrir la vérité. Tous les passages relatifs à cette question ont été rapprochés, interprétés, commentés. Les ouvrages savants de M. Hume et de M. Wallace, qui ont suivi des sentiments opposés par rapport à la population de l'ancien monde, n'ont rien laissé de nouveau à dire sur cette matiere;

du moins l'attention avec laquelle ils paroissent avoir examiné les anciens, est faite pour décourager quiconque se flatteroit d'y découvrir la moindre circonstance propre à jeter un nouveau jour sur cette question.

Mon intention, dans ce chapitre, n'est pas de décider, ni même de dire mon avis, sur cette matiere, moins encore de combattre les raisons alléguées de part et d'autre. Je dois l'envisager sous un point de vue différent. Mon objet n'est pas de fixer combien il y a eu d'hommes sur la terre à une époque déterminée, mais d'examiner les causes naturelles et politiques de la multiplication. Si nous parvenons à les découvrir, nous pourrons peut-être juger à quel point elles peuvent avoir opéré à différentes époques et en différents pays.

Le principe fondamental de la multiplication de tous les animaux, et par conséquent des hommes, est la génération ; ensuite la nourriture : la génération donne l'existence, la nourriture la conserve. Si la terre produisoit d'elle-même la nourriture propre à l'homme dans une abondance indéterminée, nous n'aurions pas besoin de travail pour nous la procurer. Dans tous les pays qu'on a trouvés habités, comme dans ceux

ceux qu'on a trouvés déserts, si on examine l'état des animaux, on verra que leur nombre est proportionné à la quantité de nourriture que la terre produit *régulièrement dans le cours d'une année*, pour leur subsistance. Je dis régulièrement dans le cours d'une année, parceque nous voyons que, parmi les animaux qui produisent en grande abondance, comme les oiseaux, il en périt un grand nombre en hiver; ils sont produits en même temps que les fruits de la terre, et disparoissent dans la même proportion. Ce principe est si naturel, que je ne crois pas qu'on le révoque en doute.

La terre ne produit pas spontanément, du moins dans un degré considérable, la nourriture nécessaire à l'homme. J'avoue que, comme certaines especes d'animaux se nourrissent en en dévorant d'autres, l'homme pourroit faire de même: mais il faut observer que l'espece *mangeante* doit être toujours moins nombreuse que l'espece *mangée;* cela est évident par la raison et par le fait.

Par conséquent, si la terre étoit sans culture, le nombre d'hommes seroit proportionné à la quantité de fruits qu'elle produiroit spontanément, pour leur nourriture ou

pour celle des animaux dont ils se nourriroient.

Il y a donc un certain nombre d'hommes que la terre seroit capable de nourrir sans travail. J'appellerai ce nombre A. Ne paroît-il pas clair, d'après ce qu'on vient de dire, que, sans travail, A ne peut jamais augmenter, non plus que les autres animaux qui ne travaillent point, au-delà de la quantité d'aliments que la nature lui fournit ? Il faut faire attention que je ne détermine pas le nombre A. Les saisons influeront sans doute sur le nombre des hommes, comme nous voyons qu'elles influent sur le nombre des animaux ; mais je dis qu'A n'augmentera jamais au delà de la proportion fixée ci-dessus.

Ayant résolu une des questions relatives à la multiplication, et ayant montré que les hommes doivent augmenter ou diminuer en nombre, suivant les productions de la nature ; je passe maintenant à la seconde question, qui doit être traitée dans ce chapitre : c'est de savoir ce que deviendra la faculté génératrice après qu'elle aura entièrement produit A, et quels autres effets il en doit résulter.

Nous voyons combien la nature est bienfaisante, je pourrois même dire prodigue, de donner la vie par la voie de la généra-

tion. Plusieurs especes d'animaux, particulièrement les insectes, multiplient par milliers; il ne paroît pas cependant que l'espece augmente d'une année à une autre. Personne ne dira que certains individus d'une espece aient le privilege de vivre, et que les autres meurent à raison d'une différence dans leur nature. Il est donc raisonnable de conclure que ce qui détruit une si grande quantité de ceux qui ont été produits, doit être, entre autres causes, le défaut d'aliments. Appliquons cela à l'homme.

Ceux que l'on suppose nourris des productions spontanées de la terre, ne peuvent, comme on l'a dit, multiplier au delà de cette proportion. La faculté génératrice produira en même temps son effet naturel en augmentant les nombres. Il en résultera que certains individus seront plus mal nourris, et, par conséquent, plus foibles; et si, dans cet état de foiblesse, la nature étoit moins libérale qu'à l'ordinaire, l'espece entiere s'en ressentiroit; il pourroit survenir une épidémie qui enleveroit un nombre bien plus grand que celui qui seroit proportionné à la disette de la saison. Que résulte-t-il de là? Que ceux qui ont échappé, trouvant des vivres en plus grande abondance, deviennent

plus vigoureux, plus forts; la génération donne la vie à un plus grand nombre, la nourriture la conserve, jusqu'à ce que le nombre primitif soit rétabli.

On peut comparer la faculté génératrice à un ressort chargé d'un poids, et qui se développe à mesure que la résistance diminue. Lorsque la nourriture a demeuré un certain temps sans augmenter ni diminuer, la génération porte la population aussi haut qu'elle peut aller; si alors les aliments diminuent, le ressort est surchargé, et sa force devient moins que rien. La population diminuera au moins en proportion de la surcharge. Si, au contraire, les aliments sont augmentés, le ressort, qui s'arrêtoit à *zéro*, commencera à se développer à mesure que la résistance diminuera; les hommes seront mieux nourris; ils multiplieront, et, à mesure qu'ils augmenteront en nombre, les vivres diminueront de nouveau.

Je dois ici faire une remarque analogue au sujet: c'est que la faculté génératrice (que j'ai comparée à un ressort), la tendre sollicitude et l'amour que nous avons pour nos enfants, nous excitent d'abord à multiplier, et nous engagent ensuite à partager avec eux. La suite de ces divisions et subdivisions, dans un pays où la quantité d'aliments

est limitée, est que les habitants sont nourris dans une progression décroissante réguliere depuis l'abondance jusqu'à la disette, quelquefois même jusqu'à la famine.

Quoique les exemples de ce fléau ne soient pas ordinaires dans certains pays, je crois cependant qu'ils le sont plus qu'on ne pense communément. Les autres degrés de besoin occasionnent des maladies et une langueur qui éteint la faculté génératrice, ou du moins l'affoiblit au point qu'on n'engendre que des enfants foibles et mal-sains; j'en appelle à l'expérience de la justesse de cette observation.

Si vous mettez deux ou trois paires de lapins dans un champ qui leur convienne, la multiplication en sera rapide; et, dans peu d'années, la garenne en sera peuplée; ôtez-en chaque année cent paires, la garenne sera toujours en bon état. Cessez d'en ôter pendant quelques années, et vous verrez le nombre premier diminuer plutôt qu'augmenter, par la raison déja alléguée. L'Afrique fournit chaque année plusieurs milliers de bras pour la culture de l'Amérique, en quoi elle ressemble à la garenne. Je ne doute pas que, si tous ses enfants lui étoient rendus, le plus grand nombre ne mourût de faim.

CHAPITRE IV.

Continuation du même sujet, relativement aux effets naturels et immédiats de l'agriculture sur la population.

Je poursuis mon examen. Je suppose maintenant qu'un homme ajoute son travail et son industrie à l'activité naturelle de la terre; à mesure qu'il augmente la quantité d'aliments, il pourvoit à la nourriture d'un nombre d'autant plus grand d'individus. J'appellerai ce nombre B. De là je conclus que, comme A est dans un rapport constant avec les fruits spontanés, B doit être proportionné à l'agriculture (par ce terme, j'entends ici tous les moyens d'augmenter les aliments par le travail); par conséquent le nombre d'hommes nourris par le travail doit être au nombre entier du genre humain, comme B est à A+B, ou à A et à B pris ensemble.

Par cette opération, nous voyons le genre humain divisé en deux classes : l'une de ceux qui, sans travailler, vivent des productions spontanées de la terre, telles que

le lait, le bétail, la chasse, etc. ; l'autre de ceux qui sont obligés de cultiver le sol. La premiere chose qu'il faut faire maintenant, est de déterminer ce qui devroit naturellement obliger l'homme à travailler, et quels en sont les effets par rapport à la multiplication.

J'ai déja dit que le principe de la génération étoit naturel à l'homme, et l'excitoit à la multiplication. Un autre principe aussi naturel à l'esprit que l'autre l'est au corps, c'est l'amour de soi, ou l'amour du repos et du bonheur, qui excite ceux qui se sentent quelque supériorité, personnelle ou politique, à se prévaloir de tous leurs avantages naturels. Ceux-ci, par conséquent, multiplieront à proportion, parcequ'en s'appropriant à eux-mêmes les fruits de la terre, ils ont les moyens de faire subsister leurs enfants. Il est naturel de supposer que les autres deviendront leurs serviteurs, parceque de tous les moyens possibles, c'est le plus aisé de se procurer une subsistance; cela est si conforme à la nature de l'homme, que nous voyons par-tout, même parmi les enfants, la moindre supériorité d'un individu sur les autres lui attirer toujours un tribut de service, d'une façon ou d'une autre. Ceux qui, pour être nourris, deviennent serviteurs, deviendront bientôt esclaves; car

l'esclavage n'est que l'abus du service, autorisé par des institutions civiles : ceux à qui il est impossible de subsister autrement, seront obligés de servir aux conditions qu'on voudra leur imposer.

Cette conséquence sembleroit assez naturelle dans l'enfance du monde : cependant je ne prétends pas affirmer que cela ait été l'origine de l'esclavage : mais il y a toujours eu des serviteurs, et l'abus du service est ce que nous entendons par esclavage. La subordination des enfants à leurs parents, et des serviteurs à leurs maîtres, paroît avoir été l'origine la plus raisonnable de la société et du gouvernement. La premiere est naturelle, elle est une suite inévitable d'une dépendance entiere ; la seconde est politique, et peut naturellement avoir lieu, par rapport à ceux qui ne peuvent autrement subsister. Je pense que cette derniere espece de subordination a pu commencer au moment où l'homme a été obligé de travailler pour vivre, et non avant.

Tous les besoins de l'homme ne sont pas compris dans la nourriture seule. Lorsqu'il lui faut tirer sa subsistance de la surface inculte de la terre, ce seul objet occupe une grande partie de son temps, même en le sup-

posant pourvu de tous les instruments nécessaires à son travail : il doit être, par conséquent, dans une situation encore plus désavantageuse par rapport à ses autres besoins. Il pourra donc être disposé à servir celui qui voudra y pourvoir; tandis que, de l'autre côté, en supposant le genre humain désœuvré et nourri des productions spontanées de la terre, le système de la liberté universelle devient tout naturel, parceque, dans ce cas, rien n'engage à une subordination volontaire.

Admettons maintenant la supposition d'une société primitive, d'un gouvernement, d'un roi, d'après la plus ancienne histoire que nous ayons, afin de mieux reconnoître les effets de l'agriculture et de la multiplication.

La société est le tout pris ensemble. C'est Jacob, ses fils, leurs femmes, leurs enfants et leurs domestiques. Le gouvernement consiste dans les regles prescrites par Jacob à chaque individu de la famille, relativement à la subordination et à ses devoirs respectifs.

La multiplication avancera, non à raison de la faculté génératrice, mais suivant les emplois des personnes déja engendrées. Si Jacob continue de faire paître ses troupeaux, il faut qu'il recule les bornes de ses

pâturages; il faut qu'il augmente ses troupeaux à mesure que sa famille augmente: il est chargé de tout le détail, car il est le maître, le directeur, le ministre et le pourvoyeur général; ses serviteurs travailleront sous ses ordres. Mais s'il n'a pas eu la prévoyance nécessaire pour ouvrir des terres nouvelles, aussitôt que sa famille approche du nombre que ses troupeaux peuvent nourrir sans peine, et qu'une année de sécheresse brûle les pâturages dans la Palestine, il sera forcé d'envoyer une partie de ses bestiaux et de sa famille, pour être vendue au marché, et d'en employer le prix pour acheter du bled; car même, à cette époque reculée, il y avoit de l'argent, des faiseurs de vêtements d'étoffes communes, et d'habits de différentes couleurs; il y avoit un commerce de bled, d'épiceries, de baumes et de myrrhe. Jacob et sa famille étoient bergers: mais ils ne vivoient pas uniquement de chair, ils mangeoient du pain; la terre étoit, par conséquent, cultivée alors, quoiqu'ils ne fussent pas cultivateurs. La famine cependant étoit au moment de les faire périr, et l'auroit fait probablement, si, par bonheur, Joseph n'avoit pas été gouverneur d'Égypte: il secourut sa famille dans sa détresse, lui donna les

meilleurs pâturages du royaume, et lui fournit gratuitement des grains.

Il n'est pas douteux que tant que ces heureuses circonstances auroient subsisté, la multiplication auroit fait des progrès; mais il est étranger à mon but d'examiner les moyens surnaturels par lesquels Dieu voulut multiplier le peuple qu'il avoit choisi.

Je n'ai cité l'exemple de ce patriarche, que pour faire remarquer, en passant, l'antiquité de l'usage de l'argent, de l'invention du commerce, et des manufactures. Avant ces établissements, je regarde les hommes comme des sauvages, vivant des productions spontanées de la terre, comme dans la premiere supposition, et proportionnés, quant à leur nombre, à la quantité réelle de ces productions.

Nous pouvons conclure, de ce qui a été dit, que le nombre des hommes doit dépendre de la quantité d'aliments que la terre produit pour leur subsistance; d'où on peut déduire ce corollaire:

Que le genre humain, quant au nombre, a toujours été et sera toujours proportionné à la quantité de nourriture produite par la terre, et que cette quantité sera en raison composée de la fertilité du sol et de l'industrie des habitants.

D'après cette proposition, il paroît clair qu'il ne sauroit y avoir de regle générale pour déterminer le nombre d'habitants nécessaires à l'agriculture, pas même dans le même pays. La fertilité du sol lorsqu'il est cultivé, la facilité de la culture, la qualité des fruits spontanés, le poisson que fournissent les rivieres et la mer, l'abondance de gibier, ont, dans tous les temps, influé, et influeront toujours sur la multiplication des hommes, et détermineront leur emploi.

Une terre déja cultivée exige assurément moins de bras pour la travailler, qu'un pays qui n'a jamais été habité, où il faut faire un établissement, déraciner des bois, détruire des bêtes féroces et venimeuses, dessécher des terres marécageuses, donner un libre cours aux eaux, et distribuer la surface en champs de bled. Nos freres les Américains attesteront la vérité de cette assertion.

Nous pouvons donc conclure que le préalable le plus essentiel à la population est l'agriculture, ou le moyen de pourvoir à la subsistance. De là dépend tout le reste; tant que la subsistance est dans un état précaire, l'administrateur ne sauroit donner son attention à autre chose.

La grande importance de cet objet a fait

croire à certains politiques que les arts qui servent au luxe de nos jours, sont préjudiciables à l'agriculture et à la multiplication. On perd quelquefois à donner trop d'attention à un même objet, quelque important qu'il soit. Personne ne peut douter que l'agriculture ne soit la base de la multiplication et la chose la plus essentielle à la prospérité d'un état : mais il ne s'ensuit pas de là que tous les membres de la société doivent s'en occuper; ce seroit intervertir l'ordre des choses, et du valet en faire le maître. Le devoir d'un homme n'est pas de nourrir, il est nourri pour faire son devoir et se rendre utile.

Il ne suffit pas à mon but de savoir que l'introduction de l'agriculture, en multipliant la quantité des productions de la terre, tend évidemment à la multiplication du genre humain; je dois encore examiner quelles sont les *causes politiques* dont le concours est nécessaire pour remplir cet objet.

Je vais donc chercher les vrais principes qui influent sur l'emploi de l'homme par rapport à l'agriculture : je n'épargnerai rien pour traiter cette question à fond, fallût-il même anticiper sur d'autres parties de mon sujet.

J'essaierai d'établir des principes compa-

tibles avec la nature de l'homme, avec l'agriculture et la multiplication; afin de découvrir par leur moyen l'usage et l'abus de ces deux dernieres. Ma marche alors deviendra plus aisée, et je n'aurai plus besoin de m'interrompre pour expliquer les points fondamentaux qui doivent me servir de base.

CHAPITRE V.

De quelle maniere, d'après quels principes et par quelles causes politiques *l'agriculture augmente la population.*

J'ai déja fait voir comment les productions spontanées de la terre fournissoient un fonds de nourriture à un nombre déterminé d'hommes, et j'ai fait observer en passant ce qui résulteroit si on ajoutoit le travail à l'activité naturelle du sol.

Poussons un peu plus loin cette recherche: supposons un pays fertile en productions spontanées, susceptible de toute espece de culture, habité par un peuple vivant sous un gouvernement libre, et dans la simplicité la plus complete, sans commerce, sans luxe

et sans ambition. Supposons encore un administrateur qui inspire le goût de l'agriculture et du travail à ceux qui, auparavant, consommoient les fruits de la terre dans la mollesse et l'inaction. Que deviendra l'augmentation de nourriture produite par ce travail additionnel ?

L'augmentation subite d'aliments qu'on suppose ici, donnera aussitôt de la vigueur à tous; et à moins que la quantité additionnelle ne soit très considérable, il n'y aura rien de superflu. Les habitants ne seront pas plutôt suffisamment nourris, qu'ils recommenceront à multiplier; ensuite ils partageront avec leurs enfants, et les vivres redeviendront rares.

Cet éclaircissement étoit nécessaire à un de mes principes; mais on n'obtiendra pas les effets dont j'ai parlé, si on ne fait pas autre chose qu'engager ceux que j'ai supposés vivre de la chasse, à abandonner cet état et à devenir agriculteurs. Il faut que l'administrateur trouve un moyen de faire refluer le produit de cette nouvelle branche d'industrie, de maniere qu'il puisse soulager les besoins des plus nécessiteux. Autrement l'abondance, demeurant entre les mains de ceux qui l'ont produite, deviendra pour eux un

superflu réel qu'ils vendroient ou échangeroient, s'ils pouvoient commercer avec un état voisin, et laisseroient ainsi mourir de faim leurs concitoyens; mais comme nous supposons qu'il n'y a point de commerce, ce superflu périra, comme les cerises dans une année d'abondance, et les cultivateurs cesseront, par conséquent, aussitôt de travailler.

Si, pour obvier à cet inconvénient, l'administrateur oblige certaines classes à travailler la terre, s'il distribue avec discernement le produit de ce travail à tous ceux qui en ont besoin pour subsister, et qu'il prenne en échange leurs services pour l'utilité publique, ce sera un moyen infaillible de multiplier les habitants, de les rendre laborieux, et de conserver entre eux une précieuse simplicité de mœurs; mais c'est le tableau de l'ancienne servitude, et, par conséquent, contraire à l'hypothèse.

S'il agit conséquemment à l'esprit de liberté, que je suppose animer tous ses sujets, il ne lui reste pas d'autre moyen que d'imaginer différents emplois pour les indigents, afin que, par leurs travaux, ils puissent produire un équivalent que les cultivateurs recevroient en échange de leur superflu; car, à

à coup sûr, ces derniers ne le feront pas naître, s'ils n'ont l'espoir d'en disposer, et n'en disposeront que pour un équivalent convenable. C'est là l'unique moyen qu'on puisse employer, dans un état libre, pour augmenter la quantité des vivres, et les distribuer dans toute la société pour prix des heures qu'on passoit auparavant dans l'inaction : et comme ce moyen produira un fonds plus certain et plus abondant de subsistance, que ne seroient les productions spontanées et précaires, qu'on ne peut augmenter à discrétion ni à proportion des besoins, il augmentera considérablement le nombre des hommes ; mais, d'un autre côté, il détruira évidemment cette simplicité de mœurs si naturelle à un peuple qui ne travaille pas.

C'est pourquoi un peuple porté à l'industrie multipliera en proportion du superflu des cultivateurs, parceque le travail des nécessiteux lui servira de compensation.

Ce nombre additionnel d'habitants, étant produit et nourri par le superflu réel des cultivateurs, ne peut jamais être supposé nécessaire pour procurer cette quantité, superflue relativement aux cultivateurs, mais seulement suffisante par rapport à toute la société ; c'est pourquoi, s'il est nécessaire aussi

d'employer ces nouveaux habitants à l'agriculture, ce ne doit être que dans la vue d'une plus grande multiplication.

On peut établir, comme un autre principe, que le cultivateur ne travaillera pas à produire du grain superflu, relativement à sa propre consommation, s'il n'a pas quelque autre besoin auquel il puisse pourvoir par le moyen de ce superflu : les autres hommes industrieux ne travaillent pas non plus pour fournir aux besoins des cultivateurs, si ce n'est pour obtenir une subsistance qu'ils ne sauroient se procurer d'ailleurs avec la même facilité. Ce sont ces besoins réciproques que l'administrateur doit créer, afin de lier ensemble les différentes parties de la société. C'est donc un principe, que, *chez un peuple libre, l'agriculture n'augmentera la population qu'autant que les nécessiteux seront mis en état d'acheter leur subsistance par leur travail.*

Si dans un pays qui produit déja de quoi nourrir ses habitants, suivant la progression dont j'ai parlé plus haut, on adopte un plan pour étendre l'agriculture, il faut que l'augmentation soit proportionnée aux progrès de l'industrie et aux besoins du peuple; autrement il faut trouver un débouché pour le

superflu; et si, en débutant, on ne trouve pas chez l'étranger ce débouché pour les produits de l'agriculture, il faut prendre les plus grandes précautions pour contenir dans des bornes convenables la culture du sol; sans quoi le plan destiné à l'amélioration de l'agriculture tournera à son détriment. La même chose arrivera, si on fait augmenter les fruits de la terre plus vîte que le nombre et l'industrie de ceux qui doivent les consommer; car si tout n'est pas consommé, l'industrie du cultivateur sera découragée par une abondance inutile.

Mais si, en même temps qu'on encourage l'agriculture, on trouve un débouché convenable pour le superflu, jusqu'à ce que le nombre et l'industrie des habitants, devenus plus considérables, aient augmenté la consommation intérieure, qui diminuera de nouveau, par degrés, la quantité exportée; alors le ressort vaincra facilement la résistance, il se dilatera, c'est-à-dire que le nombre des individus continuera d'augmenter.

De là on peut déduire cet autre principe, que *quand on encourage l'agriculture dans le dessein d'augmenter la population, elle doit marcher de front avec l'industrie, ou bien il faut procurer un débouché pour le superflu*.

Dans l'exemple précédent, j'ai supposé, afin de rendre l'hypothese plus simple, qu'il n'y avoit point d'exportation, et, pour y suppléer, j'ai été obligé d'introduire une autre circonstance, savoir, une augmentation de besoins intérieurs par la suppression de la chasse; et j'ai supposé encore que ceux qui en vivoient auparavant, consommoient les provisions superflues du cultivateur pour prix de leur travail. On peut me passer cela comme une supposition, dont je me suis servi seulement pour expliquer mes principes. Mais il n'est pas si aisé de changer les mœurs d'un peuple: c'est pourquoi j'ai anticipé un peu sur la supposition du commerce, pour faire voir comment il doit concourir avec l'industrie, pour l'avancement de l'agriculture et de la population.

Considérons maintenant les suites de l'augmentation de l'agriculture chez un peuple oisif, ou dont les mœurs sont si simples, qu'il n'a guere de besoins exigeant du travail ou de l'industrie. Dans ce cas, je dis que le projet pour encourager l'agriculture ne réussira pas, et que si on commence à l'exécuter, une partie de la terre sera bientôt abandonnée de nouveau. La partie la moins industrieuse des cultivateurs, dégoûtée d'un

travail qui ne lui produit qu'une abondance superflue, qu'elle ne peut échanger pour aucun équivalent, abandonnera le travail, et retournera à sa premiere simplicité.

La partie laborieuse ne voudra pas fournir des vivres aux nécessiteux pour rien; par conséquent, ceux qui ne peuvent subsister autrement, consentiront à servir les industrieux en vendant leur service pour du pain. C'est ainsi que redeviendra inculte, par la diminution du travail, une partie du pays proportionnée à la quantité de vivres que les cultivateurs trouvoient superflus auparavant.

Voilà donc une contrée dont la population doit s'arrêter faute de vivres, quoique nous l'ayons supposée capable d'en produire bien au-delà de ce qui seroit nécessaire. L'expérience fait voir par-tout la possibilité de ce cas, puisque, dans aucun pays de l'Europe, l'agriculture n'est portée au point de perfection dont elle est susceptible, et qu'il en est plusieurs où l'agriculture, et par conséquent la population, sont arrêtées. Je considere ces pays comme *moralement incapables* de multiplier; et cette incapacité seroit *physique*, s'il y avoit une impossibilité réelle d'augmenter les vivres par un moyen quelconque.

Ces principes semblent fondés sur l'expérience, soit qu'on en juge d'après la maniere de vivre des sauvages de l'Amérique, ou par les Européens libres et industrieux. Nous voyons que les productions de tous les pays, généralement parlant, sont proportionnées au nombre des habitants, et, de l'autre côté, les habitants sont communément proportionnés à la quantité des vivres.

J'espere qu'on ne prendra pas cela pour une subtilité, ou pour ce qu'on appelle un cercle vicieux. J'ai modifié la proposition générale, en ajoutant qu'elle étoit vraie communément; et, par ce qui doit suivre, nous découvrirons mieux le sens et la vérité de cette assertion. Pendant que certaines causes operent, les vivres augmentent, et l'espece humaine dans la même proportion. Lorsque ces causes cessent, la procréation n'augmente plus les nombres; alors la proposition générale a lieu; la quantité des vivres et le nombre des individus restent les mêmes, et se balancent mutuellement. Je conçois que le fait est tel, et j'espere en montrer la raison. Pour finir ce chapitre, je vais tirer quelques conséquences des principes que j'ai établis, afin d'agrandir nos idées, et nous mettre en état d'étendre notre plan.

I. Une des conséquences d'un sol fertile, occupé par un peuple libre, adonné à l'agriculture et porté à l'industrie, sera une quantité superflue de vivres au-delà de ce qui est nécessaire pour nourrir les cultivateurs. Les habitants multiplieront, et un certain nombre d'entre eux, proportionné à la quantité surabondante des vivres produits, s'appliquera à l'industrie et fournira à d'autres besoins.

II. D'après cette opération, produite par l'industrie, nous trouvons le peuple distribué en deux classes : la premiere est celle des cultivateurs qui produisent la subsistance, et qui sont nécessairement employés dans cette partie; j'appelle l'autre classe celle des *ouvriers libres*, parceque leur emploi étant de se procurer à eux-mêmes leur subsistance du superflu des cultivateurs, par un travail adapté aux besoins de la société, ils peuvent varier leur travail suivant ces besoins, et ceux-ci varieront encore suivant l'esprit des temps.

III. Si, dans le pays dont il s'agit, l'argent et le luxe sont supposés inconnus, alors le superflu des cultivateurs sera en proportion du nombre de ceux dont le travail sera jugé suffisant pour pourvoir à tous les autres be-

soins des habitants; et aussitôt que ce but sera rempli, la consommation et les productions se balanceront mutuellement; la population cessera d'augmenter, ou n'augmentera que d'une maniere très précaire, à moins que les besoins ne soient multipliés de nouveau.

CHAPITRE VI.

Comment les besoins des hommes contribuent à la population.

Si l'on suppose le pays dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, d'une étendue et d'une fertilité considérables, et que les habitants en soient industrieux; dans peu de temps *le luxe* et l'usage de l'argent (ou de quelque chose qui en tiendra lieu) s'y introduiront infailliblement.

J'entends par LUXE, *la consommation de tous les objets dus au travail, ou à l'esprit inventif des hommes, et destinés à flatter nos sens ou notre délicatesse, sans nous être nécessaires, ni pour être bien nourris, bien habillés, bien à l'abri des injures de*

l'air, ni pour nous préserver de tout ce qui peut nous nuire (1).

J'entends par MONNOIE, *tout objet qui, par lui-même, n'est d'aucune utilité essentielle à l'homme pour les usages ci-dessus, mais qui, par l'opinion qu'on y attache, acquiert un tel prix qu'il devient la mesure universelle de ce qu'on nomme valeur, et l'équivalent exact de tout ce qui peut être aliéné.*

(1) Comme je ne traite pas ce sujet en moraliste, je ne considere le terme de luxe que dans un sens politique; c'est-à-dire, comme un principe qui donne de l'emploi et du pain à ceux qui fournissent à la demande des riches: c'est pourquoi j'ai adopté la définition ci-dessus, qui ne renferme aucune idée d'abus, de sensualité vicieuse, ni d'excès; je n'en considere pas même à présent les effets pernicieux, quant au commerce extérieur. J'examine ici les principes, par rapport au genre humain en général, et n'envisage les effets du luxe que relativement à la population et à l'agriculture. Mes raisonnements prendront une tournure différente, lorsqu'il s'agira d'examiner les intérêts séparés des nations et les principes du commerce.

J'espere donc qu'on voudra bien ne pas pousser

Ici s'ouvre une nouvelle scene. Cette monnoie, ou *argent*, doit se trouver entre les mains de quelques habitants, probablement de ceux qui ont eu l'esprit de l'inventer, ou l'adresse de la faire aimer par leurs concitoyens, en la faisant envisager comme l'équivalent des vivres et des autres choses nécessaires; c'est-à-dire, comme le moyen de se procurer sans peine et sans travail, non seulement le travail des autres, mais même la nourriture.

Voilà donc un nouvel objet de besoin: cha-

---

ce raisonnement plus loin que je n'ai intention de le faire, soit par des inductions ou par des suppositions; je ne suis pas l'avocat du vice, de la prodigalité, ni de la dissipation des fortunes privées, *quoique, de temps en temps, il puisse m'arriver de raisonner, avec beaucoup de sang-froid, sur les effets politiques de ces désordres dans un état, lorsque je ne considere leur influence que relativement à la nourriture et à la multiplication du peuple.* Mon sujet est trop étendu par lui-même pour être confondu avec la morale proprement dite, ou la science du gouvernement, quelque liaison qu'il paroisse y avoir entre eux. Si, en commençant, je ne simplifiois pas mes idées autant qu'il est possible, je m'égarerois bientôt et me trouverois dans des embarras inextricables.

cun cherche à avoir de l'argent: mais la difficulté est de l'obtenir; les propriétaires ne le donneront pas pour rien; et, suivant notre derniere supposition, chaque membre de la société est abondamment pourvu de vivres et d'autres choses nécessaires; les cultivateurs par le travail de la terre, et les ouvriers libres par le fruit de leur industrie. Les propriétaires de cet argent ont donc tous leurs besoins satisfaits; ils possedent en outre la nouvelle espece de richesse, que tout le monde est supposé desirer.

La conséquence naturelle, dans ce cas, sera que ceux qui auront de l'argent cesseront de travailler, et consommeront toujours: mais ils ne consommeront pas pour rien, car ils paieront avec de l'argent.

Voilà donc un certain nombre d'habitants qui vivent et consomment les fruits de la terre sans travailler: bientôt la subsistance deviendra rare, ce qui augmentera les besoins qu'on paiera avec de l'argent; c'est le meilleur équivalent de tous: plusieurs retourneront à la charrue, le superflu des cultivateurs augmentera, les riches demanderont des superfluités, les ouvriers libres la leur fourniront, et, de leur côté, ils demanderont des vivres en retour, ils ne seront

plus, comme auparavant, à charge aux agriculteurs; les riches, à qui ils ont donné leur travail, ou leurs services, doivent les payer avec de l'argent, et cet argent, entre leurs mains, servira d'équivalent pour le superflu des subsistances qu'a produit une augmentation d'agriculture.

Lorsqu'une fois l'argent, cette richesse imaginaire, s'est introduit dans un pays, le luxe suit naturellement; et quand l'argent devient l'objet de nos besoins, les hommes deviennent industrieux, et dirigent leurs travaux vers tous les objets qui peuvent engager les riches à s'en détacher; ainsi le nombre des habitants d'un pays peut augmenter jusqu'à ce que la terre refuse d'en nourrir davantage. Ces considérations feront le sujet d'un autre chapitre.

Avant d'aller plus loin, il faut restreindre un peu la généralité de ces assertions.

Nous avons supposé que l'introduction de l'argent avoit fait faire des progrès rapides à l'industrie, et produit une augmentation subite d'habitants. Mais il faut observer que plusieurs causes ont concouru avec l'argent pour produire cet effet.

Nous avons supposé un pays susceptible d'amélioration dans sa culture, et habité par

un peuple laborieux; nous avons supposé, chez les riches, du goût pour le luxe; et, dans la classe inférieure, de l'application au travail et à l'industrie: suivant que toutes ces circonstances se trouveront plus ou moins réunies, le pays dont il s'agit sera plus ou moins cultivé, et par conséquent plus ou moins peuplé.

Si le sol est très riche, s'il est situé dans un climat chaud et arrosé naturellement, les productions de la terre seront presque spontanées, les habitants deviendront mous et paresseux; la paresse est le plus grand de tous les obstacles au travail et à l'industrie: les manufactures n'y réussiront jamais: le luxe des riches, malgré tout leur argent, ne deviendra jamais ni délicat ni recherché; car je ne fais pas consister le luxe à satisfaire des desirs sensuels, ni à abuser des richesses, mais dans *une certaine élégance dans la maniere de vivre, et dont les objets supposent un travail ingénieux;* et comme l'adresse de l'ouvrier fait naître le goût chez l'homme riche, aussi l'attrait des richesses excite l'ambition du pauvre et l'encourage à la perfectionner.

Dans ce pays, dis-je, les richesses seront adorées comme des dieux, mais ne serviront

pas à l'usage des hommes; et ce ne sera que par le moyen d'une prompte circulation, comme on le dira en son temps, qu'elles peuvent produire l'effet qu'on leur attribue plus haut (1).

Lorsque l'argent est sans circulation, c'est comme s'il n'existoit pas; et comme les trésors qu'on trouve dans les pays dont les habitants sont sans industrie, ne circulent pas, ils sont sans utilité réelle, et ne servent que d'ornement.

Ce n'est donc pas dans les contrées les plus fertiles du monde, ni dans celles qui seroient les plus capables de nourrir une grande multitude d'hommes, qu'on trouve le plus d'habitants; c'est dans des pays moins favorisés de la nature, et où le sol ne produit que pour ceux qui travaillent, et à proportion

(1) Chaque passage de l'argent comme paiement d'une main en une autre suppose quelque service rendu, quelque œuvre des mains, ou du talent de l'homme, ou la consommation de quelque chose produit par son travail; par conséquent plus la circulation est prompte dans un pays, plus on en peut conclure que les habitants sont laborieux, *et vice versâ*. Mais nous reviendrons sur cette question.

de l'industrie de chacun, qu'on doit s'attendre à trouver une population nombreuse: elle le sera plus ou moins, suivant que l'esprit des habitants est dirigé vers le travail et l'industrie.

Dans les pays où ceux-ci fleurissent, les ouvriers libres, dont j'ai parlé plus haut, seront employés à des manufactures utiles, qui, étant perfectionnées par des gens habiles, fixeront ce qu'on appelle la regle du goût: ce goût augmentera la consommation, qui, à son tour, multipliera les ouvriers, et ceux-ci encourageront la production des subsistances.

Qu'on ne dise donc jamais qu'il y a trop de manufacturiers employés dans un pays: c'est comme si l'on disoit qu'il y a trop peu de personnes désœuvrées, trop peu de mendiants, et trop de cultivateurs.

Nous avons essayé plus d'une fois de faire voir que ces manufacturiers ne peuvent être nourris que du superflu de subsistance produit par les cultivateurs: c'est, ce me semble, une contradiction que de dire que ceux qui vivent du superflu des cultivateurs, sont nécessaires pour produire des vivres suffisamment pour eux-mêmes; car, si ce superflu étoit diminué, ce seroient les manufactu-

riers, et non les laboureurs, qui les premiers manqueroient de vivres.

La distribution proportionnelle des hommes en cultivateurs et en ouvriers libres paroît si importante et si intimement liée à mon sujet, qu'elle m'engage à chercher l'éclaircissement des principes que j'ai voulu établir, dans un exemple fondé sur des faits arrivés dans une des plus grandes et des plus florissantes nations de l'Europe. Mais, avant d'aller plus loin, je dois examiner les effets de l'esclavage relativement au sujet que je traite. Ici les relations sont si grandes et si variées, qu'on est obligé souvent de recourir à des digressions. J'en avertis le lecteur afin qu'il ne perde pas le fil de mes raisonnements.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VII.

Des effets de l'esclavage, relativement à la multiplication et à l'emploi des hommes.

AVANT de déduire les conséquences de ce que je viens d'établir, je m'arrête un instant pour examiner, entre les temps anciens et les temps modernes, une différence très importante qui servira à éclaircir la nature de l'esclavage, relativement à la population et à l'emploi des hommes.

Nous avons essayé d'établir les principes qui semblent influer sur ces deux objets, en supposant les hommes tous libres. Dans ce cas, j'imagine que l'espece humaine multipliera à peu près en proportion de son industrie ; son industrie augmentera à raison de ses besoins, et ceux-ci varieront selon l'esprit des temps.

De là je conclus que plus un peuple est libre, plus il y a de simplicité dans ses mœurs, et moins, toutes choses égales, il y aura d'habitants dans le pays. L'expérience

a prouvé cette vérité par-tout. Les Tartares qui errent çà et là, dans un pays très vaste, multiplient peu ; les sauvages de l'Amérique vivent de la chasse, et dans une très grande indépendance ; les habitants de plusieurs pays de montagnes en Europe, où il y a peu de manufactures, et dont les habitants ne quittent pas le pays ; dans tous ces endroits, dis-je, les hommes ne multiplient pas. Quelle en est la raison ?

Il sembleroit que là où il y a une grande étendue de pays capable de produire des subsistances, les hommes devroient multiplier jusqu'à ce que le sol refusât d'en fournir. La réponse me paroît aisée d'après les principes ci-dessus.

Là où les hommes ont peu de besoins, le nombre d'ouvriers libres nécessaire pour les satisfaire est très petit ; conséquemment très peu de superflu de la part des cultivateurs suffit pour les nourrir ; et lorsqu'il arrive qu'une pauvre famille, dans la classe des ouvriers libres, se trouve très nombreuse, la division est portée le plus loin possible ; et le plus grand nombre reste dans l'inaction, parcequ'on n'a pas besoin de leur travail. Ils vivent, tant qu'ils sont nourris par le partage du salaire des travaux de leurs parents, ou

de la charité des étrangers. Lorsque ces ressources leur manquent, ils tombent dans un état de misere où il est difficile de se procurer du pain. Les cultivateurs ne redoubleront pas d'activité par un motif de charité. Ceux qui ont des terres ne permettront pas à ces malheureux d'y semer du bled gratuitement; et, quand ils le voudroient, les pauvres seroient hors d'état de se procurer ce qu'il faudroit pour cela. Il se trouve assez de bras pour tout l'ouvrage nécessaire; les indigents meurent ou s'éteignent sans multiplier.

Afin de rendre ceci plus palpable, supposons que, dans quelque nation civilisée de l'Europe moderne, vivant dans la prospérité du produit de son sol, les besoins des hommes soient tout-à-coup réduits à la simplicité des anciens patriarches, ou même des premiers Romains. Supposons que tous les ouvriers employés aujourd'hui dans les arts de luxe et dans les différentes branches des manufactures modernes, cessent de travailler: comment subsisteront-ils? quel plan d'économie pourroit-on adopter pour conserver tant de bras utiles à l'état? Cependant il est clair, par la supposition, que les cultivateurs du pays peuvent les nourrir, puisqu'ils le

font réellement. Il seroit absurde de proposer de les employer à l'agriculture, puisque ceux qui s'en occupent déja, suffisent pour fournir à tous de quoi subsister.

S'il est assuré qu'ils mourroient de faim sans ressources, ne s'ensuit-il pas de là que si leurs parents n'avoient pas trouvé le moyen de les nourrir pendant leur enfance, et eux ensuite celui de suppléer à leurs propres besoins par leur industrie, ils n'auroient pas existé au-delà du berceau ?

Cela paroît contraire à la grande population supposée de l'ancien monde, où nous savons que les besoins des hommes, par rapport aux objets de commerce et de manufactures, étoient en si petit nombre.

Mais alors les besoins des hommes étoient différents. Aujourd'hui on demande l'habileté de l'homme ; alors on avoit besoin de sa personne et de son service : et pourvu qu'on ait besoin d'un homme, de quelque maniere qu'on l'emploie, l'espece multipliera ; car ceux à qui ils seront nécessaires les nourriront toujours ; et tant qu'on trouvera des vivres, la population augmentera.

De nos jours, on ne trouve pas en général à subsister sans travail ; et il n'y a de travail que pour fournir à des besoins. Personne

ne nourrira un homme libre, non plus que des animaux sauvages, à moins d'avoir besoin du travail du premier ou de la chair des derniers.

Dans l'ancien monde, l'esprit des peuples étoit différent, mais les principes étoient les mêmes. Les souverains vouloient des armées nombreuses; les états libres faisoient consister leur force dans le nombre de leurs citoyens; les besoins des hommes étoient bornés, et les mœurs très simples: c'eût été une inconséquence que d'encourager l'industrie, si ce n'est par rapport à l'agriculture, qui, dans tous les siecles, a été le fondement de la population. L'esclavage étoit le seul moyen de faire travailler les hommes au-delà de leurs besoins, et pour qu'une partie de l'état nourrît gratuitement l'autre; aussi l'esclavage fut-il universellement établi. Il étoit alors aussi nécessaire à la population qu'il lui seroit contraire aujourd'hui. La raison en est claire: si les hommes n'étoient pas forcés à travailler, ils ne travailleroient que pour eux; et s'ils ont peu de besoins, ils travailleront peu. Mais lorsque les états viennent à se former, et qu'ils ont besoin d'hommes pour les défendre contre leurs ennemis, il faut procurer le moyen de subsister

à ceux qui ne travaillent pas ; et comme nous supposons que les besoins des laboureurs sont en petit nombre, il faut trouver un moyen d'augmenter leur travail au-delà de la proportion de ces besoins.

Ce fut dans cette vue qu'on établit l'esclavage. Il produisoit deux excellents effets par rapport à la population. Le premier étoit que, chez des nations barbares, vivant des productions spontanées de la terre, et presque toujours en guerre les unes contre les autres, on conservoit la vie des prisonniers afin d'en faire des esclaves. Ceux-ci, étant vendus à des particuliers ou à l'état, étoient assurés d'être nourris, au lieu qu'en demeurant dans leur propre pays, ils ne faisoient qu'occuper une place que la faculté génératrice devoit bientôt remplir, comme je l'ai déja dit, par la propagation; car il ne faut pas oublier que quand un grand nombre d'hommes est enlevé par quelque calamité subite, qui ne détruit pas les vivres dans la même proportion, une nouvelle génération succede tout de suite. Ainsi nous voyons que les ravages causés par la peste, la guerre, ou quelque autre fléau, soit parmi les hommes, soit parmi les animaux, sont bientôt réparés, même dans les pays où le nombre

des uns et des autres augmente rarement. Quelle immense quantité d'animaux ne tue-t-on pas tous les ans! Quelqu'un croit-il que, si on les laissoit vivre tous, leur nombre augmenteroit dans la même proportion? Il en est de même des hommes.

Le second avantage de l'esclavage étoit que, dans les pays où regnoit une bonne police, et où le peuple avoit bien moins de besoins qu'aujourd'hui, les esclaves étoient forcés à travailler la terre qui les nourrissoit eux et leurs maîtres inactifs. C'étoit le cas à Sparte: ou bien ils occupoient les emplois serviles remplis aujourd'hui par des hommes libres; ils étoient encore employés, comme dans la Grece et à Rome, à suppléer, dans les manufactures, à ceux dont les services étoient nécessaires à l'état.

C'étoit un moyen violent de rendre les hommes laborieux dans les travaux de l'agriculture: pourvu qu'on parvienne à ce but, par un moyen quelconque, la population augmentera.

Le commerce, l'industrie et les manufactures ne contribuent à la population qu'en encourageant l'agriculture: par conséquent, si on suppose deux états également étendus, fertiles et cultivés, et dont les produc-

tions soient consommées chez eux, je crois qu'on les trouveroit également peuplés. Mais supposons que l'un soit cultivé par des esclaves, l'autre par des hommes libres; quelle différence y aura-t-il par rapport à la guerre? Dans le dernier, il faut que les hommes libres achetent leur nourriture par le travail et l'industrie; et un jour de perdu pour le travail est, en quelque sorte, un jour de jeûne. Dans le premier, les esclaves produiront les vivres dont ils sont nourris d'abord, et le reste ne coûte rien au corps des hommes libres, qui peuvent tous être employés à la guerre sans porter le moindre préjudice à l'industrie.

Il paroît, d'après ces principes, qu'autrefois l'esclavage produisoit le même effet par rapport à la population, que produisent aujourd'hui le commerce et l'industrie. Alors les hommes étoient obligés à travailler, parce qu'ils étoient esclaves d'autres hommes; aujourd'hui les hommes sont obligés à travailler, parcequ'ils sont esclaves de leurs propres besoins.

J'ajouterai seulement que je ne prétends pas dire qu'anciennement l'esclavage contribuoit en effet, par-tout, à la population; non plus que je ne puis affirmer que l'esprit

d'industrie des Hollandois soit commun à toutes les nations libres aujourd'hui. Tout ce qui est nécessaire à mon but, c'est d'établir les deux principes, et de faire voir les effets naturels de l'un et de l'autre relativement au progrès de la population et de l'agriculture, qui sont les principaux objets de ce livre.

Je ne m'étendrai pas davantage ici sur cette matiere ; je reprendrai le sujet que j'ai quitté dans le chapitre précédent, en examinant la distribution fondamentale des habitants en cultivateurs et ouvriers libres.

CHAPITRE VIII.

Quelle proportion des habitants d'un état est nécessaire à l'agriculture, et quelle est celle qui peut être utilement employée à d'autres ouvrages.

Je n'ai pas proposé cette question dans l'intention d'y répondre pleinement, mais de montrer comment, avec les éclaircissements nécessaires, on pourroit la résoudre.

Comme les circonstances dans lesquelles j'écris ne me permettent pas d'avoir recours

à toutes sortes de livres, il faut que je me serve de ceux que j'ai. Je trouve à l'article *arithmétique politique*, de l'encyclopédie de M. Chambers, des extraits des ouvrages du chevalier Guillaume Petty et du docteur Davenant, que je vais employer pour indiquer la solution de la question proposée. Ces auteurs considerent l'état de l'Angleterre, tel qu'il leur a paru être, et leurs raisonnements ne sont exacts que relativement à cette supposition.

Le chevalier Guillaume Petty suppose que l'Angleterre renferme six millions d'habitants; qu'ils consomment annuellement pour dix millions sterling de grains, en évaluant le boisseau de bled à cinq schillings, et celui d'orge à deux schillings six pence. Si on ajoute les deux ensemble, pour prendre le terme moyen, cela fera trente schillings par *quarter* (1) de huit boisseaux: mais comme l'orge ne fait pas la moitié des grains consommés, puisqu'on y mêle du seigle qui vaut plus que l'orge, mais moins que le bled, supposons que le grain vaille trente-deux schillings le *quarter*, pour prix moyen; alors dix

(1) Le *quarter* de froment pese environ 450 livres, poids de marc. (N. D. T.)

millions sterling suffiront pour payer six millions de *quarters* de grains, ou environ : ce qui, étant employé en aliments, en pain et en biere, donne, pour quantité moyenne, un *quarter* ou cinq cents douze livres de grains pour chaque habitant; en y comprenant la nourriture des animaux à son usage, en supposant que le chevalier Petty ait fait attention à cette circonstance, car Chambers n'en parle pas : et il faut que j'observe, en passant, que ce calcul peut être bon par rapport à l'Angleterre, où l'on mange peu de pain; mais il ne le seroit pas pour la France, ni presque pour aucun des autres pays que j'ai vus.

Le docteur Davenant, en corrigeant le calcul du chevalier Petty, met le nombre des habitants à 5,545,000; ceux-ci, suivant le prix et les proportions du chevalier, consommeroient pour 8,872,000 liv. sterling; mais le docteur le fait monter, avec raison, un peu plus haut, et le fixe à 9,075,000 liv. sterlings; la différence cependant est peu considérable. De là il conclut que le produit total des champs semés de grains est d'environ 9,075,000 liv. sterling: je ne critique pas ce calcul.

Ensuite, quant au prix des autres terres, je trouve que le chevalier en évalue le pro-

duit en beurre, fromage, lait, laine, chevaux nourris chaque année, viande, suifs, foin et bois, à 12,000,000 liv. sterling. Donc le produit total de toutes les terres d'Angleterre doit être égal à ces deux sommes, c'est-à-dire à 21,075,000 liv. sterling.

D'après ces données, le docteur évalue les rentes annuelles des terres semées de grains, 2,000,000 liv. sterling, et celles destinées au pâturage, etc. 7,000,000; en tout 9,000,000.

Il paroît par-là que les rentes des terres en Angleterre sont au produit total, comme 9 à 21, ou à-peu-près.

Examinons à présent d'autres proportions. Les rentes des terres labourées sont à leur produit total, comme 2 à 9; celles des pâturages, comme 7 à 12.

Il est très certain que toutes les autres rentes sont dans une proportion assez exacte avec le produit total, après en avoir retranché trois articles principaux.

1°. La nourriture du fermier, de sa famille et de ses domestiques.

2°. Les dépenses nécessaires de sa famille en manufactures et en instruments de culture.

3°. Ses profits raisonnables suivant les coutumes de tous les pays.

Distinguons, dans ces trois articles, ce qui comprend la consommation du vrai produit, d'avec ce qui ne la renferme pas.

La nourriture des hommes et des bestiaux, la laine et le lin pour leurs vêtements, le chauffage, et autres moindres objets, sont de la premiere espece.

La seconde comprend tous les objets achetés des manufactures, les gages des domestiques, le salaire des ouvriers qu'on emploie au besoin, les profits, soit qu'on les dépense en objets de luxe (c'est-à-dire en choses superflues), qu'on les prête, ou qu'on les mette en réserve.

Les trois articles ci-dessus (que nous avons réduits à deux chefs) étant déduits du profit total, ce qui reste fait la valeur de la rente du fonds.

Cela étant, je dois examiner ensuite la cause de la grande disproportion qui se trouve entre les rentes des terres labourées et celles des pâturages comparés au produit total, afin d'en tirer quelque conséquence qui puisse mener à la solution de la question proposée.

Cette différence doit provenir d'un plus grand nombre de laboureurs et d'autres habitants employés à raison du labourage, ce

qui le rend bien plus dispendieux que les pâturages ; et puisque, dans l'un et l'autre, chaque article de dépense ou de consommation nécessaire est respectivement égal pour tous les intéressés, c'est-à-dire en proportion du nombre des laboureurs, il s'ensuit que la portion des habitants employés à l'agriculture, ou à raison de l'agriculture, dans les différents pays, est à-peu-près dans le rapport du produit total, à la rente du fonds ; ou, ce qui revient au même, dans le rapport de la consommation faite par le fermier et par ceux qu'il est obligé d'employer, au produit net.

Or comme la consommation dans les fermes en grains est de $\frac{7}{9}$, et celle des pâturages de $\frac{5}{12}$, le rapport de ces deux fractions doit marquer celui de la population des pâturages et des terres labourées ; c'est-à-dire que, dans ces temps-là, la population des terres labourées en Angleterre étoit à celle des pâturages comme 84 à 45, ou comme 28 à 15.

Ce point étant réglé, je passe à un autre, savoir, l'emploi de ce produit net, ou du surplus de la quantité de nourriture, et autres choses nécessaires, qui reste, après en avoir retranché la nourriture, la consommation, et autres frais des habitants employés à

l'agriculture, et qui, comme je l'ai déja observé, est égal aux rentes des fonds de l'Angleterre, c'est-à-dire à neuf millions annuellement.

Ce produit net ne doit-il pas, de nécessité, être employé à la nourriture et à l'usage de ceux que nous avons nommés ouvriers libres, qui peuvent être employés aux manufactures, à des métiers, ou de la maniere que l'état le juge à propos?

Or je suppose le nombre d'habitants à-peu près en proportion de la quantité d'aliments qu'ils consomment, sur-tout lorsqu'on considere ainsi la société en corps, et que tous les membres se trouvent dans le même cas relativement à l'abondance de l'année.

Nous avons dit que le produit total de l'Angleterre étoit de 21,000,000 sterl. dont 9 millions restent pour ceux qui ne sont pas employés à l'agriculture; les cultivateurs et leur suite doivent donc consommer 12 millions; par conséquent cette derniere classe est à la premiere comme 12 à 9. Donc si, selon le calcul du docteur Davenant, il se trouve 5,545,000 ames dans le royaume, il faut qu'il y en ait environ 3,168,571 employés à raison de l'agriculture, et 2,376,429 ouvriers libres pour les autres ouvrages: mais on trou-

vera la portion des cultivateurs beaucoup moindre, si l'on fait attention que nous avons compté pour eux le montant entier des trois articles ci-dessus, c'est-à-dire toute la consommation qu'ils font, tant en objets de manufactures, profits sur leurs travaux, etc. que pour leur nourriture et autres choses nécessaires, tandis qu'on n'a compté pour les ouvriers libres que les rentes des terres : il faudroit donc ajouter au nombre de ces derniers tous ceux qui sont employés à fournir toutes sortes d'objets de manufactures à tous les cultivateurs d'Angleterre, et tous ceux qui en dépendent ; ce nombre doit être retranché d'une classe et ajouté à l'autre.

Si l'on suppose que ce nombre se porte à 400,000, il suffira pour faire pencher la balance de l'autre côté.

On peut conclure de ces calculs (supposé qu'ils soient vrais) :

1°. Que l'augmentation des rentes des terres annonce une augmentation d'industrie, puisqu'elle grossit la masse des vivres consommés par les industrieux, c'est-à-dire par ceux qui les achetent.

2°. Qu'elle peut indiquer également ou une augmentation d'habitans, ou la dépopulation de la campagne, qui a lieu par la réu-
nion

nion des bouches superflues dans des villes, des villages, etc. où l'industrie s'exerce plus commodément.

Pendant que les rentes des terres étoient trop basses en Europe, un grand nombre d'habitants paroissoit employé à l'agriculture; mais ils étoient en effet des consommateurs inutiles de son produit. Nous éclaircirons davantage ce point dans les chapitres suivants.

3°. Plus il y a de terres labourées dans un pays, plus il est peuplé, et moins il reste d'ouvriers libres respectivement pour les autres services de l'état. Plus il y a de pâturages dans un pays, moins il est peuplé, mais plus il y a d'ouvriers libres à proportion.

J'ai déja averti qu'on ne devoit pas compter sur les calculs de ce chapitre; j'ai seulement voulu faire voir comment on pourra calculer, une fois que le véritable état de l'Angleterre sera connu.

Cette question n'étant pas essentiellement liée à mon sujet, on ne peut la considérer ici que comme accidentelle; c'est pourquoi je l'ai traitée superficiellement, et principalement à raison des conséquences.

Nous examinerons présentement les principes qui déterminent la demeure des hom-

mes, afin de reconnoître pourquoi, dans tous les états florissants, les villes s'agrandissent sans cesse.

CHAPITRE IX.

Quels sont les principes qui reglent la distribution des habitants dans des fermes, des villages, des hameaux et des villes.

AYANT indiqué la distribution des hommes en deux classes principales, j'examinerai maintenant jusqu'à quel point leurs emplois doivent décider du lieu de leur demeure.

I. Lorsque les hommes vivent des productions spontanées de la terre, la distribution de leur résidence dépend de la division des terres: si celles-ci sont communes à tous, alors les hommes se disperseront ou se réuniront, selon que les fruits de la terre se trouveront également répandus par tout le pays, ou bornés à quelques endroits fertiles.

De là vient que les Tartares errent avec leurs troupeaux dont ils se nourrissent, et que les Indiens se dispersent en petites sociétés dans les bois, où ils vivent de la

chasse. De là vient que d'autres peuples qui vivent des fruits de la terre s'assemblent en plus grand nombre, sur les bords des rivieres et dans les vallées arrosées.

Par conséquent là où la terre n'est la propriété de personne, le lieu qui produit des aliments détermine la résidence de chaque individu de la société; et là, le genre humain peut vivre sans travail comme sans contrainte.

II. Là où la terre n'appartient pas en commun à tous ceux qui vivent de ses productions spontanées, mais où elle est la propriété exclusive d'un petit nombre, il faut établir ou l'esclavage ou l'industrie parmi ceux qui consomment le superflu des propriétaires, qui demandent ou du service ou du travail en échange de ce superflu. Dans ce cas, la demeure des habitants dépendra des circonstances que nous allons considérer, et le travail (dans les pays où la terre n'est pas cultivée) ne consistant qu'à recueillir les fruits, ne fixera que la demeure de ceux qui y sont nécessaires; il s'ensuivra de là que, dans les pays où la terre produit spontanément et en grande abondance, *il peut* se trouver de grandes villes, parceque le nombre de bras nécessaires pour la récolte

est petit, en raison de la quantité de fruits, tandis qu'ailleurs, où la nature moins féconde répand ses dons avec moins de profusion, il se trouvera à peine une ville considérable, parceque le nombre de bras nécessaires pour recueillir les fruits est plus proportionné à leur quantité. Je ne dis pas que, dans le premier cas, *il doive* y avoir de grandes villes, et que dans l'autre il ne *puisse* pas y en avoir; mais je dis que, dans le premier cas, le nombre de ceux qu'on peut réunir dans des villes est plus grand, relativement à toute la société, que dans le second.

Je crois ce principe confirmé par l'expérience. Lorsque je compare la grandeur et la population des villes de la Lombardie, et encore plus celles des provinces bien arrosées de l'Espagne, avec les habitants du territoire qui les nourrit, je les trouve beaucoup plus grandes respectivement qu'en France et en Angleterre; et plus grandes dans ces deux derniers royaumes que dans des pays plus septentrionaux, où les fruits de la terre sont moins abondants, relativement au travail employé pour les faire produire.

Quoique, je l'avoue, dans aucun de ces pays, les productions ne soient spontanées,

cependant on peut dire que plus la nature favorise le travail de l'homme, plus ses productions tiennent de la spontanéité (1).

Dans les pays où la société a besoin de travail pour vivre, plus le nombre de cultivateurs est petit respectivement, plus celui des ouvriers libres sera grand. Les fruits qui proviennent d'un travail annuel, plus encore ceux qui sont le résultat d'une culture

(1) On peut conclure de là que, dans les pays dont les habitants vivent des productions spontanées de la terre, la société entière (considérée sous un rapport politique) est composée d'ouvriers libres. La nature y supplée à la classe entiere des cultivateurs.

Nous avons dit que l'industrie et les manufactures faisoient l'occupation des ouvriers libres dans un état; par conséquent, là où ils se trouvent proportionnellement plus nombreux, l'industrie doit être plus grande, c'est-à-dire dans les pays dont les habitants vivent de fruits spontanés. Mais cela n'est pas ainsi. Pourquoi? parcequ'il se trouve une autre circonstance également importante qui l'empêche. Ces habitants ne connoissent pas les besoins, et les besoins sont l'aiguillon de l'industrie. Cela peut suffire, en général, respectivement à la distribution des habitants dans les pays où il y a peu de travail.

perfectionnée (tels que les pâturages abondants), sont bien plus que suffisants pour la nourriture de ceux qui sont employés à les faire naître ; conséquemment tout le surplus est consommé par ceux qui ne sont pas employés à l'agriculture, conséquemment par ceux qui ne sont pas obligés de vivre sur le lieu qui les nourrit, et qui peuvent choisir le séjour qui convient le mieux à l'exercice de l'industrie qui doit produire l'équivalent du superflu des cultivateurs.

Il est clair par là que la résidence des cultivateurs seuls est attachée au sol qu'ils cultivent. De là, les fermes dans certaines provinces, les villages dans d'autres.

Je passe à présent à l'autre classe d'habitants, aux ouvriers libres, qui vivent du superflu des cultivateurs.

Il faut que je les subdivise en deux classes : la premiere est composée de ceux à qui ce superflu appartient directement, ou qui, moyennant un revenu en argent déja acquis, peuvent l'acheter ; la seconde est de ceux qui l'achetent par leur travail journalier ou par leur service personnel.

Ceux de la premiere classe peuvent vivre où ils veulent ; ceux de la deuxieme doivent vivre où ils peuvent. La résidence des con-

sommateurs détermine souvent celle des approvisionneurs ; c'est pourquoi, à mesure que ceux qui vivent où ils veulent jugent à propos de se réunir, les autres sont obligés de les suivre dans la même proportion ; et à mesure que l'état juge à propos de fixer l'administration du gouvernement dans un même lieu, les administrateurs et tous ceux qui en dépendent doivent s'y rassembler aussi dans la même proportion. Ce sont là, je pense, les principes qui influent sur l'agrandissement des capitales et des autres villes d'une moindre importance.

Lorsque la résidence du consommateur ne détermine pas celle de son fournisseur, c'est l'effet d'autres circonstances. C'est le cas, dans ce qu'on appelle proprement manufactures, qu'il faut distinguer des simples métiers, soit qu'elles travaillent pour la consommation intérieure ou pour l'exportation. Ces motifs sont relatifs :

I. Au lieu et à la situation de l'établissement, qui demande qu'on préfere les bords des rivieres et des ruisseaux, quand on emploie des machines qui exigent de l'eau ; au voisinage des forêts, lorsqu'on a besoin de feu ; au lieu qui fournit la matiere de la manufacture, comme les différentes mines de

métaux, de charbon, les briques, etc.

II. A la commodité du transport, comme le voisinage des rivieres navigables, ou des grandes routes.

III. Au bas prix des vivres : par conséquent, rarement dans de grandes villes, si ce n'est pour fournir à leur propre consommation. Mais il faut observer que ce dernier motif ne peut presque jamais être permanent ; car l'établissement lui-même étant un moyen d'augmenter les prix, l'avantage doit diminuer à mesure que l'entreprise réussit. C'est pourquoi il convient toujours mieux d'établir ces manufactures sur les bords des rivieres navigables, où l'on peut faire venir de loin toutes les provisions nécessaires à peu de frais. Cet avantage est permanent : les autres ne le sont pas ; ils pourroient même nuire à la longue par le changement des mêmes circonstances qui ont décidé du choix du lieu. Par l'établissement des manufactures, nous voyons des hameaux devenir des villages, et des villages devenir des villes.

Les villes maritimes doivent leur établissement au commerce avec l'étranger. C'est par quelqu'un de ces principes, ou d'autres semblables, que les hommes se réunissent dans des hameaux, des villages et des villes.

CHAPITRE X.

Conséquences qui résultent de la séparation des deux principales classes du peuple en cultivateurs et en ouvriers libres, quant à leur habitation.

Je vais examiner ici les conséquences qui résultent pour l'état, pour les citoyens et pour les propriétés foncieres, de cette espece de séparation, s'il est permis de le dire, entre la terre et ses enfants laborieux : je suppose qu'elle a lieu par-tout, en raison des progrès de l'industrie, du luxe et de la prompte circulation de l'argent.

Quant à l'état, il est, ce me semble, bien clair que sans cette distribution des habitants, il seroit impossible de lever des impôts ; car, tant que la terre nourrit immédiatement ceux qui sont répandus sur sa surface, tant qu'elle remet directement ses fruits entre les mains de celui qui les consomme, il n'y a nulle aliénation, nulle occasion d'employer l'argent, par conséquent nulle possibilité d'établir un impôt considé-

rable, comme nous l'expliquerons plus amplement en son lieu : et déja on peut appercevoir pourquoi, sous le gouvernement féodal, les impôts étoient si peu connus.

Le service personnel des vassaux avec leurs bestiaux et leurs valets, dans toutes les occasions, faisoit la force et la richesse des seigneurs. Ceux-ci recevoient communément leurs rentes en nature : ils vivoient dans leurs terres ; leurs jalousies réciproques et leurs querelles perpétuelles les empêchoient de se réunir. On bâtissoit, autour de leurs habitations, des villes qui étoient composées du peu d'artisans et de manufacturiers qui se trouvoient dans le pays. Le juge du seigneur, ses officiers en augmentoient le nombre ; les procès, le service du seigneur, rassembloient souvent les vassaux ; de là vinrent les hôtelleries. Voilà, si je ne me trompe, le tableau de la plupart des petites villes, si nous remontons à trois ou quatre siecles.

Les cités étoient le lieu de la résidence des évêques. Ces seigneurs étoient indépendants du gouvernement civil, où ils avoient cependant la principale autorité : ils obtenoient des privileges pour leurs cités ; et ces communautés s'érigeoient peu-à-peu en petites républiques. On y a toujours été accoutumé

aux impôts. Les seigneurs féodaux y paroissoient rarement, et les dernieres classes du peuple ne jouissoient que dans ces lieux de la liberté et d'une sorte d'aisance.

Dans quelques contrées de l'Europe, comme en Allemagne, les principaux citoyens devenoient, à la longue, patriciens. En France, certaines charges publiques donnoient souvent la noblesse, et toujours de la considération, à ceux qui en étoient revêtus. Les représentants des citoyens étoient admis aux assemblées nationales, et formoient le tiers-état; ailleurs ils recevoient, suivant les circonstances, des marques de distinction de la part du souverain, comme le lord-maire de Londres, qui, encore aujourd'hui, reçoit souvent l'ordre de la chevalerie. En un mot, on ne voit des lueurs de liberté publique, pendant le gouvernement féodal, que dans les cités: leur agrandissement n'a donc rien d'étonnant.

Lors de la découverte de l'Amérique et des Indes orientales, l'industrie, le commerce et le luxe, s'introduisirent en Espagne, en France et en Angleterre. La grandeur et la puissance des villes anséatiques avoient déja annoncé aux souverains l'importance de ces objets.

Les cours des souverains devinrent plus brillantes, les seigneurs féodaux commencerent insensiblement à les fréquenter plus assidument; l'éclat du prince éclipsa bientôt les rayons dont ils étoient environnés dans leurs terres. Ils cesserent d'être les uns pour les autres des objets de jalousie, et devinrent plutôt des objets d'émulation : ils commencerent à connoître et à goûter la vie de la cour, et chacun voulut avoir une maison dans la capitale. Ce changement d'habitation influa aussi sur les villes et sur les campagnes; la ville devint plus peuplée par le concours des grands seigneurs et de ceux qui suivirent leur exemple; les besoins de toutes sortes de provisions et de travaux augmenterent; cela attira bientôt d'autres habitants : chacun chercha à surpasser son voisin par la magnificence de ses palais, de ses équipages et de sa parure; les vicissitudes des modes ranimerent tour-à-tour les différentes branches des arts de luxe. D'où est venu, tout d'un coup, un si grand nombre d'habitants? Si on eût jeté les yeux sur les séjours abandonnés des nobles, on auroit vu les vieillards gémissants sur cette désolation. La jeunesse étoit retirée à la ville; il n'y eut point de changement pour elle.

C'est là, sans doute, une conséquence manifeste d'une révolution subite, qui ne peut jamais arriver sans entraîner de grands inconvénients après elle. La plupart de ceux qui composoient auparavant le cortege de la noblesse, et qu'un service utile attachoit à l'habitation d'un grand, ne sachant plus que devenir, étoient réduits à la misere. Ce grand étoit à la cour, et demandoit, à hauts cris, de l'argent, chose dont il n'étoit pas accoutumé d'avoir besoin, excepté pour le serrer dans son coffre. Afin de s'en procurer, il jugea à propos de convertir en argent une portion des services personnels de ses vassaux, et perdit par-là son autorité : il confia ensuite à un fermier, (non à un métayer), des terres dont autrefois il consommoit lui-même les fruits. Cet entrepreneur (on peut le nommer ainsi) commença par renvoyer les bouches inutiles : cela produisit de plus grandes plaintes. Enfin l'argent, dépensé dans la ville, commença à refluer dans les mains des gens industrieux ; cela produisit de l'émulation, et les enfants du malheureux qui avoit éprouvé les funestes effets de la révolution, mais qui n'en pouvoit prévoir les conséquences, commencerent à en profiter ; ils devinrent aisés et indépendants dans la grande ville,

en fournissant à la prodigalité de ceux dans les domaines desquels ils étoient nés.

Les détails de cette progression ne sont peut-être pas bien exacts : je m'arrêterai donc pour considérer les choses dans l'état où elles étoient, à l'époque où tous les inconvénients de la révolution subite avoient cessé, et où elles sont venues où nous les voyons aujourd'hui. Les capitales s'agrandirent beaucoup ; Paris et Londres paroissent monstrueuses à certaines personnes, qui les regardent comme des fardeaux pour le reste du pays. Ceci mérite d'être examiné.

On convient, je pense, que les habitants des villes ne sont pas employés à l'agriculture : on peut convenir aussi qu'ils sont nourris par elle. Nous avons examiné les causes de l'agrandissement des villes, et nous avons vu les fonds destinés à leur subsistance, savoir, le superflu du travail des cultivateurs.

Quel avantage résulte-t-il donc de l'agrandissement des villes, pour ceux qui les habitent ? J'ignore les avantages qui en résultent pour les individus : mais je conclus que ceux que plusieurs trouvent en particulier, doivent être communs à un grand nombre ; et c'est pourquoi on s'assemble en grand nombre aussi.

Les principales objections qu'on fait contre les grandes villes, sont, que la santé y est moins bonne, les mariages moins fréquents qu'à la campagne, que la débauche y regne, et que les abus s'y multiplient.

A quoi je réponds que ces objections regardent, non seulement les villes qu'on trouve trop grandes, mais toutes les villes généralement, et que ces maux proviennent plus de l'esprit des habitants que de la grandeur de la capitale. Quant à la prolongation de la vie, c'est l'affaire des particuliers plutôt qu'un objet d'intérêt public.

On ajoute que, dans les grandes villes, le nombre des morts surpasse celui des naissances; par conséquent les petites villes, et même les campagnes, sont dépeuplées pour recruter les capitales.

Je nie d'abord que, dans toutes les capitales, le nombre des morts excede celui des naissances, car à Paris le contraire arrive. Mais supposons le fait vrai, que s'ensuit-il de là? Que plusieurs personnes nées à la campagne meurent dans la ville. Ce n'est pas un mal que la campagne fournisse des habitants aux villes. Que feroit-elle d'un excédant de population? Si elle a assez de bras pour fournir à ses propres besoins et à ceux

de la ville, cela ne suffit-il pas? S'il y en avoit au-delà, ces especes de surnuméraires consommeroient sans travailler; ou si on les ajoutoit à la classe des laboureurs, au lieu de les ajouter à celle des ouvriers libres, l'équilibre entre les deux classes seroit détruit, les vivres deviendroient trop abondants, et, par-là, l'agriculture seroit généralement découragée: au lieu qu'allant habiter les villes, ils acquierent l'argent avec lequel ils achetent les grains qu'ils auroient consommés à la campagne; et cet argent, que le travail additionnel des villes force à entrer dans la circulation, seroit resté resserré dans les coffres, ou du moins ne seroit jamais parvenu à la campagne qu'en conséquence de la désertion des villes. L'unique encouragement convenable pour l'agriculture est une augmentation progressive et modérée de la demande des productions de la terre; cela produit un accroissement utile dans la population. Cette demande doit venir des villes; car les cultivateurs n'ont jamais occasion d'en former, ce sont eux qui vendent toujours.

La cherté de la plupart des choses dans les grandes villes est certainement un bénéfice, et non une perte pour le pays; mais il faut observer que la grande dépense qu'on fait dans

dans les capitales, n'affecte pas les classes inférieures, ni ceux qui veulent vivre frugalement, dans la même proportion, à beaucoup près, que les riches. Si on se contente de bœuf, de mouton, de pain et de biere, on peut vivre à aussi bon compte à Londres et à Paris, que dans la plupart des autres villes; ces articles abondent en proportion de la consommation: mais quand il faut du poisson, de la volaille, du gibier, des choses recherchées de toute espece, apportées de loin par la poste, par des vaisseaux ou des messagers; s'il faut des équipages brillants, des maisons vastes, des gens à gros gages, beaucoup de pertes sur tous ces objets, sans la moindre économie sur aucun, il n'est pas étonnant que l'argent ne s'y dissipe promptement.

Je ne veux pas conclure de ce que je viens de dire, qu'il y ait aucun avantage manifeste pour un royaume comme l'Angleterre, d'avoir une capitale d'une grandeur aussi démesurée que Londres; je dis seulement que les objections contre ne me paroissent pas d'un grand poids. Je ne nie pas qu'il ne puisse y en avoir d'autres que j'ignore, parceque ce pays ne m'est pas assez connu pour être juge compétent dans cette matiere.

Je vais terminer ce chapitre, en indiquant les rapports sous lesquels je crois les villes, en général, avantageuses à un pays. J'observerai, en passant, en quoi elles sont désavantageuses pour certaines parties.

Les avantages généraux sont :

1°. De soulager la terre du fardeau inutile de ces hommes désœuvrés, qui consomment une portion du fruit du travail, sans y contribuer.

2°. Le moyen de lever des impôts et de les faire retomber sur les riches en raison de leur consommation, sans nuire à l'industrie ni à l'exportation.

3°. Les avantages qui en résultent pour les propriétaires des terres, ne sont pas moins considérables : cela est prouvé par l'expérience générale; car on voit par-tout qu'au moment où une ville ou un village s'agrandissent, par une suite de l'établissement du commerce et des manufactures, le prix des terres des environs hausse aussitôt. La raison en est aisée à déduire des principes ci-dessus.

Lorsque le cultivateur a une économie réglée, qu'il ne se trouve chez lui personne de superflu ou d'inutile, mais qu'il a un nombre suffisant de bras pour toutes sortes

de travaux (ce qui arrive ordinairement aux environs des villes), ce voisinage lui fournit un débouché pour tout son superflu, ses bestiaux consomment précisément la quantité de grains et de fourrages nécessaires, ce qui reste est de l'argent; un œuf superflu est de l'argent; une journée superflue d'une charrette, d'un cheval, une heure de travail d'un valet, tout est de l'argent pour le cultivateur; on a un besoin constant de tout ce qu'il peut faire et fournir.

Pour mieux sentir cet avantage, transportez-vous dans une province éloignée des villes, et comparez les deux situations; vous y trouverez une grande abondance de choses superflues, qu'on ne sauroit convertir en argent, et qui se consomment, par conséquent, sans nécessité et sans profit. Il est bon d'y avoir une terre si on veut y demeurer; mais si on ne le veut pas, le voisinage d'une grande ville est préférable.

On pourroit objecter que la ville est la cause du désavantage qu'éprouve le cultivateur éloigné, lorsqu'il compare sa situation avec celle du cultivateur qui vit auprès de la ville. C'est ce qu'il faut examiner.

Si la ville consomme les productions de ce fermier éloigné, ce ne peut être qu'en

concurrence avec tous les lieux plus rapprochés, et cette concurrence doit faire plus de bien que de mal au cultivateur éloigné. Si la ville ne consomme aucune portion de ses productions, quel tort lui fait-elle ? On peut répondre que les cultivateurs éloignés entrant en concurrence avec ceux qui sont plus rapprochés, ceux-ci abandonnent l'agriculture pour une occupation plus lucrative qu'ils trouvent dans la ville. La rareté des bras, à la campagne, augmente d'un côté le prix du travail, et diminue de l'autre le besoin de ce qu'il produit ; par conséquent, le cultivateur éprouve un double désavantage; cela est indubitable: mais, comme ces sortes de révolutions ne sauroient être subites, le devoir d'un administrateur, que je suppose toujours attentif, est d'introduire aussitôt quelque branche d'industrie dans ces campagnes éloignées ; et comme, pendant un certain temps, les prix baisseront, par les raisons déja alléguées, cette circonstance favorisera l'établissement : celui-ci hâtera la propagation en fournissant de l'emploi pour les enfants ; et bientôt le fermier trouvera son sort meilleur qu'il n'a jamais été. Mais indépendamment de ces secours de la part du gouvernement, dans peu d'années, cha-

que chose rentrera dans l'ordre, pourvu que l'esprit d'industrie soit soutenu ; car les villes, à mesure qu'elles s'agrandissent, étendent leurs demandes jusqu'aux campagnes les plus reculées. Ceux qui ont abandonné les campagnes n'en consomment pas moins les productions, et réparent par là le tort que leur désertion a fait. Cette vérité est confirmée par l'expérience. Ne voit-on pas chaque année les demandes des grandes villes s'étendre de plus en plus? Je connois en France des endroits qui, il y a vingt ans, n'envoyoient à Paris, même leurs mets les plus recherchés, que par la poste, et qui aujourd'hui y envoient, chaque semaine, des charrettes portant plusieurs milliers pesant de provisions; de sorte qu'on pourroit presque dire qu'un poulet gras de la province la plus éloignée du royaume se vendroit avec profit au marché de Paris pendant toute la saison d'hiver; et les bestiaux y portent leur chair à beaucoup meilleur compte que ne feroient des charrettes. Quelle est donc la ferme éloignée qui puisse se plaindre de cette superbe ville? Il y a cependant un cas où une province éloignée pourroit souffrir sous tous les rapports; c'est celui d'une révolution subite, comme si un grand sei-

gneur ; accoutumé à dépenser ses revenus chez lui pour encourager l'industrie, alloit à Paris ou à Londres, et s'absentoit pendant un an ou deux, sans se mettre en peine des terres qu'il abandonne ; la province doit nécessairement s'en ressentir : mais dans les révolutions qui arrivent progressivement par la désertion de ceux qui vivoient de leur industrie, il en naît d'autres qui remplacent les premiers ; il ne s'agit que de les employer. Tant qu'il y aura des vivres superflus, et une bonne économie, le pays retirera toujours les mêmes profits de ses avantages naturels.

4°. Un autre avantage des grandes villes est la nécessité d'avoir de grandes routes, qui sont un encouragement très considérable pour l'agriculture.

L'état pitoyable des routes, dans presque toute l'Europe, il y a environ cent ans, est une preuve sensible de l'état chétif des villes et du peu d'encouragement qu'on donnoit autrefois à la culture du sol.

Qu'on se donne la peine d'examiner la valeur des terres dans plusieurs provinces de France, avant la confection des grands chemins, et qu'on la compare avec leur état actuel. Si cette recherche étoit trop difficile

à faire, on n'auroit qu'à comparer la figure que fait à Paris, ou à son régiment, un jeune homme d'une fortune médiocre, avec celle de son pere ou de son aïeul qui vivent dans leur province suivant leurs anciens usages : on découvriroit facilement les progrès de l'aisance et de la recherche dans cette classe, qui n'ont pas d'autre cause que la culture du sol. On se plaint que les choses deviennent cheres : cela n'est pas douteux, à l'égard de plusieurs objets, et cela ne s'accorde-t il pas parfaitement avec nos principes? Ce n'est pas parcequ'il y a aujourd'hui une plus grande somme d'argent dans le pays, quoique j'avoue ce fait, et qu'il puisse même contribuer à augmenter les prix: mais le principe direct qui a produit cet effet, et qui réglera toujours l'augmentation et la diminution des prix, c'est l'augmentation des besoins. Or les grandes routes portent, pour ainsi dire, les denrées au marché; elles semblent abréger les distances; elles augmentent le nombre des voitures de toute espece, et écartent les inconvénients qui résultent de l'éloignement des villes. Les campagnes les plus éloignées fournissent le marché en concurrence avec les cultivateurs du voisinage des villes : cette concurrence

pourroit faire baisser les rentes des terres qui se trouvent auprès de ceux qui ont été les premiers à encourager l'industrie ; mais le préjudice qu'éprouveroient à cet égard les propriétaires seroit bientôt réparé. Les villes s'agrandiroient, les besoins augmenteroient dans la même proportion, et les prix hausseroient de nouveau. Tout ce qui occupe utilement les hommes, contribue à la consommation, qui est aussi un avantage pour l'état, puisqu'elle fait passer l'argent des mains du riche dans celles de l'industrieux. La facilité du transport des denrées produit cet effet : le cultivateur éloigné peut employer les heures de loisir de ses valets et de ses bestiaux à transporter au marché les productions de quelques fermes, qui autrefois n'en avoient jamais vu vendre.

Je ne pousserai pas ces spéculations plus loin ; mais je finirai en observant que la confection des routes doit contribuer à la population comme elle contribue aux progrès de l'agriculture.

CHAPITRE XI.

De la distribution des habitants par classes; de leurs emplois et de leur multiplication.

Après avoir déduit les effets de la politique moderne, qui a rassemblé un si grand nombre d'habitants dans des villes, il convient d'indiquer les principes d'après lesquels l'administrateur doit pourvoir à leurs besoins, les soutenir et les employer; sans cela ils ne sauroient ni vivre ni multiplier; la terre, leur commune mere, les a, en quelque sorte, bannis de son sein; elle ne les allaite plus dans leur inaction: l'industrie les a réunis, il faut que le travail les nourrisse et fournisse en même temps un superflu pour élever les enfants. Si cette ressource manque, la misere en est la suite: la dépopulation des villes sera suivie de la ruine des campagnes, et tout sera bouleversé à la fois.

Nous avons déja établi les principes qui paroissent les plus capables de porter les hommes au travail, en les supposant tous

libres ; et nous avons observé comment l'esclavage, dans les temps anciens, pouvoit produire le même effet par rapport à la population que produisent aujourd'hui l'industrie et le commerce. Les hommes étoient forcés à travailler alors, parcequ'ils étoient les esclaves d'autres hommes ; aujourd'hui c'est parcequ'ils le sont de leurs propres besoins. Pourvu que l'homme travaille et fasse produire abondamment la terre, et que l'autorité, l'industrie ou la charité fassent circuler ces productions pour nourrir les ouvriers libres, alors le principe d'une population nombreuse exerce toute son activité.

Je suppose à présent que ces principes soient bien connus, que les besoins augmentent l'industrie, l'industrie les vivres, et les vivres la population : il s'agit ensuite d'examiner comment on doit employer les hommes.

C'est une maxime générale dans la bouche de tout le monde, qu'il faut augmenter la population ; que la force et la puissance de l'état sont en proportion du nombre des habitants.

Je ne condamne pas volontiers des opinions ; mais j'aime à restreindre les propositions trop générales. Je n'ai peut-être ja-

mais manqué d'être induit en erreur par toutes celles que j'ai établies. Rien de si méthodique et de si commode, il est vrai, dans un traité, que des maximes générales: elles facilitent la distribution de nos idées; et lorsque je suis forcé d'y renoncer moi-même, ce n'est jamais sans regret.

Comme j'ai souvent recours à l'économie domestique, pour éclaircir mes idées sur l'économie politique, je me demande à moi-même si c'est une regle générale qu'un chef de famille doive en augmenter les bouches tant qu'il est capable de les nourrir. Mon opinion est que, dans une petite famille bien composée, et où chaque individu est convenablement employé, les maîtres et les serviteurs sont bien plus heureux que dans d'autres beaucoup plus nombreuses, où le même ordre et la même régularité ne regnent pas; et qu'un petit nombre de soldats bien disciplinés est plus formidable, et réellement plus fort, que la populace nombreuse d'une grande ville.

L'utilité des habitants est de se rendre service les uns aux autres en particulier, et à la société en général. Par conséquent, en bonne politique, chaque état devroit s'occuper à faire remplir ce but aux habitants

qu'il a déja, avant de songer à en augmenter le nombre. Il me semble qu'il est absurde de desirer de nouveaux habitants sans savoir auparavant comment employer les anciens; et c'est ignorer les véritables effets de la population que d'imaginer qu'en l'augmentant on remédiera infailliblement aux inconvénients qui viennent de l'abus de ceux qui existent déja.

Je commencerai donc par supposer qu'il faut plutôt bien employer les habitants que d'en augmenter le nombre.

Si je sais le nombre des habitants, je peux savoir combien il en meurt chaque année, par conséquent je peux savoir combien il faut de couples produisants pour entretenir la race. Si je veux recueillir vingt boisseaux de grain seulement, je n'en seme pas vingt boisseaux. S'il naît autant d'enfants qu'il meurt de personnes, cela suffit suivant la supposition; mais ces enfants doivent être élevés proportionnellement dans les différentes classes d'habitants que j'ai supposés divisés en deux, celle qui ne travaille pas et celle qui travaille. Ne pourroit-on pas dire qu'il n'est pas absolument nécessaire que ceux de la premiere classe multiplient pour recruter la deuxieme? Donc si la deuxieme

classe se soutient toujours au même niveau par sa propre multiplication, et si tout son travail est consommé, ne reconnoît-on pas que la suppression de toutes ces bouches qui ne travaillent pas, et qui ne paroissent utiles qu'à raison de leur consommation, n'est pas une perte réelle pour la nation? Mais on objecte à cela que si le nombre de la premiere classe est diminué, le travail de la seconde ne sera pas employé.

L'expérience journaliere me fournit la réponse. Deux personnes A et B ont chacune 10000 livres de rente. La premiere a plusieurs enfants, l'autre n'en a point : tous les deux dépensent leurs revenus ; A en choses nécessaires pour l'usage de sa famille et pour l'éducation de ses enfants ; ceux de la classe des ouvriers sont seuls employés à fournir ces choses, car je regarde comme ouvrier tout homme qui donne quelque chose pour de l'argent : B dépense son revenu comme un homme du monde, en voitures, en chevaux, en laquais à riches livrées ; en un mot, sans entrer dans le détail des objets, je trouve les 10000 livres dépensées à la fin de l'année. Aucun des deux ne travaille ; et, d'après l'hypothese, les enfants d'A ne sont pas nécessaires aux ouvriers. N'est-il pas vrai alors

que B a consommé autant d'ouvrage ou de service (car je le regarde de même) qu'A avec sa famille? Je peux même aller plus loin, et affirmer que B a contribué autant, et peut-être plus, à la population que A; car, s'il est vrai que celui qui donne de quoi vivre encourage la population, je dis que la dépense de B a nourri les enfants des ouvriers industrieux qu'il a employés; par conséquent au lieu de contribuer indirectement comme A à l'augmentation du nombre des oisifs dans l'état, il a contribué directement à l'augmentation des industrieux. Quel est donc l'avantage que l'état retire des enfants d'A, de son mariage, de sa multiplication? je ne vois aucun mal qu'il fût demeuré garçon; car ceux qui ne produisent que des consommateurs inutiles, n'ajoutent certainement ni force, ni richesse, ni aisance à l'état: et il n'est question ici que de ceux-là.

De là je conclus qu'il ne sauroit y avoir un nombre déterminé de consommateurs riches et oisifs, nécessaires pour employer un nombre déterminé de gens industrieux, non plus que de maîtres pour employer un nombre fixe de domestiques. Ne voit-on pas souvent un célibataire avoir une suite plus nombreuse qu'il ne lui faut lorsqu'il devient pere

de famille? Il arrive même qu'un homme, en se mariant, diminue quelquefois le nombre de ses domestiques, afin de pouvoir nourrir ses enfants.

Si les richesses, comme j'espere le prouver, sont nécessaires à l'encouragement de l'industrie; si on doit employer tous les moyens d'en accélérer la circulation, afin de donner du pain à ceux qui veulent travailler, ou, en d'autres mots, à ceux qui sont disposés à devenir des membres vigoureux de l'état, en contribuant par leur force, leur adresse, leurs talents, à fournir à ses besoins, à augmenter ses richesses, à encourager et à établir un bon gouvernement au-dedans, et à le servir au-dehors; alors je dis que la multiplication de ceux qui n'appartiennent à aucune de ces deux classes, c'est-à-dire de ceux que j'ai nommés des consommateurs oisifs, contribue directement à faire languir l'autre partie.

Il n'est pas possible de gouverner parfaitement un état, ni par conséquent d'exécuter le projet d'une exacte distribution des habitants, sans savoir précisément leur situation quant à leur nombre, leurs emplois, les profits sur chaque genre d'industrie, et le nombre que produit chaque classe. Ce

sont là les moyens de juger à quel point ceux d'un métier ou d'un emploi particulier sont en état de nourrir une famille. Il pourroit paroître superflu, de l'autre côté, d'examiner l'état des classes supérieures qui ne travaillent pas, leur aisance, le besoin que l'état peut avoir de leurs services, puisque ceux qui les composent sont censés avoir de quoi vivre, et par conséquent n'avoir pas besoin de secours : mais cela n'arrive pas toujours, ni par-tout; et l'état perd souvent d'excellents sujets, faute d'une attention convenable de la part de l'administrateur.

J'ai observé combien il étoit nécessaire de gouverner un peuple suivant son esprit : j'entends par gouverner, protéger, chérir, soutenir, aussi-bien que punir, restreindre et imposer; et s'il se trouve dans un état une noblesse nombreuse, qui regarde le commerce et les arts méchaniques comme au-dessous de sa naissance, un habile administrateur réfléchira sur l'esprit des temps anciens, qu'il comparera avec les temps présents. Il reconnoîtra que ces sentiments ont été transmis de pere en fils, et qu'il ne s'est pas écoulé six générations qu'ils étoient universels dans toute l'Europe; que, quoique d'après la révolution dont nous avons par-

lé

lé dans le chapitre X, ils soient moins adaptés à l'esprit des temps présents, ils produisent cependant d'excellents effets; ils servent de rempart à la vertu contre les attraits des richesses; et il est dangereux d'obliger une classe, qui forme un corps considérable dans l'état, à fouler aux pieds ce qu'elle a appris dès son enfance à regarder comme le caractere d'une ame noble et généreuse.

Il y a environ deux cents ans que la noblesse de plusieurs pays (j'entends par ce mot les gens bien nés, décorés ou non des marques particulieres de la faveur du prince) vivoit du produit de ses terres. Il y avoit dans ce temps-là peu de luxe et peu de circulation; la terre nourrissoit un grand nombre de bouches inutiles, suivant l'acception moderne du mot *inutile;* elle produisoit par conséquent des revenus très modiques en argent aux propriétaires, qui étoient cependant les personnages les plus considérables de l'état. Cette classe d'habitants étant restée oisive pendant la révolution ci-dessus, l'introduction du commerce, de l'industrie et du luxe, a fait tourner insensiblement contre elle la balance des richesses, et par conséquent celle de la considération : cela est indubitable. Cette classe a cependant conservé l'esprit

militaire, des sentiments relevés; et malgré sa dépression, quant à la fortune, on trouve toujours qu'elle brille avec plus d'éclat, lorsqu'elle est placée dans une élévation convenable.

En temps de paix, lorsque le commerce fleurit, l'éclat de ceux qui brillent avec l'argent du public, l'importance et la considération d'un négociant riche, l'aisance et l'abondance même d'un artisan industrieux, éclipsent la pauvre noblesse, qui devient un objet de mépris pour les mauvais citoyens, et un objet de compassion pour les bons; et des écrivains politiques croient lui rendre un service important en lui proposant de s'incorporer dans les classes inférieures du peuple! Mais quand l'état est menacé au-dehors, et qu'il faut mener des armées au champ de bataille, comparez la conduite de celles que commande une noblesse belliqueuse avec celles que conduisent les enfants du travail et de l'industrie; par ceux qui n'ont en vue que la gloire, ou par ceux qui ne cherchent que le gain. L'état n'a qu'à laisser la noblesse sans encouragement, et on la verra bientôt disparoître; ses terres passeront à des gens qui ont les mœurs du temps, et l'armée adoptera promptement ces nouveaux sentiments

plus conformes à l'esprit que donne l'amour de l'argent.

Je ne vois rien qui affecte plus un bon esprit que la détresse de la pauvre noblesse de l'un et de l'autre sexe; quelques uns leur ont proposé le commerce. Pourquoi ne commercez-vous pas? Je réponds pour la noblesse, parceque, pour commencer, il faut de l'argent. Cette réponse est sans réplique. Pourquoi donc ne pas vous adonner à d'autres branches d'industrie? Si c'est l'état qui est supposé faire cette question, je demande à mon tour quel avantage il compte retirer de cette industrie : quel avantage y a-t-il qu'ils deviennent marchands, tisserands ou tailleurs? Toutes les classes ne sont-elles pas et ne doivent-elles pas être pourvues de bras par leur propre multiplication? Quel profit y a-t-il pour l'état que les enfants d'une classe enlevent le pain à ceux d'une autre classe?

Si les sentiments dans lesquels la noblesse a été élevée, sont préjudiciables à l'état, il faut les décourager. Si la naissance ne doit pas être une marque de distinction, qu'on ne lui accorde aucun privilege particulier qui paroisse mettre cette classe au-dessus des autres avec lesquelles l'état desire de les in-

corporer. Vous ne ferez pas monter votre valet de chambre derriere votre voiture, quoique souvent cela puisse être commode; eût-il été votre laquais la veille, vous le chasseriez même de chez vous, si, en changeant de fonctions, il ne changeoit pas aussi ses habitudes.

Si la noblesse est un trop grand fardeau pour l'état, laissez-la s'éteindre. Accordez, comme en Angleterre, le titre de noble à un seul individu d'une famille, et que tous les autres soient roturiers; c'est-à-dire qu'ils ne soient distingués par aucun privilege personnel quelconque des dernieres classes du peuple. Mais si vous voulez qu'ils vous servent en qualité de soldats, et qu'ils conservent les sentiments que vous desirez dans un soldat, ayez soin au moins de leurs enfants. S'ils vous paroissent pauvres et couverts de haillons, tandis qu'ils chassent un misérable lievre ou une perdrix sur les terres de leurs peres, comparez-les, lorsqu'ils sont dans vos troupes, avec ceux de vos opulents voisins; supposé que vous en ayez de tels.

L'établissement d'une *école militaire* fait voir qu'il y a des personnes qui pensent ainsi: je n'entends pas que le souverain détourne dans ce canal les richesses qui découlent

de toutes les sources ouvertes dans l'état, quoique rien ne soit plus raisonnable que d'obliger les hommes à payer la conservation de ce qu'ils ont acquis ; mais qu'on leve un impôt sur la propriété des nobles, pour être employé à l'éducation de cette généreuse jeunesse depuis sa plus tendre enfance ; alors l'état aura tout sous ses yeux ; ce sont ses enfants, ses sujets, qui ne cherchent qu'à sortir de l'obscurité de leurs demeures, et à se rendre capables d'être employés pendant qu'ils sont jeunes et vigoureux. Lorsqu'ils auront rempli leur tâche, la patrie qui les a produits, les accueillera dans son sein ; là, ils en produiront d'autres qui leur ressembleront, et qui perpétueront leur espece et son esprit à la fois, sans être à charge aux autres classes de l'état.

Un administrateur doit s'attacher à employer autant d'individus de chaque classe qu'il est possible ; et lorsque les emplois manquent dans le cours ordinaire des affaires, il doit chercher des débouchés pour les jeunes gens de tous les ordres. Les vieux et ceux qui ne travaillent pas, sont perdus sans ressource sous plusieurs rapports.

Il faudroit aussi augmenter et encourager, autant que cela se peut, les relations que l'in-

dustrie met entre les différentes classes. Je croirois que les relations fondées sur le mariage nuisent plus qu'ils ne sont utiles; c'est-à-dire que je serois porté à décourager les mariages entre les personnes de différentes classes; mais j'encouragerois, autant qu'il seroit possible, toutes les autres especes de dépendances relativement à leurs professions: celles-ci tendent à tenir chaque individu occupé suivant l'esprit et les besoins de sa classe: les premieres, au contraire, ne produisent pas communément de bons effets; ce qui suffit pour que l'état n'encourage pas le moins du monde de pareils mariages, mais il doit se borner là.

Ceux qui demeurent sans emploi, soit par des infirmités naturelles, soit par des malheurs, et qui par là deviennent à charge aux autres, sont réellement à charge à l'état: c'est un mal qu'il faut souffrir; tout est sujet à des inconvénients; l'état doit pourvoir à des retraites de toute espece pour les différentes conditions de ses habitants hors de service; l'humanité, la saine politique et la religion l'ordonnent. Voilà ce qu'on peut dire en général des principes qui reglent l'emploi et la distribution des habitants, ce qui doit varier dans les différents états, suivant l'éten-

due, la situation et le sol du pays, et surtout suivant l'esprit du peuple. Je vais maintenant proposer quelques considérations sur la maniere d'augmenter la population.

CHAPITRE XII.

De l'avantage qui résulteroit pour la population de la combinaison d'une théorie bien conçue, et d'une parfaite connoissance des faits, avec la partie pratique du gouvernement.

Nous vivons heureusement dans un siecle où il se présente tous les jours des occasions d'observer la différence entre l'exercice d'un art d'après une pratique purement méchanique, et le même art exercé d'après les principes que l'étude et le travail ont introdnits pour le porter à sa perfection. Cette différence est palpable pour quiconque compare la construction d'une maison ordinaire avec celle d'un grand édifice public auquel les plus habiles architectes sont employés, la confection d'un petit chemin de village avec celle d'un chemin militaire, à travers

des montagnes, des forêts et des marécages. Dans le premier, chaque obstacle paroît invincible ; dans le second, les plus grandes difficultés disparoissent. En comparant ces choses, nous distinguons l'artiste qui opere d'après les principes de la science, de l'artisan qui ne connoît que la pratique ordinaire, aidée de sa propre adresse.

Il faut, dans chaque science, pour la porter à sa perfection, un maître formé par la main de la nature, perfectionné par l'étude et l'expérience. Le génie pénétrant de Colbert se fit jour à travers la confusion et l'embarras de l'administration des finances en France. Il trouva, pour augmenter le trésor public, des ressources qui n'auroient jamais été sujettes à tous les inconvénients dont on se plaint, si l'administration avoit été conduite avec autant de désintéressement qu'elle avoit été établie avec habileté. Le génie de Law étoit original relativement au calcul et au crédit du papier. Robert Walpole trouva de nouveaux principes d'impôts : il étendit le plan du crédit public, et en réduisit l'application en science. C'étoient là des hommes d'état nés ; ils avoient créé de nouvelles idées, et trouvé de nouveaux principes pour gouverner les hommes, et les déterminer,

par la vue de leurs propres intérêts, à concourir à l'exécution de leurs plans.

Des spéculatifs peuvent bien faire naître des idées ; mais la force de la théorie, sans le secours de la pratique et de l'expérience, ne suffit jamais pour les conduire jusqu'à former un plan. Un grand génie ayant le pouvoir et l'autorité en main, n'a besoin que d'une idée pour élever un système, et le mettre en pratique avec succès.

De toutes les recherches relatives à l'économie politique, il n'en est point qui paroissent plus obscures que celles des principes qui influent sur la multiplication de l'espece humaine, et qui en déterminent la distribution et l'emploi, de la maniere la plus favorable à la prospérité de chaque société particuliere.

Je n'ai jamais trouvé cette matiere traitée à mon gré, ni rien qui me satisfasse dans ce genre. Il y a bien des nuages qui couvrent encore les champs fertiles de cette science : jusqu'à ce qu'ils se soient dissipés, l'œil du politique ne sauroit saisir le passage en entier, ni juger des défauts qui paroissent dans les représentations multipliées que les peintres modernes en donnent tous les jours.

Je pourrois ici, sans être soupçonné de

vanité, me mettre de niveau avec Montesquieu, jusqu'à m'appliquer le mot du Correge : *Io anche son pittore.* Cependant j'avouerai ingénument combien je suis incapable de traiter cette matiere avec clarté ; on verra, par mes répétitions fréquentes et mes retours multipliés sur le même point, afin d'éclaircir mes propres idées et celles de mes lecteurs ; combien je sens mon insuffisance. Peut-être qu'en plaçant l'objet sous différents points de vue, et en l'examinant dans des situations différentes, le lecteur et moi pourrons-nous enfin voir un peu plus clair.

Dans un des chapitres précédents, j'ai essayé d'établir les principes qui influent sur la multiplication ; mais ils sont si généraux, qu'on peut tout au plus les considérer comme les plus éloignés. Ils peuvent suffire pour une spéculation superficielle ; mais ils ne servent de rien dans la pratique. J'ai insisté principalement sur ceux dont on reconnoît les effets dans tous les temps et dans toutes les sociétés où regne la simplicité primitive. Il s'agit présentement de traiter cette matiere sous des rapports devenus plus compliqués par nos mœurs actuelles, que le plus habile administrateur ne sauroit changer, à raison

du commerce, de l'industrie, du luxe, du crédit, des impôts et des dettes qui existent chez les nations les plus éclairées de l'Europe. C'est une chaîne de diamant qu'on ne sauroit rompre : une révolution de trois siecles l'a si fortement unie à l'esprit des nations, qu'elle paroît indissoluble. Mon objet n'est pas d'examiner jusqu'à quel point le systême moderne doit être préféré à l'ancien; mais de chercher par quels moyens un administrateur peut tourner, au plus grand avantage des hommes, les circonstances qui ont produit ce nouveau plan d'économie, en laissant la réforme de ce plan aux temps et aux événements dont je ne suis pas le maître. Les projets de rappeler l'ancienne simplicité, de rendre les hommes honnêtes et vertueux, sont de belles spéculations; je les admire autant qu'un autre, mais non pas assez pour les croire praticables dans ce siecle dégénéré.

Si les principes que j'établis ici paroissent contradictoires avec un systême de politique aussi desirable, on ne doit pas juger défavorablement mon opinion même, parcequ'elle n'est d'aucun poids. Mon objet est d'examiner les conséquences de ce que nous voyons et éprouvons tous les jours, de

faire voir jusqu'à quel point on peut éviter les mauvaises, et rendre les bonnes plus avantageuses encore.

L'abandon de l'ancienne simplicité, et l'introduction d'un système de vie compliqué, a rendu infiniment plus difficile le méchanisme du gouvernement, et chaque maladie du corps politique affecte la multiplication. La dépopulation est un symptome aussi certain de maladie dans le corps politique, que le dépérissement dans le corps d'un individu. L'augmentation de population dans un état annonce de la santé et de la vigueur: lorsque les nombres ne diminuent pas, c'est le signe de la virilité; la diminution est celui du déclin de l'âge.

L'importance de cette matiere m'oblige donc d'y revenir encore une fois, afin de découvrir les vrais moyens de rétablir et de conserver la jeunesse, de répandre, pour ainsi dire, de la vigueur dans chaque membre, dans chaque veine et dans chaque nerf de la société moderne.

Dans la république de Lycurgue, un célibataire étoit traité sans aucun égard, parceque le libertinage seul pouvoit l'empêcher de se marier. Le mariage n'étoit pas un fardeau dans un état où tous étoient nourris et

soignés aux dépens du public. Un Spartiate qui ne se marioit pas étoit regardé comme un homme qui refusoit de recruter l'armée, afin de satisfaire quelque habitude vicieuse.

Le *jus trium liberorum*, et les autres encouragements établis par Auguste pour engager les Romains à se marier, regardoient principalement la noblesse et les citoyens, et point du tout la classe inférieure ou les esclaves destinés aux travaux. Le vice que l'empereur avoit en vue de corriger par ses ordonnances, étoit la vie prodigue et dissolue des célibataires riches, dont l'état entier se ressentoit par la diminution du nombre des chevaliers qui en faisoient le principal soutien. On peut juger de la force de cet ordre par le nombre de ceux qui périrent à Cannes. Dans ce temps-là, l'encouragement pour la population regardoit principalement les classes supérieures. Les dernieres classes du peuple, toujours les plus nombreuses partout, étoient aisées à recruter par l'importation d'esclaves, comme cela se pratique aujourd'hui dans les Indes occidentales. On doit agir, par conséquent, par le même principe qui fixa l'attention de ce sage empereur. L'état des choses est totalement changé en Europe, particulièrement en Angleterre

par l'introduction d'une liberté universelle. Nos dernières classes sont absolument libres; chacun y est son maître et doit élever ses propres enfants, autrement l'état se dépeupleroit. Nous n'avons pas la ressource de l'importation, soit par nos vaisseaux, soit par la naturalisation, en vertu d'actes du parlement. Nous aurons toujours des communes libres et nombreuses, et nous aurons toujours à lutter contre les mêmes inconvénients, tant que la derniere classe sera hors d'état de s'entretenir elle-même au même nombre: c'est donc là le nœud de la difficulté. Afin d'avoir un état florissant, que le chevalier Guill. Temple compare ingénieusement à une pyramide, il faut l'établir sur une base solide et large, formée des dernieres classes de citoyens. A mesure que les classes montent en richesses, la pyramide se resserre jusqu'à ce qu'elle se termine en pointe, comme dans la forme monarchique; ou en petit quarré, comme dans les gouvernements aristocratiques ou mixtes. Il faut donc que la derniere classe soit entretenue, comme nous l'avons dit, par sa propre multiplication. Mais, lorsque chacun vit de son industrie, il s'établit une concurrence, et celui qui vend son travail le moins cher a la préférence. Comment un

homme marié, qui a des enfants à nourrir, peut-il lutter contre un célibataire ? celui-ci donc fait mourir l'autre de faim, et la base de la pyramide se rétrécit. Je me bornerai pour ce moment à cette esquisse légere de cette importante question : je la reprendrai pour l'examiner plus en détail dans le chapitre du nécessaire physique ou des besoins naturels.

Elle est la principale cause de la décadence des états modernes ; elle résulte de la liberté dont elle est une suite inséparable.

Plusieurs écrivains politiques modernes conseillent le mariage dans les termes les plus forts à toutes les classes de citoyens. Cependant ce ne seroit peut-être pas un mal qu'un curé fût autorisé à ne pas marier deux personnes, à moins qu'on ne fût presque assuré que la paroisse ne seroit pas chargée de nourrir leurs enfants. Pourroit-on raisonnablement blâmer un pareil réglement ? Ceux qui sont nourris gratuitement par d'autres, sont à charge à l'état, et non une acquisition utile, tant qu'ils continuent à vivre ainsi. Rien de si aisé que de se marier ; rien de si naturel sur-tout parmi le petit peuple : mais comme, pour recueillir, il ne suffit pas de labourer et de semer ; de même, pour élever des enfants, il ne suffit pas de se marier. Il

faut un nid à l'oiseau qui produit une couvée incapable de se nourrir elle-même. La maison est le nid des enfants; mais tout homme capable de devenir pere n'est pas, pour cela, capable de bâtir ou de louer une maison.

Ces réflexions menent à une distinction qui pourra servir à éclaircir nos idées sur la population. Considérons donc la génération de l'homme sous un rapport politique, et elle nous présentera deux faces ; l'une est une multiplication réelle ; l'autre, une simple procréation.

Les enfants qui naissent de parents capables de les nourrir et de les élever de maniere à leur faire gagner leur vie, contribuent réellement à la multiplication, et servent l'état. Ceux qui naissent de parents dont la subsistance est précaire, ou tout au plus suffisante pour leur propre existence physique, n'ont aussi qu'une existence précaire, et commencent indubitablement par être des mendiants ; il en périra plusieurs faute de nourriture, beaucoup plus encore par excès de misere ; leur mendicité entraînera celle de leurs parents, et tous ensemble seront sans ressources. Suivant l'expression du maréchal de Vauban, dans sa dîme royale, *la mendicité*,

cité, dit-il, *est un mal qui tue bientôt son homme.* Il avoit sous ses yeux un grand nombre d'exemples de cette vérité; ceux qui n'en ont pas vu beaucoup, connoissent peu le monde.

D'un mariage contracté sans les conditions nécessaires pour la multiplication, il résulte une procréation accompagnée de tous les inconvénients expliqués ci-dessus; et comme les classes inférieures du peuple sont de beaucoup les plus nombreuses, le devoir d'un administrateur est de prévenir ces maux, s'il veut contribuer efficacement à l'augmentation de la population.

Tout projet de ce genre, qui ne sera pas fondé sur un dénombrement exact des habitants d'un pays, paroisse par paroisse, ne sera qu'un expédient inventé pour marcher dans les ténebres. Je voudrois que pour perfectionner les dénombrements de cette espece, que j'ai vus dans l'excellent ouvrage que j'ai déja cité du maréchal de Vauban, et dans les états du roi de Prusse, on en fît un où tous les habitants seroient classés, non seulement par les métiers qu'ils exercent, mais encore par ceux de leurs peres, afin de distinguer les classes qui multiplient de celles qui ne font que procréer. Je voudrois aussi

qu'on tînt des registres de mortalité pour chaque classe, principalement dans la vue de comparer les naissances et les morts des enfants dans chacune.

Supposons, par exemple, que j'aie devant moi un état général de tous les habitants d'un pays, paroisse par paroisse, et dans lequel on puisse les distribuer sous les dénominations respectives des professions de leurs pères. J'y reconnoîtrai aussitôt un nombre considérable produit par les classes supérieures, qui vivent d'un revenu déja assuré, et de différentes branches d'industrie qui fournissent une subsistance abondante et aisée. Celles-ci n'ont pas besoin du secours de l'état pour élever leurs enfants; et on peut encourager le mariage, ou permettre le célibat à ceux de cette classe, suivant le besoin qu'on a de leurs enfants, quand ils sont élevés. Quand je descends aux classes inférieures, j'examine, par exemple, celle des cordonniers, et je vois le nombre qu'ils produisent; je compare d'abord ce nombre avec celui des cordonniers qui existent actuellement, puis avec le nombre de mariages célébrés parmi eux; car je suppose des états exacts de tout. Je découvre, par-là, la fécondité du mariage, et le succès de la multiplication dans cette

partie. Lorsqu'on examine la question, classe par classe, on peut décider où le mariage réussit et où il ne réussit pas. J'ai dit que je regardois comme un avantage que chaque classe entretînt au moins le même nombre: si elle en fournit davantage, je voudrois, s'il étoit possible, que les classes supérieures fussent recrutées par les inférieures, plutôt que le contraire; l'un annonce de la prospérité, l'autre de la décadence: mais j'avoue que le premier est bien plus difficile.

Ainsi, suivant les circonstances, et d'après ces principes, je déchargerois les parents du soin des enfants, afin d'encourager le mariage là où le mariage réussit le moins: si celà arrive dans les plus basses classes, il faut beaucoup d'encouragement; peut-être faudroit-il avoir soin de tous. Certains métiers peuvent être surchargés d'un enfant, d'autres de deux, et ainsi de suite. Mais je traiterai cette question plus en détail ailleurs. Il faut que j'avertisse que je n'entends pas que toutes les classes inférieures du peuple se marient et propagent, et que l'état nourrisse leurs enfants: je voudrois seulement qu'on fût assuré que le nombre d'enfants nécessaire pour soutenir la multiplication au point proposé, seroit nourri chaque année

par l'état, dans chaque classe et dans chaque canton; qu'ils fussent le produit des mariages que l'état protege et distingue de ces unions qui, sous tout gouvernement libre, doivent être exposées aux inconvénients du besoin et de la misere : ce sont là aussi des maux contre lesquels le gouvernement doit se prémunir. Les hôpitaux pour les enfants trouvés sont des établissements admirables; et les colonies sont des débouchés pour la population surabondante. Mais je me laisse entraîner insensiblement dans un détail qui sort des bornes de mon plan. Pour former un projet, il faut supposer l'état pour lequel il est destiné, parfaitement connu: ceci est au-delà de ma portée; ainsi je me contenterai d'éclaircir ce que j'ai dit, par quelques observations qui y soient analogues.

Je n'ai pas proposé ici des plans de multiplication incompatibles avec l'esprit des nations que je connois un peu, ni avec la religion dont on fait profession en Europe, et cela par des raisons qu'un homme sage imaginera facilement; mais principalement parceque je crois qu'on reconnoîtra qu'il naît déja un nombre suffisant d'enfants, et qu'on n'a besoin ni de concubinage ni de polygamie pour en augmenter le nombre: mais ce

qui nous manque, c'est la vraie maniere de conserver ceux que nous avons, et de proportionner la multiplication au nombre qu'il est possible de nourrir et d'employer; c'est pourquoi je voudrois qu'un administrateur, bien instruit de la situation du peuple, de l'état de chaque classe, du nombre de mariages dans chacun, réglât le nombre de ces mariages qui seroit autorisé dans chaque classe, distribuée suivant un certain rapport pour chaque paroisse, ville, bourg, etc. du pays; qu'il établît des loix pour régler la préférence en cas de concours entre différents couples, et qu'il résultât de ce réglement un soulagement pour les parents de tous les enfants, au-delà du nombre déterminé, ainsi que je l'ai déja dit. Comme ami de la liberté, je ne conseille pas de nouvelles restrictions sur le mariage, elles seroient d'ailleurs trop contraires à l'esprit dominant de notre siecle: je recommanderois donc fortement de multiplier par-tout les hôpitaux pour les enfants trouvés, et encore plus fortement d'y nourrir les enfants avec frugalité, et de les rendre capables de bonne heure de recruter les classes inférieures du peuple.

CHAPITRE XIII.

Suite du même sujet, relativement à la nécessité d'avoir des registres exacts des naissances, des morts et des mariages, pour chaque classe d'habitans d'une société moderne.

M. Derham a donné des tables d'après lesquelles le rapport entre les mariages et les naissances, en Angleterre, est comme 1 à 4 : et le rapport entre les naissances et les morts, comme 1 $\frac{12}{100}$ à 1.

Il paroît par-là que la population y va en augmentant, quoique lentement ; ce qui annonce de la vigueur et de la jeunesse. Le docteur Davenant évalue l'augmentation à 9,000 personnes par an. Si les choses pouvoient s'arrêter là, je l'aimerois mieux qu'une multiplication plus rapide : cette augmentation produit environ un million d'ames par siecle. Il seroit à desirer que les choses restassent long-temps ainsi ; une multiplication trop rapide s'arrête à quelque point, c'est

alors une preuve de détresse, et il en résulte de grands inconvénients.

Ces calculs extraits de garants très insuffisants font voir la nécessité d'avoir des états exacts, puisque c'est d'après ces auteurs, tout imparfaits qu'ils sont, que le docteur Halley et d'autres ont calculé le prix des annuités, qui, dans un temps où tous les états de l'Europe empruntent aux dépens de l'industrie et de la propriété particuliere, devroient être appréciées à leur juste valeur. Or il paroît qu'on a compris dans ces états de mortalité, ce que nous avons appellé l'abus du mariage ou la procréation.

S'il est vrai, comme je le crois d'après ce que j'ai vu et observé, qu'il périt un grand nombre, sur-tout d'enfants, dans les dernieres classes du peuple, par les effets de l'indigence, soit directement faute de nourriture, soit par des maladies produites graduellement par une longue misere, et que d'autres périssent faute de soins, lorsque le moindre secours d'un chirurgien, pour les saigner, suffiroit pour les sauver des maladies inflammatoires auxquelles ils sont principalement sujets; ne doit-on pas en conclure que des calculs fondés sur des registres des naissances et des morts de tous les

hommes généralement, ne sauroient être aussi exacts que des registres faits pour chaque classe d'habitants, prise séparément?

On dira peut-être que les gens riches et aisés sont exposés à des maladies qui en enlevent un grand nombre dans la même proportion que d'autres maladies enlevent les pauvres; qu'on voit des familles nombreuses dans la derniere classe du peuple, tandis qu'un grand seigneur a souvent bien de la peine à sauver un seul enfant, même sur un grand nombre.

J'avoue que tout cela peut être vrai; mais je voudrois voir jusqu'à quel point, et m'assurer du fait. Je voudrois connoître les maladies des riches, celles des pauvres, et avoir des détails particuliers des naissances et des morts dans toutes les classes, comme je pourrois avoir ceux des villes de Paris, de Londres et de Breslau. Je voudrois savoir de quels peres viennent ces multitudes de pauvres que l'on rencontre par-tout. Je voudrois sur-tout avoir des états faits dans différents pays où les mœurs sont différentes; car on ne peut tirer une conséquence juste de la comparaison des faits, sans examiner les circonstances. La classe la plus stérile dans un pays pourroit être la plus féconde dans

un autre. Qu'on compare, par exemple, l'état des mariages parmi les laquais, à Paris et à Londres.

Je trouve que les propositions générales renferment toujours des erreurs. Les enfants du pauvre, dit l'un, réussissent mieux que ceux du riche. Si cela est en effet, la raison dit que cela ne devroit pas être : mais la même personne vous dira qu'elle a fait son fils marchand, et qu'il deviendra riche. Pourquoi? parceque AB étoit marchand, qu'il a commencé avec rien, et qu'il est mort avec cent mille livres sterling. Mais si vous parcourez toutes les lettres de l'alphabet après AB, tous ceux qui ont commencé comme lui sont peut-être morts banqueroutiers; ceux qui réussissent, se font remarquer, et on ne dit rien de ceux qui manquent. Il en est de même de la question dont il s'agit. Mais revenons à nos tables et à nos calculs.

En Angleterre, chaque mariage produit, pour terme moyen, quatre enfants. Si vous supposez 6,000,000 d'habitants dans le pays, et qu'il en meure un trentieme chaque année, alors pour entretenir le même nombre, il suffit qu'il naisse annuellement 200,000 enfants. Ajoutez à cela l'augmentation annuelle de 9,000, le total des naissances sera

209,000; car, s'il meurt 200,000 personnes cette année, et qu'il en naisse 209,000, cela prouve clairement une augmentation de 9,000, en supposant le nombre d'étrangers qui arrivent, égal au nombre des nationaux qui s'en vont. Comme ceci n'est que pour servir d'exemple, il n'est pas nécessaire d'examiner la vérité du fait. Cherchons maintenant le nombre des mariages qui, par les encouragements dont nous avons déja parlé, fourniront cette augmentation; car nous savons que ceux qui existent dans ce pays, en y joignant les produits des conjonctions illicites, suffisent pour fournir ce nombre. Je pense que l'expérience seule peut donner la solution de cette question. M. King suppose que la cent quatrieme personne se marie chaque année en Angleterre; c'est-à-dire qu'il se marie 57,682 personnes, ou 28,841 couples. Si l'on suppose que ce nombre de mariages subsiste, et qu'ils soient féconds pendant sept ans; en fournissant un enfant par année, le nombre de 200,000 naissances se trouveroit. Mais je pense que les mariages légitimement contractés sont en général féconds plus de sept ans, mais non dans la proportion d'un enfant par an : par conséquent, le nombre des mariages féconds en

Angleterre, où l'on en suppose 28,841 par année, doit être bien plus grand que sept fois ce nombre, ou que 201,887. Si nous supposons que la totalité des 209,000 naissances soit produite par des mariages, à raison de trois mariages par chaque enfant né dans l'année, alors le nombre de mariages subsistants sera de 627,000. De ces hypotheses (car je ne les appelle pas des faits), je conclus que plus on rend les mariages féconds (non par rapport à la simple propagation, mais par rapport à la multiplication que j'en ai distinguée) moins le nombre en est nécessaire; moins il y a de mariages qui ne soient pas nécessaires, plus cela est avantageux pour l'état, et moins il y a de misere pour ceux qui les contractent. Je m'arrêterai ici pour laisser au lecteur la liberté de tirer ses conséquences, en lui rappellant toujours la grande différence qui se trouve entre la théorie et la pratique.

Je conclus de tout cela qu'on ne peut déterminer avec précision le nombre d'individus qui composent une société, d'après la seule donnée des morts annuellement dans cette société; et que quand on connoîtroit le rapport exact des naissances et des morts dans un lieu particulier, ce rap-

port ne pourroit pas servir de regle générale; et si on l'établissoit pour principe, il pourroit induire en erreur.

Voici mes raisons :

Si personne ne se marioit que ceux qui peuvent élever leurs enfants, je pense que les registres des naissances et des morts diminueroient; cependant la population pourroit rester la même qu'auparavant: si tous ceux qui seroient capables d'engendrer se marioient, elle augmenteroit certainement; mais le nombre n'excéderoit jamais la quantité des subsistances. Si nous pouvions voir les relevés des naissances et des morts de la ville de Rome dans le temps de sa splendeur, ou même ceux des colonies à sucre dans l'Amérique, où l'on importe des esclaves; en ajoutant le nombre des esclaves importés à celui des naissances, en supposant que la colonie n'augmente ni ne diminue, alors le nombre des naissances et des morts seroit égal; mais je présume que leur rapport avec toute la colonie seroit beaucoup moindre que dans aucun état de l'Europe où l'esclavage n'existe pas.

On dira peut-être que si tous se marioient il en résulteroit une grande multiplication. Je dis que non; ou si cela arrivoit, quelle

espece de multiplication seroit-ce? Une multitude d'enfants qui ne parviendroient jamais à l'âge viril, ou qui affameroient leurs parents, et augmenteroient la misere au-delà de toute expression. Tout ce qu'on peut donc conclure des registres de mortalité, est que si les naissances excedent les morts, la population augmente, pourvu que tous demeurent dans le pays; et que si les morts excedent les naissances, elle diminue; mais si elles se tiennent au pair, on ne peut en rien conclure par rapport au nombre en général. Ce nombre diminuera à mesure que la procréation abusive augmentera, et réciproquement. Je vais tâcher d'éclaircir, par un exemple, un sujet qui peut paroître encore obscur. Supposons la population d'un pays arrêtée à 6,000,000; qu'il en meure $\frac{1}{30}$ chaque année, et qu'il en naisse autant; c'est-à-dire que les naissances et les morts soient de 200,000; que tous les trois mariages subsistants produisent un enfant par an, c'est-à-dire 600,000 mariages; supposons que la quantité de vivres soit la même, sans pouvoir être augmentée: seroit-il possible que la population augmentât? Je suppose à présent que les mariages soient portés à 1,000,000: il résulteroit de là, ou que

ces mariages seroient moins féconds en général; ou s'ils ne l'étoient pas, que les relevés des naissances et des morts monteroient à 333,333 ; c'est-à-dire qu'ils seroient au nombre des habitants comme 1 à 18, au lieu d'être comme 1 à 30. Cette augmentation de mortalité provenant du défaut de nourriture, il faudroit ou que les vieux affamassent les jeunes, ou que les jeunes affamassent les vieux, ou, ce qui seroit encore plus probable, que les riches affamassent les pauvres. Qu'arriveroit-il dans ces trois cas? Dans le premier, le nombre de six millions éprouveroit une diminution, parceque la proportion des consommateurs venus à âge d'homme s'éleveroit, et que la mortalité augmenteroit parmi les enfants. Dans le second, la totalité de la population augmenteroit, parceque les enfants augmenteroient en nombre, et que la mortalité seroit plus grande sur les hommes faits. Dans le troisieme cas, le nombre resteroit à peu près le même; mais la misere ravageroit toutes les classes inférieures. On a calculé que la moitié du genre humain mouroit avant l'âge de puberté, dans les pays où la population n'augmente pas; de là je conclus qu'il en naît trop: par conséquent si l'on trouve des

moyens de rendre les maladies moins mortelles parmi les enfants, tout l'avantage qui en résultera sera de rendre en général les vieillards des classes inférieures plus misérables ; car si les premiers vivent, il faut que les autres meurent.

D'après ces réflexions, je ne peux que souhaiter de voir établir des registres de mortalité pour les différentes classes aussi-bien que pour les différents âges. On reconnoîtroit facilement par ce moyen si la mortalité parmi les enfants est occasionnée par des maladies auxquelles l'enfance soit nécessairement sujette, ou par une procréation abusive. Je suis presque persuadé, avant d'avoir vu l'expérience, que c'est par la derniere cause ; mais si l'expérience le démontroit encore, les principes que j'ai établis n'en acquerroient que plus de force. En attendant, je dois conclure que ce n'est pas faute de mariages que la population n'augmente pas, mais faute de subsistances ; que c'est une procréation malheureuse et abusive qui fait mourir de faim la moitié des hommes, et qui est la source de tant de misere.

Je peux dire, d'après tout cela, que s'il étoit possible d'avoir un tableau général des naissances et des morts dans toutes les

classes de citoyens, le mariage pourroit être mis sur un meilleur pied qu'il n'a jamais été, pour fournir chaque année un nombre déterminé de sujets sains et vigoureux à la population nationale. Ce seroit le moyen d'éclairer sa marche, et de procurer à l'état le nombre de bras dont il auroit besoin. Il n'y a que l'expérience qui puisse faire connoître les difficultés qu'éprouveroit l'exécution de ce projet ; et elle indiqueroit bientôt le remède à un observateur attentif. A mon avis cela vaudroit mieux qu'une naturalisation générale dont l'avantage n'est rien moins que certain ; car quoiqu'il soit aisé de naturaliser des hommes, rien n'est plus difficile que de naturaliser des coutumes et des habitudes étrangeres ; le plus grand bonheur dont une nation puisse jouir, est une uniformité d'opinions sur tous les points qui intéressent les affaires publiques et leur administration. Lorsque Dieu bénit un peuple, il le rend unanime, il lui donne un chef qui l'aime et qui en est aimé, honoré et respecté. Cela seul peut produire l'unanimité.

Cela pourra suffire pour le moment, quant à la distribution, à l'emploi et à l'augmentation d'un peuple. De l'emploi convenable des ouvriers libres dépend la prospérité de tous les

états ;

états ; par conséquent l'objet principal de chaque administrateur doit être de les tenir tous occupés ; et, pour cet effet, il faut qu'il ait une connoissance exacte de l'état de chaque classe, afin d'empêcher qu'aucune ne s'éleve au-dessus ou ne se trouve au-dessous du niveau des besoins de chaque branche d'industrie particuliere. Comme les mauvais effets qui résultent du défaut d'équilibre sur ce point ne sont pas immédiats, un peu d'attention aidée de relevés exacts suffira pour le conduire.

Ces trois derniers chapitres traitent presque uniquement de l'emploi des ouvriers libres. Je vais maintenant examiner les effets d'un trop grand nombre de bras employés à l'agriculture : ici nous reconnoîtrons aussi les inconvénients occasionnés par le défaut de cette juste proportion dans la distribution des classes, qui donne la santé et la vigueur à l'état ; et nous verrons comment il peut arriver qu'une surcharge d'habitants soit une maladie du corps politique, comme une surabondance de sang, quoique sain et bon, peut affecter le corps humain.

CHAPITRE XIV.

De l'abus de l'agriculture et de la population.

J'AI cité deux ouvrages dont les auteurs ont traité, avec une égale habileté, la question du nombre des hommes : ce sujet a beaucoup de rapport avec l'économie politique.

Quoique je ne prétende pas, ainsi que je l'ai dit, décider entre eux cette question, je sens que, dans ce chapitre, je serai entraîné naturellement dans une suite de raisonnements très contraires à ceux de M. Wallace ; ce dont je serois dispensé si le mérite de l'ouvrage, aux yeux des savants, ne suffisoit pas pour attirer mon attention.

L'agriculture est, sans contredit, le fondement de la multiplication, qui doit toujours être en proportion avec elle, c'est-à-dire avec les productions de la terre, comme on l'a vu plus haut ; mais il ne s'ensuit pas de là qu'à proportion de la multiplication, ceux qui naissent doivent être nécessairement utiles les uns aux autres, ou à la so-

ciété en général. Je ne regarde la multiplication comme utile à l'état, qu'autant que le nombre additionnel devient utile à ceux qui existent déja, et que je considere comme formant le corps politique de la société. S'il arrive donc que le nombre additionnel qui survient ne fait que se nourrir lui-même, je ne vois pas que son existence soit avantageuse. Il est plutôt à charge, si, sans rendre aucun service équivalent, il est nourri par les autres.

On peut dire que l'agriculture est portée au plus haut degré, lorsque la terre est cultivée de maniere à produire la plus grande quantité de fruits possible pour l'usage de l'homme ; et pour juger de la culture de deux champs de même étendue, le mieux cultivé est celui qui porte la plus grande quantité de fruits : mais par rapport à la population, la question ne finit pas là ; car en supposant la quantité égale de part et d'autre, si les consommateurs d'un côté vivent plus frugalement que ceux de l'autre, cette circonstance seule fera une différence.

Ainsi, si l'on ne considere l'agriculture que relativement à la population, il faut regarder comme le plus peuplé le pays où les productions sont les plus abondantes et dont

les habitants sont les plus sobres. Voilà pour l'agriculture et la population. Considérons maintenant les inconvénients qui résultent pour la société de l'excès, ou de ce que j'appelle l'abus de l'une et de l'autre.

J'appelle abus, dans une société, tout ce qui en contredit l'esprit, ou qui entraîne après lui des inconvénients pour une certaine classe, qui ne sont pas compensés par le bien général.

L'économie politique du gouvernement est à sa perfection, lorsque non seulement chaque classe en général, mais même chaque individu en particulier, aide la communauté en proportion des services qu'il en reçoit. Telle est l'idée que j'ai d'une société libre et parfaite: *c'est un contrat général et tacite dont il résulte des services réciproques et proportionnels, généralement entre tous ceux qui la composent.*

Toutes les fois donc qu'il se trouvera quelqu'un de qui personne ne dépend et qui dépend de tous (c'est le cas d'un homme qui voudroit travailler pour gagner sa vie, mais qui ne trouve point d'emploi, alors le contrat est rompu, et il y a abus. Par la même raison, si on peut supposer quelqu'un uniquement occupé de sa propre nourriture, qui

ne dépend de personne et de qui personne ne dépend, nous perdons toute idée de société, parcequ'il n'existe point d'obligations réciproques entre un tel homme et les autres membres de la société.

Ceux qui veulent que le peuple entier soit occupé à l'agriculture, peuvent répondre que tout son temps ne peut pas être rempli par-là, et que, dans les intervalles, il peut s'occuper à fournir à des besoins réciproques.

Je conviens qu'un homme qui s'occuperoit d'agriculture, uniquement pour sa propre subsistance, auroit beaucoup de temps de reste. Mais la question est de savoir si un tel homme ne seroit pas plus utilement employé à fournir de la nourriture aux autres, qu'à pourvoir à tout autre besoin. En pourvoyant à la nourriture, il pourvoit à un besoin; et l'expérience fait voir qu'il vaut mieux qu'un homme s'applique à un seul métier, que s'il vouloit en embrasser plusieurs.

De là je conclus que la meilleure maniere de lier ensemble les membres d'une société libre, c'est de multiplier entre eux les obligations réciproques, et de rendre en général leur dépendance mutuelle. On ne peut parvenir plus efficacement à ce but, qu'en

assignant un nombre déterminé d'habitants pour produire la quantité de vivres nécessaire pour tous, et en distribuant le reste d'une maniere convenable pour fournir à tous les autres besoins : je dis même que cette distribution est, non seulement la plus raisonnable, mais que les hommes l'adoptent naturellement, et que la misere a accompagné et accompagnera toujours ceux qu'elle trouve sans un emploi particulier.

Il ne faut pas conclure de ce raisonnement, que ce soit toujours un abus, si on trouve quelquefois une des classes des ouvriers libres d'un état employée à l'agriculture.

Il y a une si grande variété de circonstances dans tous les pays, que sans un talent particulier pour combiner les principes, et les appliquer à tous les cas, la plus parfaite théorie doit paroître défectueuse.

Dans les pays mal cultivés, où l'industrie commence à s'introduire, il ne faut pas conclure que la saine politique exige une séparation subite et immédiate entre la demeure des cultivateurs et celle des ouvriers libres. Les révolutions subites nuisent toujours, et un habile administrateur doit se faire un plan d'arriver par degrés à la perfection.

S'il trouve, comme cela arrive dans les so-

ciétés peu civilisées, que les mêmes hommes s'occupent en partie à pourvoir à la subsistance de leur famille, et en partie à d'autres objets utiles, il en détachera, par degrés, le plus grand nombre possible, de toute autre espece d'industrie que celle de l'agriculture. Les plus opulents sont les plus propres à porter cette branche à un certain degré de perfection. Les propriétaires des terres devroient être encouragés, par toutes sortes de moyens, à s'appliquer à l'étude de l'agriculture. Cette occupation a été regardée comme honorable dans tous les siecles, et comme très convenable au rang, à l'intérêt et à l'amusement d'un homme bien né.

Il introduira ensuite des manufactures dans le pays, et cherchera un marché au-dehors pour y envoyer le superflu de l'ouvrage. Par l'appât du gain, chacun se déterminera bientôt à s'attacher au genre d'industrie qui lui réussit le mieux : cela fera que plusieurs abandonneront l'agriculture pour les manufactures ; d'autres travailleront à leurs manufactures dans les campagnes, et profiteront en même temps de certaines portions de terres propres à faire des jardins, des pâturages pour des vaches, et même à produire certaines especes de fruits nécessaires pour se nourrir. K 4

Je ne considere pas cela comme une espece d'agriculture; c'est plutôt, sous un rapport politique, une espece de vie de village: mais ce village est dispersé sur une grande étendue de terrain. Je l'appelle vie de village, parceque l'occupation des habitants y est principalement dirigée vers les objets de leurs métiers; l'agriculture n'est qu'un accessoire dont on ne s'occupera qu'autant qu'elle ne détournera pas de l'objet principal; elle occasionnera cependant la division du terrain en petites portions. Ce plan seroit admirablement bien adapté à l'amélioration de la culture et à la population, si l'esprit d'industrie n'étoit pas arrêté par là. Cela n'arrive pas lorsque les propriétaires se livrent entièrement à l'agriculture, et se contentent de la simple subsistance qu'elle leur fournit, sans s'attacher à aucun autre genre d'industrie, et sans former aucun autre projet pour se tirer, eux ou leurs enfants, d'un genre de vie aussi circonscrit. Cela seul suffit dans plusieurs pays pour produire les inconvénients qui résultent d'une subdivision de la terre, lorsqu'elle est poussée trop loin.

Nous verrons tout-à-l'heure, par différents exemples, la vérité de cette proposition; et il paroît, d'après les observations que j'ai été

à portée de faire, qu'il en résulte de grands inconvénients : les classes inférieures ont la *propriété* et non *la simple possession* des terres. Tant qu'ils ne sont, que tenanciers, l'intérêt du propriétaire le déterminera souvent à réunir plusieurs de ces petites portions pour en faire des fermes plus considérables, au moment où les possesseurs, en abandonnant leur occupation principale (l'industrie), ne seront plus en état de payer une rente au-dessus de la valeur de la terre, lorsqu'elle étoit affermée en petites portions. L'intérêt de ces fermiers, de l'autre côté, les engagera souvent à abandonner de si petites possessions, lorsque l'exercice de leurs professions exige un changement de demeure. De cette maniere, les intérêts de l'agriculture s'unissent avec ceux de l'industrie, et les différentes classes prennent des demeures séparées, suivant que leurs intérêts respectifs le demandent.

C'est certainement l'intérêt de chaque propriétaire de terre, dont le fonds est mal cultivé, d'y multiplier les habitants, pourvu qu'il choisisse, pour les occuper, des hommes qui aient d'autres moyens de vivre que la simple agriculture ; et, dans plusieurs cas, il peut être avantageux de réunir ces terres

en fermes, aussitôt qu'elles sont bien cultivées; il perfectionnera, par ce moyen, la culture de ses terres; il multipliera les habitants utiles, et partagera en même temps avec eux les profits de leur industrie, au-delà de la valeur de la rente de sa terre.

C'est par ces moyens que les manufactures de laine en Angleterre, celles de toile en Irlande et en Écosse, ont été considérablement augmentées : mais, à mesure que l'agriculture fera des progrès, cette économie déclinera, les villes s'agrandiront; en conséquence des principes que nous allons établir, les terres seront moins peuplées, et les fermes deviendront, par degrés, plus étendues. J'en appelle à l'expérience, de la justesse de cette opinion.

Il paroît clairement par là que, sous quelque rapport qu'on envisage cette matiere, on reconnoîtra l'impossibilité d'employer utilement à l'agriculture, au-delà d'une portion déterminée du peuple. Ce qu'il reste à faire ensuite est de déterminer suivant quelle proportion; mais pour cela il faut recourir à des faits, non à la simple spéculation. Nous avons déja examiné cette même question, relativement à un pays : j'ajouterai seulement ici qu'en proportion de la culture du sol et

du nombre de récoltes qu'on lui fait produire, il faudra un plus ou moins grand nombre de bras : et la quantité surabondante de vivres, au delà de ce qui est nécessaire pour nourrir les laboureurs, servira à nourrir un nombre proportionné d'ouvriers libres ; et si l'on trouve établie une espece d'agriculture qui ne produise que peu ou point de superflu, il n'y aura que peu ou point d'industrie. Il y aura peu de moyens de fournir à des besoins ; de là il résultera une extrême simplicité de mœurs, la ruine du système de la politique moderne, et enfin ce que j'appelle abus.

Cherchons quelques exemples pour éclaircir encore plus cette question.

Dans les pays de vignobles en France, on voit les terres, qui se trouvent situées autour des villages, divisées en petits lots, où la culture est portée au plus haut degré de perfection. Ces petits lots appartiennent en propriété aux paysans qui cultivent les vignes. Rien de plus frugal que la consommation de leurs productions, et la plus petite herbe qui croît parmi le grain sert à nourrir les bestiaux. Le produit de ces fonds est entièrement consommé par le propriétaire et sa famille qui sont employés à les cultiver ; il

ne se trouve point de superflu pour en nourrir d'autres. Cela ne ressemble-t-il pas à la distribution des terres, faite par les Romains en faveur des 5000 familles sabines, par laquelle chacune reçut deux *plethra* de terre? (Voyez *Numbers of mankind*, page 117.) Examinons maintenant l'état politique de l'agriculture et des autres travaux de mon vigneron françois.

Suivant la supposition, le lot de terre suffit seulement pour nourrir l'homme et sa famille. Il n'a pas de denrées à vendre, ni de vivres à fournir à qui que ce soit; mais les autres terres, telles que les vignes, capables de fournir un superflu, demandent son travail. Ce travail, par rapport au vigneron, est un fonds qui fournit à tous ses besoins, des vêtements, du sel, etc.; ce qu'il y a de plus doit être considéré comme ses profits, sur lesquels il doit payer les impositions royales. Le même travail, considéré relativement au propriétaire de la vigne, fait partie des déductions qu'il faut nécessairement faire sur les fruits : ce qui reste est la rente du fonds, que nous appellons le superflu. Ce reste appartient au propriétaire et sert de fonds pour fournir à tous ses besoins. Cela nous donne l'idée d'une société. Le vi-

gneron compte sur le propriétaire pour le prix de son travail, et le propriétaire sur le travail du vigneron pour se procurer un superflu. Mais, si nous supposions tout le royaume distribué et travaillé comme la terre qui entoure le village, que deviendroit le vigneron par rapport à ses autres besoins? Il n'y auroit point de vignes à travailler, point de nourriture superflue nulle part; par conséquent point d'emploi, pas même d'existence pour ceux qui n'auroient point de terre. Cet exemple nous fait sentir la différence entre l'agriculture exercée *comme métier* ou comme un moyen *direct de subsister;* distinction essentielle qui se présentera souvent dans le cours de ces recherches. Le vigneron nous présente les deux especes: il travaille la vigne comme métier, et son petit jardin pour sa subsistance. Nous pouvons ajouter encore que, quant à ce dernier point, il n'est utile qu'à lui-même; mais que, quant au premier, il est utile à la société et en devient membre; par conséquent, sans son métier, l'état ne perdroit rien à ce que le vigneron et son jardin fussent engloutis par un tremblement de terre. Les vivres et les consommateurs disparoîtroient ensemble, sans qu'il en résultât le moindre inconvénient

politique pour qui que ce fût; par conséquent cette espece d'agriculture n'est d'aucune utilité pour l'état ; conséquemment l'espece de multiplication que suppose une pareille distribution de propriétés, ne procure aucun bénéfice non plus : d'où il s'ensuit qu'en étendant trop loin l'agriculture et la division des terres, on tombe dans l'abus, ainsi que par une trop grande population.

Je dois conclure de tout cela que les passages des auteurs anciens, où il est question de la frugalité des Romains et du peu d'étendue de leurs possessions, ne sauroient être entendus sans connoître un grand nombre de circonstances relatives aux mœurs de ces temps-là : car si vous supposez que cette distribution des terres se soit étendue dans tout le territoire de Rome, le nombre des citoyens excéderoit de beaucoup celui qu'il paroît avoir été d'après les dénombrements, et passeroit même toute croyance. Mais je demanderois encore si l'on suppose, ou non, que ces Romains qui vivoient si frugalement, travailloient eux-mêmes cette petite portion de terre, et s'ils en consommoient les productions. Si l'on répond affirmativement (comme cela doit être, pour prouver qu'il est avantageux de faire exercer l'a-

griculture par toutes les classes du peuple), je demanderois alors de quoi vivoient les habitants de Rome et des autres villes; qui nourrissoit les armées quand elles étoient en campagne ; si elles étoient nourries avec des grains venus des pays étrangers ou enlevés à leurs voisins; quel étoit l'avantage de cette subdivision des terres, et de cette agriculture si étendue, qui ne suffisoit pas pour nourrir les citoyens de l'état. Si l'on dit que, malgré cette distribution frugale des propriétés parmi les citoyens, il se trouvoit encore assez de superflu pour nourrir Rome et ses armées, il s'ensuivra qu'il n'étoit pas nécessaire que tout le peuple fût employé à l'agriculture, puisqu'une partie suffisoit.

Par conséquent *le nombre de cultivateurs le plus avantageux est celui qui peut fournir des vivres à tout l'état, et le nombre d'habitants le plus avantageux est celui qui s'accorde avec l'emploi de tous les individus.*

Les hommes désœuvrés ne sont utiles qu'à eux-mêmes, et non à l'état, qui, par conséquent, ne doit s'en occuper que pour leur procurer de l'emploi; et leur bien-être, tant qu'ils seront utiles aux autres, est, dans un pays libre, un objet purement d'intérêt par-

ticulier. Citons encore un autre exemple.

En parcourant les provinces méridionales de l'Espagne, on voit de vastes étendues de pays absolument incultes et ne produisant que quelques maigres pâturages pour des troupeaux de la plus chétive espece. On rencontre çà et là de petites portions de terres arrosées, et qui, ornées de tous les dons de la nature, impriment à un voyageur venu du nord l'idée d'un paradis terrestre. Dans ces lieux, on trouve des villages en grand nombre et très peuplés. Il faut convenir que le travail et l'industrie n'y sont pas poussés aussi loin que dans d'autres pays ; mais la charité vient y suppléer : la charité en Espagne (relativement à son étendue) est un principe qui contribue aussi puissamment à la multiplication que l'industrie et le travail. *Tout ce qui nourrit sert à faire multiplier ;* mais la charité ne peut pas s'étendre au-delà du superflu, et celui-ci doit toujours être en proportion de l'industrie. Ces terres arrosées sont bien cultivées ; leur valeur, dans un sens, est proportionnée à leur fertilité, et le superflu des laboureurs devroit naturellement être échangé pour un équivalent en argent ou en travail ; mais cet équivalent ne se trouve pas, parceque les consommateurs

sommateurs n'ont ni l'un ni l'autre : ainsi, si les Espagnols n'étoient pas le peuple le plus charitable de la terre, il est évident que le travail, dans ces pays si bien arrosés, diminueroit jusqu'à ce qu'il fût de niveau avec le richesse et l'industrie des consommateurs. Mais il en est autrement, le travail va machinalement sans aucune combinaison de circonstances ; le pauvre vit à l'aise suivant l'abondance de l'année.

Voilà donc un troisieme principe de multiplication. Le premier, c'est l'esclavage, ou une maniere violente de faire travailler les hommes ; le second, c'est l'industrie, qui est un moyen raisonnable de les y exciter ; le troisieme, c'est la charité, qui ressemble à la manne dans le désert, don extraordinaire de Dieu, qui pouvoit seul conserver la vie de son peuple. Il n'appartient pas à mon sujet d'examiner si, dans tous les cas, ce principe du christianisme contribue à la prospérité d'une société moderne, lorsqu'on le suit pour obéir au précepte, sans consulter les temps et les circonstances. L'action, considérée suivant l'intention de l'agent, doit, dans tous les cas, paroître très louable, et on voit clairement jusqu'à quel point elle contribue à la multiplication ; mais

on ne voit pas aussi clairement combien celle-ci est avantageuse à la société.

Si nous examinons maintenant l'état de l'agriculture dans le district de ce village espagnol, nous verrons qu'à tout prendre il n'y a pas plus de fruits superflus que dans la petite portion de terre du vigneron françois; par conséquent si toute l'Espagne étoit cultivée et habitée comme ce village, et ce que j'appelle son petit jardin, ce seroit le pays le plus peuplé de l'univers, le plus simple pour la maniere de vivre : mais il ne présenteroit jamais l'idée d'un état florissant et vigoureux; c'est l'emploi seul des habitants qui peut imprimer ce caractere.

Dans ce dernier exemple, combien d'ouvriers libres, pour ainsi dire, ne trouvons-nous pas ! Tous les pauvres ne sont-ils pas de cette classe ? S'ils pouvoient acquérir leur subsistance par leur travail, cela ne vaudroit-il pas mieux que la maniere précaire dont ils la reçoivent? Peut-on supposer tout ce peuple industrieux sans supposer ce que j'appelle travail superflu ? N'est-ce pas là du luxe, suivant la définition que j'en ai donnée ? Quel mal y auroit-il qu'un cultivateur espagnol, qui distribue un tiers de sa récolte en aumônes, reçût en échange des vête-

ments, des meubles commodes, quelque ornement pour son habitation? Ces objets ne lui coûteroient rien ; il les recevroit en échange pour ce qu'il donne à présent par un principe de charité, et ceux qui n'ont qu'une subsistance précaire l'auroient assurée. Voyageons un peu plus loin, pour chercher l'abus de la population.

Nous voyons en Allemagne beaucoup de petites villes qui forment des communautés, et jouissent de certains privileges. La franchise de ces villes n'est pas aisée à acheter; et à n'en juger que par les apparences, on est surpris de voir les sommes qu'on refuse pour l'accorder. Ces villes sont entourées d'un territoire peu étendu, distribué en petites portions, et incapable de nourrir les habitants : ces terres sont par conséquent surchargées de cultivateurs; car chaque propriétaire se mêle plus ou moins d'agriculture. Là, celui qui entreprendroit d'étendre ses possessions, seroit certainement regardé, suivant le sentiment de Manius Curius Dentatus, comme un citoyen dangereux et un membre nuisible de la société. Ces petites portions de terre se partagent entre les enfants des propriétaires qui jouissent des franchises de la ville; par conséquent elles se subdivisent

sans cesse par la multiplication des individus, et se réunissent par la mort ou les mariages; ces causes-ci se compensent, à-peu-près, mutuellement, et les propriétés demeurent divisées comme auparavant. Un étranger est embarrassé de trouver la raison du haut prix qu'on donne pour la franchise d'une si petite ville. La voici : il y a d'abord certains avantages dont les habitants jouissent en commun, tels que le droit de pâturage sur les terres qui appartiennent à la ville, et d'autres semblables : mais je trouve que les charges que les bourgeois sont obligés de payer seroient plus que suffisantes pour les compenser. Il paroît que la principale raison est d'empêcher que quelqu'un qui ne jouit pas des franchises de la ville, ne s'y établisse pour exercer son industrie de maniere à se marier et à avoir une famille, parceque sans cela le but de son travail seroit de fournir aux besoins des paysans qui vivent dans des villages ; ces besoins sont en petit nombre et n'exigent pas beaucoup d'habileté pour les satisfaire. On trouve dans les villes une plus grande variété de besoins, et on y a reconnu machinalement que si on permettoit aux étrangers d'y pourvoir, les enfants des citoyens mourroient de faim :

c'est pourquoi les chefs de la communauté, qui sont intéressés à ce que le prix du travail se soutienne, sont aussi intéressés à tenir la franchise de la ville à un haut prix : voilà, si je ne me trompe, un tableau assez exact de l'état présent de quelques villes que j'ai vues, relativement à l'objet de mes recherches.

Mais si l'industrie vient à s'étendre, que le commerce et les manufactures s'établissent, cette économie politique doit disparoître.

Il est probable cependant que ce changement n'aura pas lieu sans l'intervention du souverain et un nouveau plan d'administration; sans cela, qui est-ce qui pourroit changer cet esprit d'oisiveté, ou plutôt de futile industrie ? L'agriculture ne sauroit jamais être une occupation convenable pour ceux qui demeurent dans des villes ; c'en est donc là un abus, ou plutôt c'est un abus d'emploi.

L'aisance et l'abondance ne peuvent jamais entrer dans une petite ville que par le moyen des richesses : les richesses n'y entreront jamais si le produit du travail n'en sort ; et lorsque les habitants travaillent uniquement pour leur propre subsistance, ils ne peuvent faire circuler que le peu d'argent

qu'ils ont sans pouvoir rien acquérir de nouveau ; et ceux qui se nourrissent eux-mêmes avec peine, ne peuvent jamais espérer d'augmenter leur nombre.

Mais si, malgré le peu d'industrie qui existe dans ces villes, la faculté génératrice produisoit son effet en augmentant le nombre des individus, cela forceroit les pauvres parents à un partage, et la misere en seroit la suite ; celle-ci exciteroit la compassion qui ouvriroit les coffres des ames charitables. C'est alors qu'on fonde des hôpitaux pour le soulagement des pauvres, qui les remplissent bientôt, et il reste autant de nécessiteux qu'auparavant. La raison en est simple: les hôpitaux sont plutôt le palliatif que le remede de cet abus: un arbre n'est pas plutôt dépouillé de ses branches qu'il en pousse de nouvelles. On a dit que la population étoit en proportion des vivres ; par conséquent les pauvres sont en proportion de la charité. Que le roi distribue tous ses revenus en aumônes, il trouvera bientôt assez de pauvres pour les consommer. Si un riche veut dépenser un million par an à sa table, il trouvera, pour l'aider, des convives parmi les plus grands du royaume. Toutes ces choses, suivant ma maniere de

les envisager, sont analogues et dérivent du même principe; et la misere qu'on rencontre dans les petites villes d'Allemagne, est un autre genre d'abus de la population. Ces exemples font voir les inconvénients et les abus qui résultent de la mauvaise application des hommes à l'agriculture, qui produit une population plus onéreuse qu'avantageuse à un état moderne.

Si la simplicité des anciens est digne d'imitation, ou si elle paroît préférable au systême actuel, ce qu'il ne m'appartient pas de décider, il faudroit introduire la servitude pour faire subsister ceux qui ne travaillent pas, ou il faudroit qu'ils vécussent d'aumônes. On ne peut jamais, ce me semble, encourager d'un côté le travail et l'industrie, et en proscrire les effets de l'autre. Si, comme à Sparte, on regarde un grand nombre d'hommes belliqueux comme essentiel à la prospérité de l'état; si tout commerce, tout superflu leur est interdit, et qu'on ne leur permette d'autre emploi que des exercices militaires; si tous ses guerriers sont nourris à des tables publiques, ne faut-il pas un certain nombre d'Ilotes qui labourent leurs terres, ou une troupe de charitables fermiers espagnols qui les fassent vivre gratuitement?

Tout cela m'a paru nécessaire à dire pour éclaircir les principes que j'ai établis : je les trouve très opposés aux raisonnements qui font la base de l'ouvrage dont j'ai parlé plus haut, et que j'ai eu en vue. Il seroit peut-être utile, et même curieux, de l'examiner plus particulièrement; mais cette discussion m'éloigneroit trop de mon but : je ne peux pas cependant me dispenser d'ajouter ici une autre observation d'après mes principes, qui *semblent* contraires aux raisonnements de cet auteur ingénieux; je dis *semblent*, parceque la différence des opinions, sur ces matieres, vient le plus souvent de l'imperfection du langage, qui ne peut pas toujours exprimer avec précision nos idées complexes ou abstraites.

Les épidémies qui enlevent un grand nombre d'hommes ne diminuent pas essentiellement la population, si ce n'est quand elles arrivent subitement ou irrégulièrement, non plus qu'elles ne dépeupleroient la terre entiere en enlevant tous les hommes à l'âge de 46 ans. Je suppose que, dans l'homme comme dans tous les autres animaux, la faculté génératrice est plus que suffisante pour réparer les pertes occasionnées par des maladies régulieres, et je crois avoir montré

plus d'une fois que la multiplication ne s'arrête jamais que faute de vivres. Ainsi tant que le travail de l'homme continuera de produire annuellement la même quantité de subsistances qu'il produit à présent, et qu'on trouvera des motifs pour le faire travailler, on pourra toujours nourrir le même nombre, et la faculté génératrice qui, d'un seul couple, a fait naître tant de millions d'individus, feroit plus qu'entretenir le même fonds, quand même personne n'excéderoit l'âge ci-dessus. En voici la preuve : si l'âge de l'homme étoit borné à 46 ans, la mortalité augmenteroit suivant le même rapport qui existe entre ceux qui meurent après cet âge et ceux qui meurent avant ; ce rapport est, je crois, comme 1 à 10 ; par conséquent la mortalité augmenteroit de $\frac{1}{10}$; donc les nombres s'entretiendroient par $\frac{1}{10}$ d'augmentation sur les naissances ; et certainement la faculté génératrice de l'homme excede de beaucoup cette proportion, lorsque les autres préalables nécessaires s'y trouvent, savoir, les vivres, etc. comme on le suppose.

CHAPITRE XV.

Application des principes ci-dessus à l'état de la population de la Grande-Bretagne.

J'ai trouvé, dans le Mercure Danois, du mois de mars 1758, une lettre du docteur Brakenridge, de la société royale, à M. Georges-Louis Scott: elle me fournit une bonne occasion d'appliquer les principes que je viens d'établir à l'état de la population de la Grande-Bretagne; ainsi, conformément à mon plan, j'examinerai l'opinion de cet auteur, sans vouloir cependant la réfuter. Je rapporterai les propositions qu'il avance; j'examinerai les conséquences qu'il en tire, et je ferai voir en quoi elles different de celles qui résultent de la théorie établie dans ces recherches.

J'admettrai les calculs et les suppositions de l'auteur quant aux faits, car je crois les premiers aussi bons qu'il est possible de les faire, dans une matiere où toutes les données nécessaires pour résoudre le problême sont de pures conjectures.

N'ayant pas l'ouvrage de l'auteur, il faut que je suive le Mercure.

Proposition I. D'après des observations très exactes, dit l'auteur, je trouve que nos isles ne gagnent, quant à la population, que ce qui est absolument nécessaire pour réparer leurs pertes, et qu'en Angleterre même la population diminueroit si l'Irlande et l'Écosse ne lui fournissoient des recrues.

Prop. II. Les hommes capables de porter les armes, c'est-à-dire, depuis 18 ans jusqu'à 56, forment, suivant le docteur Halley, le quart d'un peuple ; et lorsque le nombre des individus augmente, chaque classe augmente, quant à l'âge, dans la même proportion : par conséquent, en Angleterre, où le nombre des habitants n'excede pas six millions, si l'augmentation annuelle de la totalité n'excede pas 18,000, ce dont je suis à-peu-près assuré, l'augmentation annuelle des hommes capables de porter les armes ne sera que de 4,500.

Prop. III. En Angleterre les morts sont aux naissances comme 100 à 113. Je suppose qu'en Écosse et en Irlande elles sont comme 100 à 124; et comme il peut y avoir, dans ces deux derniers royaumes, environ deux millions et demi d'habitants, l'aug-

mentation totale peut être portée à 15,000; par conséquent celle de la classe capable de porter les armes sera de 3750. Ajoutez ce nombre à ceux qui sont produits annuellement en Angleterre, et l'augmentation totale de la population dans les isles britanniques sera d'environ 8,250.

Prop. IV. On suppose que les étrangers qui arrivent en Angleterre dans le dessein de s'y fixer, compensent ceux qui quittent le pays pour s'établir ailleurs.

Prop. V. C'est de ce nombre de 8,250 qu'il faut déduire toutes nos pertes. Si les colonies, la guerre et la navigation nous enlevent chaque année 8,000 hommes, la population dans les isles britanniques ne sauroit augmenter; et si nous en perdons davantage, il faut qu'elle diminue.

Prop. VI. D'après ses calculs, cet auteur trouve que, par un terme moyen, pris sur un espace de 66 ans, depuis 1690 jusqu'en 1756, ce nombre de 8,000 hommes a été perdu chaque année, c'est-à-dire qu'ils sont morts dans les colonies, à la guerre, ou à raison de la navigation.

Prop. VII. Puisque le nombre des habitants de la Grande-Bretagne et de l'Irlande est d'environ 8,000,000, et que l'augmenta-

tion annuelle est d'environ 8,000, nous pouvons conclure en général pour toute l'Europe, que pour chaque million d'habitants il y a une augmentation annuelle de 1,000; par conséquent chaque nombre de 1,000 hommes, tués à la guerre, doit réduire à rien toute l'augmentation d'un million d'hommes pendant l'année; conséquemment la France, qui contient 14 millions d'habitants, d'après le calcul du chevalier Guill. Petty, ayant perdu plus de 14,000 hommes par an, pendant le même espace de 66 ans, ne peut pas avoir augmenté sa population (1).

Prop. VIII. Les progrès du commerce et de la navigation, augmentant la perte des hommes en mer, doivent conséquemment avoir diminué la population dans toute l'Europe.

Prop. IX. L'exportation de nos bleds prouve encore ce qui est démontré par les propositions ci-dessus; car, en supposant que les progrès de l'agriculture compensent la quantité additionnelle qu'on distille depuis quelques années, il y a encore $\frac{1}{6}$ de la récolte d'exporté; ce qui prouve que notre population

---

(1) On sait que l'évaluation du chevalier Petty a toujours été trop foible. N. D. T.

est peu nombreuse, et qu'elle n'augmente pas.

De ces propositions l'auteur conclut que ce qui met obstacle à la multiplication dans les isles britanniques, est, 1°. que le célibat y est venu à la mode; 2°. que la nation a soutenu des guerres au-dessus de ses forces; 3°. que l'usage des liqueurs spiritueuses y fait périr un grand nombre d'habitants.

Je ferai ici une application succincte des principes que j'ai établis, afin d'expliquer tout ce que je viens de dire relativement à la population de la Grande-Bretagne. J'admettrai volontiers tous ces faits, parcequ'il n'importe pas à mon raisonnement qu'ils soient exacts ou non; il suffit qu'ils soient possibles, et il ne s'agit ici que d'en rendre raison.

La population de l'Angleterre diminueroit, dit-il, si elle ne recevoit des recrues de l'Irlande et de l'Écosse. Je réponds que cette conséquence n'est pas nécessaire, mais seulement contingente: car si ces hommes tout faits cessoient d'y arriver, les habitants de l'Angleterre multiplieroient eux-mêmes indubitablement, pourvu qu'on leur trouvât un nombre additionnel de femmes fécondes, capables d'élever leurs enfants. Or l'importation d'hommes faits dans un pays ressemble si fort à l'importation dans nos colonies,

que l'effet de l'un et de l'autre est de diminuer le prix du travail, et d'empêcher par là le mariage parmi certaines classes de nationaux, dont les profits ne suffisent pas pour élever une famille; et quand il arrive que ceux de cette classe se marient, ils ne multiplient pas, comme je l'ai déja dit. Si les Irlandois et les Écossois cessoient de venir en Angleterre, le prix du travail hausseroit; ceux qui aujourd'hui n'ont pas le moyen d'élever des enfants, pourroient alors le faire, et les Anglois eux-mêmes multiplieroient dans ce cas. D'un autre côté, si le prix du travail étoit trop bas pour encourager suffisamment ce nombre additionnel de mariages féconds, la conséquence contingente auroit lieu, c'est-à-dire que la population diminneroit suivant la supposition de l'auteur, et l'exportation du grain augmenteroit en proportion de cette diminution; et si les demandes du bled dans les pays étrangers diminuoient aussi, alors l'agriculture souffriroit, et tout iroit en déclinant. Mais nous reviendrons ailleurs sur cette matiere.

La maniere dont il représente l'état de la population dans ces pays, est une de ces modifications que je désigne sous le nom d'incapacité morale d'une nation pour aug-

menter sa population. Il en est, précisément, ainsi en Afrique, où les habitants se vendent; il en est de même en Suisse et en d'autres pays de montagnes, dont les habitants s'expatrient pour aller chercher fortune ailleurs. Le fonds national se soutient au même point, et l'excédent des naissances sur les morts est constamment proportionné à l'émigration des habitants. A quelque degré que s'éleve cette proportion, elle seule ne suppose pas toujours nécessairement une augmentation de population dans un pays, car elle peut provenir d'autres causes.

Je ne trouve, dans cet auteur, rien qui prouve, ou même qui induise à croire, que la population augmenteroit si ces 8,000 hommes pouvoient être préservés de tous les dangers extraordinaires. L'Angleterre a joui à-peu-près de 26 années de paix, après le traité d'Utrecht: elle avoit essuyé une guerre très meurtriere pendant quelques années auparavant. Si l'on comparoit les registres des naissances depuis 1701 jusqu'en 1718, avec ceux depuis cette derniere époque jusqu'en 1739, lorsque la guerre avec l'Espagne commença, et qu'on vît l'augmentation progressive d'année en année pendant les 26 dernieres, telle qu'on pouvoit s'y attendre

attendre de la conservation, au moins, d'une portion considérable de ces 8,250 hommes, vigoureux et sains, précisément à l'âge où ils sont propres à la propagation, on seroit tenté de croire que la guerre précédente avoit nui à la population, en interrompant la propagation de l'espece. Mais si, en comparant les registres des naissances pendant un nombre considérable d'années de guerre et de paix indistinctement, on ne trouve aucune différence sensible, il est naturel de conclure, ou que ces guerres n'ont pas détruit un grand nombre *d'hommes féconds*, ou qu'il s'en est aussitôt trouvé d'autres qui ont succédé aux morts, et ont multiplié à leur place. Quelle seroit autrement la raison pour laquelle le nombre d'hommes que l'auteur suppose avoir péri hors du royaume, compenseroit si exactement cette augmentation annuelle, si ce n'est que ces pays sont peuplés précisément en proportion des subsistances? Et pourquoi, après une guerre destructive qui, par la promptitude de la révolution, enleve des multitudes d'hommes tout formés, et diminue le fonds primitif, la population remonte-t-elle en peu d'années au point où elle étoit auparavant, et s'arrête-t-elle de nouveau?

D'après l'exposé que fait cet auteur des registres des naissances et des morts, je serois tenté de croire, suivant mes principes, qu'en examinant les choses de près, on trouveroit qu'en temps de guerre le rapport entre les naissances et les morts est plus considérable qu'en temps de paix, parcequ'il meurt un plus grand nombre d'hommes hors du pays; et si le nombre des tués augmentoit progressivement chaque année au-delà de 8,250, je pense qu'il est très possible que le rapport des naissances éprouve les mêmes changements. Pendant la paix, au contraire, la proportion diminueroit; et si personne ne mouroit hors du pays, le nombre des naissances et celui des morts seroit précisément le même.

Le lecteur peut s'appercevoir, d'après ce que je viens de dire, que ce n'est pas sans raison que j'ai traité d'une maniere générale les principes relatifs à mon sujet, et que j'évite autant qu'il m'est possible de raisonner d'après des faits relatifs à l'état de certains pays en particulier. Ceux sur lesquels notre auteur se fonde, peuvent être vrais et peuvent être faux. La proportion entre les naissances et les morts dans un lieu n'est pas une regle pour un autre. Nous ne savons

rien avec certitude sur ces points relativement à l'état des Isles Britanniques; il peut même varier tous les jours par mille circonstances. La guerre *pourroit* détruire la population et nuire à l'agriculture, ou ne faire tort ni à l'une ni à l'autre, suivant les circonstances: lorsque ce fléau attaque les hommes qui multiplient, et qu'on suppose ceux-ci les seuls du pays capables d'élever leurs enfants, les naissances diminuent bientôt; lorsqu'il détruit l'indigent, qui ne peut ni se marier ni élever des enfants, les naissances demeureront les mêmes. Lorsqu'on ne tue que les moutons d'un troupeau, cela ne diminue pas le nombre d'agneaux pour l'année suivante; et lorsqu'on tue les vieux pigeons, le colombier n'en réussit que mieux. Lorsque cette calamité tombe sur les cultivateurs qui font produire nos terres, l'agriculture en souffre sans doute; si elle ne tombe que sur les habitants surabondants des villes, et sur les autres classes d'ouvriers libres, elle pourroit nuire aux manufactures: mais l'agriculture prospérera tant qu'on aura besoin de ses productions; et si la diminution de la consommation intérieure est une suite de la guerre, elle sera plus que compensée par l'augmentation de l'exportation. Je ne trouve

pas que la guerre *diminue* le besoin de subsistance.

Pendant les longues guerres de Flandre, au commencement de ce siecle, l'agriculture a été, de temps en temps, interrompue, mais non pas détruite; celle du Palatinat, à la fin du dernier siecle, a ruiné le pays au point qu'il s'en ressent encore. La guerre produit des effets différents, suivant les différentes circonstances.

Objection. La population des Isles Britanniques n'est pas arrêtée par le défaut de vivres, puisqu'un sixieme de la récolte est exporté chaque année. Je réponds qu'elle est encore arrêtée faute de nourriture, car l'exportation suppose seulement que les besoins intérieurs sont satisfaits, et non que les habitants soient rassasiés, quoiqu'ils ne puissent rien acheter de plus au prix de l'exportation. Ceux qui ne peuvent acheter sont précisément ceux qui, selon moi, meurent faute de subsistance; s'ils pouvoient acheter, ils vivroient et multiplieroient, et peut-être ne seroit-il point exporté de bled : c'est une conséquence claire de mon raisonnement; et mon principal but, dans tout ce livre, est de découvrir un moyen de mettre en état d'acheter, ceux qui ne le peuvent pas à pré-

sent, et qui, par cette raison, ne multiplient pas, parcequ'ils n'ont aucun équivalent à donner aux cultivateurs en échange pour leur superflu, qu'ils exportent par conséquent.

Pour faire cette application de mes principes, je n'ai pas besoin de révoquer en doute les faits de notre auteur : l'état de la question est indifférent ; si les principes que j'ai établis sont justes, ils doivent résoudre tous les problêmes.

CHAPITRE XVI.

Pourquoi certains pays se trouvent plus peuplés que d'autres non moins susceptibles de culture.

Cette question a un rapport direct avec les principes déja établis, et c'est par eux qu'il faut la résoudre. Je l'ai proposée afin de faire l'application de ces principes, et, en les examinant, nous reconnoîtrons ou leur justesse ou leur insuffisance.

On pourroit répondre, en général, que

toutes les différences de ce genre doivent provenir de ce que j'appelle l'esprit du gouvernement et du peuple, qui décide non seulement de ce qui est relatif à la population, mais de bien d'autres choses. Je dois observer cependant que la question par elle-même est très peu importante, si on ne considere uniquement que les nombres ; car quel avantage y a-t-il à savoir combien il y a d'habitants dans un pays, lorsque leur emploi n'entre pour rien dans cette recherche? Ce n'est d'ailleurs qu'en examinant de quelle maniere un peuple est employé, qu'on en peut déterminer le nombre : mais comme la question relative au nombre des hommes a paru mériter quelque attention, j'ai donné ce titre à un chapitre, auquel un autre auroit peut-être mieux convenu.

Sous le regne de la servitude, rien n'empêche de croire, comme je l'ai déja observé, que le monde n'ait été très peuplé : mais si mes principes sont vrais, l'époque où l'Europe dut l'être le moins, est l'espace de temps qui s'est écoulé entre l'abolition de la servitude et l'introduction de l'industrie ; car je crois qu'on reconnoîtra qu'il n'y a jamais eu d'exemple d'un pays, quelque fertile que la nature ait pu le rendre, et où chacun ait été

absolument libre, dans lequel il y ait eu peu ou point d'industrie, ou de travail autre que l'agriculture, et dans lequel il y ait eu en même temps un grand nombre d'habitants qui ne fussent pas mendiants, ou vivants d'aumônes. J'ai fait cette observation si souvent, que je crains de fatiguer le lecteur par mes répétitions inutiles : je n'en ai parlé ici que pour lui fournir l'occasion d'appliquer ce principe à la solution de la question présente.

Je commencerai par demander ce qu'on entend par un pays peuplé ; car ce terme peut présenter différentes idées, si on ne fait pas attention aux circonstances. J'ai souvent entendu dire que la France étoit un désert, et qu'on n'y trouvoit personne, si ce n'est dans les villes ; au lieu qu'en Angleterre on ne peut pas faire un demi-quart de lieue sans trouver une ferme, peut-être deux à la fois ; et en regardant autour de soi, on voit tout le pays couvert d'habitations : mais je crois que cette différence ne décide rien, ni pour ni contre la population de l'un ou l'autre pays, et qu'elle ne provient uniquement que de circonstances relatives à l'agriculture, et à la distribution des ouvriers libres. L'examen des faits fera mieux connoître ces

circonstances que la théorie la plus parfaite. Considérons l'état de l'agriculture dans la Picardie et la Beauce, comparons-le avec ce qui se pratique dans différentes provinces de l'Angleterre, et le contraste sera frappant. S'il y avoit assez de bois en Angleterre pour fournir le chauffage aux habitants, je m'imagine qu'on enleveroit beaucoup de haies qui étoient d'abord utiles pour la culture de la terre, et qu'on laisseroit le pays plus ouvert. S'il y avoit moins de loups en France, les fermes y seroient plus éparses: mais il faut enfermer les troupeaux la nuit, on ne peut pas les laisser dans les champs; cela empêche les clôtures. Où il n'y a point de clôture, on ne trouve presque aucun avantage à bâtir la ferme précisément sur le terrain qu'il faut cultiver, et les avantages que trouvent certaines classes d'habitants à être réunies, les cultivateurs, par exemple, avec les artisans, l'emportent sur beaucoup d'autres considérations. C'est ainsi que les fermiers, en France, sont réunis dans des villages, et qu'en Angleterre ils sont dispersés dans les campagnes. Il y a long-temps d'ailleurs que l'agriculture est établie dans la Picardie et la Beauce; et je pense que quand on a commencé à ouvrir, ou plutôt à cultiver la

terre, les habitations étoient encore plus contiguës.

Cette réunion des habitants doit laisser beaucoup d'habitations en ruine, et c'est là une des raisons qui font paroître la France déserte, parcequ'on trouve des maisons abandonnées dans différentes parties du pays, ce qui est souvent un signe de prospérité plutôt que de décadence. Paris est considérablement agrandi, ce qui fait que le pays d'alentour est délivré de toutes les bouches inutiles. Si cela rend le travail plus cher à la campagne, c'est la ville seule qui en souffre; la campagne doit certainement y gagner. Jusqu'ici nous avons parlé de deux especes de population dans les deux contrées les plus peuplées de l'Europe; examinons-en maintenant une troisieme espece dans un des pays les moins peuplés.

Dans certains cantons, on voit chaque ferme entourée de petites cabanes, occupées par un grand nombre de gens qu'on suppose utiles au fermier : c'est ce que les Écossois nomment *cottars*, ou *cottagers*, parcequ'ils vivent dans des *cottages* ou cabanes. Si vous les considérez sous un rapport politique, vous jugerez qu'ils sont destinés uniquement à l'agriculture ; ils le sont dans un

sens, si vous entendez par-là la récolte des fruits; dans un autre sens, ils ne le sont pas, si par l'agriculture vous entendez le travail de la terre. Je m'arrêterai à cet exemple, parcequ'il me semble qu'il présente, plus ou moins, le tableau de l'Europe, il y a 400 ans.

Le fermier écossois a besoin de bras pour amasser une chétive récolte répandue sur un grand espace de terrain : je suppose qu'il ait six de ces *cottars* ou valets, avec leurs femmes et leurs enfants qu'il faut nourrir, avant de pouvoir payer la rente du propriétaire. Il n'entre jamais dans l'esprit d'un de ces valets, que ses enfants puissent gagner de l'argent par leur travail; le fermier ne suppose pas qu'il lui soit possible de payer sa rente, sans le secours de ces valets, pour avoir soin de son bétail et pour amasser sa récolte; et le propriétaire ne peut aller contre la coutume du pays, sans laisser sa terre en friche: tous ces enfants sont à la disposition du fermier, qui peut, sans aucuns frais, les envoyer conduire des troupeaux de moutons, à demi-lieue, à des pâturages qui, sans la commodité de ces enfants, se perdroient entièrement.

De cette maniere, les propriétaires qui ont

une grande étendue de terre, qu'ils ne sont pas capables de cultiver, peuvent les distribuer en un petit nombre de fermes ; et toutes les productions spontanées se ramassent et se consomment en même temps. La rente de ces terres est très petite par rapport à leur étendue ; mais si vous la considérez relativement au nombre de bouches que nourrit la ferme, vous trouverez qu'une terre dans les montagnes d'Écosse nourrit peut-être dix fois plus de monde qu'une terre de même valeur dans une province fertile. Il en est de certaines terres comme de certains couvents de moines mendiants : plus il y a de bouches à nourrir, mieux ils vivent.

Je suppose maintenant que le politique moderne engage un propriétaire animé de l'esprit public, à établir un ou deux tisserands dans une ferme ; les *cottars* ou valets se mettront à filer ; il faut du temps avant qu'ils acquierent assez d'adresse pour paroître, chez le tisserand, en concurrence avec d'autres accoutumés à ce métier : par conséquent cette manufacture languira longtemps. Mais si l'entreprise est soutenue avec patience, ces obstacles seront vaincus à la fin ; ceux qui gagnoient pauvrement leur vie en gardant des troupeaux, s'adonneront à

ce changement arrive, le pays paroît moins peuplé : on rencontre fréquemment des cabanes, même des villages ruinés, et on seroit tenté d'en conclure que le pays est désert, ce qui n'est pas ; mais les habitants sont réunis ensemble.

C'est donc l'esprit de la principale classe des habitants d'un pays qui détermine l'emploi des classes inférieures: l'emploi de celles-ci détermine leur utilité pour l'état ; et de cette utilité dépend leur multiplication. Plus elles sont utiles, plus elles gagnent, suivant la définition du contrat de société; plus elles gagnent, plus elles peuvent nourrir ; par conséquent elles procréeront davantage et partageront avec leurs enfants. Cela contribue à une population utile, et encourage l'agriculture. Comparez la situation précédente avec la situation actuelle, quant au nombre, à l'aisance et au bonheur.

N'est-il pas évident que quand la terre est travaillée, elle doit fournir plus de nourriture à l'homme que quand elle ne l'est pas? D'un autre côté si l'industrie ne fait pas passer entre les mains de l'indigent de quoi acheter cette nourriture additionnelle, personne ne voudra faire d'abord des avances considérables pour défricher la terre afin de la faire

occupation qu'on puisse leur donner, est de garder des troupeaux et d'aller à l'école : si vous demandez pourquoi on ne les emploie pas, ils vous disent que c'est parceque le commerce n'est pas dans le pays ; ils parlent du commerce comme d'un homme qui va résider dans certaines contrées pour en nourrir les habitants. La vérité est que ce n'est pas la faute de ces pauvres gens, mais de ceux dont le devoir est de leur trouver de l'emploi.

J'en trouve une autre raison dans la nature des anciennes tenures, dans lesquelles on voit que des terres qui produisent aujourd'hui une grande quantité de bled, étoient données pour fort peu de chose, tandis que d'autres qui étoient dans le voisinage des villes et des abbayes, étoient chargées d'une redevance considérable. Je l'attribue à la mauvaise culture des terres dans ces temps-là, et j'en conclus que la population étoit peu considérable. Dans ces temps de troubles et de confusion, les confiscations étoient fréquentes ; les grands seigneurs obtenoient des concessions considérables dans les différentes révolutions ; ces nouveaux maîtres les trouvant souvent abandonnées, comme nous l'apprend l'histoire (les vassaux du

précédent étant ou détruits ou chassés pour faire place aux nouveaux venus), en formoient de petits lots qu'ils distribuoient pour de modiques rentes de toute espece, en sus du service personnel. Ces révolutions subites et violentes suffisoient pour dépeupler un pays; et il n'y a que la tranquillité, la sécurité, l'ordre et l'industrie, pendant des siecles, qui puissent le rendre peuplé.

Outre ces causes naturelles de population et de dépopulation, qui proviennent, comme nous l'avons observé, d'une certaine tournure qu'on donne à l'esprit d'un peuple, il en est d'autres qui operent avec une force irrésistible, par des révolutions subites et violentes. Le roi de Prusse, par exemple, a entrepris de peupler un pays tout d'un coup, en profitant de la désertion des Salzbourgeois. L'Amérique est très peu peuplée dans certains endroits, près des côtes et dans certaines isles, malgré l'émigration de plusieurs millions d'hommes venus de l'Europe et de l'Afrique : ces moyens n'ont jamais un succès proportionné à l'entreprise. L'Espagne, d'un autre côté, a été dépeuplée par l'expulsion de ses anciens habitants infideles. Ces causes produisent des effets visibles, qui n'ont pas besoin d'être expliquées, quoique leurs

leurs conséquences éloignées puissent mériter de l'attention. J'examinerai ailleurs la maniere dont nous avons peuplé l'Amérique; ici je ferai quelques observations sur la dépopulation de l'Espagne, avant de finir ce chapitre.

Ce pays a, dit-on, été très peuplé autrefois, sous la domination des Maures : je ne suis pas assez versé dans la politique, l'économie et les mœurs de ce peuple, pour juger à quel point ils pouvoient être favorables à la population; mais une chose qui paroît confirmer ce qu'on nous dit de leur nombre, ce sont les vastes greniers dont ils se servoient pour conserver leurs grains, et qui restent encore en entier, quoiqu'on n'en fasse jamais usage. Ils ont arrosé les royaumes de Valence, de Murcie et de Grenade. Ils se rassembloient dans des villes dont on peut encore reconnoître l'étendue. Le pays qu'ils possedent aujourd'hui, quoique plus aride que l'Espagne, fournit à l'Europe des quantités considérables de grains. Le palais du roi maure à Grenade montre du goût pour le luxe. La mosquée de Cordoue annonce une capitale plus grande. Ce sont là autant de signes d'une population nombreuse, mais d'après lesquels on ne peut

former que des conjectures. Un moyen plus sûr de juger seroit d'après l'histoire, si l'on pouvoit compter sur l'exactitude des historiens lorsqu'il s'agit de la population.

Voilà un exemple d'un pays dépeuplé d'une maniere très extraordinaire : cependant je crois que le défaut d'habitants qui s'y faisoit sentir pendant long-temps après cette expulsion, provenoit moins de la perte qu'on avoit essuyée, que du contraste entre l'esprit des chrétiens qui étoient restés après l'expulsion, et celui de leurs libérateurs catholiques. Les chrétiens qui vivoient parmi les Maures étoient réellement maures quant à leurs mœurs, mais non quant à la religion. S'ils eussent adopté l'esprit des Castillans, ou qu'on les eût gouvernés suivant le leur, la population eût été bientôt portée au même degré qu'auparavant; mais, comme le seigneur chrétien gouvernoit ses vassaux, Murciens, Andaloux et Grenadins, d'après les principes de la politique chrétienne, est-il étonnant que, dans ce siecle d'ignorance, de préjugé et de superstition, ce pays (un des plus beaux de la terre) ait été longtemps à se rétablir? Il s'est cependant rétabli, et plus promptement peut-être qu'on ne le pense communément; car, selon moi,

il a été rétabli aussitôt que les pays plats et bien arrosés ont été remis en culture, parceque j'ai lieu de croire que les Maures n'ont jamais porté l'agriculture plus loin dans ces provinces méridionales.

De là je conclurai que la diminution qu'éprouve la population par la destruction des habitants, par l'expulsion, la captivité, la guerre, la peste ou la famine, peut être plus promptement réparée que celle occasionnée par une révolution dans cet esprit qui est nécessaire pour augmenter et conserver les nombres. Qu'on entretienne cet esprit, et que les hommes soient bien gouvernés, la population remontera promptement à son premier niveau, malgré la plus grande réduction possible; et pendant qu'elle va en augmentant, l'état se sentira plus animé, plus vigoureux, que quand elle sera parvenue à sa premiere hauteur; car je crois qu'aussitôt qu'un état cesse de croître en prospérité, sa santé et sa vigueur diminuent.

CHAPITRE XVII.

De quelle maniere et dans quel rapport l'abondance et la disette affectent un peuple.

J'ai déja examiné cette question dans le chapitre précédent, relativement au genre humain nourri par la main de la nature; je me rapproche à présent de l'état actuel, et je m'attacherai aux temps modernes en considérant les circonstances et les effets que l'expérience journaliere nous fait voir et éprouver.

J'ai souvent dit que la population étoit en proportion du produit de la terre. Je dis maintenant que, chez la plupart des nations de l'Europe, les productions du pays sont *à-peu-près* consommées par les habitants. J'entends par *à-peu-près*, que l'exportation est très petite relativement à la consommation intérieure. Je ne prétends pas du tout l'établir comme une these universelle; mais je dis que cela est vrai pour la *plupart* des nations, et mon but dans ce chapitre est de mettre en état de juger jusqu'à quel point

ces restrictions peuvent s'étendre. J'avoue par exemple que la Hollande, qui ne produit pas la subsistance nécessaire à ses habitants, doit la tirer régulièrement de quelque endroit qui fournisse du superflu. Mais il faut observer que la Pologne, l'Allemagne, la Flandre, l'Angleterre, ainsi que d'autres pays, contribuent à fournir aux besoins de la Hollande et de plusieurs grandes villes commerçantes qui n'ont qu'un territoire très borné. Cela étant ainsi, la portion fournie par chaque pays doit être très petite relativement à la quantité qu'il produit. Mais ces conclusions générales, d'après des suppositions vagues, ne répandent aucun jour sur la question; c'est pourquoi je ferai l'application de mes raisonnements à des faits, puis j'en examinerai les conséquences.

Il y a, je crois, peu de pays en Europe plus abondants en grains que l'Angleterre : j'aurai donc ce pays là en vue dans l'examen que je vais faire. Rien n'est plus ordinaire que d'entendre dire qu'une récolte abondante fournit pour plus de trois années de subsistances : j'ai même vu avancer par un auteur grave (1), qu'une année abondante

(1) Avantages et désavantages de la France et de la Grande-Bretagne, etc. Art. *Grains.*

fournit pour cinq ans de vivres aux habitants. Si c'est une erreur, elle pourroit être très funeste sous plusieurs rapports. Je suis au contraire très porté à croire que la production de l'année en grains n'a jamais été assez abondante en Angleterre pour suffire à ses habitants pendant 15 mois, *dans la même abondance avec laquelle ils se nourrissent dans les meilleures années.* Si cela est ainsi, à combien peut-on porter le superflu dans les bonnes années ordinaires? Je crois qu'on regardera comme une bonne année celle qui fournit copieusement à la subsistance pour 15 mois: de meilleures récoltes sont très rares selon moi. Voici mes raisons pour être d'un avis si opposé à celui de l'auteur que j'ai cité. Il sera sans doute facile à ceux qui auront plus de moyens que moi, de s'assurer de la vérité des faits, de corriger les erreurs dans lesquelles je serai peut-être tombé.

Je suppose que toute la récolte annuelle de bled en Angleterre se consomme dans le pays, à l'exception de ce qui est exporté; car je ne peux pas admettre qu'il s'en perde une quantité considérable. Je ne nie pas qu'on ne puisse en abuser, l'employer mal-à-propos, le boire au lieu de le manger; ce sont

des questions étrangeres à l'objet présent de ces recherches : ainsi, soit qu'il se consomme en pain, en biere, en liqueurs spiritueuses, ou par des animaux, je le regarde toujours comme bien consommé; et dans une année où se fait la plus grande consommation intérieure, c'est là ce que j'appelle *l'abondance avec laquelle les habitants se nourrissent dans les meilleures années.* Or je trouve, dans l'ouvrage que j'ai déja cité, un état de l'exportation pendant 5 ans, de 1746 à 1750 inclusivement, et d'après lequel la quantité exportée de toutes sortes de grains se monte en tout à 5,289,847 *quarters.* Cela ne fait pas la provision d'un an, suivant le calcul du chevalier Guillaume Petty, dont nous avons déja parlé. Les primes sur les grains, continue l'auteur ci-dessus, se montoient dans une année à 500,000 liv. sterling : il ne la désigne pas, et je suis peu en état de lui contester ce point. Mais supposons que le fait soit vrai; supposons même que l'exportation totale ait été tirée du produit d'une seule récolte : je ne trouve pas que cette somme s'accorde avec les primes sur 3,000,000 de *quarters,* qui, suivant le chevalier Petty, font la provision de 6 mois. Voici comme je calcule. La prime sur le bled

est de 5 shillings par *quarter;* celle sur le seigle 3 shil. 6 pence, celle sur l'orge 2 shil. 6 pence. Ce sont les especes de grains qu'on exporte communément. Ajoutez les 3 primes ensemble, et divisez par 3, vous aurez 3 shillings 8 pence pour la prime moyenne; à ce compte 500,000 livres sterling paieront les primes de 2,727,272 *quarters* de grains; quantité énorme pour être exportée, mais qui ne fait qu'une portion très peu considérable d'une récolte qu'on suppose capable de nourrir toute l'Angleterre pendant 5 ans. On dira peut-être que la grande abondance d'une bonne année éprouve une diminution considérable par une mauvaise récolte qui a pu la précéder, ou la suivre: dans le premier cas, on l'entame plutôt; dans le second, elle fournit considérablement à la consommation d'une année de disette. J'avoue que tout cela est juste: mais comme il n'est pas rare de voir plusieurs bonnes années se suivre, l'état de l'exportation alors doit être le meilleur, et même le seul moyen de juger de la quantité réelle du superflu.

D'un autre côté, je présume qu'il n'y a jamais eu une année de disette, telle que les terres en Angleterre n'aient pas produit bien au-delà de la subsistance de six mois, *avec*

la discrétion que les habitants y mettent dans les années de disette. Si la subsistance la plus mince manquoit pour six mois, je m'imagine que toute l'Europe ensemble seroit peut-être embarrassée de fournir une quantité suffisante pour empêcher la famine.

N'étant pas à portée de consulter des registres, je me contente de documents moins authentiques. Je trouve, dans les gazettes de Londres, que depuis le 9 avril jusqu'au 13 août 1757, époque à laquelle on éprouvoit une grande disette en Angleterre, il ne fut déclaré dans le port de Londres que 71,728 *quarters* de bled, dont 15,529 n'étoient pas encore arrivés; de sorte que tout le bled importé, pour obvier à cette disette, étoit 56,199 *quarters;* ce qui ne fait pas la provision d'un mois pour les habitants de cette ville, en y comptant 800,000 ames. Quiconque a accès aux registres du commerce des grains, peut décider la question dans un moment.

Une autre raison qui me détermine à croire ce que semblent prouver les arguments ci-dessus, c'est ce qui se passe sous mes yeux dans ce moment en Allemagne. On se plaint, de toute part, de la disette dans les

armées qui sont assemblées présentement (en 1757). Lorsqu'on considere le nombre d'individus dont une armée est composée, fût-elle de 100,000 hommes, sa suite d'autant, et 40,000 chevaux, tous étrangers (je ne compte rien d'extraordinaire pour le reste), ce nombre paroît très peu considérable relativement aux habitants d'un pays aussi vaste que l'Allemagne : observons cependant la quantité de provisions de toute espece qui arrivent constamment par le Rhin, la Moselle et plusieurs autres rivieres, recueillies, de tous les côtés, des provinces éloignées, les nombreux troupeaux qui viennent de Hongrie, les charges de bled qui viennent de Pologne, et tout cela dans une année qui, dans toute autre occasion, auroit passé pour très abondante. D'après ces secours étrangers, n'est il pas étonnant qu'on se plaigne de la disette dans les provinces qui sont le théâtre de la guerre, et que tout soit cher par-tout ailleurs ? D'après toutes ces observations, je dois conclure qu'on se trompe beaucoup en évaluant l'abondance et la disette, lorsqu'on croit trouver dans la récolte d'une année assez de subsistance pour deux ou trois ans. Je pourrois, il est vrai, me tromper dans mes conséquences ;

mais plus j'ai réfléchi sur ces matieres, plus j'ai été confirmé dans mon opinion, même d'après les exemples fréquents d'une hausse subite dans tous les marchés, par des monopoles très peu considérables, et par une diminution subite, occasionnée par l'importation d'une petite quantité de denrées. Je pourrois citer un grand nombre d'exemples de ces vicissitudes, s'il étoit nécessaire de prouver ce que tout le monde peut observer.

Je vais maintenant répondre à une objection qu'on pourroit faire à cette doctrine, et je finirai ce chapitre.

S'il est vrai que la récolte d'une année abondante soit à peu près consommée par les habitants, que deviennent-ils dans les années de disette? Car on ne peut pas nier qu'il n'y ait une grande différence entre une récolte et une autre. Je réponds à cela que je crois qu'on se trompe beaucoup sur cette différence de récoltes; une bonne année dans un certain sol est une mauvaise année dans un autre. Mais je ne m'étendrai pas là-dessus, parceque je n'ai pas assez de preuves pour établir mon opinion. La principale raison sur laquelle je la fonde, est qu'il n'est pas du tout vrai que le même nombre d'hommes consomme toujours la même quantité de

vivres. Dans les années abondantes, chacun est bien nourri ; le salaire alloué à la derniere espece d'industrie suffit pour procurer une nourriture qui peut encore être partagée ; les vivres ne sont pas ménagés avec autant de parcimonie ; on nourrit pour son usage un plus grand nombre d'animaux ; tous les bestiaux sont bien tenus ; on boit davantage, parceque tout est moins cher. Survient-il une année de disette, le peuple est mal nourri ; et quand les dernieres classes viennent à partager avec leurs enfants, les portions se trouvent très petites ; on économise beaucoup sur les consommations ; on nourrit peu d'animaux pour son usage ; les bestiaux sont mal tenus, et un pauvre peut à peine se permettre un verre de biere. Ajoutez à toutes ces circonstances qu'en Angleterre le produit des pâturages est très considérable, et qu'il arrive communément qu'une mauvaise année pour le bled, à raison des pluies, est, par cette même raison, une bonne année pour les pâturages ; et en évaluant les récoltes, il faut tout calculer.

De ce que je viens de dire, je conclus, en général, que le pays du monde le plus fertile en bled, pourvu que l'esclavage n'y

soit pas établi, ne produit que de quoi nourrir copieusement, comme dans les années d'abondance, un tiers de plus que ses propres habitants; car, s'il en étoit autrement, toute la politique humaine ne pourroit pas y arrêter la multiplication jusqu'à ce qu'elle eût atteint la proportion du produit des années ordinaires ; on ne peut exporter que ce qui excede cette quantité, qui provient d'une abondance peu commune. Si les années abondantes étoient plus fréquentes, le genre humain seroit plus nombreux, et moins, si les années de disette revenoient plus souvent. La population doit donc être, à mon avis, en raison des vivres, et elle ne s'arrêtera jamais jusqu'à ce que l'équilibre soit à peu près établi.

CHAPITRE XVIII.

Causes qui rendent un pays peuplé: conséquences de cette population.

Le sommaire de mes chapitres est plutôt destiné à donner une notion générale qu'une idée précise du sujet qu'ils traitent. Dans le vrai, il n'existe point de pays complètement peuplé, si par-là on entend le nombre d'individus, sans considérer leur rapport avec la consommation qu'ils font des productions de leur pays. J'ai déja fait remarquer, dans un autre chapitre, la distinction qu'il falloit établir entre l'impossibilité physique et l'impossibilité morale d'augmenter la population. Quant à l'impossibilité physique, elle existe difficilement, parceque les moyens de se procurer des vivres d'ailleurs, lorsque son propre sol n'en fournit plus, paroissent, sinon inépuisables, du moins très multipliés. Un pays complètement peuplé, qui se trouve dans l'impossibilité physique d'augmenter sa population, est donc une supposition chi-

mérique et inutile. Le sujet qu'on examine ici, est l'état d'un peuple qui trouve qu'il est de son intérêt d'aller chercher des vivres au-dehors : ce qui peut arriver, et arrive en effet, long-temps avant qu'un pays soit cultivé parfaitement. Cela ne décide rien pour la fertilité intrinseque du sol, et ne prouve autre chose, sinon que l'industrie des ouvriers libres a fait plus de progrès dans la multiplication des bouches à nourrir, que celle des cultivateurs dans l'art de leur procurer des subsistances. Cette idée sera éclaircie par la question suivante :

La multiplication est-elle la cause efficiente de l'agriculture? Ou, l'agriculture est-elle celle de la multiplication ?

Je réponds que la multiplication est la cause efficiente de l'agriculture, quoique, dans l'enfance de la société, j'avoue que les productions spontanées de la terre, qui sont communes à tous, sont la cause efficiente de la multiplication, qui peut être en proportion exacte avec ces productions, comme je l'ai déja dit : je m'explique.

J'ai déja distingué les fruits de l'agriculture, des productions spontanées de la terre : je dois faire observer encore que toutes les fois que j'emploie le mot agriculture, en par-

lant de la politique moderne, je suppose toujours qu'elle est exercée comme métier, et pour produire du superflu, et non comme moyen direct de subsister, lorsque le cultivateur consomme tout, ainsi que je l'ai déja expliqué en détail. J'ai dit aussi que le superflu qu'elle produit, sert de fonds pour multiplier les habitants; or il faut qu'on ait besoin de superflu: chaque personne qui a faim demandera, mais chaque demande ne sera pas satisfaite; il en restera par conséquent sans effet. Le demandeur doit avoir un équivalent pour donner en échange; c'est cet équivalent qui est le grand ressort de toute la machine; car, sans lui, le cultivateur ne cherchera point à avoir de superflu, et par conséquent il rentrera dans la classe de ceux qui travaillent pour subsister. Les pauvres, qui ont des enfants, demandent inutilement; et lorsqu'ils ne peuvent pas augmenter cet équivalent, ils partagent les vivres qu'ils ont avec les nouveaux venus, et n'encouragent pas l'agriculture. D'après le partage tous sont mal nourris, misérables, et s'éteignent. Mais comme c'est la demande *efficace*, pour ainsi dire, qui fait travailler le cultivateur pour avoir un équivalent, et que cette demande augmente par la multiplication

plication de ceux qui ont un équivalent à donner; je dis que la multiplication est la cause, et l'agriculture l'effet. D'un autre côté je crois qu'on peut considérer les fruits spontanés de la terre, suivant la supposition, comme la cause d'une certaine multiplication circonscrite, parceque, dans ce cas, on ne demande point d'équivalent. La terre produit, soit que ces fruits soient consommés ou non. Les hommes s'en nourrissent gratuitement et sans travail, et l'existence de ces fruits est antérieure à la production de ceux qui doivent les consommer. Les premiers nourris doivent leur vigueur à leur nourriture, et la multiplication vient de cette vigueur. La nouvelle génération vit librement des fruits de la terre, et multiplie jusqu'à ce que tout soit consommé: alors la multiplication s'arrête comme nous avons dit. *Mais introduisez l'agriculture*, et la multiplication reprendra de nouveau: par conséquent, dira le lecteur, l'agriculture est autant la cause de cette nouvelle multiplication que les fruits spontanés l'étoient de la premiere. Voilà une conséquence très naturelle, qui paroît directement contredire ce que j'ai voulu prouver; et la difficulté n'est pas aisée à résoudre. Nous avons vu comment l'agri-

culture doit dépendre de l'industrie de l'homme, *unique moyen de l'établir;* et comme ce qui encourage le plus cette industrie est le desir de pourvoir à la subsistance de nos enfants, leur existence doit être considérée comme la premiere cause, ou du moins la cause politique la plus apparente, qui engage les hommes au travail; elle peut donc être regardée comme antérieure à l'agriculture; tandis que, d'un autre côté, les productions spontanées de la terre, qui sont en petite quantité, et absolument indépendantes de l'homme, semblent fournies par la nature, de même que pour faire la fortune d'un jeune homme, on lui avance une certaine somme à faire valoir par son industrie; il commence par cette petite somme, mais c'est son industrie qui l'enrichit. Il paroît, d'après cet éclaircissement, que s'il est plus facile de se procurer des subsistances de chez l'étranger que de chez soi, ce sera la subsistance étrangere qui conservera les nombres produits par *l'industrie,* et non par *l'agriculture domestique;* et ces nombres, à leur tour, contribueront au progrès de l'agriculture du pays, en inspirant aux cultivateurs le desir d'acquérir l'équivalent que leurs compatriotes donnent à des étrangers.

Les nations dont les administrateurs n'ont pas le talent d'engager les cultivateurs à desirer l'équivalent que le travail de leurs concitoyens est capable de produire, ou, en d'autres mots, qui ne savent pas créer des besoins et une dépendance réciproque parmi leurs sujets, doivent être dans l'impossibilité morale d'augmenter leur population. Il est inutile de parler ici de ces états, ainsi que de ceux qu'on suppose dans l'impossibilité physique de multiplier. Notre but est d'examiner les conséquences naturelles qui résultent d'une demande de subsistances qui s'étend aux pays étrangers; c'est ce que je regarde comme la source de l'industrie intérieure et du commerce extérieur, deux sujets qui seront traités dans le second livre.

Un pays peut être complètement peuplé (dans le sens où nous prenons ce mot) de plusieurs manieres; il pourroit, dans un temps, être suffisamment peuplé par six millions d'habitants, et être capable, dans d'autres circonstances, d'en nourrir huit ou neuf millions à l'aise, sans que le sol fût amélioré ou mieux cultivé. D'un autre côté un pays pourroit facilement nourrir vingt millions d'habitants, et, lorsque le sol est plus cultivé, se trouver surchargé par 15

millions. Ces deux assertions ont besoin d'être expliquées.

Plus un peuple est sobre, plus il vit des productions abondantes et directes de la terre, plus aussi sa population peut augmenter.

Si le peuple anglois mangeoit plus de pain, cessoit de consommer autant de viande, la population y augmenteroit indubitablement, et un grand nombre de riches prairies seroient converties en champs de bled. Si les François cessoient de manger autant de pain, les Hollandois autant de poisson, les Flamands autant de légumes, et les Allemands autant de *sourkraut*, et que tous vécussent à l'angloise, de porc, de bœuf et de mouton, leurs nombres respectifs diminueroient bientôt, quelques soins qu'ils eussent de cultiver leurs terres. Ce ne sont que des réflexions que je fais en passant, et que le lecteur peut étendre à son gré. La question est de savoir quelles sont les conséquences qui résultent de ce qu'un pays est peuplé, n'importe par quelle cause, au point que le sol, dans son état actuel de fertilité, ne peut fournir une quantité suffisante de l'espece de vivres dont les habitants desirent de se nourrir. Ces conséquences sont différentes

suivant la diversité de l'esprit des peuples.

S'ils sont d'un caractere indolent, et qu'ils se reglent, quant à leur économie politique, sur des usages établis, et sur d'anciens préjugés qui empêchent les réformes, quoique le changement de circonstances puisse les exiger; l'effet sera d'arrêter la population, qui ne peut augmenter sans une augmentation de vivres d'un côté, et d'industrie de l'autre, pour les faire circuler. Il faut que ces deux choses aillent de pair: ce seroit une affaire de pure curiosité que de vouloir fixer la préséance entre elles.

Si, au contraire, l'esprit d'industrie a porté le pays à un certain degré de population, cet esprit ne sera pas arrêté par le manque de subsistances; on les fera venir des pays étrangers, et cette nouvelle demande, en diminuant parmi eux la quantité produite ordinairement pour leur propre subsistance, excitera les gens industrieux à cultiver leurs terres, afin de fournir à cette demande sans se nuire à eux-mêmes. Ainsi le commerce tend évidemment à perfectionner le monde en général, en rendant industrieux les habitans d'un pays, afin de fournir aux besoins d'un autre, sans aucun préjudice pour eux-mêmes. Allons plus loin.

Un pays complètement peuplé ne peut offrir en échange de la subsistance qui lui est nécessaire, que le superflu de l'industrie des ouvriers libres, car celui des cultivateurs est supposé consommé par la société, excepté cependant certaines especes de productions qui, étant mises à un plus haut prix dans les pays étrangers que dans ceux qui les ont produites, procurent des retours plus considérables que la valeur de ce qui a été exporté, comme quand on échange des soies écrues, des vins recherchés, etc. pour des grains ou d'autres denrées.

Le superflu de l'industrie doit donc former la principale partie de l'exportation; et si la nation complètement peuplée est environnée d'autres contrées qui abondent en grains et en autres comestibles, que leurs habitants aient du goût pour le luxe, et desirent de se procurer les objets des manufactures et des arts de leurs industrieux voisins, il est certain que le commerce avec de telles nations augmentera considérablement la population du pays industrieux, quoique complètement peuplé déja, relativement aux produits de son sol; le nombre additionnel ne fera qu'accroître celui des manufacturiers et non celui des cultivateurs; c'est le cas de la Hollande,

et de plusieurs grandes villes commerçantes et libres qui n'ont qu'un territoire très limité.

Si, au contraire, la nation complètement peuplée est voisine d'autres nations qui adoptent son esprit, les vivres deviendront plus difficiles à obtenir à mesure que les voisins pourront fournir à leurs propres besoins: il faut donc les aller chercher plus loin; et aussitôt que les frais qu'il faut faire pour se les procurer excedent le prix du travail des ouvriers libres employés à produire cet équivalent, on cessera d'exporter leurs ouvrages, et la population diminuera jusqu'à ce qu'elle se trouve en proportion des vivres restants.

Je ne dis pas que le commerce s'arrêtera par-là: au contraire, il ira toujours, et sera même plus considérable qu'auparavant; mais ce sera un commerce qui ne pourra jamais augmenter la population, parceque pour cela il faudroit des vivres. Il peut cependant avoir des avantages très importants et très nombreux; il peut augmenter beaucoup les richesses de l'état, et lui donner ainsi de la force et de la puissance. Une nation commerçante peut jouir d'une paix profonde, et répandre la guerre et le trouble parmi ses ennemis, sans même y employer ses propres sujets. Ainsi le commerce, sans augmenter

la population d'un pays, peut augmenter sa force de beaucoup, en armant des bras qu'il n'a pas nourris, et les employant à son service.

CHAPITRE XIX.

L'introduction des machines dans les manufactures est-elle préjudiciable à l'intérêt d'un état, ou nuisible à la population?

C'est une question qui a été agitée dans ces derniers temps. Les anciens ont eu en grande vénération les inventeurs de la scie, du tour, du vilebrequin, de la roue à potier; mais quelques modernes trouvent du danger à perfectionner la méchanique (voyez *les Intérêts de la France mal entendus, pages* 272, 313). M. de Montesquieu blâme les moulins à eau, quoique je ne trouve pas qu'il condamne l'usage de la charrue.

Si on s'entendoit, il seroit impossible qu'il y eût des disputes sur de pareilles matieres parmi des hommes sensés. Mais les circonstances auxquelles on fait allusion, ou qu'on

présuppose, et que les auteurs ont toujours en vue, quoiqu'ils les expriment rarement, rendent les vérités les plus palpables susceptibles de contradiction.

Il n'est guere possible d'introduire subitement la moindre réforme dans l'économie politique d'un état, quelque raisonnable et quelque utile même que soit cette réforme, sans qu'il en résulte des inconvénients. On ne peut pas balayer une chambre sans élever de la poussiere, ni se promener sans salir ses souliers; et, dans une manufacture considérable, on ne peut pas introduire *tout d'un coup* une machine qui abrege le travail des hommes, sans en réduire plusieurs à l'oisiveté.

Toutes les fois que je traite une question d'économie politique, je suppose toujours à la tête du gouvernement un administrateur qui en conduit méthodiquement toutes les parties, de maniere à empêcher que les vicissitudes dans les mœurs et les innovations ne nuisent à aucun des intérêts de la communauté par leurs effets naturels et immédiats. Lorsqu'une maison dans une ville menace ruine, on la démolit; c'est ce que je nomme ruine systématique: si on la laissoit crouler, les suites pourroient en être funestes à plusieurs

égards. De même si on introduit tout d'un coup un grand nombre de machines dans les manufactures d'un peuple industrieux (en conséquence de la liberté qu'il faut nécessairement accorder à tout ce qui tend à la perfection, et sans laquelle un état ne sauroit prospérer), le devoir d'un administrateur est de veiller aux conséquences, de maniere à trouver un remede aux inconvénients qui résultent de ce changement subit. C'est encore son devoir de faire de l'exercice même de la liberté et de tous les perfectionnements de l'industrie un objet de gouvernement et d'administration, non pas pour y porter obstacle, mais pour prévenir une révolution qui affecteroit les différentes classes du peuple, dont le bonheur doit faire l'objet principal de ses soins.

Ce n'est, ce me semble, que l'introduction subite des machines qui puisse nuire, en privant les ouvriers d'emploi; et j'ai souvent remarqué que les révolutions subites, quelque utiles qu'elles soient, entraînent toujours des inconvénients. Une paix solide et honorable après une guerre longue, dangereuse et dispendieuse, prive d'emploi un grand nombre d'hommes et les laisse sans pain. On peut donc considérer la paix comme une ma-

chine pour défendre l'état, à laquelle est attaché l'inconvénient politique de rendre une armée oisive. Je crois cependant que personne ne prétendra que, pour faire vivre des soldats, des vivandiers et des entrepreneurs, il faille continuer la guerre. Je dois observer ici que je regarde comme un défaut palpable en politique qu'un administrateur néglige de chercher un moyen convenable (quoi qu'il en puisse coûter d'abord) pour donner du pain à ceux qui, au risque de leur vie, ont essuyé tant de fatigues pour le service de la patrie. Cette dépense doit faire partie de celle de la guerre, et l'état doit considérer que, comme son salut a exigé qu'un grand nombre d'individus se privassent de pourvoir à un fonds durable de subsistance qui les auroit rendus indépendants de tout le monde (supposé que ce soit le cas), il est obligé, par le contrat de société qui lie tous les membres, à leur trouver de l'emploi. Un autre exemple éclaircira cette matiere.

Je veux construire une chaussée à travers une riviere, afin d'y établir un pont, un moulin, une écluse, etc. pour cela il faut que je détourne l'eau, c'est-à-dire que j'arrête la riviere. Seroit-ce une bonne raison contre mon entreprise, que de dire que l'eau inon-

deroit les terres voisines; comme si on pouvoit me supposer assez peu prévoyant pour n'avoir pas préparé un nouveau canal pour la recevoir ? Les machines arrêtent la riviere; c'est à l'état à faire le nouveau canal, puisque c'est le public qui doit profiter de l'écluse. J'imagine que ce que j'ai dit fournira naturellement la réponse à toutes les objections possibles contre l'introduction des machines ; et quant à leurs avantages, ils sont si palpables, que je n'ai pas besoin d'y insister. Il y a cependant un cas dans lequel je crois qu'on pourroit le désapprouver : mais ce cas paroît une supposition chimérique dont je ne ferai mention que pour indiquer et éclaircir le principe qui regarde cette branche d'économie.

Si vous pouvez imaginer un pays aussi parfaitement peuplé que la plus grande fertilité du sol peut le permettre, n'ayant absolument aucune communication avec d'autres nations, et dont les habitants soient tous occupés à fournir aux besoins les uns des autres, où la circulation de l'argent se fait régulièrement, proportionnellement et uniformément par toutes les veines, pour ainsi dire, du corps politique, où il n'arrive jamais de demande subite ni extraordinaire sur quelque

branche d'industrie que ce soit, nul emploi superflu, nulle possibilité d'augmenter la circulation, l'industrie ou la consommation; je désapprouverois, en pareil cas, l'introduction des machines, comme je désapprouverois l'usage d'une médecine lorsqu'on est en parfaite santé. Je blâme ici les machines uniquement parceque ce sont des innovations dans un état absolument parfait dans toutes ses branches d'économie politique ; je les blâme encore, parcequ'elles peuvent forcer à l'oisiveté un homme qui se trouveroit par-là dans l'impossibilité physique de gagner sa vie autrement que par l'emploi qu'il exerce.

Mais l'état actuel de tous les pays de l'Europe est si prodigieusement éloigné de ce degré de perfection, que je dois regarder comme infiniment utile l'introduction des machines, et de tous les moyens capables d'augmenter le produit, ou de faciliter le travail et l'industrie des hommes. Pourquoi veut-on augmenter la population, si ce n'est dans cette vue? En quoi l'effet d'une machine differe-t-il de celui de nouveaux habitants?

Puisque l'agriculture exercée comme métier débarrasse le pays d'hommes oisifs, et les force à une nouvelle industrie que l'état peut tourner à son profit; de même une ma-

chine, introduite dans une manufacture, enleve les bras qui deviennent inutiles *dans cette branche* pour les employer aussitôt dans une autre.

Ainsi, si la machine nuit, ce ne peut être que parcequ'elle fournit à l'état un nombre additionnel de bras exercés au travail ; par conséquent si ceux-ci se trouvent ensuite sans pain, cela doit provenir du défaut d'attention de l'administrateur : car un homme industrieux, forcé à l'oisiveté, peut être occupé avec avantage et profit pour celui qui l'emploie. Un acte de naturalisation peut-il faire autre chose que de fournir des bras industrieux qui demandent de l'emploi? Je considere donc les machines comme des moyens d'augmenter (virtuellement) le nombre de gens industrieux qu'on n'est pas obligé de nourrir ; ce qui n'arrête nullement une population utile et naturelle, et cela par des raisons très simples.

Nous avons vu comment la population augmente en proportion de la subsistance et en proportion de l'industrie ; or la machine ne mange rien, elle ne diminue pas par conséquent la subsistance ; et l'industrie, au moins de nos jours, ne risque pas d'être poussée trop loin dans un état bien ad-

ministré ; car, quand tout le monde perfectionneroit, d'après votre exemple, les autres ne seront jamais que les écoliers. Si, au contraire, vous vous trouvez les écoliers des autres nations, quant à l'introduction des machines ; dans ce cas vous êtes réduits à l'alternative, ou d'adopter l'invention avec tous ses inconvénients, ou de renoncer à toute communication extérieure.

Dans des spéculations de ce genre, on ne doit pas, ce me semble, supposer que l'expérience doive nécessairement confirmer ce que nous croyons prouvé par la raison.

Les suites des innovations dans l'économie politique sont infiniment variées, à cause de la variété infinie des circonstances qui les accompagnent : c'est pourquoi on ne sauroit jamais, quelque pénétration que l'on ait, annoncer *a priori* ce qui doit nécessairement arriver dans ces occasions. Il faut tenter, et compter pour quelque chose l'effet des circonstances; il faut empêcher ou corriger les inconvénients autant qu'il est possible : mais lorsqu'ils se trouvent trop grands, ou en trop grand nombre pour être levés, l'exécution du plan le plus raisonnable et le mieux combiné doit être suspendue jusqu'à ce qu'on ait fait ce qui est

nécessaire pour le rendre praticable.

L'expérience journaliere fait voir en général les avantages qui résultent de l'introduction des machines. Quelque grands que soient les inconvénients dont on se plaint, quelque négligent que soit un administrateur à secourir ceux qui sont forcés à l'inaction; tous ces inconvénients ne sont que momentanés; les avantages sont permanents; et la politique actuelle, l'expérience et la raison, font voir la nécessité indispensable d'adopter tous les moyens d'abréger le travail et de diminuer les dépenses qu'exigent les besoins de luxe du genre humain.

CHAPITRE XX.

Diverses observations sur l'agriculture et la population.

JUSQU'ICI je n'ai considéré l'agriculture que comme l'art de faire produire des grains. On a évalué la nourriture du genre humain par la quantité qu'il consommoit de cette denrée, et on a supposé que les cultivateurs faisoient leur résidence dans les campagnes.

Comme

Comme le sujet que je traite n'a qu'un rapport indirect avec la science de l'agriculture, j'ai simplifié plusieurs choses très compliquées en elles-mêmes, afin de les mieux adapter à l'objet principal de mes recherches, et afin que mon attention ne fût occupée que d'une seule idée à la fois. Je reviens maintenant sur certaines parties de cette matiere, que je crois avoir traitées trop superficiellement; j'examinerai, en passant, quelques questions détachées qui naîtront naturellement de ce que j'ai à dire.

Question I. La plupart de ceux qui ont écrit sur la population et sur l'agriculture, qu'on ne peut en séparer, conseillent une égale distribution des terres comme utile à l'une et à l'autre. Quelques réflexions sur cette question, d'après ce qu'on a laissé entrevoir dans les chapitres précédents, ne paroîtront pas déplacées, plutôt pour examiner les principes que j'ai établis, et en faire l'application, que pour combattre l'opinion des autres.

J'ai déja parlé, dans plusieurs occasions, de la différence entre l'économie politique des temps anciens et celle des temps modernes; par la raison, entre autres, que je vois que les sentiments des anciens, qui

étoient fondés sur la raison et le bon sens, suivant leur situation, ont été adoptés par quelques modernes, qui n'ont peut-être pas fait assez d'attention au changement arrivé dans nos mœurs, ni aux effets que ce changement doit avoir produits sur tout ce qui est relatif à notre économie. Les anciens recommandoient fortement une égale distribution des terres, comme le moyen le plus capable d'assurer la liberté, d'entretenir l'égalité parmi les citoyens, et d'en augmenter le nombre.

Dans ces temps-là, les citoyens, relativement à leur nombre, ne composoient pas la moitié de l'état; à peine connoissoit-on ce que nous appellons l'intérêt de l'argent, qui ne peut jamais être fondé que sur le commerce et une industrie étendue. Il n'y avoit alors de revenus solides que celui des terres, qui, étant également distribuées parmi les citoyens, favorisoient la multiplication et entretenoient l'égalité. Mais aujourd'hui les richesses ne consistent pas en terres seulement; nous voyons même les plus grands propriétaires avoir des fortunes très médiocres, être accablés de dettes, et dépendre de l'indulgence de tel créancier qui n'a pas un pouce de terre. Ainsi, de quelque maniere que

nous partagions nos terres, nous n'obtiendrons jamais l'égalité par-là, ce qui fait une différence essentielle entre nous et les anciens sur ce point. Considérons maintenant la population.

Il n'est pas douteux que l'égale distribution des terres ne tende beaucoup à augmenter le nombre d'une classe de citoyens, savoir celle de leurs propriétaires : anciennement, comme je l'ai déja observé, l'objet principal étoit d'augmenter le nombre des citoyens, c'est-à-dire de la classe supérieure des habitants ; et la division égale des propriétés produisoit si efficacement cette augmentation, que, dans les états de la Grece, on fut obligé de permettre l'exposition des enfants ; Aristote l'a regardée comme une chose d'une nécessité indispensable, ainsi que Montesquieu l'a judicieusement observé. La multiplication des classes inférieures, c'est-à-dire des esclaves, ne fut jamais l'objet de l'attention publique ; elle étoit abandonnée à l'intérêt particulier, et nous voyons même qu'on a mis en problême s'il ne seroit pas plus utile de les empêcher de multiplier. Mais aujourd'hui l'objet principal est d'entretenir les classes inférieures par leur propre multiplication ; et, à cet effet, l'inégale dis-

tribution des propriétés me paroît être le plan le plus convenable, parceque l'argent des riches tombe naturellement dans la main des pauvres industrieux, tandis que le produit de chaque fortune médiocre ne fait que nourrir simplement les enfants du propriétaire, qui, par conséquent, devient communément et naturellement à charge à la terre. Donnons-en un exemple. Ne voit-on pas journellement que la réunion de plusieurs petites propriétés, et la diminution des familles d'une fortune médiocre, sont sans inconvénients dans nos états modernes? On trouve toujours un grand nombre d'individus de cette classe toutes les fois qu'on en a besoin. Lorsqu'un grand seigneur achete les terres des gentilshommes ou des propriétaires de ses environs, la seule chose dont on se plaigne, c'est la détresse qui en résulte pour les classes inférieures qui perdent leurs maîtres et leurs protecteurs; mais on n'entend jamais l'état se plaindre de l'extinction de la famille du dernier propriétaire: cela fait voir clairement que l'objet de la politique moderne est la multiplication chez les classes inférieures. Il seroit donc inconséquent d'adopter la pratique des anciens, puisque notre économie est entièrement opposée à la leur.

Quest. II. On pourra juger d'après cela jusqu'à quel point la différence de nos mœurs doit influer sur la division des terres. J'examinerai maintenant une question relative à la science de l'agriculture, considérée, non comme moyen de cultiver le sol (ce qui sera traité ailleurs), mais comme moyen de le faire produire de la maniere la plus avantageuse, en le supposant déja cultivé.

En parlant des productions de la terre dues à l'agriculture, je les ai toujours distinguées de celles que la nature produit spontanément. Celles-ci sont un don immédiat de la providence; les autres sont la récompense du travail des hommes. Tout le monde sait que ce travail n'est pas en proportion de leur nombre, mais de leur industrie. Le produit de l'agriculture doit donc être évalué, non seulement d'après la quantité de fruits, mais aussi d'après le travail employé pour les produire. Cela supposé, la question qu'il s'agit d'examiner consiste à savoir quelle est l'espece d'agriculture la plus avantageuse dans une société moderne, celle qui produit la plus grande quantité *absolue* de fruits, ou celle qui en produit la plus grande quantité *relative* au travail employé.

Cette question est aisée à résoudre en géné-

ral, par l'application des principes déja établis, quoique, de la maniere que je l'ai exposée, elle ne souffre pas de réponse directe. On pourroit donc dire généralement que la meilleure espece est celle qui produit le superflu le plus proportionné à l'industrie et aux besoins des ouvriers libres de l'état. Mais comme cette solution ne pourroit pas me mener à l'objet que j'ai en vue, j'ai proposé l'alternative pour fixer l'attention sur les principes que je vais discuter, et qui peuvent influer et déterminer dans le choix de l'une ou de l'autre espece d'agriculture.

La principale difficulté qui se présente dans l'examen de cette question, est de distinguer les effets de l'agriculture de ceux des productions spontanées de la terre. Les produits des pâturages, par exemple, pris *relativement*, sont, comme nous l'avons déja observé d'après la raison et d'après l'expérience, beaucoup plus considérables que ceux des champs semés de bled (voy. ci-dessus ch. VIII) ; quoique je ne doute pas qu'*absolument* parlant il n'en soit tout autrement; c'est-à-dire qu'un arpent de bonne terre, semé en bled, produira plus de nourriture pour l'homme qu'une égale quantité du meilleur pâturage. Mais nous considérons

ici le rapport de l'espece et du produit sans y faire entrer le travail ; car si on considere les produits des deux arpents, relativement au travail nécessaire pour les cultiver ainsi qu'à leur étendue, on trouvera celui du pâturage bien plus considérable. Je l'attribue à l'opération spontanée de la nature, et non à l'utilité supérieure de ce genre d'agriculture.

Puis donc qu'il est impossible de distinguer absolument les effets de la nature de ceux de l'art et de l'industrie dans ce genre de culture, bornons nos spéculations à ceux dont l'objet est de remuer la surface de la terre, de semer et de cultiver des végétaux annuels. Pour mieux nous faire entendre, prenons un exemple, et raisonnons d'après une supposition.

Je suppose donc une isle de peu d'étendue, et d'un sol fertile, suffisamment labourée et cultivée comme le sont les meilleurs fonds d'Angleterre, suivant la méthode ordinaire.

Dans ce cas nous pouvons établir, d'après ce qui a été dit dans le chapitre VIII, que le nombre des bras employés à l'agriculture seroit à-peu-près égal à la moitié de tous les habitants. Supposons que le nombre entier des habitants de l'isle soit de 1000,

c'est-à-dire 500 cultivateurs, et autant d'ouvriers libres. Il faut donc que les 500 cultivateurs nourrissent les 1000 habitants, et que les 500 ouvriers libres pourvoient à tous les autres besoins des 1000. D'après cette supposition, et en admettant dans les deux classes un égal degré d'industrie, l'occupation de pourvoir à la nourriture sera précisément égale à celle de pourvoir à tous les autres besoins. Avant d'aller plus loin, je dois en déduire quelques conséquences.

L'expérience fait voir qu'il y a, dans tous les pays, un grand nombre d'individus, compris dans la classe des ouvriers libres, qui consomment infiniment plus d'autres choses que de vivres proprement dits; nous devons donc conclure que, comme les besoins des uns excedent de beaucoup la proportion de leur nourriture, ceux des autres doivent être bien au-dessous, afin de rendre la balance égale. Je crois que ceci est d'accord avec l'expérience. Suivons encore cette idée.

A mesure que le nombre de bras employés à l'agriculture excede la moitié des habitants, ne s'ensuit-il pas de là que tout autre ouvrage sera moindre qu'auparavant, relativement aux vivres consommés? Conséquemment la maniere de vivre doit être plus sim-

ple : et nous avons fait voir que ce que nous appellons besoins, par opposition aux subsistances, ne peut être fourni que par les ouvriers libres ; et que ceux-ci, à leur tour, ne peuvent être nourris que par le superflu des cultivateurs. Par conséquent moins il y a de besoins et d'ouvriers libres, moins il y aura de superflu; ce qui suppose une agriculture moins productive, relativement au nombre des cultivateurs. Si donc tout un peuple étoit employé à l'agriculture, exercée comme moyen direct de subsister, il n'y auroit point de subsistance superflue; et par conséquent point d'ouvriers libres; par conséquent point de travail pour fournir à d'autres besoins qu'à sa nourriture. On pourroit croire cette supposition impossible. Si vous admettez qu'on exerce l'agriculture comme métier, je conviens qu'elle est telle, mais non si on l'exerce seulement pour subsister ; et si vous excluez entièrement toute idée de travail, et que vous supposiez le genre humain dans son enfance, c'est-à-dire dans le paradis terrestre, vivant des fruits spontanés de la terre, et absolument nu, vous reconnoîtrez que la supposition est non seulement possible, mais exactement vraie. C'est ce qui arrive parmi les animaux. Chacun d'eux peut

être considéré comme dans une situation semblable à celle du cultivateur qui ne travaille que pour sa propre nourriture. Ils vivent des fruits spontanés de la terre, et n'ont point de superflu; et n'ayant pas d'autres besoins, ils sont exempts de tout autre souci. Mais revenons à notre isle.

Les 500 cultivateurs nourrissent 1000 bouches, et nous supposons la terre labourée comme dans une bonne ferme angloise. Un membre de la société propose d'augmenter la population en y introduisant une espece d'agriculture plus laborieuse, dont le produit pourroit être *absolument* plus grand, mais qui *relativement* seroit moindre.

La premiere question qu'un homme d'état feroit à ce réformateur, seroit celle-ci: Quelles sont vos vues en augmentant le nombre de nos habitants? Est-ce pour nous défendre contre nos ennemis? Est-ce pour fournir aux besoins des étrangers, et nous enrichir par ce moyen? Est ce pour fournir plus abondamment à nos propres *besoins*, ou enfin pour nous procurer une *nourriture* plus abondante? Je ne peux imaginer d'autres vues raisonnables pour souhaiter d'augmenter le nombre des habitants d'un pays quelconque. Je suppose qu'on réponde que c'est

pour remplir toutes ces vues à la fois: examinons maintenant jusqu'à quel point cette réforme de l'agriculture contribuera à augmenter la population; jusqu'à quel point cette augmentation produira les effets qu'on en attend, et jusqu'à quel degré l'exécution d'un pareil plan est praticable chez un peuple industrieux.

Si les habitants ne sont pas suffisamment nourris, ce qui est la seule chose qui puisse les empêcher de multiplier, cela doit provenir de l'une ou de l'autre de ces deux causes: *la premiere*, que ceux-là procréent qui ne peuvent fournir un équivalent pour la nourriture de leurs enfants; ou *la seconde*, que l'industrie faisant des progrès plus rapides que l'agriculture, la concurrence entre les industrieux est trop forte pour le superflu des subsistances qui existent, ce qui en augmente le prix et en diminue la quantité jusqu'à ce qu'elle ne soit plus susceptible de partage: par-là les mariages, et par conséquent la multiplication, se trouvent arrêtés chez les dernieres classes des ouvriers libres.

Dans le premier cas, ce seroit inutilement qu'on augmenteroit le produit de l'agriculture en l'étendant davantage; car ceux qui

n'ont point d'équivalent à donner, lorsque les vivres sont à bon compte, seront encore plus embarrassés lorsque le prix en sera haussé. Dans le second cas, il seroit inutile de diminuer le superflu des cultivateurs, puisque, suivant la supposition, la balance penche déja trop du côté des ouvriers libres; c'est-à-dire, que le superflu des cultivateurs ne suffit pas pour les nourrir.

On peut prescrire deux remedes à cet inconvénient; l'un tend à augmenter la population, l'autre à la diminuer; et comme le but qu'on se propose est de rétablir l'équilibre entre les cultivateurs et les ouvriers libres, j'expliquerai l'un et l'autre, et je ferai voir, d'après les principes, *jusqu'à quel point* il paroît qu'on peut parvenir à ce but par l'un et l'autre moyen.

Celui qui tend à augmenter la population est le remede proposé ; et s'il étoit possible d'introduire un nouveau système d'agriculture dont le produit *absolu* fût plus grand, quoique le produit *relatif* fût moindre, il n'est pas douteux que les habitants d'un pays (étant mieux nourris par-là, quoiqu'à plus de frais) multiplieroient. Examinons donc cette premiere partie avant de rien dire de l'autre; et, pour plus de clarté, je reprendrai

mon exemple, et je discuterai les conséquences et la possibilité de l'exécution d'un pareil projet.

Supposons qu'en employant la bêche et le rateau au lieu de la charrue et de la herse, les terres de notre isle pussent produire plus abondamment, c'est un moyen d'augmenter les frais de l'agriculture, qui demanderoit un plus grand nombre de cultivateurs.

Or, par la supposition, 500 cultivateurs nourrissoient, chétivement à la vérité, tous les habitants, c'est-à-dire 1000 personnes. Donc, si on veut déterminer 100 ouvriers libres à devenir cultivateurs, on remplira son but ; il y aura plus de vivres, les hommes seront mieux nourris, et ils multiplieront ; c'est-à-dire que leur nombre sera au-dessus de 1000. Tâchons maintenant de nous faire une idée juste de cette augmentation, et des suites de cette révolution.

La société sera composée de 600 cultivateurs et de 400 ouvriers libres. Ces 600 produiront certainement plus de vivres qu'auparavant ; mais comme leur travail est moins productif, suivant l'hypothese, il leur sera impossible de produire un superflu égal à leur propre consommation ; par conséquent le nombre des ouvriers libres ne pourra ja-

mais devenir égal au leur, c'est-à-dire que la société ne montera jamais à 1200 : mais nous avons supposé que l'industrie d'une moitié des habitants, c'est-à-dire, de tous les 500 ouvriers libres, étoit nécessaire pour fournir aux autres besoins de la société ; et comme le nombre de ces ouvriers libres a déja été réduit, et qu'il ne peut jamais se compléter de nouveau, comme nous l'avons dit, ne faut-il pas que le peuple adopte volontairement une maniere de vivre plus simple, ou que la demande du travail augmente considérablement? Examinons les conséquences dans les deux cas.

Dans le premier on voit que, si les habitants sont obligés de simplifier leur maniere de vivre, faute de bras pour fournir ce qu'ils consommoient autrefois, trois des quatre objets qu'on avoit en vue en proposant la réforme, deviennent impossibles : savoir, se défendre contre les ennemis ; fournir aux besoins des étrangers, et à leurs propres besoins, avec plus d'abondance ; et quant au quatrieme, celui d'être mieux nourri, on ne le sera plus, une fois qu'on sera parvenu à son but, c'est-à-dire, au moment où la population sera augmentée dans la même proportion que les vivres. Par conséquent, en sim-

plifiant le genre de vie, et en conduisant l'agriculture d'après le nouveau plan, on ne parvient pas à un seul des buts proposés.

Supposons maintenant que les habitants ne soient pas disposés à simplifier leur maniere de vivre, mais que les gens opulents parmi eux veuillent toujours se procurer tous les objets de luxe auxquels ils étoient accoutumés, la demande pour le travail ne doit-elle pas augmenter considérablement? Ne faut-il pas par conséquent de nouveaux encouragements pour ce genre de travail, qui avoit été diminué en retranchant 100 personnes de la classe des industrieux pour les mettre dans celle des cultivateurs? N'abandonneront-ils pas leurs bêches d'autant plus volontiers, qu'ils se sont adonnés à un emploi moins lucratif que l'agriculture exercée suivant l'ancien systême?

Voilà les conséquences qui résulteroient dans le cas où le plan proposé seroit trouvé praticable, c'est-à-dire, en supposant qu'il fût possible de transporter dans la classe des cultivateurs une partie d'une société industrieuse, qui est déja employée autrement, et de changer *tout d'un coup* le rapport entre ceux qui fournissent les vivres et ceux qui les acquierent par leur industrie. Nous avons

commencé par supposer cette démarche déja faite ; je dois maintenant examiner les difficultés qu'on éprouvera dans l'exécution.

J'ai dit que c'étoit la multiplicité et la variété des besoins, qui donnoient de l'encouragement à l'agriculture, et non l'agriculture ou l'abondance des vivres qui inspiroit aux hommes du goût pour le travail. Si ce principe est vrai, la supposition d'après laquelle nous avons raisonné est absurde. Je crains que la raison et l'expérience n'en démontrent la vérité encore plus clairement.

L'effet naturel et nécessaire de l'industrie dans les métiers et les manufactures est de contribuer à l'avancement de l'agriculture *relative ;* en augmentant le superflu, elle tend par-là même à augmenter le nombre des ouvriers libres relativement aux cultivateurs. Ce seroit vouloir faire remonter une riviere vers sa source que d'entreprendre de faire adopter volontairement à un peuple un genre d'agriculture plus laborieux que celui qui est déja établi, en supposant les terres déja bien cultivées, lorsque l'esprit d'industrie regne d'un côté, et que les cultivateurs, de l'autre, ne cherchent que du profit.

Quel est le fermier qui pourroit vendre le superflu d'une culture dispendieuse en concurrence

currence avec celui qui en auroit employé une espece *relativement* plus productive?

Lorsque les terres sont bien cultivées, une agriculture plus simple est la compagne nécessaire de l'industrie, parceque la diminution des frais est l'unique moyen d'avoir la préférence au marché.

QUEST. III. Je laisse à des hommes plus instruits à décider si l'industrie a nui à la population en augmentant le produit *relatif*, et en diminuant le produit *absolu* de l'agriculture, ou si elle lui a été utile en encourageant la science en général, et en étendant son empire sur toute la surface de la terre; quant à moi, je crois qu'on trouveroit mille exemples pour et contre. Je connois des champs labourés où il y avoit autrefois des villages dont les habitants se nourrissoient du simple produit absolu de l'agriculture, c'est-à-dire, d'un petit jardin et du lait d'une vache.

Voilà sans doute un signe de dépopulation. Mais à côté de l'endroit où étoient ces villages, je vois des champs de bled où il n'y avoit que des landes, et ceci annonce de la population. Je ne cherche qu'à expliquer, d'après les faits, les principes que je veux découvrir, et je laisserai, comme j'ai déja dit,

aux autres le soin de tirer des conclusions générales.

Il y a une maxime de droit qui pourroit s'appliquer à la plupart des choses de ce monde: *Unumquodque eodem modo solvitur quo colligatum est.* L'industrie forme cette espece d'agriculture absolue, l'industrie la détruit; une force militaire a formé la grandeur de Rome, une force militaire l'a anéantie. L'esprit de liberté peut former une constitution admirable, le même esprit peut la renverser. Les états de Dánemarck limiterent l'autorité royale, et établirent un gouvernement libre. Les mêmes états ont rendu cette autorité illimitée, et ont établi la monarchie la plus absolue de toute la chrétienté. Mais ces réflexions étrangeres à mon sujet m'entraîneroient trop loin; il est temps que j'y revienne.

L'industrie une fois établie encourage l'agriculture exercée comme métier; et, par les attraits du repos qu'un superflu abondant procure au cultivateur, elle nuit à l'espece d'agriculture qui est exercée comme moyen de se procurer uniquement des subsistances. Les terres sont moins généralement et moins parfaitement cultivées. Dans certains pays, le labourage est établi et encouragé:

c'est une espece d'agriculture laborieuse. Tant que l'industrie se soutient et qu'un peuple se contente d'une nourriture qui consiste principalement en pain, ce système d'agriculture se soutiendra aussi, et portera la population très haut. Si les richesses augmentent, et que ceux qui les possedent demandent une plus grande quantité d'ouvrage qu'auparavant, quoiqu'ils ne consomment pas plus de vivres, je crois qu'alors la population diminuera, d'après les principes que je vais chercher à présent.

Je reviens à notre isle : on tient conseil ; on cherche *les moyens de remédier à la modicité des vivres.*

Un Machiavéliste se leve (car il s'en trouve par-tout) et propose, au lieu de multiplier les habitants en rendant l'agriculture plus laborieuse, d'en diminuer le nombre en convertissant des champs de bled en prairies. Quel est l'objet de l'agriculture, dit-il, si ce n'est de nourrir l'état ? Par notre maniere laborieuse de travailler et de semer la terre, une moitié du produit total est consommée par les cultivateurs, au lieu qu'en convertissant une grande partie de nos champs en prairies, on épargneroit la moitié des bras. Que ferez-vous, je vous prie, de ceux que vous rendrez

oisifs ? réplique un citoyen. — Qu'ils se tournent du côté de l'industrie. — Mais nous avons déja assez, et peut-être trop, d'industrieux. — Si les cultivateurs surnuméraires, dit Machiavel, sont privés des moyens de vivre, ils iront où ils voudront, nous n'avons pas besoin d'eux ni de gens qui ne vivent que pour se nourrir. — Mais, répond le citoyen, vous diminuez votre population, et par conséquent vos forces ; et s'il arrive que vous soyez attaqués par vos ennemis, vous voudrez ravoir, pour vous défendre, ceux que vous avez méprisés dans la sécurité. — Votre confiance, réplique l'autre, est fondée sur un bien foible appui. S'ils sont nécessaires pour nous nourrir à présent, comment vivrons-nous si nous les employons comme soldats ? Nous pouvons nous passer de beaucoup de choses, mais non du travail de nos cultivateurs. Soit que nos terres soient labourées ou en pâturages, si cette classe est bien proportionnée au travail nécessaire, on ne peut pas en retrancher. Dans les pays où nous voyons que les souverains ont recours aux laboureurs pour recruter leurs armées, nous devons supposer que la terre est surchargée, et que l'industrie n'a pas encore été capable d'enlever toutes les bouches superflues. Mais

il en est autrement chez nous, où l'agriculture est précisément en proportion des cultivateurs. Si je propose une réforme, ce n'est que pour augmenter le superflu qui nourrit l'état entier, excepté les cultivateurs; si, après la réforme, leur superflu se trouve plus grand qu'à présent, le projet est bon, quand même il réduiroit 250 cultivateurs à mourir de faim.

Quoiqu'il n'y ait personne, je crois, capable de faire un raisonnement aussi inhumain, et que la révolution qu'on propose ici soit une supposition impossible si on entend l'exécuter tout de suite, cependant les mêmes effets doivent avoir lieu dans tous les pays où l'on convertit par degrés les champs de bled en pâturages; seulement ce changement est graduel; l'industrie n'est surchargée nulle part; on peut tirer des vivres d'autres pays où une agriculture laborieuse peut être exercée avec profit.

L'expérience journaliere prouve cette vérité. J'ai une ferme à bled où je nourris dix chevaux et quatre domestiques pour la culture seule; à la fin de l'année je trouve qu'il me reste net 40 livres sterling. Si, en convertissant mes champs en pâturages, je peux renvoyer huit chevaux et trois domestiques,

et qu'au bout de l'an il me reste 50 livres sterling, nul doute que je ne le fasse. N'est-ce pas suivre la doctrine ci-dessus? Mais cela n'a rien d'odieux, parceque je ne vois pas ces trois domestiques mourir de faim; il n'est même pas nécessaire que cela arrive de la maniere dont les états sont formés; ils s'adonnent à l'industrie; les vivres arrivent de dehors à mesure que le pays même en produit moins. Les faits et l'expérience prouvent cette assertion. Je cite l'exemple de la Hollande, où toute espece d'agriculture laborieuse est proscrite, si ce n'est pour les productions qu'on ne peut se procurer d'ailleurs. J'ai fait intervenir le dur Machiavéliste pour mettre les principes dans un plus grand jour, particulièrement celui qui regarde les armées recrutées par des laboureurs; principe aussi vrai qu'il est important: savoir, que ceux qui doivent travailler pour nourrir la société, ne sauroient être d'un grand secours pour défendre l'état dans un cas urgent. Les souverains ont reconnu cette vérité; et à mesure que l'industrie a fait des progrès, on a jugé nécessaire d'entretenir des armées en temps de paix pour être employées en temps de guerre. Une milice composée d'hommes vraiment industrieux me

paroît meilleure dans la spéculation que dans la pratique. Que feroit une milice en Hollande? Combien n'étoit-elle pas admirable autrefois en Écosse, en Pologne et en Catalogne! Quel succès brillant n'a-t-elle pas encore aujourd'hui dans les troupes de la maison d'Autriche! Je pourrois cependant me tromper, car l'esprit militaire et l'esprit d'industrie pourroient être compatibles l'un avec l'autre dans certains pays : le temps éclaircira peut-être cette matiere. Voilà ce que j'avois à dire relativement à la milice. Venons aux moyens de recruter une armée réguliere.

Plus les recrues sont composées de laboureurs, moins elles désertent. L'armée russe, par exemple, rassemblée aujourd'hui (en 1758), connoît à peine la désertion. Celle de la maison d'Autriche, tirée de certaines provinces où il n'y a presque point d'industrie, est dans le même cas, ainsi que la milice de France, que je regarde comme des troupes réglées. D'un autre côté, les armées levées dans les pays où l'industrie a pris de profondes racines, sont principalement composées de vagabonds, du rebut des villes très peuplées, des enfants du vice et de l'oisiveté, et qui n'ont ni domicile ni attachement; ils

sont vraiment soldats de profession, et en font réellement un métier. Combien de milliers n'en voit-on pas aujourd'hui de cette trempe ! ils se présentent au marché chaque saison ; ils sont au plus offrant tant qu'il peut les tenir. Quelques souverains se font une loi de ne pas reprendre leurs propres déserteurs : mais ils reçoivent les déserteurs étrangers, tandis que d'autres se contentent de punir ceux qui ont tenté inutilement de déserter, ou les reprennent lorsqu'ils reviennent d'eux-mêmes après avoir effectué leur projet de désertion. Tout est devenu commerce aujourd'hui, et semble réglé d'après ses principes. Je reviens à l'agriculture.

L'exposition que je viens de faire de ces principes ne répand-elle pas quelque lumiere sur la premiere question traitée dans ce chapitre, savoir, les effets d'une distribution égale ou inégale des propriétés des terres?

Lorsqu'elles sont toutes bien cultivées, il importe peu quel en est le propriétaire : car, par la propriété de ces terres, j'entends seulement le superflu, comme je l'ai déja clairement expliqué ailleurs. Ainsi, que la propriété de toutes les terres d'un royaume bien cultivé appartienne à l'état ou à un nombre quelconque d'individus, quelque petit qu'il

soit (il n'est pas question de défrichements), nulle différence, ni quant à l'agriculture, ni quant à la population, suivant la politique moderne. Tant que tout sera bien cultivé et rendu fertile par une classe d'hommes que je nomme cultivateurs, le but est parfaitement rempli, et on peut assigner à chacun d'eux de plus ou moins grandes portions de terre, suivant les différents genres d'agriculture qu'ont introduits les différentes circonstances du goût et de la maniere de vivre.

Si vous supposez un pays encore en friche, comme il y en a beaucoup, le cas alors devient très différent, et il faut nécessairement de petites possessions pour multiplier les habitants et cultiver le sol. Dans cette supposition, on pourroit employer l'agriculture la plus laborieuse en concurrence avec la plus lucrative, parceque, quand il s'agit de défricher, il y a fréquemment des pertes considérables au lieu d'un superflu.

L'agriculture pour défricher ne peut être exercée que par ceux qui ont des richesses et du superflu , et dans la vue d'un profit futur et non présent. Nous traiterons cette question ailleurs, car je la regarde comme une opération totalement différente, réglée

d'après d'autres principes, et qu'on ne doit pas confondre avec l'objet présent de ces recherches. Mais je me laisse entraîner insensiblement dans un sujet très étendu; il est temps de revenir.

J'ai dit plus haut qu'il étoit aussi aisé de faire remonter une riviere vers sa source que de faire adopter volontairement à un peuple industrieux un système d'agriculture plus laborieuse que celui qui est déja établi, tant que l'esprit d'industrie régnera, d'un côté, et que les cultivateurs, de l'autre, n'auront que le profit en vue. D'après cette proposition, j'ai regardé comme absurde le plan indiqué pour augmenter la population de l'isle en y introduisant une agriculture plus laborieuse; il l'est en effet: mais si nous supposons à présent une circonstance qui affecte l'esprit du peuple, le même plan deviendra plausible et aisé à exécuter.

Qu'une partie des riches propriétaires prenne du goût pour l'agriculture; qu'un Tull, un Duhamel en fassent un objet de luxe et d'amusement; que cette science devienne un *systéme* comme celui du Missisipi ou de la mer du sud; qu'on persuade aux riches que de modiques avances à l'agriculture leur rendront des trésors: on verra bien-

tôt l'espece d'agriculture la plus laborieuse mise en usage, son produit porté au marché, et vendu malgré toute sorte de concurrence. L'ouvrage d'une duchesse se vendra à tant la livre comme celui d'une fille qui ne dépense pas six sous par jour : mais si on évalue l'un et l'autre relativement aux frais de main-d'œuvre, on trouvera que chaque once de l'ouvrage de la duchesse coûte autant qu'une livre de l'autre. Le travail de la duchesse augmente cependant la quantité de l'ouvrage, comme la ferme du riche augmente la subsistance de toute la société. La nation gagne aussi à ce que son goût pour la prodigalité ait pris une tournure qui peut produire le bon effet permanent de défricher une partie du pays, quoiqu'à des frais infiniment au-dessus de sa valeur. Il faut que je revienne maintenant sur une autre question que je crois avoir traitée trop superficiellement.

J'ai fait voir dans un autre chapitre que l'effet naturel de l'industrie étoit de rassembler les ouvriers libres dans des villes et des bourgs, et de laisser les cultivateurs dans leurs fermes ou dans des villages. Cette distribution m'a servi pour expliquer quelques principes : mais lorsqu'on l'examine relativement à d'autres circonstances que je n'a-

vois pas alors en vue, on la trouvera de beaucoup trop générale. On me permettra donc d'ajouter quelques observations.

L'agriculture générale qui consiste à labourer avec la charrue et à semer, est l'emploi qui convient à toute nation; et c'est le fondement de la population dans tout pays qui se nourrit de ses propres productions. Les villes sont ordinairement environnées de jardins potagers et de riches prairies. Ce sont les objets qui conviennent à l'agriculture de ceux qui vivent dans des fauxbourgs, ou dans de petites villes. Les jardins produisent différentes especes de plantes et de légumes qu'on ne pourroit faire venir de loin dans cet état de fraîcheur qui les rend en même temps plus utiles à la santé. Ils occupent constamment les hommes et rarement les bestiaux : c'est pourquoi ils se trouvent plus avantageusement placés dans le voisinage des grandes villes. Les prairies servent à nourrir les vaches, qui fournissent du lait, du beurre, de la crême, etc. qu'un trop long trajet pourroit gâter; ou bien elles servent à entretenir les animaux déja engraissés, en attendant qu'on les mene à la boucherie; ou bien on les fauche pour nourrir les animaux de la ville. On peut aussi les convertir avan-

tageusement en foin, parceque le transport d'une denrée aussi pesante à une grande distance est souvent très dispendieux.

Ainsi nous voyons l'agriculture ordinairement disposée de la maniere suivante. Dans le centre est la ville entourée de jardins potagers ; au-delà se trouve une zone de gras pâturages ; plus loin commence la grosse agriculture, c'est-à-dire des champs labourés avec la charrue et semés en grains ; plus loin encore des fermes en pâturage pour engraisser les bestiaux ; et enfin des montagnes ou des terrains considérables incultes, ou mal cultivés, où l'on éleve des animaux. C'est là, ce me semble, la distribution naturelle ; du moins je l'ai trouvée de même, à-peu-près, par-tout où des circonstances particulieres n'y mettoient point d'obstacles.

La maigreur du sol auprès de Paris, par exemple, vous présente des champs semés de seigle, même aux portes de la ville, et des jardins potagers, des vergers plantés de cerisiers et de pêchers, à une distance considérable. J'ai trouvé d'autres villes, et je peux citer celle que j'habite à présent, Padoue, auprès de laquelle il n'y a pas de jardin potager : mais tout le terrain des environs est couvert de superbes moissons ; les deux tiers

en bled froment, l'autre en bled de Turquie. La raison en est palpable. La ville est d'une grande étendue relativement au nombre des habitants ; les jardins se trouvent tous dans son enceinte, et les fermiers mettent leur terrain en état de produire constamment. Le foin est apporté de loin, parceque le transport en est moins dispendieux par eau qu'il ne le seroit de distribuer le fumier sur un champ éloigné. Les fermes bâties par les fermiers mêmes y paroissent des cabanes, et le sont en effet, parceque l'espace à labourer est très petit relativement à ses productions. De là vient qu'un fermier paie au propriétaire l'entiere moitié de la récolte : et de l'autre moitié non seulement il seme son champ et achete du fumier, mais il fournit aussi les bestiaux et les instruments aratoires ; il reconstruit même la maison quand cela est nécessaire.

Lorsque j'ai observé pour la premiere fois ces plaines fertiles, je regrettois la quantité de terrain précieux qui étoit perdue dans une multitude de larges chemins qui vont dans tous les sens : je pensois qu'on auroit pu en épargner plusieurs, et que cette économie auroit été très avantageuse : mais, après y avoir mieux réfléchi, j'ai reconnu que la

perte étoit peu importante; que la fécondité du sol provenant principalement de l'engrais qu'on y emploie, ce qu'on perdoit par ces chemins n'étoit que la valeur de la terre avant qu'elle fût cultivée. La chose seroit très différente si on changeoit les routes aujourd'hui, ou qu'on en fît de nouvelles à travers les champs de bled : dans ce cas la perte seroit considérable; mais même alors elle ne seroit que passagere, et n'affecteroit que quelques particuliers ; car le même fumier qui entretient à présent la fécondité de ces champs la donneroit bientôt à d'autres à leur place, et dans peu d'années les choses seroient comme aujourd'hui.

Ces dernieres réflexions amenent naturellement une question qui a été traitée par un célebre écrivain françois; c'est l'auteur de *l'Ami des hommes.* Je l'examinerai avant de terminer ce premier livre. La voici :

Quest. IV. Une consommation inutile des productions de la terre, soit en vivres, vêtements ou autres besoins, et une conversion prodigue de champs fertiles en jardins, avenues, grandes routes, et autres objets qui donnent peu de revenus, *nuisent-elles à la population*, dans un royaume tel que la France aujourd'hui, en rendant moins abon-

dants les vivres et les autres choses nécessaires à la vie?

Ma réponse est que si la France étoit complètement cultivée et peuplée, cette consommation superflue seroit abusive, et diminueroit la population; mais comme c'est tout le contraire, elle est plutôt avantageuse. Voici mes raisons pour ne pas être de l'avis de l'auteur que je viens de citer.

A la maniere dont la question est exposée, on voit que l'objet qu'on a en vue est l'abondance des vivres et des autres choses nécessaires à la vie, puisqu'on n'envisage l'abus que relativement à l'effet particulier qu'il produit en diminuant la quantité nécessaire de vivres que le souverain voudroit conserver pour la nourriture et les autres besoins de son peuple. Je me bornerai donc principalement à cet objet; et si je fais voir que l'emploi superflu de la surface de la terre, et la consommation prodigue de ses fruits, ne portent aucun préjudice réel, mais qu'ils encouragent au contraire la culture des terres de la France *dans son état actuel*, je croirai avoir suffisamment résolu la question, parceque, si ce qu'on nomme abus devient favorable à l'agriculture, il ne

ne peut jamais nuire à la population : cependant, par le défaut d'attention de la part du gouvernement, cela pourroit affecter le commerce extérieur ; mais cet objet est étranger à la question. Avant d'entrer en matiere, je dois cependant observer que je suis d'avis que tout système d'économie qui tend nécessairement à corrompre les mœurs d'un peuple, doit être découragé par tous les moyens possibles, quand il n'en résulteroit aucun inconvénient particulier pour la population ou l'abondance des vivres.

Dans la question dont il s'agit, l'unique abus que je trouve dans cette consommation extraordinaire paroît relatif au caractere des consommateurs, et ne semble pas du tout provenir des effets de la consommation. Les vices peuvent bien sans doute faire faire aux hommes une consommation superflue ; mais celle-ci ne peut guere être la cause de ces vices. L'homme de France le plus vertueux peut avoir la table la plus somptueuse, les habits les plus riches, les plus magnifiques équipages, le plus grand nombre de chevaux inutiles, le plus beau palais et les parcs les plus vastes. Le plus grand luxe qu'on puisse concevoir, dans le sens où nous entendons ce mot, tant

qu'il n'aura pas d'autre objet que la consommation du travail et de l'industrie de l'homme, est compatible avec la vertu aussi-bien qu'avec le vice. Cela étant supposé, je reprends la question.

L'agriculture est aujourd'hui dans son enfance en France, quoique les progrès qu'elle a faits depuis un siecle excitent l'admiration de tout le monde. Je n'irai pas loin chercher la preuve de cette assertion. Elle renferme des espaces immenses de pays sans culture, et des millions d'habitants oisifs : lorsque tout sera cultivé, et que tous les hommes seront employés, elle sera alors dans un état parfait, relativement à la possibilité morale de son amélioration. Le peuple y est libre, l'esclavage y est inconnu, et chacun y est chargé de sa propre nourriture et de celle de ses enfants. Les ports du royaume sont ouverts pour recevoir des vivres, et la nation, aussi-bien que toute autre, peut être considérée comme un membre de la grande société de l'univers; c'est-à-dire qu'elle peut augmenter sa puissance, ses richesses et son aisance, relativement aux autres nations, en proportion de l'industrie de ses habitants. Cela étant ainsi, tous les principes de l'économie politique que nous

avons cherché à établir peuvent opérer librement dans ce royaume.

La France est parvenue, par des degrés lents, au point de luxe où elle se trouve relativement à sa consommation. A mesure que ses richesses ont augmenté, son desir de les employer a augmenté de même; à mesure que les demandes ont multiplié, on a multiplié aussi le nombre des bras employés pour les satisfaire; car aucun objet de dépense ne peut augmenter sans hausser le prix du travail de ceux qui le fournissent. Si le même nombre d'habitants dans la ville de Paris consomme une quantité quatre fois plus grande d'un article quelconque, qu'il ne consommoit autrefois, j'espere qu'on m'accordera que la production de cet article doit être quatre fois plus abondante, et par conséquent qu'il faut un bien plus grand nombre de personnes pour le fournir.

Qu'est-ce qui encourage l'agriculture, si ce n'est la demande de ses productions? Qu'est-ce qui encourage la multiplication, si ce n'est un grand besoin d'hommes, c'est-à-dire de leur travail? Se plaindroit-on des gens prodigues à Paris, si, au lieu de consommer leur énorme superflu, ils l'envoyoient à Douvres pour le convertir en or d'Angle-

terre ? Quelle différence y a-t-il entre la consommation prodigue et la vente ? L'une rapporte de l'argent, l'autre n'en rapporte pas : mais, quant aux vivres et aux autres choses nécessaires pour pourvoir aux besoins des pauvres et de ceux qui vivent de peu, leur quote-part, dans l'un et l'autre cas, est précisément la même.

Mais, dira-t-on, sans cette consommation extraordinaire, tout se vendroit moins cher. J'en conviens ; mais quelqu'un dira-t-il que c'est encourager l'agriculture que de diminuer le prix de ses productions, sur-tout dans un pays où les terres ne sont pas défrichées, et où elles ne peuvent pas l'être, principalement parceque la dépense excede de beaucoup tous les profits qu'il est possible d'en espérer ? Par conséquent les hauts prix, effets d'une grande consommation, favorisent certainement beaucoup l'extension de l'agriculture. Si je convertis en jardins et en allées sablées les fonds qui me produisent du bled en abondance, ils n'entreront plus en concurrence avec ceux du laborieux cultivateur mon voisin; à qui donc ma prodigalité porte-t-elle préjudice ? Ce n'est pas au cultivateur. On dira peut-être que la nation en général perd, parceque

vous la privez d'une partie de sa nourriture : cela pourroit être si le changement étoit subit, qu'il s'étendît à un assez grand espace pour que toute la société s'en ressentît, et que tous les ports et les barrieres du royaume fussent fermés ; mais cela n'étant pas ainsi, à la moindre disette, la nation va au marché avec son argent, et ne perd point de ses habitants.

Object. Mais si les vivres renchérissent, les manufacturiers mourront de faim faute d'emploi.

Réponse. Non pas ceux qui fournissent à la consommation intérieure ; ce ne peut être que ceux qui fournissent à des étrangers, vivant moins chèrement : mais j'en connois peu. Nous discuterons à fond, dans un autre endroit, les intérêts de cette classe d'hommes. J'observerai seulement ici que l'abandon des champs de bled, dans un pays industrieux, où se trouve établi un genre utile d'agriculture, n'aura point d'autre effet que celui d'augmenter à proportion, pendant un certain temps, le prix du bled ; par conséquent l'agriculture sera encouragée par-là, et dans peu d'années la perte sera réparée par l'extension des défrichements ; ce qui, en augmentant les vivres, les rendra moins

chers. Alors la population augmentera jusqu'à ce que les vivres soient redevenus chers. C'est par ces vicissitudes que la population et l'agriculture sont portés au plus haut point : tant que les défrichements font des progrès, je dois conclure que la demande des vivres augmente, et je me trompe beaucoup, si ce n'est pas là une preuve de population.

Je supposerois volontiers que la demande du travail peut augmenter considérablement en conséquence de l'augmentation des richesses seules, parcequ'il n'y a point de bornes à la consommation de l'ouvrage ; mais, à l'égard des vivres, la chose est absolument différente : l'homme le plus friand de Paris ne mangera pas une plus grande quantité de productions de la terre qu'un autre ; il pourra trier et choisir, mais il trouvera toujours que ce qu'il laisse servira à en nourrir un autre. On ne jette les vivres nulle part où j'ai été : ce n'est pas dans les cuisines les plus dispendieuses que se fait la plus grande dissipation des fruits de la terre, et ce sont ces fruits qui nourrissent les hommes, et non les ortolans, les truffes et les huîtres de Marenne.

Object. On fait passer souvent des chemins

d'une largeur superflue à travers les champs les plus riches, appartenants au pauvre industrieux, sans l'indemniser convenablement.

Réponse. Refuser d'indemniser est un abus; la perte du champ ne l'est pas pour l'état, excepté dans les pays où la quantité de terrain labourable est petite, comme dans les pays de montagnes; là il faudroit avoir égard à la largeur des routes, parceque la perte ne peut se réparer. Dans les pays dont je parle, et je prends le Tirol pour exemple, j'ai trouvé tous les habitants, pour ainsi dire, employés à ce genre d'agriculture qu'on exerce comme moyen de subsister. Le peu de terrain labourable que j'y trouve est distribué en petites portions; le peuple y multiplie beaucoup, et quitte le pays; ceux qui restent sont employés ordinairement à couper du bois à brûler, ou de charpente, qu'ils envoient par les rivieres, et ils reçoivent en échange des grains qui leur viennent du nord et du midi. C'est le meilleur plan d'industrie qu'ils puissent suivre sans le secours du souverain. Les chemins y sont construits dans une grande perfection, d'une maniere très solide, et en même temps occupent le moins de terrain possible. Revenons à la France.

Object. On entretient à Paris une multitude de chevaux superflus qui consomment ce qui suffiroit pour nourrir un bien plus grand nombre d'habitants.

Réponse. Cela est vrai ; mais celui qui nourrit ces chevaux , parcequ'*il croit* en avoir besoin , ne nourriroit pas ces habitants , parcequ'*il est assuré* qu'il n'en a pas besoin ; et si , par complaisance pour le public , il renvoyoit ses chevaux , le fermier qui lui fournit le foin et l'avoine perdroit une pratique , et personne ne gagneroit. On fait venir ces articles, parcequ'ils sont demandés. Lorsqu'il y aura une augmentation d'habitants qui demanderont et qui pourront payer, leurs demandes seront satisfaites aussi, tant qu'il y aura en France un arpent de terre qui ne soit pas employé.

Object. La grande consommation du bois de chauffage nuit à la population , parcequ'elle annonce l'agrandissement des forêts.

Réponse. Je nie cette conséquence comme contraire aux faits et à la raison. Aux faits , parceque les forêts ne s'étendent pas , et qu'il n'y a que la main de la nature dans un pays mal peuplé qui soit capable de les former. En France les forêts diminuent tous les jours , et sans le tribunal appellé la *Table de Mar-*

bre, elles auroient diminué davantage. J'avoue que la consommation du bois est bien plus grande aujourd'hui qu'autrefois, et que le prix en est considérablement augmenté par-tout. Ces deux circonstances semblent indiquer la diminution plutôt que l'extension des forêts : mais l'augmentation dans le prix et la consommation vient d'autres causes que je ferai connoître, afin d'indiquer de nouveaux principes relativement à ce sujet compliqué. 1°. L'augmentation de la consommation provient de l'augmentation des richesses ; 2°. l'augmentation du prix provient de celle qui a lieu sur la valeur du travail, et non de la rareté du bois, ni de la demande du chauffage. Quant à la premiere, je crois qu'elle ne sera pas révoquée en doute, car c'est une des consommations superflues dont on se plaint, et qu'on range dans la classe des objets de luxe et de prodigalité : quant à la seconde, la vraie cause de la hausse du prix de cette denrée demande un peu plus d'attention ; et afin de la fixer avec netteté, je dois commencer par faire voir l'impossibilité politique de l'agrandissement des forêts dans les terres labourables de la France dans son état actuel.

La meilleure preuve que je puisse donner

de mon opinion, c'est de comparer le prix modique d'un arpent de bois dans les adjudications du roi, où on en vend des milliers à la fois, avec le prix d'un arpent de terre médiocre propre à produire du bled, et de demander ensuite si le prix réel d'une forêt est assez considérable pour engager un propriétaire à semer du bois lorsqu'il faudra qu'il attende peut-être quarante ans avant de pouvoir le couper. Ajoutez que quiconque plante un arbre en France, tombe sous la jurisdiction du tribunal ci-dessus, et n'est pas libre de le couper ni d'en disposer sans sa permission. C'est, en grande partie, par cette raison qu'on voit si peu d'arbres autour des villages en France; et je n'ai jamais entendu dire que des terres cultivées aient été converties en forêts comme étant un genre d'agriculture plus utile: celles qui sont bien entretenues peuvent s'étendre sur des terrains qui ne méritent pas d'être cultivés, j'en conviens; mais, à coup sûr, cela ne nuit pas à l'agriculture, et ce n'est que sous ce rapport que je prétends que les forêts en France ne sont pas aujourd'hui dans le cas de s'étendre davantage.

Mais quant à la hausse du prix du bois de chauffage, je dis qu'elle est moins due à l'aug-

mentation du prix du bois sur pied dans la forêt qu'à l'augmentation du prix du travail, principalement de celui du transport. Loin d'être particulier à la France, cela lui est commun avec presque toute l'Europe pour des raisons que je dirai tout à l'heure. Mais d'abord quant au fait, savoir, que la hausse vient de la cause assignée, on peut s'en assurer en comparant le bas prix d'un arpent de bois sur pied avec le haut prix du bois au marché. Le premier est le prix net du bois; le dernier comprend celui du travail.

Ensuite, quant au prix du travail, l'augmentation est générale dans toutes les nations industrieuses, par une raison très simple et très aisée à déduire des principes déja établis.

Pendant que le pays étoit surchargé de bouches superflues, qu'on trouvoit dans chaque province un grand nombre de gens employés à l'agriculture qu'ils exerçoient uniquement pour subsister, ces gens-là étoient toujours prêts à employer les jours et les heures qu'ils avoient à perdre au service de ceux qui pouvoient leur donner une modique rétribution. Leur subsistance ne dépendoit pas de ce salaire; quelque modique que fût la somme, elle leur procuroit une véritable su-

perfluité. Mais depuis que le systême moderne de politique a enlevé un grand nombre d'hommes à la campagne, le peu qui reste pour le service du public doit travailler pour sa subsistance; celui qui les emploie doit les nourrir, les vêtir et fournir à tous leurs besoins. Il n'est donc pas étonnant que le travail soit plus cher, et la raison de l'augmentation est bien sensible.

Le prix de toutes les choses nécessaires a haussé, sans doute, par la même raison, en partie, et cette circonstance entre certainement dans la combinaison; mais le prix du travail, sur-tout à la campagne, est monté bien plus haut à proportion que celui des autres choses nécessaires à la vie, et montera encore plus haut à mesure que le pays se débarrassera des bouches superflues.

Nonobstant tout ce que j'ai dit, je reconnois volontiers que la grande consommation du bois à brûler, particulièrement à cause des forges, a considérablement augmenté la valeur intrinseque des terres plantées en bois: mais il n'en est pas résulté, comme nous l'avons vu, que les forêts se soient étendues, mais qu'elles ont produit des revenus généralement dans tout le royaume, tandis qu'autrefois dans plusieurs provinces elles ne

produisoient presque rien. Après les avoir coupées, on y conduisoit des bestiaux qui mangeoient chaque année les jeunes bourgeons, et changeoient les forêts en landes ne produisant plus ni bois ni pâturages. Cette pratique étoit établie sur le principe dominant de l'intérêt particulier; la terre ne valoit pas la peine de receper le bois, et le bois tout formé ne dédommageoit pas de la perte de quelques années de pâturages. Nulle jurisdiction, quelque bien administrée qu'elle soit, ne peut arrêter l'effet de ce principe; et l'administrateur qui voudroit l'entreprendre passeroit pour un tyran, il gêneroit le cultivateur sans servir l'état.

Je dois conclure de tout ce que je viens de dire, qu'il ne peut résulter aucun abus politique de la mauvaise application, ou de la dissipation inutile, du travail ou des fruits de la terre. Lorsque la consommation de ces fruits et le travail de l'homme tendent à exciter l'industrie, en pourvoyant à des demandes extraordinaires; tant que le commerce étranger n'y est pas intéressé, et qu'il reste assez de terre sans culture pour fournir la *matiere premiere*, le dissipateur est puni par la perte de son argent, dont l'acquisition sert de récompense à l'homme industrieux. Nous

avons dit que le vice n'étoit pas plus essentiellement lié avec les superfluités que la vertu avec l'industrie et la frugalité : mais ces questions sont étrangeres à mon sujet. Je conseillerois cependant aux moralistes de bien observer les circonstances avant d'entreprendre la réforme du systême d'économie politique établi dans leurs pays.

CHAPITRE XXI.

Récapitulation du premier livre.

INTRODUCTION.

J'AI commencé par distinguer le gouvernement de l'économie politique : j'ai nommé le premier le *pouvoir* de commander ; le second, le *talent* d'exécuter. Ainsi celui qui gouverne peut restreindre ; mais l'administrateur doit conduire avec douceur, et par les motifs directs de l'intérêt personnel, des hommes libres et indépendants, et les engager à concourir à l'exécution des projets dont le but est leur propre avantage.

L'objet est d'assurer la subsistance et de

pourvoir à l'emploi non seulement de ceux qui existent déja, mais encore de ceux qui doivent exister. On y parvient en engageant chaque membre de la société à contribuer au service des autres en proportion seulement de l'avantage qu'il doit retirer de la réciprocité des services. Pour rendre ce projet praticable, il faut étudier l'esprit du peuple; et les différentes occupations qu'on prescrit à chacun doivent être adaptées à leurs inclinations; quand ils auront une fois pris du goût pour le travail, il faudra modifier par degrés ces inclinations, et les diriger vers les objets les plus propres à conduire à la fin qu'on se propose.

Chapitre premier.

J'appelle administrateur celui qui préside à cette opération. Je le suppose constamment éveillé, attentif à son emploi, plein de capacité et incorruptible, aimant tendrement la société qu'il gouverne, d'une justice impartiale pour toutes les classes, et sans égard pour l'intérêt des individus lorsqu'il est incompatible avec le bien général.

Si je proposois un plan d'exécution, j'avoue que cette supposition seroit outrée; mais comme mon but n'est que de découvrir

des principes, elle ne l'est pas plus que de supposer un point, une ligne droite, un cercle, ou l'infini, dans un traité de géométrie.

CHAPITRE II.

Pour frayer la route que je devois suivre en traitant ce sujet, suivant l'ordre que les révolutions arrivées dans les siecles derniers m'ont indiqué comme le plus naturel, j'ai distribué mon plan de la maniere suivante.

La population et l'agriculture forment la base du tout. La liberté civile et domestique, introduite en Europe par la dissolution du gouvernement féodal, a établi le commerce et l'industrie ; ceux-ci ont produit les richesses et le crédit, qui ont produit à leur tour les dettes et les impôts, et le tout ensemble a introduit un système parfaitement nouveau d'économie politique, dont je me propose d'examiner et d'établir les principes.

Il faut, comme je l'ai dit, que la population et l'agriculture soient la base de tout dans tous les temps ; et comme elles sont si entremêlées l'une avec l'autre dans leurs rapports et leurs dépendances, qu'il est impossible de les traiter séparément avec clarté et avec ordre, j'en ai fait le sujet du premier livre.

Chapitre III.

J'ai fait voir que le premier principe de la multiplication étoit la génération ; le second, la subsistance : la premiere donne l'existence et la vie, l'autre les conserve.

Les productions spontanées de la terre, étant d'une quantité déterminée, ne peuvent nourrir qu'un nombre déterminé d'individus. Le travail est le moyen d'augmenter les productions de la nature, et la population peut augmenter dans la même proportion. Cela posé, je conclus,

Chapitre IV.

Que le nombre des hommes doit avoir toujours été en proportion des produits de la terre ; et ces produits doivent constamment être en raison composée de la fertilité du sol et du travail des habitants. Par conséquent il ne peut y avoir de proportion universelle déterminée pour toute la terre, entre le nombre d'hommes nécessaires pour la cultiver et ceux qu'elle peut nourrir par ses productions. Ici je discute les motifs qui peuvent

engager une partie d'un peuple libre à travailler pour nourrir l'autre.

J'ai fait voir que ces motifs naissent des différents besoins auxquels les hommes sont sujets.

Chapitre V.

Ici je fais intervenir un administrateur comme nécessaire pour réformer l'esprit de la société. Il invente et encourage des objets de besoins réciproques qui ont chacun leurs attraits. Ceci procure à tous des occupations différentes, et nuit à l'ancienne simplicité des mœurs. Je fais voir combien il est important de maintenir un juste équilibre dans toutes les parties de l'industrie, afin qu'aucune ne soit découragée, soit par la trop grande abondance, soit par la disette: et j'ai indiqué comment le partage des vivres entre les parents et les enfants peut être un moyen d'occasionner une disette; mal auquel on ne peut remédier qu'en augmentant le travail.

Si la société refuse de concourir à la formation de ce plan d'industrie réciproque, la population s'arrêtera, parceque les industrieux ne nourriront pas les oisifs. C'est ce que j'appelle impossibilité morale d'augmenter la population, et je la distingue de

l'impossibilité physique, qui ne peut avoir lieu que quand la nature, et non l'homme, refuse de fournir la subsistance. J'applique ensuite à chaque société particuliere ce que j'ai déja trouvé applicable au genre humain en général : savoir,

Que le nombre d'habitants dans chaque pays doit être en raison composée de la quantité de vivres qu'il produit et de l'industrie des classes inférieures. Si la quantité de vivres devance l'industrie, l'excédent sera exporté; mais si l'industrie excede la quantité de vivres, l'importation doit suppléer au déficit.

Les besoins réciproques excitent au travail; par conséquent ceux dont le travail n'est pas dirigé vers la culture du sol, doivent vivre du superflu des cultivateurs. De là la division de la société en deux classes. J'appelle l'une celle des cultivateurs, l'autre celle des ouvriers libres.

Comme ce sont ces besoins réciproques qui ont engagé la société à travailler, et qui l'ont divisée naturellement dans les deux classes dont nous avons parlé; de même une augmentation de besoins exigera une augmentation d'ouvriers libres, dont les demandes augmenteront l'agriculture.

CHAPITRE VI.

Ici je fais consister le luxe dans la simple consommation des choses superflues, ou à fournir à des besoins qui ne sont pas essentiels à la vie; et je dis que le goût des choses superflues introduira l'usage de l'argent, que je présente comme l'objet du besoin ou du desir général des hommes; je fais voir comment l'envie de l'acquérir devient une passion universelle et un moyen d'augmenter l'industrie parmi les ouvriers libres, et par conséquent d'augmenter leur nombre; conséquemment d'encourager l'agriculture pour leur subsistance.

Toute l'opération que j'ai décrite porte sur une supposition; c'est que le peuple ait du goût pour le travail, et les riches pour les choses superflues. Si ceux-ci sont avares et qu'ils aiment la simplicité, si les premiers sont indolents et sans ambition, les principes que j'ai établis seront sans effet: c'est ce qui arrive réellement. Ce n'est pas dans les plus beaux pays du monde qu'on trouve le plus d'habitants, c'est dans les plus industrieux.

Qu'on ne dise donc jamais qu'il y a trop de manufacturiers dans un pays libre: c'est

comme si l'on disoit qu'il y a trop peu de gens oisifs, trop peu de mendiants et trop de cultivateurs.

CHAPITRE VII.

J'interromps ici mon sujet pour répondre à une objection qui naît des principes que j'ai établis.

OBJECT. Comment la simplicité des anciens s'accordoit-elle avec une grande population?

Réponse. Anciennement les hommes étoient obligés à travailler la terre, parcequ'ils étoient esclaves d'autres hommes. Aujourd'hui l'opération est devenue plus compliquée; et comme un administrateur ne peut pas réduire ses sujets à l'esclavage, il faut qu'il tâche de les rendre esclaves de leurs propres passions et de leurs desirs : c'est le seul moyen de les engager à cultiver le sol; et pourvu qu'on parvienne à ce but, n'importe par quelle voie, la population augmentera.

CHAPITRE VIII.

Cette question étant résolue, j'indique un moyen de déterminer le rapport entre les

cultivateurs et les ouvriers libres, seulement pour éclaircir le principe déja établi, savoir, que c'est le superflu des cultivateurs qui nourrit les autres.

Je fais voir que ce superflu est la même chose que la valeur des rentes des terres; d'où je conclus,

1°. Que l'augmentation des rentes des terres prouve l'augmentation de l'industrie et la multiplication des ouvriers libres : mais comme les rentes peuvent hausser, quoique le nombre demeure le même qu'auparavant, j'en conclus,

2°. Qu'alors la révolution annonce que le pays est débarrassé des bouches superflues qui fuient la terre, leur mere commune, pour se retirer dans des villes et des villages où ils peuvent utilement grossir le nombre des ouvriers libres et se livrer à l'industrie.

3°. Que plus un pays est labouré, plus il est habité, et moins on y trouve d'ouvriers libres; que plus il y a de pâturages, moins il est peuplé, et plus il y a d'ouvriers libres à proportion.

Chapitre IX.

J'examine ensuite les principes qui déterminent le lieu de la résidence.

- Le cultivateur doit vivre sur le lieu ou près du lieu qu'il cultive, c'est-à-dire dans une ferme ou un village.

Je partage les ouvriers libres en deux états. Le premier est composé des propriétaires du surplus des vivres, c'est-à-dire des propriétaires des fonds ; ainsi que de ceux qui peuvent l'acheter avec des revenus déja acquis, c'est-à-dire, des rentiers. Le second état est composé de ceux qui sont obligés de se procurer une partie de ce superflu par leur travail journalier. Les premiers vivent où ils veulent, et les autres où ils peuvent.

Lorsque ceux de la premiere classe veulent vivre ensemble, un nombre considérable des derniers est obligé de les suivre pour fournir à leur consommation. Voilà ce qui forme les villes, les bourgs, etc.

Lorsque l'entiere administration des affaires publiques se trouve réunie dans la même ville, la capitale s'agrandit considérablement.

Lorsque des manufacturiers se réunissent en corps, ils ne dépendent pas directement des consommateurs, mais des marchands. Le lieu de leur résidence dépend des circonstances relatives à leurs occupations, à leurs approvisionnements et au transport de leurs

marchandises. C'est ainsi que des hameaux deviennent des villages, et ceux-ci des villes. Les ports de mer doivent leur établissement à l'augmentation du commerce extérieur.

CHAPITRE X.

Comme l'assemblage d'un si grand nombre d'habitants est l'effet d'une révolution nouvelle dans l'économie politique de l'Europe, j'ai essayé d'en esquisser un tableau historique très succinct, et d'examiner les conséquences qui en résultent tant pour l'état, par l'agrandissement des villes, que pour les propriétaires des fonds, par ce que j'appelle la désertion d'un si grand nombre de vassaux et de subordonnés. J'observe qu'un des principaux effets est l'occupation additionnelle qui en résulte pour l'administrateur; c'est-à-dire que l'économie politique est devenue par-là plus compliquée.

CHAPITRE XI.

Autrefois les hommes étoient dispersés, et subsistoient plus aisément en suçant, pour ainsi dire, la terre leur mere. Aujourd'hui l'industrie les a rassemblés, l'industrie doit

les nourrir. La cessation de l'industrie est comme si on coupoit les vivres à une armée. Le général doit avoir soin que ce dernier cas n'arrive pas ; comme d'empêcher l'autre doit être l'affaire de l'administrateur.

Soutenir l'industrie ne signifie pas autre chose que d'employer ceux qu'elle fait vivre, et de proportionner leur nombre à leur travail. Le premier point est donc de trouver de l'ouvrage pour les habitants actuels ; le second est de les faire multiplier si la demande de leur ouvrage vient à augmenter.

La multiplication des individus, loin d'empêcher, augmentera au contraire les inconvénients provenants des abus de ceux qui existent déja.

Pour employer convenablement un peuple, il est bon de savoir l'état exact du nombre d'hommes nécessaires pour fournir à la demande de chaque profession, distribuer en classes ceux qui doivent vivre de leur industrie, et faire en sorte que chaque classe (autant qu'il est possible) se soutienne au moins au même nombre par la propagation.

CHAPITRE XII.

Lorsque la valeur d'une espece quelconque d'industrie ne suffit pas pour cela, il faut recourir au remede convenable. S'il y a des individus incapables par leur âge ou leurs infirmités de gagner leur vie, il faut les nourrir. Les enfants trouvés doivent être soignés et replacés dans la derniere classe du peuple, toujours la plus nombreuse et la plus difficile à entretenir par sa propre multiplication. Le mariage ne réussira pas sans secours dans une classe qui ne gagne par son industrie que l'absolu nécessaire physique pour ses besoins personnels. En cela notre économie differe beaucoup de celle des anciens. Chez eux le mariage étoit encouragé de plusieurs manieres, mais parmi les hommes libres seulement, qui ne formoient pas la moitié du peuple. Les esclaves, qui répondoient à nos classes inférieures, étoient recrutés dans les autres pays comme le sont aujourd'hui les Negres en Amérique.

Par conséquent, si, selon notre économie moderne, la derniere espece de travail doit être tenue à bas prix afin de faire fleurir les manufactures, il faut que les enfants soient

nourris aux dépens du public ; car, dans l'état actuel des choses, les célibataires gagnent autant que devroient gagner les gens mariés, et ils deviennent dissipateurs ; ou bien les gens mariés ne gagnent pas plus que les célibataires, et ils deviennent misérables. Une concurrence inégale entre des gens de la même classe suppose toujours un de ces inconvénients qui sont la cause principale de la décadence et de la misere d'un grand nombre d'individus dans tous les états modernes, aussi-bien que des plaintes continuelles qu'excite l'augmentation du prix du travail.

Chaque individu a le même desir de propager. Un peuple ne peut pas plus cesser de propager qu'un arbre de croître : mais il n'y a que ce qui est nourri qui puisse vivre. D'un autre côté, comme toute augmentation de subsistance doit s'arrêter enfin, aussitôt que cela arrive l'accroissement de la population cesse ; c'est-à-dire que la proportion de ceux qui meurent augmente annuellement. Cela détourne insensiblement de la propagation, parceque nous sommes des êtres raisonnables. Il en est cependant qui, quoique raisonnables, ne sont pas prévoyants. Ceux-ci se marient et produisent :

c'est ce que j'appelle une propagation vicieuse : sur quoi je distingue deux especes de propagation ; savoir la multiplication qui continue et se soutient chez ceux qui peuvent nourrir ceux qu'ils ont engendrés, et la simple procréation qui a lieu parmi ceux qui ne peuvent pas nourrir leurs enfants.

Celle-ci produit une maladie politique que la mortalité guérit au moyen de beaucoup de misere, comme des arbres qui ne sont pas taillés dans un bois s'élevent et deviennent vigoureux aux dépens d'un grand nombre d'autres qui périssent autour d'eux. Comment proposer un remede à cet inconvénient sans gêner les mariages ? Et comment gêner les mariages sans révolter l'esprit du temps ? Je l'ignore ; ainsi je laisse le champ libre aux spéculations des politiques.

CHAPITRE XIII.

Quoiqu'on ne puisse pas trouver un remede parfait contre les effets d'une procréation abusive ; cependant, par le moyen d'états exacts des naissances et des morts, pour toutes les classes du peuple, on pourroit trouver divers expédients pour empêcher que le petit nombre qui échappe aux dangers de

l'enfance ne tombe dans la classe infortunée qui lui a donné le jour. On reconnoîtra clairement, par ces états, les degrés de mortalité et la nature des maladies, aussi-bien que la différence entre la propagation des gens aisés et de ceux qui ne le sont pas : et si le devoir d'un administrateur est de tenir tout le monde occupé, il doit certainement prendre les renseignements les plus exacts possibles des nombres et de la propagation de chaque classe, afin d'empêcher qu'aucune ne s'éleve au-dessus, ou ne soit déprimée au-dessous du niveau qui est reconnu le plus convenable à la demande de leur industrie respective.

Chapitre XIV.

La population et l'agriculture ont des rapports si intimes l'une avec l'autre, que je trouve les abus mêmes auxquelles elles sont respectivement sujettes, parfaitement semblables. J'ai observé qu'il doit arriver naturellement que quand un trop grand nombre d'individus d'une société propage, une partie doit mourir de faim, tout comme si un trop grand nombre s'adonne à l'agriculture. En voici la raison.

Plus il y a d'hommes qui cultivent un pays, moindre sera la portion de chacun ; et quand ces portions seront réduites si bas qu'elles ne fourniront plus que ce qu'il faut absolument pour nourrir les laboureurs, alors l'agriculture est pourvue de bras autant qu'elle peut l'être.

D'après cela je divise l'agriculture en deux branches, l'une utile, l'autre abusive. La premiere est un métier, c'est-à-dire un moyen de procurer, non seulement la subsistance aux laboureurs, mais encore un superflu pour les ouvriers libres de l'état, et pour un équivalent, soit en travail, soit en ce que produit le travail. La seconde n'est pas un métier, parcequ'elle ne suppose aucune aliénation, et qu'elle n'est qu'un simple moyen de subsister. Par conséquent si, dans un pays quelconque, où l'agriculture est exercée comme métier, et où il se trouve un grand nombre d'ouvriers libres, on permettoit aux cultivateurs de multiplier au-delà de la proportion du produit total ; les ouvriers libres ne seroient-ils pas réduits à mourir de faim ? Quel avantage y auroit-il d'avoir un si grand nombre de cultivateurs, puisqu'il y auroit une perte manifeste? Chacun seroit uniquement occupé de se

nourrir lui-même; les besoins disparoîtroient; la vie, à la vérité, deviendroit extrêmement simple; mais le lien de la société, qui est la dépendance mutuelle, seroit rompu; c'est pourquoi j'appelle cette espece abusive à mesure qu'elle produit ces effets. Je rapporte plusieurs exemples de cette agriculture abusive dans différents pays, et je prends occasion de là d'observer que la charité, cette vertu chrétienne, en proportion de son étendue, contribue autant à la population que l'esclavage ou l'industrie. Tout ce qui nourrit favorise la population; mais je ne dis pas que la charité contribue à l'industrie.

CHAPITRE XV.

J'applique ensuite ces principes généraux à un tableau particulier de l'état de la population dans les isles britanniques, et j'en conclus que la population n'y est pas arrêtée, ni par les pertes que font essuyer la guerre et le commerce, ni par l'exportation des vivres, mais par la situation politique du pays qui le met aujourd'hui dans l'impossibilité morale d'augmenter sa population.

Chapitre XVI.

L'établissement du commerce et de l'industrie corrige naturellement la mauvaise application de l'agriculture, en débarrassant le pays des bouches superflues; et la réduit ainsi à ce qu'elle doit être; un métier destiné à fournir un superflu, qui s'achete avec le travail de tous les industrieux. C'est là ce qui peut seul cimenter le lien de la dépendance mutuelle parmi des hommes libres, qui doivent vivre de leur industrie, en faisant, d'une partie, des cultivateurs laborieux, et de l'autre, des artisans et des manufacturiers. C'est par les vibrations de la balance entre ces deux classes que la population et l'agriculture sont portées au plus haut degré. Lorsque l'industrie fait des progrès trop rapides, les ouvriers libres multiplient trop; c'est-à-dire que la balance baisse de leur côté: alors le prix des vivres augmente et encourage de plus en plus l'agriculture. Lorsque celle-ci, à son tour, fait pencher la balance, les vivres deviennent plus abondants et moins chers, et la population reprend de nouveau. A la suite de ces réflexions, j'ai examiné les effets des années d'abondance

d'abondance et de disette, dans les temps modernes, où les famines sont presque inconnues ; et j'en conclus :

CHAPITRE XVII.

Que si les années d'abondance étoient plus fréquentes, le genre humain seroit plus nombreux ; et si que les années de disette revenoient plus souvent, le monde seroit moins peuplé. En appliquant cette observation à l'état de l'exportation des grains de l'Angleterre, je suis tenté de croire que ce royaume, le plus fertile peut-être de l'Europe, n'a jamais produit, dans une année, de quoi faire subsister copieusement tous ses habitants pendant dix-huit mois ; ni moins de dix mois de provisions *strictes* dans les années les plus stériles.

CHAPITRE XVIII.

Lorsqu'un pays est complètement peuplé, et qu'il continue d'être industrieux, les subsistances viendront du dehors. Lorsqu'on pourra avoir un pain, le riche le mangera quoiqu'éloigné d'un mille, et le pauvre peut mourir de faim quoiqu'il l'ait à sa porte.

C'est la demande des riches qui multiplient autant qu'ils le jugent à propos, qui encourage l'agriculture, même dans les pays étrangers. C'est pourquoi je conclus que cette multiplication est la cause, et que les progrès de l'agriculture n'en sont que l'effet.

La population peut diminuer dans un pays déja une fois complètement peuplé, quoiqu'il continue de l'être encore passablement. Cela doit venir d'un changement dans la maniere de vivre; comme quand un peuple indolent abandonne la consommation des productions les plus abondantes de la terre pour des mets recherchés; de l'autre côté, les hommes industrieux apportent des pays étrangers une augmentation de subsistances du produit de leur travail, et continuent toujours de multiplier. C'est le cas de la Hollande; et ce plan réussira jusqu'à ce que des abus haussent le prix du travail dans le pays même, et que l'expérience au dehors, cette maîtresse universelle, apprenne aux étrangers à profiter de leurs propres avantages.

Lorsque les subsistances cessent d'augmenter, la population s'arrête; mais le commerce peut encore continuer d'accroître les richesses avec lesquelles on soudoie des

troupes étrangeres. Ainsi les commerçants peuvent lire l'histoire de leurs propres batailles, de leurs victoires et de leurs trophées, et, en dépensant leur argent, ne jamais sentir l'odeur de la poudre.

CHAPITRE XIX.

Lorsque la population ne pourra plus augmenter, ces nations introduiront des machines dans leurs manufactures, et celles-ci fourniront aux besoins sans augmenter la consommation des vivres. Les étrangers, étonnés d'une nouveauté qui baisse les prix et gêne les progrès de leur industrie, adoptent ces inventions : mais n'étant que des novices qui travaillent gauchement, ce degré de perfection dans les manufactures rendra oisifs un grand nombre de leurs ouvriers ; les machines seront décriées ; les commerçants riront tout bas, sachant combien il est aisé de mettre de l'ouvrage entre les mains d'un homme industrieux rendu oisif. L'esprit et le talent, en un mot, porteront toujours celui qui en est doué au-dessus du niveau de ses semblables ; et si une ressource lui manque, il en trouvera d'autres.

CHAPITRE XX.

L'esprit dont je parle ici ne s'acquiert pas dans le cabinet; car on apprend là, qu'une égale distribution des terres étoit autrefois si favorable à la population, qu'il faut que ce soit à raison de la pratique contraire que le nombre des hommes est si fort diminué aujourd'hui. Mais celui qui voyage avec fruit, et qui voit des millions d'hommes qui n'ont pas un instant de reste pour mettre une bêche dans la terre, tant ils sont occupés de la branche particuliere d'industrie dont ils sont chargés, doit juger que les circonstances ont changé; et que moins il faut de bras pour nourrir toute la société, plus il en restera pour pourvoir à tout ce qui peut rendre la vie agréable à eux-mêmes et aux étrangers, qui, en échange, remettent entre les mains de leurs serviteurs industrieux l'argent, signe de la supériorité et de la domination. Lequel est le mieux employé de celui qui travaille pour se nourrir lui-même, ou de celui qui travaille pour être nourri, vêtu, fourni, ne disposant que de son superflu en faveur de ceux qu'il doit par conséquent commander dans peu? Cette

question est décidée par l'introduction des especes utiles d'agriculture, et la proscription de celle qui est abusive : et lorsque des étrangers ont la bonté d'accorder à leurs voisins le privilege de les vêtir et de fournir à leur luxe; la reconnoissance, pour ne pas dire l'intérêt, veut qu'en revanche on laisse aux premiers le droit d'exercer ces branches fatigantes et laborieuses qui sont les moins lucratives, quoique les plus nécessaires à la subsistance des derniers.

Lorsqu'on envisage, avec les yeux de la compassion, la fatigue du laboureur et l'indifférence avec laquelle son riche compatriote dissipe son bien, l'abus paroît révoltant. On conseille au riche de considérer la peine que prend le pauvre laboureur pour fournir à ses dissipations. Le riche, touché de pitié, adopte un genre de vie plus simple. Le laboureur furieux s'en prend au réformateur, et lui fait entendre, à sa maniere, qu'il ne le regarde nullement comme son ami: Me prenez-vous, lui dit-il, pour l'esclave de ce riche? ou croyez-vous que si je travaille comme je fais, ce soit par son ordre ou par égard pour lui? Point du tout; c'est uniquement pour son

argent ; et depuis qu'à votre instigation il est devenu économe, il faut que moi et mes enfants nous mourrions de faim. Nous ne sommes pas les seuls à nous plaindre; il reste à mon voisin tout son foin et son avoine, depuis que, par votre conseil, il a renvoyé ses chevaux inutiles. Croyez-vous qu'il donne son avoine pour nourrir les pauvres ? Il est assez pauvre lui-même, et tous ceux qui ont été employés à ramasser ces denrées, ne sont pas plus contents que moi. Taisez-vous, répond le réformateur, vous êtes des dissipateurs, vous autres paysans. Il y a cent ans qu'on avoit autant d'ouvriers qu'on vouloit pour la moitié de ce que vous nous coûtez aujourd'hui. Rendez-nous nos terres, réplique l'autre, aux mêmes conditions que nous les avions; et pourvu que nous soyons tous bien nourris avant de vous rien donner, nous ne vous coûterons pas plus cher qu'autrefois. Mais croyez-vous qu'après que vous aurez chassé la moitié d'entre nous dans des villes, et que vous aurez augmenté vos rentes ainsi que le prix des vivres, nous puissions travailler deux fois autant, et vous servir comme autrefois ? Non certainement, vous

avez trop de bon sens pour vous y attendre.

Telle est l'esquisse du premier livre : j'ai cru qu'un abrégé succinct en seroit utile pour rappeller les idées et les mettre en ordre avant d'aller plus loin.

Fin du premier livre.

RECHERCHE DES PRINCIPES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

LIVRE SECOND.

DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

INTRODUCTION.

Avant de traiter la matiere de ce livre, je commencerai par faire voir sa liaison avec celle du livre précédent, afin de conduire les idées du lecteur par le même chemin où l'enchaînement de mes propres pensées et la dis-

tribution de mon plan m'ont naturellement conduit.

Jusqu'ici mon but principal a été de préparer la voie pour l'examen des principes de la politique moderne, en démêlant ceux qui ont produit des effets plus ou moins réguliers dans tous les âges du monde.

J'avoue qu'il m'a été impossible de ne pas anticiper sur plusieurs choses qui, selon le plan que je me suis prescrit, m'obligeront quelquefois à me répéter.

Je me suis proposé de rechercher des principes qui sont tous relatifs et dépendants les uns des autres ; il est impossible de les traiter avec ordre et netteté, sans les appliquer aux objets sur lesquels ils influent; et comme l'influence des mêmes principes s'étend à différentes branches du sujet que je traite, les lecteurs qui ne les auront pas perdus de vue, ne trouveront pas une grande variété dans les différentes applications que j'en fais.

Dans tous les ouvrages de ce genre, on exige principalement deux choses. La premiere, c'est d'exposer les idées abstraites avec clarté, simplicité et sans mélange ; la seconde, de disposer ces idées dans un ordre convenable, c'est-à-dire, suivant leurs rap-

ports immédiats. Lorsqu'un pareil ouvrage est présenté à un homme d'un jugement solide, la mémoire l'achève, une idée en rappelle une autre: qu'on en retienne une seule, les autres suivront d'elles-mêmes.

Les rapports entre les différents principes que je traite sont sensibles pour ceux qui sont accoutumés à des raisonnements abstraits, beaucoup moins cependant que quand on en fait l'application à des exemples.

Le principe de l'intérêt personnel servira de clef générale à cette recherche. On peut, dans un sens, le regarder comme le principe fondamental de mon traité, et le reconnoître par conséquent par-tout. C'est le grand ressort et l'unique motif qu'un administrateur doive employer pour engager un peuple libre à concourir avec lui à l'exécution des plans qu'il adopte pour le gouverner.

On me permettra d'observer ici que je n'entends pas que l'intérêt doive conduire l'administrateur: au contraire, l'intérêt personnel, par rapport à lui, n'est que l'esprit public; et on ne peut l'appeller intérêt personnel que relativement à ceux qu'il gouverne.

Les hommes agissent, d'après ce principe, de mille manieres différentes, et chaque ac-

tion entraîne après elle certaines conséquences nécessaires. Ainsi la question qu'il faudra toujours proposer, sera de savoir ce qu'on sera intéressé à faire dans telle ou telle circonstance.

Afin d'épuiser le sujet de l'économie politique, je me suis fait la loi d'en traiter les principes relativement aux circonstances; et comme celles-ci sont variées à l'infini, je les ai rangées par catégories, c'est-à-dire, d'après les combinaisons les plus générales que la politique moderne en a formées: c'est pour y mettre plus d'ordre que je les ai représentées comme une chaîne de conséquences dépendantes les unes des autres. (Voyez *liv. I, chap. 2.*)

J'ai reconnu que cette méthode étoit la meilleure pour étendre mon plan; d'où il faut conclure qu'elle est aussi la meilleure pour mettre le lecteur en état de se le rappeller.

Je tâcherai, autant qu'il sera en moi, de jeter quelque variété sur les répétitions inévitables auxquelles je serai entraîné. Il n'est pas possible de parcourir un royaume entier sans repasser par quelque ville qu'on a déja vue. J'imiterai, dans ce cas, le voyageur qui s'y arrête peu, à moins que quelque objet nouveau ne pique sa curiosité.

J'ai pris l'intérêt personnel pour principe fondamental, et je me suis expliqué de maniere à prévenir toute interprétation qui tendroit à persuader que je le regarde comme le principal mobile de toutes les actions humaines. Voici sous quel rapport je voudrois le faire envisager.

Le meilleur moyen de gouverner une société, d'engager chaque individu à se conduire conformément à un plan, est, de la part d'un homme d'état, de former un système d'administration le plus conforme possible aux intérêts de tous les individus, sans jamais se flatter que, dans des matieres qui regardent uniquement le bien public, le peuple agisse en général par d'autres principes que l'intérêt personnel. Je n'entends pas pousser plus loin cette maxime. Quant au mérite et au démérite des actions en général, il me semble qu'il est tout aussi absurde de dire que nulle action n'est réellement vertueuse que de dire qu'aucune n'est réellement vicieuse.

On pourroit s'attendre qu'en traitant de la politique, je fisse intervenir aussi l'esprit public comme un principe d'action, tandis que tout ce que j'exige relativement à ce principe est de le restreindre. La supposition

est sans doute outrée ; mais si l'esprit public, au lieu de l'utilité privée, devenoit le mobile des actions des individus dans un état bien gouverné, je pense qu'il gâteroit tout. Je m'explique.

L'esprit public, suivant ma maniere d'envisager ce sujet, est aussi superflu chez ceux qui sont gouvernés, qu'il doit être puissant chez celui qui gouverne ; du moins, s'il n'est pas totalement superflu, il est aussi peu nécessaire que des miracles dans une religion déja bien établie. Ils sont admirables l'un et l'autre dans le début ; mais ils produiroient un ébranlement général s'ils continuoient d'être communs et familiers. Si les miracles se renouvelloient tous les jours, les loix de la nature cesseroient d'être des loix ; et si chacun, négligeant son propre intérêt, n'agissoit plus que par esprit public, l'administrateur s'égareroit : mais la supposition n'est pas admissible.

Je demande donc que chacun agisse d'après son propre intérêt dans tout ce qui regarde le public ; et, politiquement parlant, c'est ainsi que chacun doit agir. C'est la combinaison de tous les intérêts privés qui constitue le bien public ; et le public, c'est-à-dire l'administrateur, peut seul en juger. Il faut

aimer votre patrie; pourquoi? parceque c'est la vôtre, et que vous ne devez pas préférer votre propre intérêt à celui de votre pays. J'avoue que tout cela est très juste et très vrai ; mais cela veut dire seulement qu'il ne faut jamais agir au préjudice de la patrie, quand même votre propre intérêt l'exigeroit; c'est-à-dire qu'il faut renoncer à tout avantage qui n'est pas autorisé par les loix. Le comte Julien, par exemple, qui, par un motif de ressentiment personnel, introduisit, dit-on, les Maures en Espagne, et ruina son pays, viola cette maxime. Un espion dans une armée ou dans un conseil, qui trahit pour de l'argent les secrets de son pays et la confiance qu'on a eue en lui, est dans le même cas. Voler l'état en est, entre autres, un exemple criant. Il seroit absurde de supposer les hommes en général honnêtes dans ces occasions. Les loix doivent pourvoir à de pareils écarts, et la punition contre ceux qui les transgressent doit être prompte, sévere et inévitable. Mais ceci regarde la partie coercitive du gouvernement, et m'entraîneroit beaucoup trop loin du sujet que je traite.

Si on poussoit plus loin le principe de l'esprit public, si un peuple devenoit totalement désintéressé, il seroit impossible de le gou-

verner. Chacun pourroit envisager l'intérêt de la patrie d'une maniere différente, et plusieurs pourroient se réunir pour la ruiner en voulant contribuer à son avantage. Qu'un riche négociant vende ses marchandises à perte, que deviendra le commerce? Qu'un autre, dans une mauvaise année, procure des secours extraordinaires à quelques ouvriers, afin de les mettre en état d'exercer leur métier sans hausser les prix, que deviendront ceux qui n'auront pas les mêmes ressources? Qu'un grand propriétaire vende à bas prix ses grains dans une année de disette, quel sera le sort des pauvres fermiers? Qu'on fasse l'aumône à tous ceux qui voudroient mendier, que deviendra l'industrie? Tous ces actes de l'esprit public ne doivent émaner que de la nation elle-même; et ce qu'on exige des individus est de ne pas en détourner l'effet.

Telle est la distribution réguliere des choses, et c'est cette distribution seule qu'il m'appartient de considérer.

J'admire autant que qui que ce soit, dans les empires les plus mal administrés, ces actes d'esprit public, ces grands exemples de désintéressement; et personne, plus que moi, ne rend hommage aux vertus dont ils sont la preuve.

Moins les gouvernements remplissent cette portion importante de leurs devoirs, plus il est essentiel que les individus soient animés de cet esprit qui languit par-tout où il devroit agir avec le plus de force et d'énergie: et, d'un autre côté, plus l'esprit public se manifeste dans l'administration des affaires publiques, moins l'état a besoin du secours des individus.

Comme je suppose que mon administrateur ne néglige aucune fonction de son emploi, je consens de même que chacun des sujets n'écoute que son intérêt personnel. Tout ce que je demande se réduit à une stricte observation des loix. C'est aussi l'intérêt de chacun; il s'expose sans cela à une punition inévitable : et c'est là tout l'esprit public qu'exige le plus parfait des gouvernements.

CHAPITRE

CHAPITRE PREMIER.

Des liaisons réciproquès entre le commerce et l'industrie.

Je vais maintenant parler du commerce et de l'industrie, deux sujets très distincts, mais aussi intimement liés ensemble, que ceux que nous avons discutés dans le premier livre. Comme eux ils s'entr'aident et se soutiennent mutuellement dans leurs opérations, et c'est par la vibration constante de la balance entre eux qu'ils parviennent de concert au plus haut degré de perfection dont ils sont susceptibles.

Le commerce est une opération par laquelle la richesse ou le travail, soit des individus, soit des sociétés, peuvent être échangés par une classe d'hommes appellés marchands, pour un équivalent propre à servir à tous les besoins, sans interrompre l'industrie ni gêner la consommation.

L'industrie est l'application d'un homme

libre à un travail qui exige de l'intelligence et de l'adresse, afin de se procurer, par le moyen du commerce, un équivalent propre à fournir à tous les besoins.

Il faut observer que ces définitions ne sont exactes que relativement à mon sujet, et l'une par rapport à l'autre : car le *commerce* peut exister sans *industrie*, parceque les hommes peuvent échanger ce que la nature a produit en partie. L'*industrie* peut être exercée sans *commerce*, parcequ'un homme peut employer beaucoup de talent en travaillant pour sa propre consommation ; et là où il n'y a point d'échange, il n'y a point de *commerce*. L'*industrie* est encore différente du travail. L'*industrie*, dans le sens que j'attache à ce mot, doit être volontaire ; le travail peut être forcé : l'un et l'autre peuvent produire le même effet, mais leurs conséquences politiques sont très différentes.

L'*industrie* ne peut donc s'appliquer qu'à des hommes libres; le *travail* peut être exécuté par des esclaves.

Examinons de plus près cette derniere distinction pour savoir si elle est juste, et montrer les conséquences qui en résultent.

J'ai dit que, sans le secours d'un des trois

principes de la multiplication, savoir, l'esclavage, l'industrie ou la charité, il n'étoit pas possible de faire subsister un plus grand nombre d'individus, de maniere à les rendre réciproquement utiles entre eux, dans une autre proportion que celle des fruits spontanés de la terre. L'esclavage et l'industrie s'accordent parfaitement avec le naturel intéressé de l'homme; c'est pourquoi l'un ou l'autre peut être établi généralement dans une société quelconque. La charité, au contraire, n'est qu'un raffinement d'humanité; elle me paroît, par cette raison, devoir être précaire.

Je regarde l'esclavage et l'industrie comme également compatibles avec une grande multiplication, mais incompatibles l'un avec l'autre, à moins qu'on ne restreigne extrêmement le premier.

Il est très difficile d'introduire l'industrie dans un pays où l'esclavage est établi, à raison de la concurrence inégale entre l'ouvrage des esclaves et celui des hommes libres, en supposant que les uns et les autres soient admis également au marché. En voici la raison.

Les esclaves ont tous des maîtres qui peuvent en avoir plus de soin qu'un administra-

teur quelconque ne peut avoir des hommes libres et industrieux; leur liberté même est un obstacle à ses soins : tous les besoins des esclaves sont fournis par des maîtres qui ne leur permettent pas d'excéder les bornes de la sobriété. Ils peuvent les recruter des pays étrangers, ou avoir soin de leurs enfants, suivant qu'ils y trouvent leur avantage. S'ils jugent ce dernier moyen plus à charge ; ou les enfants meurent faute de soins; ou il en naît peu à cause du commerce déréglé des deux sexes; ou bien, en les tenant séparés, on les empêche de multiplier.

Une troupe de manufacturiers esclaves, considérée sous un rapport politique, peut être employée et pourvue de tout ce qui lui est nécessaire ; et lorsque le maître porte leur ouvrage au marché, il pourra le vendre beaucoup moins cher qu'on ne vendroit le pareil fait par des hommes libres , dont chacun est obligé de pourvoir à ses propres besoins, à ceux d'une maison entiere où il a peut-être une femme et des enfants à nourrir par son industrie seule, qui ne produit pas plus, ni même autant que celle d'un seul esclave qui n'est jamais détourné de son travail. Pourquoi l'industrie des particuliers est-elle ruinée par de grandes entreprises en

manufactures, si ce n'est parceque celles-ci se rapprochent davantage de la simplicité du régime des esclaves? Pourroit-on cultiver avec quelque avantage nos isles à sucre avec des ouvriers libres? Importeroit-on jamais des esclaves si on ne supposoit pas que les enfants coûtent beaucoup à nourrir? Non certainement. Je doute cependant qu'un réglement convenable pour élever les enfants des esclaves ne fût plus avantageux que de les importer constamment. Mais ceci m'éloigneroit trop de mon sujet. Je ne m'occupe ici que des effets de la *concurrence* entre le travail des esclaves et celui des hommes libres; et j'en conclus que, sans de sages réglements, il sera impossible à l'industrie de vaincre les obstacles auxquels elle est nécessairement exposée, au commencement, dans un état où l'esclavage est déja introduit.

Le but de ces réglements devroit être d'empêcher la concurrence entre l'industrie des hommes libres et celle des maîtres des esclaves, en restreignant leurs occupations respectives à des objets différents; en reléguant l'esclavage, par exemple, à la campagne, c'est-à-dire en employant les esclaves à l'agriculture, et leur interdisant toute autre espece de travail. Avec ces précau-

tions, l'industrie réussiroit *peut-être*. Il n'en étoit pas de même anciennement; l'industrie n'avoit pas eu le même succès qu'aujourd'hui; c'est à quoi j'attribue la simplicité de ces temps reculés.

Il n'est pas aussi difficile d'introduire l'esclavage chez une nation où la liberté est établie; cette révolution peut être opérée par la force et la violence, à qui tout est possible; et, par les raisons que j'ai déduites, je dois conclure qu'une pareille révolution pourroit éteindre l'industrie, ou gêneroit beaucoup ses progrès, à moins qu'on ne prît de grandes précautions. Mais si on prenoit les mesures nécessaires; si l'esclavage étoit réduit à un service limité, conditionnel, et soumis à des loix convenables, ce seroit peut-être le moyen le plus sûr, de rendre heureuses et florissantes toutes les classes inférieures du peuple, et d'empêcher cette procréation vicieuse, source principale de la grande misere à laquelle elles sont exposées à présent. Mais, comme toutes les modifications de l'esclavage choquent l'esprit des temps modernes, je ne pousserai pas plus loin ces spéculations. Ce que je viens de dire m'a paru tenir à quelques principes dont j'aurai besoin de faire l'application à notre économie actuelle:

car toutes les fois qu'il se trouve un avantage marqué attaché à l'esclavage, le devoir d'un administrateur est d'imaginer un moyen d'en profiter, sans blesser l'esprit de la liberté européenne : il y peut parvenir de mille manieres à l'aide de bonnes loix qui dénatureroient chez les classes inférieures ces dispositions qui les entraînent dans la misere et le besoin, et qui leur ouvriroient en même temps la voie à une sorte de prospérité et d'aisance.

Ceci me conduit naturellement à l'exposition des principes dont j'ai parlé dans le chapitre précédent, lorsque j'ai prétendu que l'affranchissement de l'espece d'esclavage qu'avoit introduite le gouvernement féodal, et l'extension qui en est résultée pour la liberté civile et domestique, étoit la source et l'origine de toute notre politique moderne.

Sous le gouvernement féodal, les classes supérieures étoient peut-être plus libres qu'aujourd'hui ; mais les inférieures étoient ou esclaves, ou dans la dépendance la plus servile : l'effet en étoit le même relativement à l'industrie également arrêtée dans ses progrès.

Je ne prétends pas affirmer, à l'appui de cette doctrine, que l'esclavage ait été intro-

duit, dans nos colonies d'Amérique, dans la vue d'avancer l'agriculture et de restreindre les manufactures du nouveau monde, parceque je ne connois pas assez les sentiments des politiques de ce temps-là. Mais s'il est vrai que l'effet de l'esclavage soit de perfectionner l'agriculture et les autres opérations laborieuses, qui sont d'un procédé simple; et de décourager, en même temps, l'esprit d'invention et l'adresse; et si la métropole a besoin du produit de la premiere, pour nourrir ou pour employer ceux qui s'occupent chez elle des dernieres; je dirois alors que l'esclavage *a été très heureusement*, sinon très *politiquement*, établi pour remplir ce but: par conséquent, si une colonie, dans laquelle l'esclavage n'est pas commun, devient jamais la rivale de la mere patrie, quant à l'industrie, un bon moyen de faire échouer cette entreprise sera d'encourager l'introduction de l'esclavage dans cette colonie, et de lui laisser produire son effet naturel.

Après avoir donné la définition du commerce et de l'industrie, relativement à mon sujet, j'examinerai maintenant leurs connexions immédiates, afin de mieux lier le sujet de ce livre avec les principes établis dans le livre précédent.

En parlant des besoins réciproques de la société, et en faisant voir qu'en y fournissant par le travail et une adresse éclairée, il en résulteroit une augmentation de population d'un côté, et d'agriculture de l'autre, j'ai supposé, pour simplifier mes idées, qu'il n'y avoit aucun intermédiaire entre le manufacturier et le consommateur, et qu'ils étoient tous deux membres de la même société. A présent la question devient plus compliquée par l'introduction du commerce entre différentes nations ; c'est-à-dire d'un moyen de réunir et distribuer le produit de l'industrie par l'interposition d'un troisieme principe. Le commerce reçoit de mille mains différentes, et distribue à mille autres mains.

Demander si le commerce doit son origine à l'industrie, ou l'industrie au commerce, c'est demander si le mouvement du cœur vient du sang, ou si le mouvement du sang vient du cœur : l'un et l'autre se forment par des degrés insensibles; il est impossible de déterminer duquel des deux est venue la premiere impulsion. Mais aussitôt que le corps est parfaitement formé, je crois que le cœur est le principe de la circulation. Faisons-en l'application à la question qui nous occupe.

Il faut que l'homme existe avant d'éprouver le besoin; qu'il l'éprouve avant de chercher à le satisfaire; qu'il en demande les moyens avant de les recevoir. Cette progression est naturelle, et nous en avons conclu dans le premier livre que la population étoit la cause, et l'agriculture l'effet.

On pourra dire, par la même raison, que comme les besoins excitent à l'industrie, ils peuvent en être regardés comme la cause; que le produit de l'industrie ne pouvant être échangé que par le moyen du commerce, le commerce doit donc être l'effet de l'industrie. J'en conviens; mais j'observe que cet échange ne rend pas parfaitement l'idée que je me suis faite du commerce, quoique j'avoue qu'elle est le principe d'où l'autre naît. C'est la semence, et non la plante; et le commerce, comme je l'ai défini, comporte une tout autre idée. Le manufacturier ne doit pas être interrompu pour chercher un consommateur: celui-ci, de son côté, perdroit trop de temps à recourir directement au manufacturier. L'objet du commerce n'est donc qu'un nouveau besoin qui exige une nouvelle classe d'hommes. Il contribue puissamment à l'avancement de l'industrie, en facilitant la consommation de ses produits.

Lorsque les besoins étoient simples et en petit nombre, l'ouvrier trouvoit le temps de distribuer tout son ouvrage : à mesure qu'ils se sont multipliés, le travail est devenu plus difficile, le temps plus précieux ; de là l'introduction du commerce. Celui qui veut consommer envoie, en quelque sorte, le marchand chez l'ouvrier, et n'y va pas lui-même. L'ouvrier vend à cet agent intermédiaire sans chercher le consommateur. Prenons un exemple familier du commerce dans son enfance, pour faire voir comment il s'accroît et se perfectionne ; il éclaircira ce que je viens de dire.

Je me transporte le matin hors des portes de la ville ; je rencontre cinq cents personnes, hommes et femmes, portant chacun une petite charge d'herbes, des poulets, des œufs, du fruit, etc. Je juge aussitôt que ces gens-là n'ont pas grand'chose à faire chez eux, puisqu'ils vont au marché pour un si mince objet. Quelques années après, je ne vois que des chevaux, des charrettes et des fourgons portant les mêmes provisions. J'en dois conclure, ou que ceux que j'avois rencontrés auparavant ne sont plus à la campagne, qui aura été soulagée d'un grand nombre de bouches inutiles, après

qu'on a trouvé le moyen d'amasser toutes leurs charges dans un petit nombre de charrettes ; ou qu'ils ont trouvé le moyen de mieux employer leur temps, qu'à porter des œufs et des légumes au marché. C'est ce qui arrive toujours par-tout où on commence à connoître ce que j'appelle commerce ; savoir, ces charges d'œufs, de fruits, de gibier, etc. formées par vingt mains différentes pour les distribuer à vingt autres mains dans l'intérieur de la ville. Le résultat est qu'il y a beaucoup de travail d'épargné ; c'est-à-dire que la charrette donne à vingt personnes différentes le temps de travailler, si elles le jugent à propos ; et à mesure que les besoins augmentent, elles seront en état d'y fournir.

Nous ne pouvons par conséquent pas dire que le commerce provoque l'industrie, ni que l'industrie provoque le commerce ; mais nous dirons que le commerce favorise l'industrie, et que l'industrie fournit de l'aliment au commerce. L'un et l'autre dépendent cependant d'un troisieme principe, qui est le desir des superfluités chez ceux qui ont un équivalent à donner en échange : ce desir fait naître la demande, et celle-ci devient enfin le ressort principal de toute l'opération.

CHAPITRE II.

De la demande.

Ce sujet n'est pas nouveau ; je l'ai déja traité avec beaucoup d'étendue, sous un autre nom, dans le premier livre, et relativement à d'autres circonstances. Ces idées ont été considérées avec toute la simplicité possible. Ici elles paroissent sous une forme nouvelle et plus compliquée.

J'ai dit que les besoins des hommes contribuoient à la population en augmentant la demande des subsistances parmi les ouvriers libres, qui, en fournissant à ces besoins, se trouvent en état d'offrir un équivalent en échange pour ces subsistances, aux cultivateurs qui les ont produites ; et comme cette espece d'échange est une image du commerce dans son enfance, il n'est pas étonnant que le commerce, dans sa maturité, en conserve quelques traits.

La *demande*, considérée comme un terme approprié au commerce, sera désormais em-

ployée dans mon ouvrage au lieu de *besoin;* expression dont je me suis servi jusqu'ici dans le premier livre, en parlant de toute espece d'échange. Il faut donc s'attendre que les opérations du même principe, sous différents noms, seront toujours semblables dans les applications que nous en ferons, suivant les circonstances et les combinaisons différentes.

Soit qu'on emploie ce terme relativement à l'échange ou au commerce, il doit toujours paroître réciproque. Si je demande une paire de souliers, le cordonnier me demandera, ou de l'argent, ou quelque autre chose à son usage. C'est pourquoi, afin d'empêcher l'ambiguïté d'un terme qui, par la pauvreté de la langue, est employé dans des acceptions différentes, suivant les circonstances dont on le suppose accompagné, j'essaierai de l'analyser en peu de mots.

1°. La demande s'entend toujours relativement aux marchandises. Une demande d'argent, à moins qu'il ne soit question de lettres de change, n'est jamais appellée demande. Lorsque ceux qui ont des marchandises entre leurs mains veulent les convertir en argent, on dit qu'ils les mettent en vente; et si, pour trouver des acquéreurs, ils en baissent

le prix, alors, au lieu de dire qu'il y a une grande demande d'argent, nous disons qu'il y a peu de demande pour les marchandises.

2°. Supposons qu'un vaisseau arrive chargé de marchandises dans un port, avec le projet d'acheter d'autres marchandises en retour, l'opération devient double seulement : le vaisseau met en vente ; la demande du port est haute ou basse, suivant le prix qu'on offre des marchandises, et non suivant la quantité demandée, ni le nombre des demandeurs. Lorsque tout est vendu, le vaisseau devient demandeur ; et si sa demande est plus forte, en proportion, que la précédente, on dit, en général, que la demande est pour les marchandises du port, c'est-à-dire que le port offre de vendre, et que le vaisseau demande. C'est ce que j'appelle demande réciproque.

3°. La demande est ou simple ou composée : elle est simple lorsqu'il n'y a qu'*un* demandeur, et composée lorsqu'il y en a *plusieurs ;* mais cela est moins relatif aux personnes qu'aux intérêts. Vingt individus qui demandent par un même intérêt déterminé, ne forment qu'une demande simple ; elle devient composée ou haute lorsque différents intérêts produisent une concurrence.

Ainsi on peut dire, lorsqu'il n'y a point de concurrence entre les acheteurs, que la demande est simple, soit que la quantité demandée soit grande ou petite, ou que les acheteurs soient en grand ou en petit nombre. Lors donc que, dans un contrat d'échange, la demande est simple d'un côté, et composée de l'autre, celle qui est composée est toujours appellée demande, et non l'autre.

4°. La demande est grande ou petite : elle est grande lorsque la *quantité* demandée est grande, et petite lorsque la *quantité* est petite.

5°. La demande est haute ou basse : elle est haute lorsque la concurrence entre les *acheteurs* est grande, basse lorsque la concurrence entre les *vendeurs* est grande. Il s'ensuit de ces définitions, que le résultat d'une grande demande est une grande vente, celui d'une haute demande est un haut prix; la conséquence d'une petite demande est une petite vente, celle d'une demande basse est un bas prix.

6°. Il est de la nature de la demande d'encourager l'industrie ; et quand elle se fait régulièrement, il en résulte qu'en général on y fournit proportionnellement. Alors la demande est ordinairement simple ; d'autres

tres circonstances la rendent composée : comme quand elle est irréguliere, c'est-à-dire inattendue, ou lorsque la quantité ordinaire vient à manquer. Dans ce cas, la quantité destinée à fournir à la demande se trouvant au-dessous de la proportion exacte, il en résulte une concurrence parmi les acheteurs, et une hausse dans les prix courants, c'est-à-dire les prix ordinaires. C'est d'après cela que nous disons communément que la demande hausse les prix ; que les prix sont hauts ou bas, suivant la demande. Ces expressions sont justes, parceque la pauvreté de la langue nous oblige de faire attention à des circonstances qui ne sont que supposées.

La demande est *haute* ou *basse*, relativement à son taux ordinaire, ou à la concurrence entre les acheteurs : lorsque la demande est relative à la quantité demandée, il faut, comme on l'a déja dit, qu'elle soit appellée grande ou petite.

7°. La demande n'a pas toujours le même effet de hausser les prix : c'est pourquoi il faut distinguer avec soin la demande des objets de premiere nécessité, de celle des choses indifférentes ; aussi-bien que la demande faite par les premiers consommateurs,

de celle que font les marchands qui achetent pour revendre. Dans ces deux cas, la concurrence aura des effets différents. Il faut qu'on se procure les choses d'une absolue nécessité à quelque prix que ce soit ; les consommateurs, qui ne cherchent d'autre profit que celui de satisfaire leurs desirs, formeront une plus forte concurrence que les marchands qui ne sont animés d'aucune passion, et dont les offres sont réglées par la vue du bénéfice. De là viennent les grandes différences du prix des grains dans différentes années ; de là le taux uniforme du prix des marchandises dans les foires de distribution, telles que celles de Francfort, de Beaucaire, etc. De là vient aussi l'avantage que les consommateurs trouvent à faire leurs provisions en même temps que les marchands ; de là les variations subites des prix des bestiaux dans les marchés de la campagne, où chaque particulier se pourvoit lui-même.

Je m'arrête ici ; ce principe s'expliquera mieux, par des applications, à mesure que nous avancerons, que par toutes les distinctions abstraites que je pourrois imaginer.

CHAPITRE III.

Des premiers principes de l'échange, et comment il devient commerce.

Il faut que je remonte jusqu'à la source du commerce, afin de le réduire à ses premiers principes.

Le commerce le plus simple est celui qui se fait par l'échange des objets nécessaires à la subsistance. Si on suppose que la terre appartienne au premier occupant, celui qui la cultive en tirera d'abord sa nourriture, et le surplus sera un objet d'échange qu'il donnera à quiconque fournira à ses autres besoins. Cela, comme je l'ai déja dit, suppose une quantité surabondante de subsistance produite par le travail, ainsi que l'existence des ouvriers libres; car celui qui fait de l'agriculture un métier, ne peut pas se pourvoir des autres choses nécessaires comme il le fait pour la nourriture; et celui dont le métier est de fournir au cultivateur les choses nécessaires en échange pour ses

vivres superflus, ne peut pas être employé à faire produire ces vivres. Plus les besoins de l'homme augmentent, toutes choses égales d'ailleurs, plus il faut d'ouvriers libres pour y fournir: et plus il faut d'ouvriers libres, plus il faut de vivres superflus, produits par un travail additionnel, pour satisfaire à leur demande.

C'est l'espece de commerce la moins compliquée ; elle peut s'exercer avec plus ou moins d'étendue dans différents pays, suivant qu'il y a plus ou moins de besoins à satisfaire. Dans un pays où il n'y a point d'argent, ni rien qui en tienne lieu, je présume que les besoins des hommes se bornent à un petit nombre d'objets, savoir: à prévenir les inconvénients de la faim, de la soif, du froid, du chaud, du danger et autres choses semblables. Un homme libre qui, par son industrie, peut se procurer toutes les commodités d'une vie simple, jouira en repos et ne travaillera plus. En général, toute augmentation de travail cessera aussitôt qu'on aura satisfait aux besoins ci-dessus ; la raison en est simple : lorsque les ouvriers libres se sont procuré, par leur travail, de quoi satisfaire à leurs besoins, leur ambition est satisfaite aussi ;

et les cultivateurs cessent de travailler, une fois qu'ils ont produit le surplus nécessaire pour satisfaire aux leurs. Voilà un obstacle naturel mis à l'industrie, et par conséquent à l'échange. C'est ce que nous avons appellé dans le premier livre, *impossibilité morale d'augmenter la population.*

Les questions qu'il faut examiner à présent, sont de savoir comment l'échange devient commerce, proprement dit, suivant la définition que j'en ai donnée plus haut; comment le commerce s'étend parmi les hommes; comment des manufactures, plutôt agréables qu'utiles, viennent à s'établir; et comment les hommes parviennent à se soumettre au travail, afin d'acquérir ce qui ne leur est pas absolument nécessaire.

Dans une société libre, je pense que cela vient principalement de l'introduction de l'argent, et du desir pour les superfluités chez ceux qui le possedent.

Dans les temps anciens l'argent ne manquoit pas; mais le goût des choses superflues n'étant pas dans la même proportion, les especes restoient dans les coffres: telle étoit la position de l'Europe il y a quatre cents ans. Un nouveau goût pour les choses superflues a peut-être mis en circulation

plus d'argent tiré de nos trésors que des mines du nouveau monde : l'idée que nous avons du peu de richesse de nos ancêtres, n'est fondée que sur la maniere actuelle de les évaluer, par la quantité de numéraire en circulation, d'où nous concluons que la plus grande partie des especes que nous possédons à présent, doit être venue de l'Amérique.

C'est donc plutôt par le goût des superfluités que par la quantité de numéraire, que le commerce s'établit; et ce n'est qu'en conséquence du commerce, que nous voyons de nos jours l'industrie portée à un si haut degré de perfection et de raffinement; pour en mieux juger, comparons les différentes opérations de l'échange, de la vente et du commerce.

Lorsque l'échange fournit aux besoins réciproques, l'argent n'est pas nécessaire, c'est la plus simple de toutes les combinaisons.

Lorsque les besoins se multiplient, les échanges deviennent plus difficiles ; c'est alors que l'argent est indispensable : il sert de prix commun à toutes choses, d'équivalent convenable entre les mains de celui qui a des besoins, et est très propre à remplir

le but de celui qui, par son industrie, peut les satisfaire. L'opération de vendre et d'acheter est un peu plus compliquée que la premiere; mais elle ne nous donne pas encore l'idée du commerce, parceque nous n'avons pas jusqu'ici fait intervenir le marchand qui l'exerce.

Introduisons ce troisieme personnage, et toute l'opération devient claire. Ce que nous avons deja appellé besoin, est représenté ici par le consommateur, l'industrie, par le manufacturier, et ce que nous appellons argent, par le marchand. Le marchand représente l'argent en substituant le crédit à sa place; et comme l'argent a été imaginé pour faciliter l'échange, de même le marchand, avec son crédit, est un nouveau degré de perfection ajouté à l'usage de l'argent, qui le rend encore plus efficace dans l'opération de la vente et de l'achat. Cette opération est le commerce; il épargne, aux deux parties, la peine du transport, et le soin d'ajuster des besoins à d'autres besoins ou à de l'argent. Le marchand représente, tour-à-tour, le consommateur, le manufacturier et l'argent. Auprès des consommateurs, il représente tout le corps des manufacturiers, pour ceux-ci, il représente tous

les consommateurs; et pour l'une et l'autre classe, son crédit tient lieu d'argent. Cet éclaircissement suffit pour le moment. Je reviens donc aux opérations simples de l'argent entre les mains des deux parties contractantes, le vendeur et l'acheteur, afin de faire voir comment les hommes se soumettent au travail afin d'acquérir des superfluités.

L'argent n'est pas plutôt introduit dans un pays, qu'il devient, comme je l'ai déja dit, un objet universel de besoin pour tous les habitants; d'où il résulte que les ouvriers libres d'un état, qui avoient cessé de travailler, parceque tous leurs besoins étoient satisfaits, ayant, devant leurs yeux, ce nouvel objet d'ambition, tâchent, en perfectionnant leurs ouvrages, d'éloigner jusqu'aux moindres inconvénients qui accompagnent la simplicité des mœurs. Par exemple, des gens qui ne connoissoient auparavant qu'une espece de vêtement pour toutes les saisons, consentiront volontiers à donner une petite somme pour avoir des habits d'été et d'hiver, que l'adresse des manufacturiers et leur desir de gagner de l'argent leur auront fait inventer.

Je ne suivrai pas la marche progressive

de l'industrie dans le perfectionnement des manufactures ; et je n'interromprai pas mon sujet par d'autres observations sur les avantages qui résultent pour elle de l'établissement de la liberté civile et domestique : je remarquerai seulement que le goût du luxe chez les riches, qui, en excitant les pauvres à l'industrie, cherchent à se procurer des jouissances, est moins la cause de ses progrès que l'adresse et l'esprit inventif des manufacturiers qui découvrent tous les jours des moyens de remédier à des inconvénients dont on ne se doute souvent que parcequ'on a trouvé le secret de les éviter.

Qu'on fasse sur soi-même cette épreuve en entrant dans la premiere boutique. Où s'apperçoit-on plus promptement de ses besoins ? Tout ce qu'on voit paroît ou nécessaire ou extrêmement commode ; et on s'étonne, sur-tout si on est riche, comment on a pu se passer pendant si long-temps d'une chose que l'adresse seule de l'ouvrier a inventée pour exciter le desir par sa nouveauté ; car peut-être qu'après l'avoir achetée, n'y pensera-t-on plus, et on ne songera jamais à l'appliquer à l'usage auquel elle avoit d'abord paru si nécessaire.

Voilà donc une des raisons qui font que

les hommes travaillent, quoique sans besoins réels. Ils desirent même de posséder jusqu'aux instruments de luxe que leur avarice ou leur ambition leur ont fait inventer pour l'usage d'autrui.

J'ai fait jusqu'ici le tableau du commerce dans son enfance, ou plutôt j'ai rassemblé des matériaux pour la construction de ce vaste édifice.

Nous nous sommes fait une idée des besoins des hommes, multipliés même jusqu'au luxe, et abondamment fournis par l'emploi de tous les ouvriers libres destinés à cet objet. Mais si nous supposons que l'ouvrier lui-même dispose de son ouvrage pour acheter des vivres chez le cultivateur, des étoffes chez le marchand, et qu'il cherche, en général, à pourvoir à tous ses besoins en traitant immédiatement avec les hommes occupés à y fournir, cela ne nous donnera pas, du commerce, l'idée que renferme notre définition.

Le trafic et le commerce sont l'abrégé de ce long procédé ; plan imaginé par des marchands, par un principe de gain, soutenu et étendu, parmi eux, par un principe d'utilité générale pour tous les individus, riches ou pauvres, de chaque société, grande ou petite.

L'épinglier, au lieu d'échanger ses épingles avec cinquante personnes dont le travail lui est nécessaire, les vend toutes au marchand pour de l'argent ou du crédit; et, suivant les circonstances, achete tous ses besoins, ou directement de ceux dont le métier est de les fournir, ou indirectement de ceux qui traitent avec les manufacturiers, comme son marchand traite avec lui.

Un autre avantage du commerce est que des gens industrieux, dans un canton du pays, peuvent fournir à des consommateurs dans un autre, quoiqu'éloigné. Ils peuvent s'établir dans les lieux les plus commodes pour leurs occupations respectives, et s'aider mutuellement sans que les parties éloignées du pays souffrent du défaut de leur travail: ils ne sont pas non plus exposés à être détournés de leur ouvrage pour chercher des chalands.

Le commerce produit une infinité d'avantages. Il fait connoître aux manufacturiers si leur branche est surchargée ou non d'ouvriers. Si elle en manque, il y aura plus de demandes qu'ils ne pourront en satisfaire; s'il y en a trop, le débit sera lent.

Les hommes intelligents, dans chaque

profession, reconnoîtront, sans peine, si ces apparences sont accidentelles, ou si elles proviennent des principes réels du commerce : ce qui fait l'objet de notre recherche actuelle.

La poste et la correspondance par lettres sont des suites du commerce : par leur moyen, les marchands sont régulièrement instruits des augmentations et diminutions qui surviennent, dans chaque branche d'industrie, dans toutes les parties d'une contrée. C'est d'après ces avis qu'ils reglent les prix qu'ils offrent ; et comme ils sont en grand nombre, ils servent de frein les uns aux autres, d'après les principes de la concurrence que nous examinerons ailleurs.

Les manufacturiers sont aussi bien instruits, par les prix courants, que s'ils entretenoient eux-mêmes la correspondance. L'administrateur sent parfaitement où les bras manquent ; et les jeunes gens destinés à l'industrie obéissent, en quelque sorte, à la voix du public, et se disposent naturellement à fournir à sa demande.

Les marchés publics, qui rassemblent les ouvrages des petits marchands, et les grandes entreprises en manufactures, formées par des particuliers, sont deux puissants secours

pour le commerçant, sur-tout dans l'enfance du commerce. Par ces moyens, le commerçant connoît la quantité de marchandises qui se trouvent au marché; et de l'autre côté le manufacturier sait, par la vente des marchandises, la véritable étendue de la demande. Ces deux choses une fois connues avec certitude, il est aisé de fixer le prix des marchandises comme nous le verrons bientôt.

Les ventes publiques servent à prévenir les inconvénients qui pourroient résulter des opérations du commerce. Un corps de manufacturiers réunis dans une ville, et entièrement occupé de son industrie, est, par ce moyen, aussi bien instruit du prix du marché que si chacun y portoit lui-même son ouvrage; et quand le marchand vient faire ses achats, il n'a pas le moindre avantage sur eux à raison de la connoissance qu'il a de l'état de la demande. Ce marchand vend et achete *en gros*, c'est-à-dire par grandes parties: c'est avec lui que traitent les détailleurs pour distribuer aux consommateurs de la campagne: ces détailleurs achetent des marchands en gros, dans tous les genres de marchandises, la quantité nécessaire pour fournir à la demande de leur bourg, de leur ville ou de leur province.

On prévient ainsi tous les inconvénients, moyennant une légere augmentation dans le prix, qui retombe sur le consommateur : car celui-ci, par des raisons que j'indiquerai dans la suite, doit naturellement rembourser tous les frais. Ainsi disparoissent les difficultés de l'éloignement du manufacturier, de l'incertitude de sa demeure, des caprices qui reglent la vente de son ouvrage. Le détailleur a tout dans sa boutique, et le public achete à un prix courant.

CHAPITRE IV.

Comment les prix se déterminent par le commerce.

Dans le prix des marchandises, je considere deux choses très distinctes, et qui existent réellement : savoir, la valeur réelle de l'objet, et le profit sur l'aliénation. Le but de ce chapitre est d'établir cette distinction, et de montrer comment le commerce influe sur le taux de l'un et de l'autre, c'est-à-dire, comment le commerce fixe et détermine

deux choses qui, sans lui, seroient vagues et incertaines.

I. La premiere observation à faire relativement à la marchandise exposée en vente, est de savoir combien un ouvrier peut en fournir dans un jour, une semaine, un mois, suivant la qualité de l'ouvrage qui peut exiger plus ou moins de temps pour être porté à sa perfection. Dans des appréciations de ce genre, il faut seulement chercher un terme moyen de la quantité que peut faire un ouvrier du pays, pris en général, sans être ni le meilleur ni le plus mauvais de sa profession, et sans avoir aucun avantage ni désavantage particulier, relativement au lieu où il travaille.

C'est par cette raison que les uns réussissent par leur industrie, et non les autres; que certaines manufactures prosperent dans certains endroits et non dans d'autres.

II. En second lieu il faut connoître le prix de la subsistance et de la dépense nécessaire de l'ouvrier, tant pour ses besoins personnels que pour les instruments propres à sa profession. Il faut encore ici prendre un terme moyen comme ci-dessus, excepté lorsque la nature de l'ouvrage demande la présence de l'ouvrier dans le lieu de la consom-

mation ; car, quoique certains métiers et la plupart des manufactures puissent s'exercer dans des lieux éloignés, et que les prix puissent par conséquent être soumis à une regle générale, cependant il en est d'autres qui exigent la présence de l'ouvrier dans le lieu de la consommation même; et, dans ce cas, les prix doivent être réglés d'après les circonstances particulieres de chaque lieu.

III. La troisieme et derniere chose à savoir est le prix des matériaux, c'est-à-dire de la matiere premiere employée par l'ouvrier ; et si cette matiere provient de la manufacture d'un autre, il faut faire la même question, relativement à celui-ci, qu'au premier; ainsi les manufactures les plus compliquées peuvent être réduites à la plus grande simplicité. En faisant l'analyse des manufactures, je suis entré dans un plus grand détail qu'il ne falloit absolument ici ; mais c'étoit afin de pouvoir indiquer plus facilement dans la suite les moyens d'en diminuer les prix.

Ces trois points étant connus, le prix des manufactures est déterminé; il ne peut être au-dessous de la somme des trois, c'est-à-

dire

dire de la valeur réelle ; ce qu'il y a au-dessus est le profit du manufacturier : ce profit sera toujours en proportion de la demande, et variera par conséquent suivant les circonstances.

On sent, par-là, la nécessité d'une grande demande pour rendre les manufactures florissantes.

Les marchands, par leurs relations étendues et leur application constante à l'étude de la balance entre l'ouvrage et la demande, connoissent tous ces éléments. Les ouvriers industrieux les connoissent de même, et reglent leurs dépenses et leur maniere de vivre d'après leurs profits certains ; je dis certains, parceque, dans ces circonstances, il est rare qu'ils mettent un trop haut prix à leurs ouvrages ; et, en se contentant d'un prix modéré, ils sont assurés du débit ; l'expérience journaliere en est la preuve.

Employez un ouvrier dans un pays où il n'y a que peu de commerce ou d'industrie, il mettra toujours à son ouvrage un prix proportionné au besoin que vous en avez, ou à vos moyens de payer, mais rarement à son propre travail. Adressez-vous à un ouvrier dans un pays de commerce, il ne vous trom-

pera pas, à moins que vous ne soyez étranger, et que vous n'ignoriez les prix du pays : mais si vous employez le même homme à un ouvrage qui n'est pas ordinaire, et conséquemment peu demandé dans le pays, et dont, par cette raison, le prix n'est pas réglé, il exigera un prix comme dans la premiere supposition.

Nous pouvons conclure de ce que je viens de dire, que, dans un pays où le commerce est établi, la vente rapide, le prix réglé de l'ouvrage, le profit certain qui résulte de l'industrie, feront fleurir les manufactures. Examinons-en maintenant les conséquences.

CHAPITRE V.

Comment le commerce étranger s'ouvre à un peuple industrieux. Conséquences qui en résultent pour les marchands *qui l'établissent.*

La première conséquence de la position que j'ai décrite dans le chapitre précédent, est que les besoins sont aisés à satisfaire pour un prix proportionné à la chose demandée.

La seconde est l'établissement du commerce étranger sous les deux dénominations d'*actif* et de *passif*. Les étrangers et les peuples les plus éloignés, trouvant de la difficulté à satisfaire leurs besoins chez eux, ont recours aussitôt au pays où ils peuvent le faire avec facilité; c'est ce qu'on nomme *commerce passif*. Le *commerce actif*, au contraire, a lieu lorsque des marchands, qui ont exécuté ce plan avec succès chez eux, commencent à faire passer le produit de l'industrie de leurs compatriotes dans des pays étrangers, qui produisent ou qui sont capables de produire des objets

de consommation propres à être manufacturés, ou qui sont les plus demandés chez eux, et qui, par conséquent, auront le plus prompt débit, et porteront le plus de bénéfice.

Voilà donc le commerce avec l'étranger ouvert sous les deux dénominations d'*actif* et de *passif*; mais comme ce que nous examinons ici est la conséquence de cette révolution par rapport aux commerçants, nous ne nous arrêterons pas à cette division qui reviendra assez naturellement ailleurs.

Quelles sont donc les conséquences de ce nouveau commerce pour nos marchands qui ont abandonné leur foyers pour aller chercher du gain hors de leur pays?

La premiere est qu'en arrivant dans une contrée nouvelle, ils se trouvent dans le même cas, par rapport aux habitants, que l'ouvrier dans un pays sans commerce par rapport à ceux qui l'ont employé, c'est-à-dire qu'ils mettent à leurs marchandises un prix proportionné aux desirs et aux moyens qu'ont les habitants de se les procurer, et non à leur valeur réelle.

Ainsi les premiers profits sur ce commerce seront très considérables, et la demande dans ce pays doit être *haute* ou *basse*, *grande* ou *petite*, suivant l'esprit de ce peuple, et non

suivant ses besoins réels : car ceux-ci, dans tous les pays, doivent être fournis, comme je l'ai déja dit, par les habitants eux-mêmes, avant qu'ils cessent de travailler.

Si les habitants de ce pays *non commerçant* (ainsi que je l'appellerai) sont abondamment fournis d'objets utiles aux négociants, ils s'en détacheront volontiers d'abord pour des objets de luxe et de commodité : mais les grands profits de ces négociants augmenteront insensiblement la demande des productions de leurs nouveaux correspondants; il en résultera entre eux une concurrence telle, que la demande tournera de leur côté, d'après des principes que j'expliquerai dans la suite : ce désavantage augmente et se perpétue dans le trafic; les peuples les plus grossiers en apperçoivent les effets, et profitent de la découverte, malgré l'habileté des hommes les plus experts dans le commerce; c'est pourquoi les marchands mettront tout en usage pour inspirer à ce peuple le goût du luxe et des choses recherchées; ils feront au souverain et aux grands du pays des présents magnifiques qui consisteront en toute espece d'objets de luxe et de superfluités les plus adaptés au génie de chaque peuple; ils occuperont des ouvriers

chez eux à étudier les goûts des étrangers, et à stimuler leurs desirs par tous les moyens possibles. Plus ces souverains seront avides de présents, plus les marchands les distribueront avec profusion et variété ; c'est une victime que l'on pare jusqu'au moment du sacrifice. Lorsque leur goût pour les choses superflues est totalement formé, que celui de leur ancienne simplicité est entièrement altéré, empoisonné, effacé, ils sont alors indubitablement dans les chaînes des marchands ; et plus ils s'y engagent, plus il leur est difficile de les rompre. Leur but étant rempli, les présents cesseront ; et si on les continue dans la suite, ce sera probablement pour empêcher la concurrence de quelque autre nation, qui voudroit partager les profits.

Si, au contraire, ce pays *non commerçant* ne fournit pas des objets utiles aux marchands, ceux-ci se mettront peu en peine d'y commercer : mais si on suppose le pays habité par un peuple laborieux qui, après avoir adopté le goût des marchands pour les choses de luxe et de commodité, s'applique à l'agriculture afin de se procurer des moyens de subsistance, il engagera les marchands à lui donner, en échange de ces vivres, une partie de leurs manufactures, et ce com-

merce augmentera indubitablement la population dans le pays commerçant ; mais si on ne peut fournir ni vivres ni aucune autre production, le goût du luxe s'évanouira bientôt, et le commerce cessera dans ces contrées.

Sans les fourrures que fournissent les pays voisins de la baie d'Hudson et le Canada, les Européens n'auroient jamais songé à porter dans ces contrées des objets de luxe ; et si les peuples sauvages n'eussent pris du goût pour les objets de luxe que leur fournissoient les Européens, ils ne seroient jamais devenus des chasseurs si adroits et si infatigables. On ne doit pas supposer aussi que ces Américains seroient venus en Europe chercher nos manufactures. C'est donc à nos marchands que ces peuples doivent le goût qu'ils ont pour les objets de luxe ; et ce goût n'excédera pas probablement de longtemps la proportion des productions du pays. D'après ces commencements du commerce étranger, il est aisé d'en suivre les progrès.

Le premier pas est d'établir des correspondances dans les pays étrangers, et celles-ci sont plus ou moins nécessaires à mesure que les habitants en sont plus ou moins civilisés, que le commerce y est plus ou moins connu ;

elles suppléent au défaut des postes, et indiquent au marchand le rapport des productions avec la demande des manufactures. Cela donne une idée du commerce au pays *non commerçant*, qui commence insensiblement à donner une valeur déterminée à ses productions qui, auparavant, n'en avoient peut-être aucune.

Suivons un peu les progrès de ce goût des choses recherchées parmi les sauvages, afin de faire voir comment il fait tourner la demande contre les marchands, et produit entre ceux-ci une concurrence pour obtenir les productions de ce nouveau pays.

L'expérience fait voir que, dans les pays nouvellement découverts, les marchands trouvent toujours quelque production qui devient un objet de commerce très lucratif; nous voyons que plus un tel commerce existe, et plus les habitants prennent de goût pour les manufactures européennes; plus le prix de leurs propres productions augmente, et moins il y a de profit à commercer avec eux, quand même ce commerce se feroit par des compagnies; institution sage, en ce qu'elle empêche la concurrence entre nos marchands.

Nous ferons voir en son lieu que c'est là le meilleur moyen d'empêcher que les prix

n'augmentent au préjudice de la nation, quoiqu'il puisse produire l'effet contraire par rapport aux individus qui sont obligés d'acheter de ces monopoleurs.

Lorsqu'il n'y a point de compagnies établies et que le commerce est libre, nos marchands, par l'avidité qu'ils ont de profiter de ce nouveau commerce, en trahissent les secrets : ils entrent en concurrence pour l'achat de productions étrangeres ; ce qui en augmente le prix, et favorise le commerce des sauvages les plus ignorants.

Certains auteurs expliquent cela d'une maniere différente ; ils prétendent que ce n'est pas cette concurrence qui augmente les prix, parcequ'il y a aussi une concurrence parmi les sauvages pour savoir lequel aura la marchandise ; ce qui suffiroit pour contre-balancer l'autre : mais à mesure que la quantité de marchandises demandée par les sauvages, en échange de leurs productions, devient plus grande, il sera moins donné de ces productions pour la même quantité de marchandises.

Je réponds qu'on ne peut admettre cette explication, quelque ingénieuse qu'elle paroisse, parcequ'elle est contraire aux principes du commerce.

Le marchand envisage toujours son propre bénéfice en livrant sa marchandise, et n'est nullement touché des raisons de convenance qu'alleguent les sauvages pour lui offrir moins qu'auparavant : car si ce principe de proportion étoit admis généralement, les prix seroient toujours à la discrétion de l'acheteur.

Cette objection est très claire ; mais il faut y répondre d'une maniere différente. Voici deux réponses.

1°. Les prix haussent, comme je l'ai déja dit, à mesure que la demande est *haute* et non à mesure qu'elle est *grande.* Or il est dit dans l'objection qu'à mesure que la demande est *grande,* une moindre quantité de productions sera donnée pour la même quantité de marchandises ; ce qui me paroît faux, et fait voir la nécessité de distinguer entre une *haute* et une *grande* demande : choses très différentes dans le commerce, et qui donnent des idées très distinctes l'une de l'autre.

2°. Dans tout commerce il y a un échange, et tout échange suppose une demande réciproque. Il faut donc savoir exactement de quel côté se trouve la concurrence entre ces demandeurs, c'est-à-dire de quel côté elle

est la plus *forte*, suivant la distinction du chapitre second.

Si les habitants du pays sont en concurrence pour les manufactures, celles-ci augmenteront indubitablement de prix, quelle que soit la quantité de productions qu'ils ont à offrir en échange : mais aussitôt que ces prix montent au-dessus des moyens ou du desir d'acheter de certains individus, leur demande cesse, et ils empêchent que leur équivalent n'entre dans le commerce ; par-là ces marchands seront frustrés dans leur attente ; c'est pourquoi, comme on suppose que leurs profits sont considérables, ou il s'élevera une concurrence entre eux pour savoir lequel remportera la quantité qui reste, supposé qu'ils aient des intérêts séparés ; ou s'ils s'entendent, ils peuvent trouver convenable de baisser volontairement leurs prix, afin de les mettre à la portée des facultés ou du desir d'acheter de ceux qui possedent encore une portion de ce qu'ils demandent.

Je pense donc que la diminution des prix est l'effet de la concurrence entre les vendeurs, et non d'une proportion imaginaire entre les quantités qui se trouvent au marché : mais je reviendrai sur cette question dans son temps.

Aussitôt que le prix des marchandises est réduit aussi bas qu'il est possible dans une nation nouvelle, si le surplus de ses productions ne suffit pas pour acheter la quantité de marchandises dont les habitants ont besoin, il faut qu'ils commencent à travailler; car le travail est l'effet nécessaire du besoin réel ou imaginaire, et on y pourvoira par le travail.

Lorsque cela arrive, nous trouvons deux nations commerçantes au lieu d'une; et la balance de ce commerce sera toujours en faveur de la plus industrieuse et de la plus frugale, comme nous l'expliquerons ailleurs.

Dirigeons maintenant nos recherches d'une maniere plus particuliere vers les conséquences de cette nouvelle révolution opérée par le commerce, relativement à la nation *non commerçante*, afin de faire voir les effets d'un commerce étranger passif. Je ne négligerai rien pour éclaircir, dans toutes les occasions, à mesure que j'avancerai, les principes fondamentaux du commerce, de la demande et de la concurrence, au risque même de fatiguer quelques lecteurs.

CHAPITRE VI.

Conséquences qui résultent de l'introduction d'un commerce étranger passif chez un peuple qui vit dans la simplicité et l'oisiveté.

Nous supposons à présent qu'il arrive des marchands, ayant tous un même intérêt, et portant des objets de luxe dans un pays où les mœurs sont très simples, abondamment pourvu par la nature de tout ce qui est utile au commerce, et habité par un peuple capable de prendre du goût pour les choses superflues.

La premiere chose que font les marchands est d'exposer en vente leurs marchandises, de faire voir les avantages d'un grand nombre d'objets utiles ou agréables au genre humain en général, tels que des vins, des liqueurs spiritueuses, des instruments d'agriculture et de chasse, des armes, des filets pour la pêche, des étoffes, etc. on sent bientôt le prix de toutes ces choses, et on les recherche avec empressement.

Les naturels du pays, de leur côté, montrent les choses dont ils font le plus de cas; ce sont ordinairement des objets de luxe ou de décoration. Les marchands, après avoir tout examiné, déterminent l'objet de leur demande, et offrent le moins possible en échange de ces superfluités, afin de donner aux habitants une grande idée de la valeur de leurs marchandises; mais, comme cette parcimonie pourroit plutôt nuire qu'être utile à leurs intérêts, ils prodiguent les présents, d'après les principes que j'ai déja expliqués.

Lorsque l'échange est achevé et que les marchands partent, les regrets sont ordinairement réciproques; les uns et les autres sont fâchés que les superfluités du pays se soient trouvées courtes: les marchands promettent de revenir, et les nationaux d'être mieux pourvus à leur retour.

Quelles sont les premieres conséquences de cette révolution?

Il n'est pas clair que, pour fournir un équivalent à ce nouveau besoin, il faille employer plus de bras qu'auparavant. Il est évident aussi que cette augmentation d'industrie n'augmentera pas essentiellement la population, comme nous l'avons supposé

dans tous nos raisonnements, depuis le commencement jusqu'à la fin du premier livre. Pourquoi? parceque *là* nous avons supposé que le produit de l'industrie se consommoit dans le pays; *ici*, au contraire, il est destiné à être exporté. Mais si nous trouvons que ce nouveau commerce suppose une augmentation quelconque de consommation intérieure, je pense qu'il contribuera à augmenter la population. Un exemple rendra cela plus clair.

Supposons que le superflu du pays dont il s'agit consiste en peaux de bêtes dont la chair n'est pas bonne à manger, et que la manufacture qu'on veut se procurer soit de l'eau-de-vie. On vend l'eau-de-vie pour des fourrures. Celui qui a des fourrures, ou le temps de chasser pour les avoir, boira de l'eau-de-vie en proportion. Mais je ne vois aucune raison pour conclure de cette opération bien simple qu'il faille nourrir un homme de plus dans le pays (car j'ai eu soin de supposer que la chair des animaux n'est pas bonne à manger), ou qu'il faille une augmentation quelconque d'agriculture en conséquence de ce nouveau trafic.

Ajoutons une circonstance qui suppose une consommation additionnelle dans le

pays, et voyons ce qui en résultera.

Un individu pauvre au dernier point, qui n'a aucun équivalent à offrir pour des aliments, qui se trouve près de mourir de faim, va à la chasse et tue un loup; il en porte la peau à un fermier, et lui dit : Vous êtes bien nourri, mais vous n'avez point d'eau-de-vie; si vous me donnez un pain, je vous donnerai cette peau que les étrangers aiment tant, et ils vous en donneront de l'eau-de-vie. Mais, dit le fermier, je n'ai que le pain qu'il faut à ma famille. Quant à cela, réplique l'autre, j'irai travailler votre terre, et nous réglerons ensuite nos comptes pour le peu de pain que je vous demande. Le marché est conclu; ce pauvre reçoit son pain, et vit au moins; peut-être se marie-t-il: et le fermier gagne un verre d'eau-de-vie. Mais, sans ce verre d'eau-de-vie (c'est-à-dire, ce nouveau besoin) qui a été acheté par l'industrie du pauvre, comment auroit-il pu engager le fermier à lui donner le pain?

J'exclus ici le sentiment de la charité; celle-ci seule est, comme je l'ai déja observé, un principe de multiplication : si je l'avois admise ici, elle auroit dérangé mon hypothese. Il n'en est pas moins vrai que, si le malheureux en question avoit pu se procurer le pain

en

en mendiant, il n'auroit pas été probablement à la chasse.

Il paroît donc par-là que la premiere lueur du commerce dans les pays même les moins civilisés suppose une multiplication. Cela suffit pour marquer le premier pas, et pour lier l'objet de notre recherche actuelle avec ce que nous avons déja examiné, relativement à d'autres circonstances. Revenons.

Aussitôt que les pelleteries sont vendues, et que le goût des superfluités s'introduit dans le pays, les étrangers et les nationaux seront également intéressés aux progrès de l'industrie ; on y découvrira plusieurs objets nouveaux très avantageux pour les premiers, et que l'emploi bien réglé des derniers fera valoir en profitant des avantages naturels de leur sol et de leur climat : c'est pourquoi les commerçants chercheront à établir plusieurs branches d'industrie parmi les sauvages, et ceux-ci s'y livreront par l'appât des liqueurs, des armes et des étoffes. Qu'on me permette ici une petite digression.

Si nous supposons l'esclavage établi dans ce pays, alors tous les esclaves seront employés à faire des provisions de pelleteries et d'autres choses demandées par les commerçants, afin que les maîtres puissent, par

ce moyen, se procurer les choses superflues que les marchands leur apportent : mais si le gouvernement du pays est libre, chacun, suivant ses dispositions, devient industrieux pour se procurer à lui-même ces jouissances.

Dans la premiere supposition, c'est la tête du maître qui conduit le travail de l'esclave et le dirige vers l'industrie : dans la seconde, chacun travaille pour son compte; c'est à qui redoublera d'adresse. Ainsi, lorsqu'on n'a besoin que de bras, l'avantage est du côté de l'esclavage; mais quand il faut principalement des têtes, il est en faveur des hommes libres. Faites travailler un homme à tant par jour, sa marche sera toujours uniforme; il ne cherchera jamais à la perfectionner : mais qu'il soit payé à la piece, il trouvera mille moyens d'étendre son industrie. Voilà précisément la différence entre l'esclave et l'homme libre. C'est par-là que j'explique la différence entre les progrès de l'industrie des temps anciens et celle des temps modernes. Quel étoit le but du *pécule* donné aux esclaves, si ce n'étoit de les engager à devenir adroits? S'il n'y avoit eu ni *pécule*, ni *affranchis* dressés au travail, l'industrie n'auroit pas fait plus de progrès que dans la république de Lycurgue, où je ne crois pas que

ces institutions fussent admises. Je reviens.

Une fois que cette révolution est faite, et que ceux qui vivoient auparavant dans la simplicité deviennent industrieux, les choses changent de face. Cette opération ne ressemble-t-elle pas à celle que j'ai représentée dans le chapitre V du I[er] livre? Là j'ai fait voir, non sans difficulté, comment l'échange réciproque des vivres contre d'autres objets de besoins pouvoit contribuer au progrès de la population et de l'agriculture, chez un peuple qu'on suppose n'avoir aucune idée du système qu'on veut mettre à exécution. Ici, le plan paroît familier et aisé. La différence semble être la même qu'entre deux enfants, dont l'un apprend une langue par les principes de la grammaire, l'autre par l'usage dans le pays où on la parle. Dans le premier cas, plusieurs abandonnent les livres; mais, dans l'autre, personne ne manque jamais de réussir.

J'ai dit que les choses changeoient de face, c'est-à-dire que nous trouvons deux nations commerçantes au lieu d'une; avec cette différence cependant que, comme nous avons supposé jusqu'ici que les marchands n'avoient qu'un même intérêt, la demande composée, ou la concurrence entre les

acheteurs, a été et doit toujours continuer d'être du côté des habitants du pays ; ce qui nuit beaucoup à leurs intérêts. Mais, comme on ne suppose pas cet inconvénient capable d'arrêter l'industrie ni d'empêcher la consommation des manufactures, examinons un peu plus particulièrement ici les conséquences du principe de la demande dans cette position : quoique j'avoue qu'elle ne peut jamais changer de côté, elle est cependant susceptible de différentes modifications, et capable de produire différents effets, comme nous le verrons bientôt.

Nous supposons que tous les marchands ont un même intérêt ; par conséquent il ne peut y avoir de concurrence entre eux ; rien, par la même raison, ne peut les empêcher de hausser leurs prix tant qu'on leur accorde ceux qu'ils demandent. Aussitôt que ces prix sont montés au niveau des facultés des habitants, ou de leur desir d'acheter, les marchands ont le choix de trois choses, et la préférence dépend entièrement d'eux et des circonstances que je vais indiquer.

En premier lieu, ils peuvent soutenir la demande *haute*, c'est-à-dire, ne pas baisser leur prix ; ce qui conservera la bonne opinion que les habitants avoient de la mar-

chandise, et rendra les profits de leur commerce les plus grands possibles. Ils prendront peut-être ce parti s'ils s'apperçoivent que les habitants redoublent d'activité pour être en état, dans le temps, d'acquérir à haut prix des cargaisons considérables ; ce qui suppose une forte inclination chez ces peuples d'adopter le luxe, puisque le seul défaut de moyens les empêche d'accorder la plus haute demande. Mais il y a encore une autre circonstance nécessaire pour engager les marchands à ne pas baisser leurs prix. La majeure partie des objets qu'ils cherchent en échange doit se trouver entre les mains d'un petit nombre : c'est ce qui arrivera là où l'esclavage sera établi ; car alors il faut qu'il y ait un grand nombre de pauvres et peu de riches ; et ce sont communément les riches consommateurs qui offrent des prix proportionnés plutôt à leurs desirs qu'à la valeur de la chose.

En second lieu, le moyen de produire une *grande* demande, c'est de baisser les prix ; cela diminuera l'opinion qu'ont les habitants de la valeur des manufactures, et rendra les profits moindres en proportion, quoiqu'ils puissent être plus grands sur le voyage entier.

Tel est le parti que prendront les marchands, s'ils s'apperçoivent que les habitants ne sont pas disposés à consommer une grande quantité de leurs marchandises à un haut prix, soit qu'ils manquent de moyens ou de desirs : ils en feront de même, si les profits de leur commerce dépendent d'une grande consommation ; ce qui a lieu lorsque la marchandise est à un bas prix et adaptée aux besoins de la derniere classe. Ces motifs de convenance suffiront pour leur faire préférer une *grande* demande à une *haute*, et cela d'autant plus qu'il y aura quelque apparence que la consommation des marchandises d'un bas prix au commencement fera naître du goût pour d'autres d'un plus haut prix, et répandra ainsi un goût général pour les choses superflues.

Le troisieme parti qu'ils pourront prendre est le moins politique, et peut-être le plus commun ; c'est de profiter de la concurrence entre les acheteurs, d'encourager l'augmentation de la demande autant qu'il est possible ; lorsqu'elle s'arrête, de faire une espece de vente à l'enchere, en réduisant les prix au niveau de ceux qui offrent le plus, et en descendant ainsi par degrés, à mesure que la demande baisse. Ainsi nous pouvons dire,

avec raison, d'après notre définition de la demande, qu'elle devient communément plus *grande* à mesure que les prix baissent. Par cette opération, les marchands feront les plus grands profits possibles, et vendront une aussi grande quantité de leurs marchandises que ces profits le permettront.

Je dis que ce plan, dans un pays nouvellement découvert, n'est pas politique, parcequ'il annonce de l'avidité et un défaut de bonne foi chez les marchands, et qu'il expose les secrets de leur commerce à ceux qui devroient les ignorer.

Supposons ensuite que les grands profits de nos marchands soient découverts par d'autres, qui arrivent dans les mêmes ports avec des intérêts séparés, et qui ne prennent aucun moyen d'empêcher les effets naturels de la concurrence.

Si l'état de la demande parmi les habitants est le même qu'auparavant, et quant à la *hauteur* et à la *grandeur*, suivant l'opération des différents principes qui ont pu engager nos marchands à suivre l'un ou l'autre des plans que nous avons décrits, il faut toujours que nous supposions qu'ils ont eu soin de conserver des profits considérables sur chaque branche.

Si nous supposons que la population, la richesse et le goût du superflu aient augmenté chez les habitants depuis le dernier voyage, la demande s'élevera. A l'arrivée des marchands en concurrence avec les premiers, les uns et les autres mettront en vente; mais si les prix des uns et des autres sont les mêmes, il est naturel de supposer que les anciens auront la préférence, parceque, toutes choses égales, il est toujours avantageux de connoître et d'être connu. Il ne restera donc aux derniers venus, pour contrebalancer cet avantage, que de baisser les prix.

C'est un nouveau phénomene. Ici la baisse des prix n'est pas volontaire comme autrefois, ni adoptée par des raisons de convenance, ni causée par le défaut de demande, mais par l'effet d'un nouveau principe de commerce; savoir, la double concurrence. Je vais examiner ce principe avec toute l'attention dont je suis capable.

CHAPITRE VII.

De la double concurrence.

Lorsque, dans un contrat, la *concurrence* est beaucoup plus forte d'un côté que de l'autre, je l'appelle *simple*, et alors ce terme est synonyme de ce que j'ai appellé *demande composée.* C'est cette espece de concurrence qui est comprise dans le terme de *haute demande*, ou quand on dit que *la demande augmente les prix.*

La double concurrence, c'est lorsqu'elle a lieu, jusqu'à un certain point, des deux côtés à la fois, ou lorsqu'elle passe alternativement de l'un à l'autre; c'est ce qui fixe le rapport des prix avec la valeur de la marchandise.

J'avoue franchement que je manque souvent de termes propres pour rendre mes idées; c'est pourquoi j'emploie tant d'exemples, pour mieux faire sentir certaines combinaisons qui seroient inexplicables sans ce secours.

La grande difficulté est de distinguer nettement entre les principes de la *demande* et ceux de la *concurrence.* Voici donc les principales différences qui les caractérisent, relativement aux effets respectifs qu'elles produisent dans un contrat de vente et d'achat, que j'exprime plus brièvement par le terme de *contrat.*

La demande simple est ce qui attire une grande quantité de marchandises au marché. Plusieurs qui demandent n'achetent pas, et plusieurs mettent en vente qui ne vendent pas. Cette demande est appellée *grande* ou *petite.* On dit qu'elle *croît*, qu'elle *augmente*, etc. On la qualifie toujours par des épithetes qui marquent l'augmentation ou la diminution de la quantité. Dans cette espece, deux personnes ne demandent jamais la même chose, mais une partie de la même chose, ou des choses parfaitement semblables.

La demande composée est le principe de la hausse des prix, sans pouvoir jamais les baisser; parcequ'alors plusieurs personnes demandant la même chose, elle ne peut s'appliquer qu'aux acheteurs, relativement aux prix qu'ils offrent. On dit que cette demande est *haute* ou *basse*, qu'elle *hausse* ou qu'elle

baisse, qu'elle *monte* ou qu'elle *descend;* ces termes, et d'autres qui leur sont synonymes, sont les épithetes qui lui sont propres.

La concurrence simple, lorsqu'il s'agit de deux acheteurs, est la même chose que la *demande composée* ou *haute;* mais elle en differe en ce qu'elle peut avoir lieu également parmi les vendeurs; ce qui n'arrive pas pour la *demande composée:* et alors elle produit l'effet contraire; elle fait baisser les prix, et est synonyme de *demande basse.* C'est cette concurrence qui dérange l'équilibre entre le travail et la demande: nous en parlerons dans la suite.

La double concurrence a lieu dans presque toutes les opérations de commerce; c'est ce qui empêche la hausse ou la baisse excessive dans les prix. Là, où existe une *double concurrence*, l'équilibre est parfait, le commerce et l'industrie fleurissent.

La distinction fondamentale entre les termes de *demande* et de *concurrence* est que la demande est toujours relative aux acheteurs; et quand l'argent n'est pas le prix, comme, par exemple, dans l'échange, alors elle est relative au côté où se trouve la plus grande *concurrence.*

Quant aux *prix*, nous disons donc que la demande est *haute* ou *basse*. A l'égard de la *quantité de marchandises*, que la demande est *grande* ou *petite*. Mais quant à la *concurrence*, elle est toujours appellée *grande* ou *petite*, *forte* ou *foible*.

La concurrence peut, comme je l'ai dit, s'appliquer également aux deux parties dans un contrat. Une *concurrence*, entre des acheteurs, est une expression appropriée; une *concurrence*, entre des vendeurs qui ont la même marchandise, est tout aussi aisée à entendre, quoiqu'elle ne soit pas tout-à-fait aussi frappante, par des raisons qu'un exemple éclaircira.

Vous allez à une foire où vous trouvez une grande variété de toutes especes de marchandises chez différents marchands. Ceux-ci, en les exposant en vente, forment une concurrence tacite; chacun d'eux voudroit vendre préférablement aux autres, et de la maniere la plus avantageuse en même temps pour lui.

Les acheteurs commencent par marchander à chaque boutique. Le premier prix demandé annonce l'avidité du vendeur; le premier prix offert, l'avarice de l'acheteur. C'est d'après cette opération que je dis que la con-

currence a produit ses effets des deux côtés, et devient double par-là. Nous allons déduire maintenant les principes qui influent dans cette opération.

Il est impossible de supposer chez plusieurs marchands le même degré d'avidité, soit pour vendre, soit pour acheter, parce-que je le crois exactement proportionné aux profits qu'ils ont en vue; et comme ceux-ci doivent nécessairement être réglés par différentes circonstances, l'acheteur, qui a le plus d'espoir de revendre avec profit, oblige celui qui en a moins de se contenter d'un marché moins avantageux; et le vendeur qui a acheté avec le plus d'avantage, oblige celui qui a payé sa marchandise plus cher, de modérer ses profits.

C'est d'après ces principes que la concurrence entre les acheteurs et les vendeurs doit avoir lieu. C'est ce qui contient la fluctuation des prix dans des bornes compatibles avec des profits raisonnables, tant pour les acheteurs que pour les vendeurs : car, comme nous l'avons déja dit en parlant du commerce, nous devons toujours supposer que l'opération entiere de la vente et de l'achat se fait par des marchands. On ne peut pas supposer que l'acheteur donne un aussi haut

prix que celui qu'il espere recevoir en distribuant aux consommateurs ; on ne peut pas supposer non plus que le vendeur accepte un prix plus bas que celui qu'il a payé au manufacturier. Cette concurrence est proprement appellée *double*, à cause de la difficulté qu'il y a de déterminer de quel côté elle se trouve ; elle peut être en faveur du même marchand à l'égard de certains articles, et contre lui sur d'autres ; elle est dans une vibration continuelle, et l'arrivée de chaque courier peut faire plus ou moins pencher la balance.

Dans tous contrats entre marchands, il faut distinguer avec précision le profit qui résulte de la vente d'avec la valeur de la marchandise; le premier *peut* varier, l'autre ne varie *jamais ;* c'est sur ce profit seul que la concurrence peut exercer son influence ; et c'est par cette raison que nous trouvons par-tout une si grande uniformité dans les prix des marchandises de la même qualité.

La concurrence entre les vendeurs ne paroît pas aussi frappante que celle entre les acheteurs, parceque celui qui met en vente paroît seulement passif dans la premiere opération. Tandis que les acheteurs se pré-

sentent l'un après l'autre; ils font une demande; et quand la marchandise est refusée à l'un à un certain prix, un second en offre davantage, ou n'offre rien du tout: mais sitôt qu'un autre vendeur trouve son compte à accepter le prix que le premier avoit refusé, alors celui-ci entre en concurrence, pourvu que ses profits lui permettent de baisser son premier prix. C'est ainsi que la concurrence a lieu parmi les vendeurs, jusqu'à ce que les profits de leur commerce empêchent que les prix ne baissent davantage.

J'ai dit que, dans tous les marchés, cette concurrence varioit, quoiqu'insensiblement, dans plusieurs occasions; mais dans d'autres, les variations sont très sensibles. Quelquefois elles se trouvent plus fortes du côté des acheteurs, et à mesure que celle-ci augmente, la concurrence entre les vendeurs diminue. Lorsque la concurrence, entre les premiers, a porté les prix à un certain taux, elle s'arrête; alors elle change de côté, et se trouve chez les vendeurs avides de profiter des plus hauts prix. Cela les fait baisser; et à mesure qu'ils baissent, la concurrence diminue parmi les acheteurs. Ils attendent encore le point le plus bas: il arrive enfin; et alors peut-être quelque nouvelle circons-

tance, en donnant le branle à la balance; trompe leur attente. S'il arrive donc jamais qu'il n'y ait qu'un seul intérêt d'un côté du contrat, comme dans l'exemple cité dans le chapitre précédent, où nous avons supposé les vendeurs réunis ; on s'appercevra que la hausse des prix, occasionnée par la concurrence des acheteurs, et même sa fixation à un point déterminé, ne pouvoit produire aucune concurrence de l'autre côté; c'est pourquoi si les prix viennent à baisser dans la suite, cette baisse doit être attribuée à la prudence avec laquelle on a adapté le prix aux facultés de ceux qui, à raison de sa hauteur, avoient retiré leur demande.

C'est d'après ces principes que le monopole dans les marchés devient un crime, parcequ'il diminue la concurrence qui devroit avoir lieu entre différentes personnes qui ont la même marchandise à vendre. Le monopoleur achette tout dans le dessein de revendre avec plus de profit; ayant par ce moyen éloigné tous les concurrents, il se présente d'un côté du contrat avec un seul intérêt, contre plusieurs concurrents de l'autre. Cet homme est puni par l'état, parcequ'il a empêché que le prix de la marchandise ne parvînt à une juste proportion avec

la

la valeur. Il a volé le public pour s'enrichir; il restitue pour sa punition. Il se présente ici deux questions qu'il faut résoudre pour servir d'éclaircissement à ce que nous avons dit.

La concurrence entre les acheteurs peut-elle avoir lieu, lorsque la quantité de marchandises est plus que suffisante pour satisfaire à la demande? D'un autre côté, la concurrence peut-elle avoir lieu parmi les vendeurs, lorsque la quantité demandée excede les provisions faites?

Je pense qu'elle peut se trouver des deux côtés, parceque, dans les deux cas, elle est supposée d'un côté du contrat; et la nature même de cette concurrence suppose qu'elle peut passer de l'autre, pourvu qu'on trouve, de part et d'autre, des intérêts opposés. Je m'explique.

1. L'expérience fait voir que, quelle que soit la justesse avec laquelle on détermine le rapport entre la demande et les provisions faites pour y satisfaire, il est comme impossible de le fixer exactement; c'est pourquoi les acheteurs ne peuvent régler les prix qu'ils offrent que sur celui auquel ils comptent revendre. Les vendeurs, de l'autre côté, ne peuvent régler les prix qu'ils demandent que sur celui que la marchandise

leur coûte rendue au marché. Nous avons déja fait voir comment, en pareil cas, les différents intérêts des individus influent les uns sur les autres, et font vibrer la balance.

2. La proportion entre la demande et la quantité de provisions est presque toujours *relative* parmi des marchands, qui sont censés vendre et acheter, non pas par nécessité, mais pour gagner. Ce que j'entends par *relatif* est que leur demande est *grande* ou *petite* suivant les prix : il pourroit y avoir une grande demande de grains à 35 shillings *le quarter*, et point du tout à 40 ; je veux dire parmi des marchands.

Il faut que j'observe ici combien il est essentiel de faire attention aux plus petites circonstances dans des matieres de cette nature. Celle que j'ai ici en vue est la différence que je trouve dans l'effet de la concurrence, lorsqu'elle a lieu simplement parmi des marchands des deux côtés du contrat ; et quand il arrive, ou que les consommateurs se mêlent avec les marchands qui achetent, ou que les manufacturiers, c'est-à-dire les fournisseurs, se mêlent avec les marchands qui vendent. J'éclaircirai cette combinaison par la solution d'une autre question, après quoi je terminerai ce chapitre

par quelques réflexions générales sur le sujet entier.

Ne peut-il pas arriver un cas où la concurrence d'un côté puisse subsister, sans qu'il soit possible qu'elle existe de l'autre, quoiqu'il y ait des intérêts séparés de part et d'autre ?

Je réponds qu'on ne peut guere le supposer parmi des marchands qui vendent et achetent pour gagner : mais cela est absolument possible, lorsque les consommateurs directs sont les acheteurs ; lorsque la situation d'une des parties est parfaitement connue ; et lorsque la concurrence est si forte d'un côté, qu'il est impossible qu'elle devienne double avant que la provision entiere soit vendue, ou que la demande soit satisfaite. Prenons un exemple.

S'il arrive du blé en petite quantité dans un port où les habitants meurent de faim, il se forme une si grande concurrence parmi les consommateurs, qui sont les acheteurs, que leurs besoins sont manifestes. Tout le grain est ordinairement vendu avant que les prix soient montés assez haut pour s'arrêter, parceque le seul défaut d'argent, c'est-à-dire l'impossibilité de donner le prix que les marchands demandent, peut les arrêter : mais

si vous supposez, même dans ce cas, que les prix s'arrêtent naturellement, ou qu'au bout de quelque temps ils baissent par des motifs de prudence; alors il est possible que la concurrence ait lieu, parmi les vendeurs, d'après les principes ci-dessus. Si, au contraire, la fixation du prix n'est pas naturelle, mais qu'elle soit occasionnée par l'interposition du magistrat, d'après des motifs d'humanité ou d'autres raisons semblables, alors il n'y aura point de concurrence, parceque les principes du commerce sont suspendus : d'un côté, les vendeurs sont gênés, et gênent de l'autre les acheteurs; ou plutôt c'est le magistrat, ou la compassion, qui fixe en quelque sorte le prix, et fait la fonction de vendeur et d'acheteur tout à la fois.

On pourroit encore trouver un meilleur exemple de la concurrence entre les vendeurs, lorsqu'elle est si forte, qu'elle ne laisse à la marchandise presque aucune valeur; c'est ce qui arrive lors d'une pêche extraordinaire et inattendue, dans un lieu où la consommation est peu considérable, et où l'on n'a fait aucuns préparatifs pour saler le poisson. Il ne peut y avoir alors aucune concurrence entre les acheteurs, parceque le marché ne peut pas durer, et qu'ils

se trouvent entièrement les maîtres de donner le prix qu'ils jugent à propos, bien assurés que les marchands seront obligés de l'accepter ou de perdre leur marchandise. Dans le premier exemple, l'humanité arrête ordinairement l'activité du principe de la concurrence; dans l'autre, il est arrêté par un certain degré de bonne-foi, qui ne permet pas de recevoir la marchandise pour rien.

A mesure donc que la hausse des prix arrête la demande, ou que leur baisse l'augmente, la concurrence empêchera, dans la même proportion, que la hausse ou la baisse ne soient portées au-delà d'un certain point : et si on peut admettre le cas où la hausse des prix ne peut arrêter la demande, ni leur baisse l'augmenter, alors la double concurrence n'a point d'effet, parceque ces circonstances réunissent les intérêts les plus séparés des vendeurs et des acheteurs dans le contrat; et lorsque, d'un des deux côtés, il n'y a point d'intérêts séparés, il ne peut y avoir de concurrence.

D'après ce que j'ai dit, on peut juger des différents degrés de la concurrence. Un livre qui ne vaut intrinsèquement qu'un shilling, un poisson d'un poids médiocre, se vendent

souvent pour de très fortes sommes. Dans ce cas, les acheteurs ne sont pas des marchands. Lorsqu'un ambassadeur quitte brusquement une cour, ses effets se vendent au-dessous de la moitié de leur valeur : il n'est point marchand, et sa position est connue. Lorsqu'à un marché public il se trouve des consommateurs qui font leurs provisions, ou des manufacturiers qui disposent de leurs manufactures pour se procurer la subsistance du moment, les marchands qui se trouvent respectivement du côté opposé du contrat, profitent de leur concurrence ; et ceux qui se trouvent du même côté qu'eux, attendent, avec patience, qu'ils aient fini leurs affaires. Alors les choses se traitent de marchand à marchand, et je conviens que les profits peuvent hausser ou baisser dans la proportion de la quantité à la demande ; c'est-à-dire que si la provision est moindre que la demande, la concurrence, parmi les demandeurs, ou la hausse du prix, sera en raison composée du défaut de marchandise, et de l'espoir de revendre avec profit. C'est cette combinaison qui regle la concurrence et la contient dans des bornes ; elle ne peut influer que sur les profits du contrat. La valeur intrinseque de

la marchandise est invariable : rien ne se vend au-dessous de sa valeur réelle ; rien ne s'achete au-dessus de ce qu'il pourra probablement rapporter ; je parle en général : tandis que, sitôt que les consommateurs et les manufacturiers indigents se mêlent de l'opération, toute proportion disparoît. La concurrence entre eux est trop forte pour le marchand ; les vibrations de la balance se font par secousses irrégulieres. Les marchands paroissent rarement dans ces marchés où les principales marchandises sont des fruits, des productions de la terre, et d'autres objets de premier besoin, et non des manufactures proprement dites. Un pauvre malheureux vendra souvent un effet pour acheter un morceau de pain, et non pour payer celui qu'il a mangé tandis qu'il étoit employé à l'ouvrage dont il dispose. Le consommateur évalue souvent ce qu'il veut acheter par l'argent qu'il a dans sa bourse, et le desir qu'il a de consommer.

Comme ces distinctions ne sont pas renfermées dans les termes que nous sommes obligés d'employer, et qu'il faut souvent les supposer en parlant des choses relatives au commerce et à l'industrie ; j'ai cru qu'il valoit mieux, afin d'éclaircir mes propres

idées, les mettre sous les yeux du lecteur avant d'aller plus loin.

Je crois que toute la différence qui se trouve dans les opinions, sur ces matieres, vient de l'imperfection des langues, insuffisantes pour exprimer nos idées; de notre défaut d'attention, en employant des termes qui nous paroissent synonymes; et du penchant naturel que nous avons à comprendre, sous des regles générales, des choses que la raison veut qu'on distingue soigneusement.

CHAPITRE VIII.

De ce qu'on appelle dépense, profit et perte.

PUISQUE nous avons déja défini quelques termes, il ne sera pas inutile de dire un mot de ceux qui forment le titre de ce chapitre.

Le mot de *dépense*, lorsqu'on l'emploie seul, sans aucun rapport particulier, est toujours relatif à l'argent. J'en distingue

trois especes : les *privées*, les *publiques* et les *nationales*.

1. *La dépense privée* est ce qu'emploie une personne ou une société particuliere pour se procurer des objets de consommation, ou quelque chose de plus durable, et qui puisse contribuer à leurs aises, à leurs commodités ou à leur avantage. Ainsi nous disons *une grande dépense domestique*, relativement à celui qui dépense un grand revenu. Nous disons qu'un marchand a fait de *grandes dépenses* en magasins, en vivres, en commis, etc. mais nous ne disons jamais qu'il en a fait en achetant des marchandises. De même un manufacturier peut dépenser en bâtiments, en chevaux, en machines et en voitures ; mais non pour la matiere premiere de ses manufactures. Lorsqu'une chose est achetée pour être revendue, la somme employée s'appelle argent *avancé;* mais, lorsqu'elle est achetée pour n'être pas revendue, on peut dire que l'argent est *dépensé*.

2. *La dépense publique* est l'emploi de l'argent que les individus ont fourni, pour le service actuel de l'état ; cette contribution, au moment où elle s'effectue, a pour les contri-

buables les effets de plusieurs articles de *dépense privée*, l'emploi qu'on en fait lorsqu'elle est levée est la *dépense publique.*

3. *La dépense nationale* est celle qui se fait hors du pays ; c'est ce qui diminue la richesse nationale. La principale distinction à laquelle il faut faire attention ici, est entre la *dépense publique*, ou l'emploi de l'argent public ; et la *dépense nationale*, qui est l'aliénation de la richesse de la nation en faveur des étrangers. Ainsi la plus grande *dépense publique* possible peut n'être pas une dépense nationale, parceque l'argent peut rester dans le pays. D'un autre côté, la moindre *dépense publique*, ou même *privée*, peut être une dépense nationale, parceque l'argent peut sortir du pays.

Je divise le *profit* et la *perte* en *positif, relatif* et *composé.* Le *profit positif* ne suppose aucune perte pour qui que ce soit ; il est le résultat d'une augmentation de travail, d'industrie ou d'adresse, et produit l'effet d'augmenter la masse du bien public.

La *perte positive* ne suppose aucuns profits pour personne ; elle résulte de la cessation du profit, ou des effets que produit cette

cessation ; elle peut être considérée comme une diminution du bien public.

Le *profit relatif* suppose de la perte pour quelqu'un ; il indique la vibration de la balance des richesses entre différentes personnes ; mais il ne suppose aucune addition au capital de la nation.

La *perte relative* annonce, au contraire, du profit pour quelqu'un ; elle indique aussi la vibration de la balance, mais sans rien ôter à la masse générale.

Par *composés* j'entends ces especes de profits et de pertes, en partie *relatifs* et en partie *positifs*. Je les appelle composés, parceque les deux especes peuvent subsister à la fois dans le même contrat.

CHAPITRE IX.

Conséquences générales qui résultent, pour une nation commerçante, de l'ouverture d'un commerce étranger actif.

Si je ne m'étois pas proposé de me borner, dans ce chapitre, à des principes généraux, je pourrois, sous ce titre, épuiser, en quelque sorte, le système de l'économie moderne; car je crois que tout le système de la politique moderne est uniquement fondé sur un commerce étranger actif.

Une nation qui reste passive dans son commerce, est à la merci des états actifs; et il faut qu'elle possede de grands avantages naturels, ou qu'elle reçoive des secours constants d'or et d'argent de ses mines, pour conserver de telles liaisons, sans détruire entièrement l'augmentation de ses richesses.

Nous nous étendrons davantage sur ces points à mesure que nous avancerons; celui dont il s'agit maintenant, est d'examiner les conséquences de ce commerce, relativement à ceux qui y jouent un rôle actif.

Lorsque je veux fixer le vaste champ qui s'ouvre à ma vue, je suis ébloui par une si grande variété d'objets : d'un côté, l'industrie s'éleve par degrés ; la richesse vient à pas lents récompenser l'adresse ; la population augmente, et chaque individu se rend tous les jours plus utile aux autres ; l'agriculture s'étend à proportion ; point de révolutions violentes ; point de profits exorbitants ; point d'insolence chez les riches ; point de misere extrême chez les pauvres ; des multitudes d'hommes occupés à des travaux divers ; une grande économie sur la consommation ; les objets de luxe, produits journellement par des mains industrieuses, sortent du pays pour l'usage des étrangers, au lieu d'y demeurer pour flatter la sensualité. Mais enfin ces progrès s'arrêtent peu à peu ; alors ce torrent de richesses qui circuloit avec rapidité dans tout l'univers, et qui revenoit à cette nation commerçante comme le sang revient au cœur pour en être repoussé de nouveau, commence à être obstrué dans son cours ; et son mouvement, devenu plus lent au dehors qu'auparavant, éprouve des stagnations dans l'intérieur. Mais bientôt, ne pouvant plus être contenu, il reprend sa circulation dans le pays. Alors les villes s'agrandissent et s'or-

nent de bâtiments magnifiques ; le pays est décoré de palais ; les parcs d'agréments se multiplient ; le luxe brille par-tout ; l'inégalité devient plus sensible ; le besoin et la misere prennent un aspect que le contraste rend plus hideux, la fortune même devient plus fantasque dans son inconstance ; le mendiant d'hier est traîné aujourd'hui dans un char ; et l'homme né dans la splendeur va mourir en prison, ou dans une maison de charité. Tels sont les effets d'une grande circulation intérieure.

L'administrateur jette autour de lui des regards d'étonnement ; il étoit accoutumé à se regarder comme le premier homme de l'état sous tous les rapports, et son éclat est peut-être éclipsé par une richesse particuliere qui ne lui laisse aucune prise ; son gouvernement devient par-là plus compliqué et plus difficile à conduire ; il faut à présent qu'il emploie l'art et l'adresse, aussi-bien que la force et l'autorité ; avec des caresses, des intrigues, il contracte quelques dettes : voilà la base du crédit public qui, augmentant par degrés, et prenant mille formes différentes dans sa marche, devient un monstre formidable qui effraie ceux même qui l'avoient chéri dans son enfance ; l'administrateur se

place dessus comme sur un char de triomphe, et se rend redoutable de nouveau ; la tête lui tourne ; il est étouffé par la poussiere qu'il a lui-même élevée ; et au moment qu'il est près de sa chûte, il trouve à son grand étonnement un puissant motif fondé sur la conservation des rentes qu'il a créées lui-même, et qui, au lieu de l'engloutir, comme il pouvoit le craindre, vient à son secours. Ce moyen le rend supérieur à tous les obstacles ; il établit des impôts, les multiplie, hypotheque le fonds de la subsistance ; alors ou il devient banqueroutier pour renaître après de ses cendres ; ou s'il manque d'audace, il s'arrête en tremblant pendant un certain temps sur le bord de ce précipice politique. C'est de l'une ou de l'autre de ces situations périlleuses qu'il commence à découvrir une route sans fin, qui, après un grand nombre de détours, revient sur elle-même pour recommencer le même cours à travers ce vaste labyrinthe. Nous parlerons plus en détail de cette derniere partie dans le troisieme livre.

Il est temps d'abandonner le style figuré, pour reprendre notre raisonnement méthodique, relativement aux effets inmédiats et généraux de la révolution produite par le commerce étranger que s'est ouvert une nation industrieuse.

Le premier changement, et le plus sensible, sera l'augmentation de la demande des manufactures, parcequ'en fournissant aux besoins des étrangers, le nombre des consommateurs deviendra beaucoup plus considérable. Le résultat de ce changement doit dépendre des circonstances.

Si cette révolution dans l'état de la demande étoit trop violente, elle hausseroit en conséquence; si elle étoit progressive, elle l'*augmenteroit* seulement. J'espere qu'on comprendra cette distinction, et que cette conséquence paroîtra juste : car, si les provisions faites n'augmentent pas en proportion de la demande, il en résultera une concurrence parmi les demandeurs. C'est là l'effet ordinaire de ces révolutions subites. Si, au contraire, une augmentation progressive de demande est accompagnée d'une quantité proportionnée de provisions, toute la société industrieuse acquerra de la vigueur et de la santé, sans éprouver ni avantages ni inconvénients sensibles; le changement de ces circonstances sera même imperceptible.

Les effets immédiats de la révolution violente dont il s'agit dans cet exemple seront agréables aux uns et déplairont aux autres; les

les richesses augmenteront tous les jours par l'augmentation des prix sur différentes branches d'industrie ; les classes industrieuses seront encouragées par-là, tandis que les consommateurs oisifs murmureront. Je me suis déja arrêté assez long-temps sur les effets qui résultent pour la derniere classe du peuple, du soin que l'on a de leur procurer une subsistance assurée. Examinons maintenant ce qui résultera par rapport aux classes supérieures, qui éprouveront aussi les bons effets de ce changement général, quoiqu'il leur cause d'abord des inconvénients momentanés.

J'ai déja observé que les cultivateurs auroient plus de difficulté à trouver des valets, parceque ceux-ci aimeroient mieux travailler aux manufactures que labourer la terre ; c'est ce que nous avons appellé débarrasser le pays des bouches superflues : mais chaque conséquence, dans cette grande chaîne politique, entraîne d'autres conséquences après elle; et à mesure qu'elles se suivent, les choses changent de face et affectent différemment les différentes classes. Un des premiers effets est de débarrasser la campagne; en voici un autre.

La désertion des ouvriers employés à une

agriculture peu importante embarrassera sans doute d'abord le cultivateur; mais peu à peu l'équilibre se rétablit dans une nation commerçante, parceque tout *homme industrieux* doit *y* prospérer, quellesque soient les combinaisons générales des circonstances.

Dans le cas dont il s'agit, les profits relatifs du cultivateur doivent bientôt devenir plus grands qu'auparavant, à raison de cette augmentation de dépense qui doit affecter la classe entiere des cultivateurs; par conséquent cette dépense additionnelle, au lieu d'être au préjudice du propriétaire ou du fermier, sera bientôt au profit de l'un et de l'autre, parceque les productions de la terre étant d'une nécessité indispensable pour tout le monde, chaque article doit nécessairement augmenter de prix. Ainsi, dans peu de temps, les choses seront à peu près compensées de tous les côtés, c'est-à-dire que la même proportion de richesses, toutes choses égales, se trouvera toujours la même chez les industrieux; je dis chez les industrieux, car ceux qui sont ou oisifs ou négligents doivent perdre beaucoup.

Un propriétaire de terres qui ne fait pas attention aux causes qui produisent un surcroît de dépense au fermier, peut avoir

l'imprudence de laisser diminuer ses rentes, au lieu de venir à propos à son secours, afin de les faire monter plus haut par la suite.

Ceux qui ont un revenu fixe en argent, et qui ne sont occupés d'aucun commerce ni d'aucun genre d'industrie, se trouveront plus pauvres qu'auparavant par cette augmentation de prix.

Dans un état commerçant, chacun doit tirer parti de ses talents, sans quoi il se trouvera arriéré dans cette émulation universelle, où les plus industrieux, les plus ingénieux et les plus sobres, remportent constamment les prix.

Cette considération devroit animer tout le monde. Les gens les plus riches dans un tel pays n'ont rien qui les rassure contre la pauvreté; je veux dire une pauvreté relative; car, quoiqu'ils ne perdent rien de leur revenu, cependant, en ne l'augmentant pas dans la même proportion que les autres, ils perdent leur rang quant à l'opulence; et au lieu de la premiere classe où ils étoient, ils se trouvent insensiblement tombés dans la derniere.

Il est une autre conséquence qui résulte d'un commerce additionnel avantageux qui hausse la demande et augmente la richesse :

mais, si nous ne supposons aucune augmentation proportionelle de marchandise, ce ne sera qu'une vapeur légere qui ne durera qu'un moment; et lorsque l'illusion est passée, elle est suivie d'inconvénients sans nombre.

J'indiquerai maintenant les conséquences naturelles de cette augmentation de richesses, tirées des pays étrangers, lorsque l'administrateur néglige d'augmenter la quantité de vivres et de manufactures en proportion de l'augmentation des bouches et de la demande du produit de l'industrie.

Dans cet état des choses, les profits augmenteront journellement, et chaque projet pour les réduire à de justes bornes sera regardé comme très nuisible. Supposons-le tel, et examinons-en les conséquences.

Nous avons dit que la hausse de la demande des manufactures augmente naturellement le prix de l'ouvrage; j'ajouterai ici que, dans ce cas, l'augmentation des richesses, *dans un pays incapable de culture quant au sol, ou dans lequel on n'a pris aucune précaution pour favoriser la multiplication des habitants par l'importation des vivres*, produira les effets les plus funestes.

D'un côté, cette richesse diminuera réellement la quantité de vivres produits auparavant, et augmentera de l'autre le nombre des consommateurs oisifs. Dans le premier cas, la demande des vivres haussera; dans le second, le nombre des ouvriers libres et utiles diminuera; et par conséquent le prix des manufactures haussera. Voici en outre l'esquisse de ces progrès.

Plus un peuple est riche et adonné au luxe, plus il deviendra recherché dans sa maniere de vivre; s'il vivoit auparavant de pain, il mangera de la viande de boucherie; s'il vit déja de viande de boucherie, il lui faudra de la volaille. La même terre qui fournit à cent personnes du pain et une quantité proportionnelle de viande ne nourrira plus un égal nombre de consommateurs friands; les vivres deviendront donc plus rares; la demande haussera; les riches seront toujours les plus forts au marché; ils consomment les vivres, et les pauvres sont réduits à mourir de faim. Voilà le principe de la détresse moderne, c'est-à-dire une concurrence nuisible sur l'objet des subsistances. D'ailleurs, lorsqu'un peuple devient riche, il songe moins à l'économie. On loue un grand nombre de domestiques qui augmentent la

consommation; et lorsque leurs compatriotes affamés ne peuvent fournir à la prodigalité des riches, à un prix aussi bas que d'autres nations, ceux-ci font venir de l'étranger des objets de luxe, ou vont en jouir hors de leur patrie, et restituent ainsi le gain qu'ils avoient fait.

N'est-il donc pas évident que si, avant que les choses en soient à ce point, on ne se procure pas, par quelques moyens, une addition de subsistance, le nombre des habitants doit diminuer, quoique les richesses puissent s'accroître par une augmentation des especes supposées apportées dans le pays par l'effet de ce commerce étranger qui a été jusqu'ici si avantageux. Ce n'est pas tout; je dis de plus, que ce commerce avantageux ne durera qu'un certain temps; car la conséquence infaillible de la hausse des prix dans l'intérieur sera que ces nations, qui consommoient d'abord vos manufactures, s'appercevant de l'augmentation progressive de leurs prix, commenceront à travailler pour elles-mêmes; ou, découvrant des rivaux qui pourront les fournir à meilleur marché, elles leur ouvriront leurs ports : ceux-ci, d'un autre côté, s'appercevant des grands profits que faisoient vos commerçants, commence-

ront à fournir le marché ; et puisque tout est moins cher dans le pays où l'on ne suppose pas le concours de toutes les circonstances ci-dessus, ces nations vous supplanteront et s'enrichiront à leur tour.

Voici une nouvelle révolution. Le commerce s'arrête ; que deviennent donc tous les bras employés autrefois à fournir aux demandes étrangeres?

Si les révolutions étoient aussi subites que nous sommes obligés de les représenter, tout seroit bouleversé : à mesure qu'elles arrivent par des degrés plus ou moins lents, les inconvénients sont plus ou moins fâcheux.

Nous avons dit que les prix hausseroient par la concurrence; si c'est la concurrence des étrangers qui a produit cette hausse, la détresse des manufacturiers sera d'autant plus grande, que ces étrangers abandonnent le marché plus promptement. Si la concurrence étoit partagée entre les étrangers et les consommateurs du pays, les inconvénients qui en résulteront seront moindres, parceque l'absence des étrangers sera compensée, en quelque sorte, par l'augmentation de la consommation intérieure qui suivra la diminution des prix; et si, dans le troisieme cas, les nationaux ont été assez imprudents,

non seulement pour soutenir une concurrence avec les étrangers, et les dégoûter par-là de revenir au marché, mais encore d'entretenir cette concurrence entre eux-mêmes, toute la *perte* qu'entraîne la révolution retombera sur la nation. Les richesses cesseront d'augmenter ; mais les inconvénients, au lieu de se faire sentir aux manufacturiers, n'affecteront que l'état ; ils continueront de vivre dans l'abondance, applaudiront à la générosité de leurs compatriotes, et traiteront avec dédain la pauvreté des étrangers qui les avoient enrichis.

Le luxe domestique sera un préservatif contre la ruine de la partie industrieuse du peuple, qui, en se nourrissant elle-même, avoit enrichi leur pays. Il n'arrivera aucun changement dans leur situation ; ils continueront de s'adonner à leurs travaux pénibles ; et si les conséquences qui en résultent se trouvent alors nuisibles à une partie de l'état, il faut du moins convenir qu'elles sont d'une nécessité indispensable pour soutenir l'autre.

Mais le luxe n'accompagne pas toujours nécessairement le commerce étranger, dans un pays où l'on en connoît bien les principes. C'est ce qu'on verra clairement par le con-

traste que je vais indiquer, et l'exemple d'un état moderne renommé par son commerce et sa frugalité, la Hollande.

Un certain nombre de gens sobres et industrieux se trouverent réunis dans un pays naturellement sujet à de grands inconvénients, qui demandoient un grand nombre de bras pour y remédier ; leur situation sur le continent, la puissance de leurs anciens maîtres et l'ambition de leurs voisins, les obligeoient à entretenir des armées nombreuses. Ces deux circonstances augmentoient le nombre des citoyens sans enrichir l'état par l'exportation de leurs ouvrages, et sans produire des subsistances pour eux et leurs compatriotes.

Le plan d'une république fut conçu pour réunir les industrieux : mais ce plan a été encore plus utile en les nourrissant. La forme républicaine de ce gouvernement, étant très subdivisée, laissa à chaque partie assez d'autorité pour pourvoir convenablement à sa propre subsistance. Le lien qui les unit regarde seulement les affaires publiques. Si l'ensemble avoit été gouverné par un seul souverain ou par un conseil, ce but important n'auroit jamais été bien rempli.

Je pense qu'il seroit impossible au plus

habile ministre qui ait jamais existé, de pourvoir à la nourriture d'un pays aussi étendu que la France, ou même que l'Angleterre, en les supposant aussi peuplés que l'est la Hollande, quand même on admettroit que les autres pays pourroient fournir assez de vivres pour leur subsistance. L'entreprise seroit trop vaste, les abus s'y multiplieroient, et il en résulteroit que les habitants mourroient de faim. Mais en Hollande il en est autrement ; chaque petite ville a soin de ses habitants ; et ce soin étant un objet d'attention et de profit pour beaucoup de personnes, il a tout le succès qu'on doit en attendre.

Lorsqu'il est une fois reçu comme une maxime dans un pays, qu'il faut nécessairement faire venir des provisions du dehors pour nourrir les habitants, le commerce des grains devient considérable, et en même temps certain, régulier et constant : c'étoit le cas de la Hollande. Comme les habitants étoient industrieux, il en a résulté nécessairement une population extraordinaire, et en même temps une si grande abondance de grains, que, loin d'en manquer eux-mêmes, ils en fournissent souvent à leurs voisins. On a vu plusieurs fois l'Angleterre en tirer ses

grains ; et ce qui est plus extraordinaire encore, c'est qu'on y rapportoit les mêmes grains que son sol fertile avoit produits.

Il est donc évident que l'unique moyen de soutenir l'industrie est de pourvoir à une subsistance constamment proportionnée à la demande qu'on en pourroit faire. Cette précaution est d'une nécessité indispensable pour prévenir une concurrence nuisible. Les Hollandois y font une attention particuliere, et, tant qu'il en sera de même, leur état ne doit pas craindre de déchoir ; mais sitôt qu'ils commenceront à éprouver la disette dans les marchés d'où ils tirent leur subsistance, leur ruine est assurée. La navigation de ce peuple industrieux ne se soutient qu'à force de frugalité et de sobriété. Leurs occupations constantes et l'accumulation de leurs profits presque insensibles, remplissent leurs coffres malgré les sommes considérables qu'ils sont forcés d'en tirer chaque année pour leur nourriture. Les grands profits de l'industrie, dans d'autres pays, qui, au lieu d'être des preuves de générosité, sont l'effet funeste d'une subsistance mesquine, ne les éblouissent pas. Ils se trouvent rarement sur la liste des compétiteurs dans un port étranger. S'ils

ont leur cargaison à vendre, ils attendent volontiers dans leur vaisseau, vivent de leurs propres provisions, et se contentent enfin de ce que les autres ont laissé. On dira peut-être qu'outre l'article des vivres, beaucoup d'autres avantages se réunissent en faveur des Hollandois. Je ne conteste pas ce point; je rappellerai seulement au lecteur ce que j'ai dit dans le premier livre, savoir: que si l'on faisoit un calcul exact des bras employés à procurer des vivres, et de ceux qui sont occupés respectivement à fournir aux autres besoins, leurs nombres se trouveroient à-peu-près compensés dans les pays où il y a le plus de luxe. Je conclus de là que l'article des subsistances, dans les classes inférieures, doit être très grand, relativement à tous les autres objets de consommation; et, par conséquent, une diminution sur le prix des vivres doit être d'une conséquence infinie pour les manufacturiers qui sont obligés de les acheter. Jugeons, d'après cette considération, de l'importance des augmentations que nous voyons familièrement sur le prix des grains: 30 ou 40 p. $\frac{0}{0}$ ne nous semblent rien. Or, cette augmentation affecte au moins les deux tiers de

toute la dépense d'un simple ouvrier. Que quelqu'un vivant dans une certaine aisance en fasse l'application à lui-même, et qu'il examine comment il régleroit ses affaires, si, par des accidents, des pluies ou des tempêtes, ses dépenses augmentoient de 30 p. $\frac{0}{0}$, sans qu'il fût possible d'y remédier; car c'est malheureusement le cas de toutes les classes inférieures. Je conclus donc que la source de toute la richesse de la Hollande vient de ce qu'on y tient les vivres à bas prix, et encore plus de ce que le taux en est toujours égal : et qu'une concurrence pernicieuse sur ce point occasionneroit des désordres qui affecteroient le corps entier des manufacturiers de ces provinces.

CHAPITRE X.

De la balance de l'ouvrage et de la demande.

Il est impossible de traiter méthodiquement l'économie politique, sans être obligé d'anticiper quelquefois ; nous avons parlé souvent de la balance de l'ouvrage et de la demande, et fait voir combien il est important que l'administrateur y fasse attention. Ainsi on conçoit bien la chose en général ; mais il faut maintenant rendre nos idées plus précises, et plus conformes, s'il est possible, aux principes que nous avons établis.

Nous avons traité à fond la demande ainsi que la concurrence. Nous avons observé comment diverses circonstances influoient sur ces termes, de maniere à leur faire représenter des idées absolument différentes. Nous avons dit que la double concurrence soutient la balance dont nous allons parler, et que la simple la détruit.

Le mot demande, dans ce chapitre, est pris dans l'acception la plus simple ; et lorsque nous disons qu'il faut toujours tenir en équilibre, autant qu'il est possible, la balance entre l'ouvrage et la demande, nous entendons que la quantité fournie soit proportionnée à la quantité *demandée* ou dont on a *besoin*. Tant que la balance reste immobile, les prix sont exactement proportionnés aux dépenses réelles que l'ouvrage a coûtées, auxquelles il faut joindre une légere augmentation, pour tenir lieu de profit au manufacturier et au marchand.

J'ai observé, dans le quatrieme chapitre, combien il est nécessaire de distinguer ces deux parties constitutives de chaque prix, la valeur et le profit. Quelque grand que soit le nombre des personnes qui partagent les profits de la vente d'une marchandise quelconque, il est toujours important, dans de pareilles recherches, de les supposer séparés de la valeur réelle de la marchandise. Le meilleur moyen possible de découvrir le rapport entre l'un et l'autre est d'examiner scrupuleusement la balance dont il s'agit, comme nous le verrons tout-à-l'heure.

La valeur et les profits réunis dans le prix d'un objet manufacturé, produit par un seul

homme, sont aisés à distinguer par le moyen de l'analyse dont nous avons parlé dans le quatrieme chapitre. Tant qu'un marché est exactement *fourni* de ces sortes d'ouvrages, et *rien au-delà*, ceux qui y sont employés vivent de leur commerce, sans faire des profits déraisonnables; parcequ'il n'existe pas alors de concurrence violente d'un seul côté, ni entre les ouvriers, ni entre les marchands qui achetent d'eux; et la balance vibre doucement sous l'influence d'une double concurrence. Ceci nous donne l'idée d'une balance parfaite.

Cette balance se détruit de quatre manieres différentes :

Ou la demande diminue tandis que l'ouvrage reste le même.

Ou l'ouvrage diminue et la demande reste la même.

Ou la demande augmente sans que l'ouvrage change.

Ou l'ouvrage augmente sans qu'il arrive de changement dans la demande.

Chacune de ces quatre combinaisons peut produire une concurrence d'un côté du contrat seulement, ou ne pas la produire. Ceci a besoin de développement.

Si la demande diminue et que l'ouvrage reste

reste le même comme dans le premier cas; ou ceux qui fournissent l'ouvrage entreront en concurrence, alors, ils se nuiront les uns aux autres, et les prix baisseront au-dessous du taux raisonnable, qui tiendroit la balance égale; ou ils n'entreront point en concurrence, et alors les prix resteront comme auparavant; toute la demande sera fournie, et le surplus de l'ouvrage leur restera.

C'est le symptome d'un commerce qui décline.

Supposons, de l'autre côté, que la demande augmente, et que l'ouvrage reste comme auparavant.

Cet exemple n'annonce aucune diminution de part ni d'autre, comme dans le premier cas, mais une augmentation d'un côté; et c'est un symptome du progrès du luxe dans l'intérieur, ou d'un accroissement dans le commerce étranger.

Ce cas nous présente la même alternative. Les demandeurs entreront en concurrence, et hausseront le prix de l'ouvrage, ou ils n'y entreront pas; mais étant résolus de ne pas excéder le taux ordinaire d'une balance parfaite, ils attendront une autre occasion pour faire leurs achats; ou ils iront se pour-

voir dans un autre marché ; c'est-à-dire que la nouvelle demande cessera aussitôt qu'elle sera faite, faute de moyens d'y fournir.

Toutes les fois donc que cette balance parfaite, entre l'ouvrage et la demande, est détruite par l'effet d'une simple concurrence, ou parceque l'un des côtés l'emporte ; il faut qu'il arrive l'une ou l'autre de ces deux choses ; ou une partie de la demande n'est pas satisfaite, ou une partie de la marchandise reste à vendre.

Ce sont les effets immédiats de la subversion de la balance.

Examinons maintenant quel doit être l'objet de l'attention de l'administrateur, relativement à de pareils effets, pour montrer les conséquences qui résulteroient de sa négligence.

Nous pouvons simplifier nos idées, et exprimer, en d'autres termes, les combinaisons précédentes.

Disons donc que la *baisse* ou la *hausse* de l'un ou l'autre côté de la balance est *positive* ou *relative : positive* lorsque le côté dont il s'agit augmente réellement au-delà, ou diminue en deçà du taux accoutumé ; *relative* lorsqu'il n'y a point de changement du côté dont nous parlons, et que l'équi-

libre de la balance est détruit par le changement qui survient à l'autre côté. Par exemple:

Au lieu de dire que la demande diminue, et que l'ouvrage reste le même, disons que la demande diminue *positivement*, ou que l'ouvrage augmente *relativement*, suivant que nous avons besoin de parler de l'un ou de l'autre. D'après cela:

Si le côté de l'ouvrage l'emporte *positivement*; si la quantité fournie a réellement augmenté, sous tous les rapports, au-delà de la proportion de la consommation (et dans ce cas, l'administrateur doit diminuer le nombre d'ouvriers en en employant une partie d'une autre maniere); ou si les ouvriers, par imprudence, ont, mal à propos, fait trop de certains ouvrages, il faudroit alors leur donner les renseignements convenables, et même des secours, pour empêcher que les marchands n'abusassent de leur défaut d'expérience. Mais ces dernieres précautions ne sont nécessaires que dans l'enfance de l'industrie.

Si l'administrateur se négligeoit dans cette occasion; s'il laissoit aller les conséquences naturelles qui résulteroient de ces circonstances, il pourroit arriver alors que les ou-

vriers garderoient cette partie de leurs marchandises qui excede la demande, jusqu'à ce que la nécessité les obligeât d'entrer en concurrence les uns avec les autres, pour vendre au prix qu'on voudroit leur donner. Cette concurrence est nuisible, parcequ'elle est toute d'un côté, et parceque nous avons supposé que l'excès de l'ouvrage détruisoit la balance parfaite, qui ne peut être rétablie, d'une maniere conforme au plan de prospérité, que quand le côté de la demande augmentera par une double concurrence. Si cela arrive avant que les ouvriers ne vendent en concurrence, alors la balance sera rétablie, après ce que j'appelle une *courte vibration*, qui n'est pas une *subversion ;* mais lorsque le côté de l'ouvrage demeure trop long-temps dans la même position, et occasionne une concurrence forte, nuisible et permanente, d'un côté seulement, alors je dis que la balance est *renversée,* parceque cela diminue les profits raisonnables: on force peut-être les ouvriers à vendre au-dessous du prix coûtant. C'est ce qui produit la détresse des ouvriers et le découragement de l'industrie; ces effets sont indubitables.

Mais on pourroit demander si, par cette

baisse dans les prix, la demande ne sera pas augmentée ; c'est-à-dire si la totalité de l'ouvrage ne sera pas vendue.

Je réponds que cela peut être ou n'être pas, suivant les circonstances; c'est une conséquence accidentelle de la concurrence simple, et non l'effet de la double concurrence. La détresse de l'ouvrier est une suite certaine et infaillible de la premiere.

Mais supposons que cette conséquence accidentelle arrive, ne rétablira-t-elle pas la balance en augmentant la demande? Je réponds que la balance est rétablie alors, par une secousse violente qu'éprouve l'industrie, et non par quelque principe qui puisse la maintenir ou la faire fleurir. Voici la regle certaine pour juger si la balance est parfaite. *Un profit positif modéré doit contrebalancer un profit positif modéré: la balance doit vibrer sans qu'il y ait perte d'aucun côté.* Dans l'exemple dont il s'agit, la balance est égale il est vrai ; l'ouvrage et la demande sont en équilibre quant à la quantité, mais c'est *un profit relatif* qui se trouve d'un côté contre une *perte relative* de l'autre. Je desire qu'on m'entende bien. D'autres éclaircissements rendront ceci plus sensible.

Supposons maintenant que le côté de

la *demande* l'emporte positivement. Dans ce cas, l'administrateur doit être plus attentif à pourvoir à une fourniture proportionnée, parcequ'alors le danger pourroit prendre une apparence de profits, et l'induire en erreur.

Les effets de la subversion de la balance, dans ce cas, sont ;

Premièrement, qu'il y aura concurrence parmi les demandeurs seulement ; ce qui augmentera les profits. Or, si, après une courte vibration, la quantité fournie vient à être augmentée par les soins de l'administrateur, il n'en résultera aucun mal ; la concurrence changera de côté, et les profits reviendront à un taux exact : mais si le côté de la demande continue de l'emporter ; et que, par ce moyen, les profits soient toujours hauts, il en résultera au bout de quelque temps, non seulement que celui qui vend immédiatement la marchandise, mais encore tous ceux qui ont eu quelque part à la manufacture, voudront partager ces nouveaux profits. Le mal n'est pas que chacun partage, ou que les profits augmentent tant qu'ils sont soutenus par la demande, et qu'on peut les considérer réellement comme précaires : mais le mal est qu'en conséquence

de cette grande répartition, ces profits, pour avoir subsisté trop long-temps, deviennent insensiblement *consolidés* et transformés, pour ainsi dire, en valeur intrinseque des marchandises. Je dis que cet effet s'opere avec le temps, parceque l'habitude des gains extraordinaires que font tous ceux qui y sont employés, engage ceux d'entre eux qui ont le plus de goût pour le luxe, à changer insensiblement leur genre de vie, à prendre l'habitude d'une plus grande consommation, et à engager les plus indolents à demeurer dans l'oisiveté, jusqu'à ce que leurs facultés soient épuisées. Lors donc qu'il arrive qu'on a fait de grands profits pendant un temps considérable, et qu'il en est résulté du goût pour un genre de vie plus dispendieux parmi les industrieux, ce ne sera pas la cessation de la demande, ni l'augmentation de la quantité fournie, qui les engagera à renoncer à leurs gains. La nécessité la plus impérieuse produira seule cet effet, et alors la diminution des profits et la détresse des ouvriers vont de pair; ce qui prouve la vérité de ce que j'ai dit, que ces profits deviennent, par une longue habitude, *consolidés* virtuellement avec la valeur réelle de la marchandise. Telles sont les suites d'une concurrence simple

qu'on néglige, qui fait monter les profits de l'industrie, et détruit la balance pendant un temps considérable.

En second lieu, examinons les conséquences de la subversion de la balance, par la prépondérance réelle de la demande ; lorsqu'elle ne produit pas de concurrence parmi les demandeurs, et par conséquent lorsqu'elle n'augmente pas les profits de l'industrie.

Ce cas ne peut arriver que lorsque la marchandise n'est pas un objet de grande nécessité, ni même d'une grande utilité, puisque le desir de se la procurer ne suffit pas pour engager les acheteurs à en augmenter le prix, à moins cependant que cela ne provienne de la facilité avec laquelle on peut se procurer la même marchandise dans d'autres marchés au même prix qu'auparavant. Cette derniere circonstance est très dangereuse, et exige la plus grande attention de la part de l'administrateur ; il doit empêcher, par tous les moyens possibles, la désertion du marché en y envoyant promptement de quoi satisfaire à la demande ; il doit même peut-être encourager les manufacturiers, et les mettre en état de diminuer les prix fixés par le taux régulier. Telle est la position d'une nation qui est menacée de perdre certaines branches de son

commerce étranger. Nous en parlerons dans la suite.

Ainsi, quelque effet que produise la prépondérance actuelle de la demande; c'est-à-dire, soit qu'elle tende à hausser les profits ou à décréditer le marché, l'attention de l'administrateur doit être de faire en sorte que la balance se rétablisse d'elle-même sans aucune secousse, et le plutôt possible, en augmentant la quantité des marchandises à mettre en vente : car si on la laisse longtemps ainsi renversée, des causes naturelles la rétabliront forcément; c'est-à-dire que l'augmentation des prix, ou la facilité de recourir à un marché étranger, retranchera une partie proportionnelle de la demande, et laissera la balance dans un équilibre désavantageux au commerce et à l'industrie.

Dans le premier cas, les manufacturiers étoient réduits à mourir de faim par un rétablissement forcé, lorsque les profits et les pertes relatifs des individus se compensoient mutuellement. Ici les manufacturiers s'enrichissent, pendant un petit espace de temps, par une augmentation de profits relatifs à la perte que la nation éprouve en ne fournissant pas la demande entiere. Cela résulte de la concurrence de leurs chalands; mais aussi

tôt que ces profits viennent à être *consolidés* avec la valeur intrinseque, ils cesseront d'avoir les avantages des profits; et, devenus en quelque sorte nécessaires à l'existence de la marchandise, ils cesseront d'être regardés comme avantageux. Par conséquent ces restitutions forcées, produites, comme nous avons dit, par la vente des marchandises au-dessous de leur valeur, ou en retranchant une partie de la demande, ou en la détournant vers un autre marché, ressemblent à l'opération de celui qui met la charge de son âne en équilibre, en ajoutant une pierre du côté le plus léger. On ne peut pas dire cependant qu'il perde la moindre partie de sa marchandise. Mais l'absurdité de l'administrateur est encore plus grande, car il semble vouloir soulager le côté lourd en jetant une partie de la charge dans le chemin.

Je me flatte à présent d'avoir suffisamment fait connoître la différence entre la concurrence *simple* et la concurrence *double ;* entre les *vibrations* de la balance de l'ouvrage et de la demande, et la *subversion* de cette balance. Lorsqu'elle vibre modérément et par des oscillations courtes et successives, alors l'industrie et le commerce sont dans un état de prospérité, et vont d'accord en-

semble, les deux parties gagnent. L'homme industrieux est récompensé en proportion de son habileté. La valeur intrinseque des marchandises est invariable et ne trompe pas le marchand. Les profits des deux côtés changent comme la demande, sans avoir le temps de se consolider avec la valeur réelle, et sans l'augmenter; ils ne disparoissent jamais aussi entièrement au point de produire la détresse de l'ouvrier.

Cet état heureux ne peut être soutenu que par le soin de l'administrateur; et si celui-ci néglige de s'acquitter de cette partie de son devoir, il en résulte; ou que l'esprit d'industrie, qui lui a coûté beaucoup de peine à cultiver, s'éteint; ou que son produit monte à un si haut prix, qu'il est hors de la portée d'une multitude d'acheteurs.

Il est aisé de s'appercevoir si l'on tend vers l'un ou l'autre de ces extrêmes, en faisant attention aux subversions légeres et successives de la balance. Lorsqu'elles se répetent souvent du même côté, et que la balance ne se rétablit que par une suite de restitutions forcées; le même côté ayant toujours la prépondérance, alors le terme final n'est pas éloigné: lors, au contraire, que les interruptions sont alternatives, et que la balance est emportée

tantôt par la demande, tantôt par l'ouvrage, cette époque fatale est plus reculée ; le commerce et l'industrie subsistent plus longtemps, mais ils demeurent dans un état de convulsion perpétuel. D'un autre côté, lorsque la balance vibre doucement, alors l'ouvrage et la demande, c'est-à-dire, le commerce et l'industrie, comme l'agriculture et la population, se soutiennent mutuellement, et contribuent à leur augmentation réciproque.

Ainsi, pour arrêter la décadence d'un état commerçant, il faut avoir le plus grand soin d'entretenir une balance parfaite entre les ouvriers employés et la demande de leur travail ; c'est-à-dire, suivant des définitions que j'ai déja données, empêcher que la demande ne s'arrête jamais long-temps à une hauteur trop considérable, au moyen de provisions suffisantes pour satisfaire, dans tous les temps, la plus grande demande qu'on puisse faire ; ou, pour m'exprimer en d'autres termes, afin d'accoutumer le lecteur à mes expressions, encourager la *grande* demande et décourager la *haute*. Dans ce cas, la concurrence ne sera jamais trop forte d'aucun côté du contrat, les profits seront modérés, mais sûrs, de part et d'autre.

Si, au contraire, il se trouve trop d'ouvriers pour la demande, l'ouvrage sera trop bas pour que les ouvriers puissent vivre; ou, s'il y en a trop peu, le prix de l'ouvrage haussera, et les manufactures ne seront pas exportées.

Faute de cette juste balance, aucun état commerçant n'a jamais duré long-temps après être parvenu à un certain degré de prospérité. Nous voyons dans l'histoire les progrès, la grandeur et la décadence de Sidon, de Tyr, de Carthage, d'Alexandrie et de Venise, pour ne pas parler de ce qui nous intéresse de plus près. Pendant que ces états se formoient, ils étoient puissants; parvenus à leur plus grande hauteur, ils se sont trouvés aussitôt surchargés de leur propre grandeur. On en voit la raison dans ce que je viens de dire.

Tant qu'il y a de la demande pour le commerce d'un pays quelconque, la population va toujours en augmentant. Cela est évident, d'après ce qui a été si souvent répété dans le premier livre, et confirmé par mille exemples. Il n'a jamais existé de branche quelconque de commerce dans un royaume, dans une province, dans une ville, même dans un village, que ce royaume, cette pro-

vince, etc. ne soient devenus plus peuplés. Tant que cette augmentation progressive est proportionnée à l'augmentation de la demande pour des ouvriers, la balance se soutient exactement entre l'ouvrage et la demande : mais comme toute augmentation doit cesser à la longue; lorsque cela arrive, il en doit résulter des inconvénients plus ou moins grands, suivant la négligence de l'administrateur, la violence ou la promptitude de la révolution.

CHAPITRE XI.

Pourquoi la balance se détruit à la longue.

Dans une nation commerçante et industrieuse, le temps détruit nécessairement la balance exacte entre l'ouvrage et la demande. Cherchons-en maintenant la raison.

Nous en avons déja indiqué une cause générale; savoir, le terme que doivent naturellement avoir les augmentations de toute espece.

Appliquons cette réflexion au cas par-

ticulier que nous avons en vue, afin de découvrir de quelle maniere les causes naturelles menent à ce terme, soit en empêchant l'augmentation de l'ouvrage, d'un côté de la balance, ou celle de la demande, de l'autre. Lorsque nous saurons une fois pourquoi les augmentations cessent, nous pourrons conclure avec certitude que la continuation des mêmes causes, ou de causes semblables, produira bientôt une diminution, et occasionnera un déclin.

Nous avons suivi les progrès de l'industrie, et fait voir comment elle va de front avec l'augmentation des subsistances, principal aiguillon au travail. Or, cette augmentation de subsistance est relative au sol; et tant qu'on pourra le faire produire, par des frais proportionnés à la valeur de ses retours, il n'est pas douteux que l'agriculture ne prospere dans tout pays industrieux. Mais sitôt que les progrès de l'agriculture demandent une augmentation de dépense, que le produit naturel ne peut rendre, au taux accoutumé des subsistances, l'agriculture s'arrête; et la population s'arrêteroit également, si, par l'effet de l'industrie, elle n'augmentoit pas malgré tous ces petits obstacles. Je dis donc que les industrieux continuent de mul-

tiplier; il en résulte que les vivres deviennent plus rares, et que les habitants entrent en concurrence pour se les procurer.

Cette conséquence n'est pas accidentelle; elle est infaillible; parceque les vivres sont un objet de premiere nécessité, et on les suppose ici au-dessous de la demande. Cela augmente les profits de ceux qui ont des vivres tout prêts à vendre; et comme la balance sur cet article doit demeurer renversée un certain temps, à moins que l'administrateur n'intervienne, les profits se consolideront avec le prix, et encourageront une culture plus étendue du sol. J'interromprai ici l'examen des conséquences de cette révolution, quant à l'agriculture, jusqu'à ce que j'aie examiné les effets que produira sur l'industrie et sur la demande cette hausse dans le prix des vivres.

Cette augmentation du prix des vivres doit nécessairement hausser le prix de toutes sortes d'ouvrages, parcequ'il s'agit ici d'un peuple industrieux dont tous les individus sont occupés, et parceque les subsistances sont un des trois articles qui constituent, comme nous l'avons déja dit, la valeur intrinseque de l'ouvrage.

Par conséquent la hausse dans le prix du travail,

travail, n'étant pas une augmentation de cette portion du prix que nous nommons profits, comme lorsqu'une hausse dans la demande a produit une concurrence parmi les acheteurs; elle ne peut être réduite qu'en augmentant la quantité des subsistances : et si l'administrateur, se méprenant sur la vraie cause de la hausse, vouloit y remédier en augmentant la quantité de travail, pour faire baisser les prix au lieu d'augmenter les subsistances, il occasionneroit un grand désordre; il introduiroit la concurrence simple, très nuisible, entre ceux qui travaillent pour ces profits modérés, dont nous avons parlé dans le dernier chapitre ; ce qui décourageroit l'industrie, au point qu'elle s'éteindroit bientôt entièrement.

D'un autre côté, s'il augmentoit imprudemment les moyens de subsistance par des importations considérables, il décourageroit la culture dispendieuse de son sol, et son entreprise échoueroit entièrement : c'est un dilemme dont il ne pourra se tirer qu'en appliquant convenablement l'argent public.

Cette hausse nécessaire dans le prix du travail peut affecter ou ne pas affecter l'exportation étrangere, suivant les circonstances. Dans le premier cas, il faut absolu-

ment baisser le prix des subsistances, au moins en faveur de ceux qui fournissent à la demande étrangere; mais, si elle ne l'affecte pas, on peut laisser aller les choses; il faut prendre garde cependant que le remede soit toujours à portée, pour être employé au moment où il sera convenable.

Il est une autre augmentation nécessaire du prix de l'industrie, produite par une cause très naturelle ; savoir, l'augmentation de la population, qui peut supposer une culture plus dispendieuse du sol, c'est-à-dire une extension de l'agriculture. Cette augmentation pourroit probablement arrêter celle de la demande de plusieurs branches de manufactures, et par conséquent arrêter les progrès de l'industrie; et si les mêmes causes continuent d'opérer à un plus haut degré, elle pourroit encore enlever une partie des demandes qui avoient précédemment lieu, discréditer le marché, ouvrir la porte à une consommation étrangere, et entraîner tous les inconvénients de la pauvreté et de la détresse, en proportion du degré de négligence de l'administrateur.

Je donnerai un autre exemple d'une augmentation très naturelle de la valeur intrinseque de l'ouvrage, et qui ne provient pas

de l'augmentation de la population, mais des progrès de l'industrie elle-même; ce qui ne suppose aucun vice interne dans l'état, mais qui est une suite nécessaire de la réforme d'un très grand vice. Cette augmentation doit se faire sentir plus ou moins dans tous les pays à mesure que l'industrie prend de l'accroissement.

Nous avons dit que l'introduction des manufactures tend naturellement à débarrasser les terres des bouches superflues; or cette opération est lente et graduelle. On a dit (liv. I, chap. 20,) que l'augmentation du prix du travail en étoit une conséquence, parceque ceux qui ont abandonné les campagnes, doivent commencer par vivre aux dépens de ceux qui les emploient.

Si, dans l'enfance de l'industrie, quelqu'une de ces branches se trouvoit favorisée dans une province particuliere par le bon marché du travail de ces individus superflus que la terre nourrit, et on en voit beaucoup d'exemples, cet avantage doit diminuer à mesure que sa cause cesse, c'est-à-dire, à mesure que l'industrie s'étend, et que le nombre de ces bouches superflues diminue en proportion.

Cette circonstance mérite la plus grande

attention de la part de l'administrateur ; elle a peut-être été la cause unique de l'industrie dans tel ou tel canton. Combien d'exemples pourrois-je citer de ces secours donnés aux manufactures, dans des provinces où le prix de la journée d'une personne qui file, par exemple, n'égaloit pas la moitié de sa nourriture ! C'est un grand encouragement pour la fabrique des étoffes ; et nous voyons en conséquence des manufactures naissantes concourir au marché contre les ouvrages qui exigent une grande habileté, la quenouille disputer le prix au rouet. Mais lorsque ces provinces viennent à être débarrassées de leurs bouches superflues, le filage devient un métier dont il faut que les fileurs vivent. Ne faut-il donc pas alors que les prix haussent naturellement ? et s'ils ne sont pas soutenus par l'administrateur, ou si on ne va pas au secours de ces pauvres manufacturiers pour les mettre en état de perfectionner leur adresse, et de compenser ce qu'ils perdent par le bas prix, ne faut-il pas que leur industrie tombe ? que les pauvres fileurs périssent ? car il n'est pas à présumer que le propriétaire de la terre les reprenne par un motif de charité, après avoir reconnu leur inutilité.

Les impôts sont une troisieme cause de l'augmentation nécessaire dans la valeur intrinseque des marchandises. Il faut qu'un administrateur soit bien négligent s'il ne fait pas attention aux effets immédiats de ses propres opérations. Je ne m'étendrai pas davantage ici sur ce point; ce seroit une anticipation inutile; je reviens, et je reprends mon raisonnement dont je me suis trop écarté.

J'ai observé comment les mêmes causes, qui arrêtent les progrès de l'industrie, encouragent l'agriculture; comment la hausse du prix des subsistances augmente nécessairement le prix de l'ouvrage pour un peuple industrieux et bien employé; comment cela enleve une partie de la demande de l'ouvrage ou l'envoie à un marché étranger.

Toutes ces conséquences sont très justes; cependant elles paroissent contredire une autre partie de mon raisonnement, (liv. I, chap. 16,) où j'ai représenté la consommation prodigue des productions de la terre comme avantageuse à l'agriculture, parcequ'elle augmente le prix des subsistances; mais sans faire attention, d'un autre côté, au préjudice porté, par-là, à l'industrie qui soutient la consommation de ces productions.

L'une et l'autre chaîne de conséquences est également juste, et elles ne paroissent contradictoires que parcequ'on suppose qu'il n'y a point d'administrateur qui y veille. Ces contradictions représentent les subversions alternatives de la balance. Le devoir de l'administrateur est de soutenir par-tout la double concurrence, et de ne permettre que de légeres vibrations alternatives, tantôt d'un côté et tantôt de l'autre.

Lorsque les progrès de l'industrie auront augmenté la population, et rendu les subsistances plus rares, il doit évaluer à quel point le prix des vivres peut être porté sans inconvénient. S'il trouve que, pour encourager le défrichement de nouvelles terres, il faille le porter trop haut, et l'y maintenir trop longtemps pour conserver la valeur intrinseque des marchandises au même taux qu'auparavant, alors il faudra qu'il aille au secours de l'agriculture aux dépens du fisc, afin de ne pas décourager l'exportation. Cela augmentera les subsistances dans la proportion de l'augmentation desirée, sans en trop hausser le prix. Si cette opération exige beaucoup de temps, et que la demande de l'augmentation presse, il faut importer des subsistances pendant cet intervalle. Il peut arrêter cette im-

portation quand il le jugera à propos, c'est-à-dire, quand elle cessera d'être nécessaire.

Si ce secours vient d'un pays soumis au même souverain, il faut qu'il soit réglé de maniere que son interruption, lorsqu'elle aura lieu, n'occasionne pas de révolution violente. Par exemple, une province demande des secours en grains à une autre pour un petit nombre d'années seulement, jusqu'à ce que son propre sol soit cultivé et en état de produire suffisamment; l'administrateur doit sans doute encourager l'agriculture dans la province qui fournit, et faire savoir aux cultivateurs l'étendue de la demande, ainsi que le temps probable de sa durée, autant qu'il est possible; mais il ne doit pas permettre qu'on arrache les vignes, ni même que l'on dénature en trop grande quantité d'anciens pâturages pour les semer en grains; parceque, si la demande cesse, de pareils changements dans l'agriculture de la province qui fournit, pourroient occasionner une révolution fâcheuse.

Pendant qu'on laisse importer ces secours étrangers, l'administrateur doit donner tous ses soins à l'encouragement de l'agriculture dans l'intérieur, d'après les principes qui seront déduits ci-après, afin de balancer

à-peu-près le découragement qu'elle a éprouvé par la permission d'importer nouvellement donnée. Si on néglige cette précaution, il pourroit en résulter que cette importation étrangere augmentât tous les ans, et éteignît l'agriculture déja établie dans le pays, au lieu de fournir à un besoin momentané auquel le pays même pourroit suffire. Je suppose que c'étoient là les principes qui ont induit le gouvernement d'Angleterre à ouvrir ses ports, pour l'importation des denrées de l'Irlande.

Le principe étant donc de soutenir une augmentation modérée de vivres, d'habitants, d'ouvrage et de demande ; l'administrateur doit permettre de légeres vibrations à la balance, qui, par une concurrence alternative, puissent favoriser les deux parties du contrat ; mais toutes les fois que la concurrence s'arrête trop long-temps de l'un ou de l'autre côté, et menace d'une trop grande subversion, c'est alors qu'il doit chercher à charger adroitement le côté le plus léger, et n'avoir jamais recours, si ce n'est dans le cas de la plus grande nécessité, à l'expédient de retrancher quelque chose du côté le plus pesant.

En traitant de l'état actuel de la France,

nous avons observé, dans le chapitre cité ci-dessus, comment la vibration de la balance, de l'agriculture et de la population, peut porter les vivres et le nombre d'habitants au plus haut point : mais, comme le commerce étranger n'étoit pas alors l'objet direct de ma recherche, je n'ai pas jugé à propos d'introduire cette seconde balance de l'ouvrage et de la demande, pour ne pas rendre la question trop compliquée. Je me flatte d'avoir suffisamment fait connoître la force des différents principes, et c'est du jugement de l'administrateur qu'il dépend de les combiner et de les adapter à son plan : chose impossible même à tracer par quelqu'un qui n'est pas immédiatement à la tête des affaires publiques. Mon ouvrage ressemble à la préparation des couleurs pour la peinture ; c'est à l'artiste à les mélanger ; tout ce que je peux prétendre est de raisonner conséquemment d'après mes suppositions ; si je vais quelquefois plus loin, j'excede les bornes de mon plan, et j'avoue ma faute.

Je terminerai le chapitre par l'introduction d'un sujet nouveau. J'ai fait voir, non sans peine, comment une longue négligence de la part de l'administrateur à observer les vibrations de la balance de l'ouvrage et de la

demande en produit naturellement la subversion totale : mais cela seul ne suffit pas pour ruiner un peuple industrieux. Il faut que d'autres nations apprennent à profiter de ce désordre ; c'est ce que j'appelle concurrence entre les nations.

CHAPITRE XII.

De la concurrence entre les nations.

Le genre humain s'instruit tous les jours par son expérience, et acquiert des connoissances à ses propres dépens.

Nous avons dit que la base du commerce étranger est la facilité et la commodité avec laquelle les étrangers trouvent à fournir à leurs besoins, chez ceux où l'industrie est établie. La suite naturelle de cette demande étrangere est d'attirer des richesses et de contribuer à des augmentations de tous les genres. Tant que cette progression existe, il sera impossible à d'autres nations de devenir rivales d'un peuple commerçant, parceque la situation de celui-ci devient meilleure de

jour en jour. L'adresse, en se perfectionnant, diminue le prix de l'ouvrage; chaque circonstance, en un mot, devient plus favorable; la balance ne vibre jamais que parceque l'un des bassins devient positivement plus pesant, et elle se rétablit constamment par l'augmentation du poids dans l'autre. Nous avons vu que ces révolutions ne peuvent jamais augmenter la valeur intrinseque des marchandises, et observé que c'est là la route qui mene à la prospérité.

Plus un homme marche lentement, plus il lui faut de temps pour arriver au terme de son voyage; et lorsque sa santé demande de l'exercice, et qu'il ne peut pas s'éloigner beaucoup de chez lui, il monte à cheval le matin et revient dîner au logis.

Ceci représente une autre espece de vibration de la balance; et lorsque les choses sont parvenues au point qu'une augmentation graduelle est impossible, le meilleur moyen est alors de permettre des vibrations alternatives de diminution et d'augmentation.

Je suppose que l'ouvrage augmente, sans qu'on puisse faire croître la demande; ce seroit peut-être alors un bon expédient que de diminuer les ouvriers en en faisant des soldats, en les employant à des travaux pu-

blics, ou en les envoyant hors du pays pour se rendre utiles dans les colonies. Ces opérations donnent un poids relatif à la demande, et raniment la concurrence de ce côté. C'est alors le cas d'augmenter doucement le nombre de bras industrieux, et d'entretenir, autant qu'il est possible, la vibration de la balance. On peut empêcher des révolutions nuisibles et la subversion totale de la balance, par ces augmentations et ces diminutions alternatives. C'est un moyen de s'arrêter sans inconvénient lorsqu'on ne peut avancer avec avantage.

Si on suivoit un pareil plan, une nation industrieuse seroit toujours dans le cas de profiter du plus petit avantage qu'offriroient les révolutions produites par la destruction de la balance des autres pays : ce qui pourroit donner lieu à de nouvelles vibrations par des augmentations alternatives.

On reconnoît, en pareil cas, les talents d'un administrateur, par la maniere dont il dirige et conduit le point délicat de la concurrence nationale. La conduite des marins lui sert d'exemple ; ils ne serrent pas leurs voiles lorsque le vent est calme, mais les tiennent toujours bordées, afin de profiter du moindre souffle favorable. En suivant

cette comparaison, nous dirons que les nations commerçantes de l'Europe représentent une flotte, dont chaque navire cherche à gagner le premier un certain port. L'administrateur de chacun est le pilote; le même vent souffle pour tous, et ce vent est le principe de l'intérêt qui engage chaque consommateur à chercher le marché le moins cher et le meilleur. Il n'est point de mousson qui soit plus générale ni plus constante que celle-ci. Les avantages naturels de chaque pays représentent le degré de bonté de chaque vaisseau; mais le capitaine qui manœuvre avec le plus d'adresse, et tire le parti le plus avantageux du vent, les devancera indubitablement, et, toutes choses égales d'ailleurs, il conservera son avantage.

Tant qu'une nation commerçante, qui a, sur ses rivaux, un avantage déja établi, peut être garantie de sa décadence, il sera difficile, ou même impossible, qu'une autre nation entre en concurrence avec elle: mais, lorsque la balance commence à vibrer par des diminutions alternatives; lorsqu'une demande, constamment décroissante, a opéré la diminution de l'ouvrage qui devoit y fournir; lorsque ces ouvrages sont tenus à bas prix pour augmenter la concurrence des

consommateurs, et qu'au lieu de rétablir la balance par des augmentations modérées, on engage un peuple, par l'attrait d'un profit exorbitant, à décourager toutes les mesures qu'on pourroit prendre pour faire baisser le marché; alors la rivalité étrangere enlevera le superflu de la demande; la concurrence simple cessera; les prix baisseront; et le retour des mêmes circonstances préparera à une autre vibration.

Ce sont précisément ces opérations qui facilitent la concurrence des nations rivales; et ce sont les seuls moyens d'engager ceux qui ne travailloient pas auparavant, à commencer à se fournir eux-mêmes.

Si les choses restoient là, le mal ne seroit pas insupportable; les étrangers ne fourniroient que le superflu de la demande, et la balance resteroit encore dans une sorte d'équilibre dans l'intérieur. Mais hélas! cet heureux état ne peut pas être de longue durée. Ce commencement de commerce avec les étrangers sera tout aussi favorable à la vibration de leur balance, par des augmentations, qu'il l'étoit autrefois à nos propres commerçants; et chaque augmentation pour ceux-là doit supposer une diminution pour les autres. Que vont devenir, dans la nation

commerçante, les ouvriers qui ne vivoient qu'en fournissant aux marchés étrangers? Cette révolution n'aura-t-elle pas, par rapport à eux, le même effet que si un nombre additionnel d'ouvriers étoit employé pour fournir à la même consommation? et cela ne détruira-t-il pas totalement la balance entre les marchands, en produisant une concurrence insurmontable du côté des marchandises fournies? Elle aura cependant un effet différent de ce qui arriveroit, si le même nombre d'ouvriers avoit été introduit dans la nation commerçante; car, dans ce cas, elle détruiroit peut-être seulement les profits consolidés du travail, et rétabliroit la balance: chaque ouvrier se ressentiroit également de cet inconvénient, mais il en résulteroit du profit pour le public. Dans l'autre cas, au contraire, les anciens marchands ne trouveront aucun débouché extérieur pour leurs ouvrages; ces branches d'industrie tomberont au-dessous du prix des subsistances, et les nouveaux commerçants trouveront un bénéfice *raisonnable* à fournir à leurs propres besoins. Je dis *raisonnable*, parceque cette transition du commerce d'une nation à une autre ne peut jamais être subite ni facile, et ne peut avoir lieu qu'en proportion de l'augmentation de la valeur intrinseque des mar-

chandises dans celle qui est sur son déclin, et non en proportion de la hausse de leurs profits sur la vente; car, tant que les profits les plus exorbitants ne seront pas consolidés, comme nous l'avons dit, avec la valeur de l'ouvrage, une diminution de concurrence parmi les consommateurs, qui peut être occasionnée par un commencement d'industrie étrangere, les fera bientôt disparoître; ce sera un coup funeste aux premieres entreprises des nations rivales: mais une fois qu'ils seront si bien consolidés, que les prix ne pourront plus baisser d'eux-mêmes, et que l'administrateur n'y portera pas une main secourable; alors les nouveaux commerçants prendront courage et débuteront par faire de petits profits, parcequ'il y a, dans toutes les nouvelles entreprises, du déchet et des pertes considérables; et rien n'est plus propre à les décourager que des commencements difficiles.

Aussi long-temps donc qu'un état commerçant s'éleve, ou même ne décline pas, et que la balance reste droite, sans recourir à l'expédient des diminutions alternatives, l'ouvrage sera toujours fourni, de ce côté, à meilleur marché qu'il n'est possible qu'il le soit d'aucun autre où la même adresse

adresse ne regne pas. Mais lorsqu'une nation commence à perdre du terrain, alors les colonnes mêmes qui soutenoient sa grandeur, hâtent sa chûte par leur poids; la richesse de ses habitants soutiendra et augmentera la demande intérieure, et encouragera cette passion aveugle pour les grands profits qu'il n'est plus possible de conserver. Au moment que ceux-ci sont consolidés jusqu'à un certain point, ils bannissent du marché la demande des étrangers qui seuls peuvent l'enrichir. Ce seroit en vain qu'on chercheroit à les rappeller après que la nation a reconnu son erreur, fût-elle en état de la corriger; parcequ'avant que cela puisse arriver, ses rivaux auront profité de l'occasion favorable: et tant que durera cet esprit de vertige chez les commerçants, ce sera un moyen de plus pour aider les autres à surmonter la résistance pénible que leur faisoit éprouver une adresse supérieure.

Ainsi, lorsqu'une nation commerçante vient à rétrograder, et que le luxe et la prodigalité succedent à l'économie et à la frugalité parmi les industrieux, en vertu de l'augmentation des richesses; lorsque les habitants eux-mêmes ont l'imprudence d'en-

trer en concurrence pour leurs propres marchandises, et que l'administrateur, simple spectateur de tout ce qui se passe, croit devoir y être indifférent : alors le salaire de l'ouvrier industrieux surpassera le montant des pertes qu'entraînent un défaut d'adresse, et les profits raisonnables de ceux dont l'industrie commence à se développer. Lorsque cela arrivera ainsi, le commerce doit languir là où il étoit le plus florissant, et il sera transplanté dans un nouveau sol ; c'est ce que j'appelle la concurrence entre les nations.

CHAPITRE XIII.

Jusqu'à quel point la forme du gouvernement d'un pays particulier peut être favorable ou défavorable à la concurrence avec d'autres nations, en matiere de commerce.

Quoique cette question soit relative à une autre science, elle n'est pas tout-à-fait étrangere à celle-ci. Ce sera une digression qui, outre ses rapports avec les principes généraux, servira à reposer l'esprit, après une longue chaîne de raisonnements méthodiques.

J'ai prévenu le lecteur, dès le début, que mon projet n'étoit que de traiter l'économie politique des nations libres; et, toutes les fois que j'ai eu occasion de parler de l'esclavage, j'ai fait voir combien il étoit, par sa nature, contraire aux progrès de l'industrie particuliere, compagne inséparable du commerce intérieur et extérieur.

Il n'y a point de terme dont le sens soit moins fixé que celui de *liberté*, et mon in-

tention n'est pas, dans ce moment, d'entrer dans une discussion particuliere de toutes ses différentes acceptions.

Par un peuple libre, j'entends celui qui est gouverné par des loix générales bien connues, indépendantes des caprices d'un homme quelconque, ou d'aucun ordre d'hommes ; et établies de maniere à n'être changées que d'une façon réguliere et uniforme, par des raisons qui regardent le corps entier de la société, et non par des motifs de faveur pour des personnes ou des classes particulieres. Tant que le pouvoir de dispenser, de restreindre ou d'étendre les loix générales, est entre les mains d'un chef, quel qu'il soit ; je regarde la liberté publique comme précaire. Je ne dis pas qu'elle en souffre nécessairement ; cela dépend de l'usage qu'il fera de ses prérogatives. D'après cette définition de la liberté, un peuple peut en jouir sous les gouvernements les plus despotiques ; et le service perpétuel lui-même, lorsque le pouvoir du maître est limité, conformément à l'équité naturelle, n'est pas autrement incompatible avec la liberté de celui qui sert.

Ici de nouvelles idées se présentent, relativement aux principes généraux de la *subordination* et de la *dépendance* parmi les

hommes. Je les soumets au jugement du lecteur.

Comme ces termes sont relatifs, il est bon d'observer que la *subordination* suppose une autorité des supérieurs sur les inférieurs, et que, dans la *dépendance*, sont compris certains avantages que les inférieurs tirent de leur subordination : un domestique est *subordonné* à son maître, et *dépend* de lui pour sa subsistance.

La dépendance est l'unique lien de la société; et j'ai déja observé, chapitre IV, livre premier, que la dépendance d'un homme à l'égard d'un autre, pour sa nourriture, est une introduction très naturelle à l'esclavage. Tel est le premier expédient dont les hommes se sont avisés pour se rendre réciproquement utiles.

Lors de l'abolition de l'esclavage, par un esprit de christianisme, la premiere mesure que l'on prit, fut l'établissement d'une subordination extraordinaire entre les différentes classes du peuple; tel a été le principe du gouvernement féodal.

L'introduction de l'industrie a été le dernier raffinement par lequel la liberté s'est étendue généralement jusqu'aux dernieres classes du peuple, sans détruire la dépen-

dance nécessaire au maintien du lien de la société. Cette industrie sous-entend la circulation d'un équivalent proportionné à tous les services, qui procure aux riches tous les avantages qu'ils pouvoient espérer de la servitude ou de la dépendance des pauvres; à ceux-ci tous les adoucissements dont ils pouvoient se flatter de jouir, sous la servitude ou la subordination la plus douce.

D'après cette exposition, je distingue trois especes de dépendances: la premiere naturelle, des enfants aux parents; la seconde politique, des domestiques aux maîtres, des vassaux aux seigneurs, des sujets aux souverains; la troisieme commerciale, des industrieux aux riches.

Qu'il me soit permis de sortir un instant des limites de mon sujet, de remonter aux principes de la loi de la nature, pour rechercher jusqu'à quel point la subordination parmi les hommes peut être regardée comme légitime. Je crois pouvoir décider *qu'elle est raisonnable et juste*, *autant qu'elle est en proportion avec la dépendance.* Je me la représente comme une balance dont les deux côtés seroient parfaitement égaux. Si celui de la subordination se trouve trop chargé, il en résulte la tyrannie, et le mépris des

regles croît avec elle. Tirons de là quelques conséquences.

1°. Celui qui dépendoit d'un autre pour la conservation de sa vie, qu'il pouvoit perdre sans injustice, et qui étoit toujours au pouvoir de celui qui l'avoit épargné, fut appellé esclave par la loi civile. C'est là, sans contredit, le plus haut degré de dépendance.

2°. Celui qui dépend d'un autre pour tout ce qui est nécessaire à sa subsistance, paroît être au second degré; telle est la dépendance des enfants à l'égard de leurs parents.

3°. Celui qui dépend d'un autre, pour les moyens de gagner sa subsistance par son propre travail, est au troisieme degré. Je pense que tel étoit le cas des seigneurs féodaux, par rapport à la derniere classe de leurs vassaux, les laboureurs.

4°. Celui qui dépend totalement de la vente du produit de son industrie, est au quatrieme degré. C'est la situation des artisans et des manufacturiers, à l'égard de ceux qui les emploient.

Ce sont là, si je ne me trompe, les différents degrés de subordination parmi les hommes, considérés comme membres de la même société.

A mesure que certaines classes ou certains individus deviennent donc plus dépendants qu'auparavant, leur juste subordination doit augmenter dans la même proportion ; et réciproquement, à mesure qu'ils deviennent moins dépendants, leur juste subordination doit diminuer dans la même proportion. Ce principe paroît raisonnable, venons à l'application.

Je rapporte l'origine de la grande subordination sous le gouvernement féodal, à la dépendance nécessaire où étoient les classes inférieures pour leur subsistance : elles consommoient les fruits de la terre comme le prix de leur subordination, non comme la récompense de leur industrie, en aidant à leur production.

La liberté moderne, quant à l'indépendance de ces mêmes classes, provient, selon moi, de l'introduction de l'industrie, et de la circulation d'un équivalent proportionné à toutes sortes de services.

Si on applique cette doctrine à la solution de la fameuse question si débattue, touchant l'origine de l'autorité souveraine, autant que cette question regarde les loix de la nature, la décision ne me paroît pas bien difficile. *Toute autorité est en proportion de la dé-*

pendance, et doit varier suivant les circonstances.

Il est, à mon avis, tout aussi raisonnable de dire que le pouvoir paternel est fondé, dans son origine, sur le consentement des enfants, que de dire que le grand corps du peuple, qui étoit nourri et protégé par les grands seigneurs, fut la source du pouvoir et le créateur de la subordination. Ceux qui n'ont pas d'autre équivalent à donner pour la nourriture et la protection qu'on leur accorde, doivent payer par leurs services personnels, leur respect et leur soumission; et sitôt qu'ils se trouvent en état de donner un équivalent convenable de cette dépendance, ils acquierent d'autant plus de droits à la liberté et à l'indépendance. Par conséquent, les seigneurs féodaux qui jouissoient, avec raison, d'une autorité entiere sur un grand nombre de vassaux, ayant été subjugués par leur roi, l'usurpation tomboit sur *leurs* droits, et non sur ceux de la derniere classe du peuple; mais lorsque les rois ont étendu le pouvoir qu'ils avoient sur les vassaux des seigneurs, aux habitants des villes qui avoient été indépendants de cette subordination, leur usurpation devint manifeste.

C'est dans l'histoire qu'il faut donc cher-

cher les droits des rois; ils ne sont pas fondés sur la supposition d'un contrat tacite entr'eux et le peuple, déduit des principes d'une loi imaginaire de la nature, *qui fait tous les hommes égaux;* la nature ne peut jamais être en contradiction avec la raison.

Le principe général que j'ai établi, est, à mon avis, aussi raisonnable que ce contrat imaginaire, et aussi parfaitement conforme à l'esprit d'un gouvernement libre. Si le contrat tacite primitif du gouvernement entre le prince et le peuple est universellement admis, alors tous les gouvernements devroient être semblables; et toute subordination qui paroît contraire à une entiere liberté et à l'indépendance de la derniere classe, doit être regardée comme tyrannique; tandis que, d'après mon principe, la subordination des classes peut être très différente en différents pays : les prérogatives d'un souverain peuvent, par diverses circonstances, être plus étendues dans l'un que dans l'autre.

Ne pourroit-on pas avoir obtenu la souveraineté (par l'élection libre du peuple, je suppose), à raison de la grande étendue de ses possessions, du nombre de ses vassaux et de ses partisans, de l'étendue de ses richesses, de

ses alliances et de ses connexions avec les princes voisins ? Un homme comme Hugue Capet, par exemple, le plus grand seigneur féodal de son temps, n'avoit-il pas droit à une jurisdiction plus étendue sur ses sujets, que celle à laquelle pouvoit raisonnablement aspirer un roi de Pologne, envoyé de France ou d'Allemagne, et mis à la tête d'une république où pas un individu ne dépendoit de lui pour quoi que ce fût ?

Le pouvoir des princes, comme *princes*, doit donc être distingué du pouvoir qui dérive d'autres circonstances, qui ne sont pas une suite nécessaire de leur élévation au trône. Ce seroit, je crois, la plus grande absurdité d'avancer que le titre de roi abolit de lui-même la subordination due à la personne qui exerce cette haute magistrature.

Les faits, qui sont plus forts que les raisonnements, démontrent la force de ce principe. Ne voyons-nous pas comment la subordination augmente et diminue sous des regnes différents; sous une Elisabeth riche, et sous un Charles indigent ? sous un Autrichien puissant, et sous un prince de Baviere ruiné ? Je ne m'étendrai pas plus longtemps sur cette matiere; le lecteur trouve peut-être que j'ai déja trop insisté.

On peut déduire de ces principes les bornes de la subordination. Un peuple qui ne dépend, pour sa subsistance, que de sa propre industrie, ne doit reconnoître d'autre subordination que celle qui est nécessaire à sa protection ; et comme la protection du corps entier de ce peuple comprend celle de chaque individu, toute subordination politique doit être générale et égale : nul individu, nulle classe ne doit être dans une plus grande subordination qu'une autre. Telle est la subordination aux loix ; et toutes les fois qu'elles établissent une subordination plus que proportionnée à la dépendance de ceux qui sont subordonnés, ces loix peuvent être considérées comme arbitraires et contraires à l'équité naturelle.

Les choses étant ainsi, je viens à la question proposée ; celle de savoir jusqu'à quel point des formes particulieres de gouvernement sont favorables ou défavorables à la concurrence avec d'autres nations en matiere de commerce.

Si nous raisonnons d'après les faits et l'expérience, nous trouverons que le commerce et l'industrie ont mieux réussi sous le gouvernement républicain, et sous ceux qui en approchent le plus. Me permettra-t-on de

dire qu'une des principales raisons est peut-être que, sous ces formes, l'administration des loix a été plus uniforme, et par conséquent qu'on y a *réellement* joui d'une plus grande liberté ; je dis réellement, parcequ'on à déja vu que, suivant le sens dans lequel j'emploie ce terme, la liberté est aussi compatible avec la monarchie qu'avec la démocratie ; je ne dis pas que la jouissance en soit aussi sûre sous l'une que sous l'autre, parceque, sous la premiere, elle est beaucoup plus exposée à être détruite.

L'égalité fait l'ame du systême démocratique ; la monarchie présente l'idée de la plus grande inégalité possible. Or, si, d'un côté, l'égalité de la démocratie assure la liberté ; de l'autre, la modération dans les dépenses décourage l'industrie : et si, d'une part, l'inégalité de la monarchie menace la liberté ; d'autre part, les progrès du luxe encouragent l'industrie. D'où l'on peut conclure que le systême démocratique est naturellement le meilleur pour donner naissance au commerce étranger ; le monarchique, pour le perfectionnement des arts de luxe, et pour accélérer la circulation du commerce intérieur.

Le danger auquel la liberté est exposée

sous le régime monarchique, et le découragement de l'industrie par la frugalité démocratique, ne sont que les effets naturels et immédiats de ces deux formes de gouvernement; et ces inconvénients n'auront lieu qu'autant que les administrateurs négligeront les intérêts du commerce, au point de n'en pas faire un objet d'administration.

Par conséquent, le désavantage de la forme monarchique, relativement au commerce et à l'industrie, ne provient pas de l'inégalité qu'elle établit parmi les citoyens, mais il est la conséquence de cette inégalité, souvent accompagnée d'une subordination arbitraire et indéterminée entre les individus des classes supérieures et inférieures, ou entre ceux qui sont chargés de l'exécution des loix et le corps du peuple. Aussitôt que la subordination d'un sujet envers un autre, dans la monarchie, n'est pas fixée par des bornes convenables, la liberté est détruite sur ce point; la monarchie même en souffre, parceque cette subordination indéterminée suppose dans l'état un pouvoir arbitraire dont le monarque n'est pas réellement revêtu. Le pouvoir *arbitraire* ne peut jamais être délégué; car s'il est *arbitraire*, il peut être tourné contre le monarque aussi-bien que contre le sujet.

Je peux donc dire que, lorsqu'un tel pouvoir sur les individus est constitutionnel dans une monarchie, ce n'est plus un gouvernement, mais une tyrannie; et ce n'est plus le sujet que je traite. Lorsqu'un tel pouvoir est anti-constitutionnel, qu'il est cependant exercé, c'est un abus sur lequel il faut fermer les yeux. Mais, comme l'objet de mon ouvrage m'engage à rechercher les opérations des principes généraux, et les conséquences qu'ils produisent, je ne peux omettre ici d'indiquer celles qui dérivent d'une subordination indéterminée, quelle qu'en soit la cause.

Soit que cette subordination indéterminée entre les individus soit un *vice* dans la constitution du gouvernement, ou un *abus*, les conséquences qui en résultent sont les mêmes. C'est en grande partie ce qui gêne et détruit l'industrie, et qui empêche que ses progrès ne soient égaux dans tous les pays. Cette différence dans la forme ou l'administration des gouvernements est la seule qu'il soit essentiel d'examiner dans cette recherche; elle est, à mon avis, si essentielle, que je crois que, dans un plan pour l'établissement du commerce, il y auroit moins d'inconvénients à réduire ouvertement et

tout d'un coup, les dernieres classes du peuple à l'esclavage, et à les vendre comme d'autres marchandises, que de les laisser libres de nom et chargées de leur propre entretien, de l'éducation de leurs enfants, en même temps qu'elles sont sous une subordination irréguliere; exposées à tous moments à être accablées de nouvelles corvées ou impositions, en travail ou autrement; et à être condamnées à des amendes ou à l'emprisonnement par leurs supérieurs.

Il importe peu que ces irrégularités soient commises par ceux d'une classe supérieure, ou par l'administrateur et ses délégués. C'est l'irrégularité de ces exactions plutôt que leur étendue, qui ruine l'industrie; elle rend les moyens de vivre précaires, et la seule idée d'industrie doit renfermer non seulement une subsistance assurée, mais encore un certain profit au-delà.

Quelque fortes que soient les impositions, pourvu qu'elles soient proportionnelles, générales, augmentées par degrés, et permanentes, elles pourront, à la vérité, arrêter le commerce extérieur, et réduire les oisifs à la misere; mais elles ne ruineront jamais les industrieux, comme nous aurons occasion

occasion de le faire voir en parlant des impôts ; au lieu que, quand elles sont arbitraires et inégalement réparties sur les individus de la même classe, qu'elles changent subitement et fréquemment d'objet, il est impossible que l'industrie se maintienne avec quelque succès. Un pareil système d'économie introduit une concurrence inégale parmi ceux de la même classe ; il arrête les gens industrieux au milieu de leur carriere, en détourne d'autres d'exposer *leur fortune* aux yeux du public ; et encourage par conséquent à thésauriser. D'un autre côté, ceci stimule la rapacité de l'administrateur, qui voit échouer ses projets de s'emparer des fortunes particulieres.

De là naissent de nouveaux inconvénients. Celui-ci imagine d'imposer les propriétés foncieres. Cette opération remplit d'*indignation* les propriétaires contre *celui* qui peut les accabler à sa volonté, et de *jalousie* contre les rentiers que cet impôt ne peut atteindre. Cette derniere classe est d'ailleurs constamment attentive à profiter de la détresse publique causée par le défaut d'argent. Qu'en resulte-t-il? c'est que la derniere classe du peuple, qui devroit, par son industrie, enrichir l'état, voit, d'un côté, les capitalistes

entassant sans cesse pour prêter à l'état, au lieu de distribuer parmi *elle*, par des emprunts faits à propos, le superflu de leur revenu, dans la vue de partager les profits raisonnables de leurs travaux; et, de l'autre, ils trouvent les émissaires du fisc qui leur enlevent la graine avant qu'elle soit semée, au lieu d'attendre une portion de la récolte.

Sous le régime féodal, la liberté et l'indépendance étoient bornées à la noblesse. La naissance qui ouvroit la porte de la fortune aux uns la fermoit aux autres. J'ai souvent observé, d'après la raison et l'expérience, combien un pareil gouvernement doit être défavorable et au commerce et à l'industrie.

Par la raison, il est clair que l'industrie doit donner de la richesse : et la richesse *donnera* du pouvoir, si celui qui la possede est le maître de l'employer comme il le juge à propos. C'est pourquoi un gouvernement ne sauroit encourager un système qui tendroit à mettre le pouvoir entre les mains de ceux qui étoient faits pour obéir. Il étoit donc très naturel que la noblesse devînt jalouse des commerçants riches et de tous ceux qui pouvoient acquérir de l'aisance et de l'indépendance par leur propre industrie. L'expérience a prouvé que c'étoit là précisément le

principe qui a réglé leur administration.

Un administrateur devroit donc examiner avec soin tout ce qui tient à la constitution de son pays, avant d'introduire le système moderne de commerce et d'industrie. Je suis bien éloigné de croire que ce système soit la seule route qui mene au bonheur, à la sécurité et à l'aisance, quoique, d'après le goût général du temps où je vis, ce soit lui que je cherche principalement à examiner. Un pays peut être très heureux et assez redoutable pour ceux qui voudroient l'attaquer, sans être extrêmement riche. Il est vrai que les richesses sont interdites à tous ceux qui n'ont ni mines ni commerce étranger.

Un pays qui a un grand nombre d'obstacles naturels à vaincre, tels que l'éloignement de la mer, un sol stérile, la difficulté des transports, entreprendroit en vain d'entrer en concurrence avec d'autres nations dans les marchés étrangers. Tout ce qu'on peut faire dans ce cas, est un commerce passif, et cela autant seulement qu'il pourra procurer une augmentation de richesses.

Lorsqu'on ne peut acquérir que peu d'argent, l'objet du soin de l'administrateur doit être de faire circuler, autant qu'il est pos-

sible, celui qui existe déja, afin de fournir du pain à tous les membres de la société.

Dans les pays où l'administration publique est confiée à un petit nombre de grands, comme dans toutes les aristocraties (il en étoit de même sous le gouvernement féodal, et c'est encore le cas de plusieurs pays de l'Europe, où le commerce et l'industrie font cependant des progrès tous les jours), l'administrateur qui cherche à introduire le nouveau système d'économie politique, doit compter, ou que son entreprise échouera, ou que la constitution de l'état sera changée. S'il abolit toute dépendance arbitraire entre les individus, les industrieux, par leurs richesses, partageront au moins le pouvoir des grands, s'ils ne le détruisent pas entièrement, tandis que, s'il laisse subsister cette dépendance, son projet manquera.

Pendant que Venise et Gênes étoient florissantes, les nobles ouvroient les portes du sénat aux citoyens opulents, pour empêcher qu'elles ne fussent brisées. Qu'est-ce qu'une noblesse vénale? La fille du commerce, la conséquence inséparable de l'industrie, et un terme moyen que nos gothiques ancêtres furent forcés d'adopter, pour ne pas perdre totalement leur propre rang

dans l'état. Ils avoient reconnu que l'argent devoit emporter les faisceaux; de sorte qu'ils ont mieux aimé adopter des riches plébéiens, vêtir des épaules ignobles de leurs manteaux de pourpre, que de souffrir que toute l'autorité fût arrachée d'entre les mains des classes supérieures. C'est par cet expédient qu'on a souvent empêché des révolutions subites. Certains états en ont été quittes pour une rébellion sanglante ou une longue guerre civile : d'autres pays ont démontré également la force de ces principes ; une populace opulente a toujours brisé ses chaînes et détruit jusqu'aux fondements du systême féodal.

Toutes ces convulsions violentes ont été la suite du peu de prévoyance des administrateurs, qui, fermant les yeux sur les conséquences des progrès de la richesse et de l'industrie, se sont follement persuadés que la subordination héréditaire subsisteroit toujours entre des classes dont la situation respective étoit totalement changée.

Les cohortes prétoriennes étoient, dans le principe, subordonnées aux empereurs, et formoient la garde de la ville de Rome. Les Janissaires étoient censés être sous les ordres des principaux officiers de la Porte.

Aussitôt que les premiers personnages de Rome et de Constantinople, qui devoient naturellement gouverner l'état, s'adresserent à ces corps tumultueux pour obtenir leur secours et leur assistance, ceux-ci, à leur tour, s'appercevant à quel point ils étoient nécessaires, changerent la constitution, et prirent part au gouvernement.

Une révolution plus douce, mais entièrement semblable, s'opere de nos jours; et un spectateur attentif peut voir, avec intérêt, les progrès qu'elle fait dans plusieurs états de l'Europe. *Le commerce* et *l'industrie* sont appellés par-tout, et leur établissement produit une fermentation étonnante avec les restes de la férocité de la constitution féodale.

Le commerce et l'industrie doivent leur établissement à *la guerre* et à *l'ambition ;* le genre humain pourra peut-être espérer de voir luire le jour où ils mettront fin à la premiere, en faisant sentir la folie dispendieuse de la seconde.

Le commerce et l'industrie, dis-je, doivent leur établissement à l'ambition des souverains qui ont soutenu et favorisé ce plan dans le commencement, principalement dans la vue de s'enrichir, et par-là devenir

redoutables à leurs voisins. Mais ils n'ont pas reconnu, jusqu'à ce que l'expérience le leur ait appris, que les richesses qu'ils tiroient de ces sources, n'en étoient que la partie surabondante, et qu'un peuple riche, courageux et énergique, ayant entre ses mains les fonds de la richesse du souverain, peut, quand il le veut fortement, secouer le joug de son autorité. La conséquence de ce changement a été l'introduction d'un plan d'administration plus douce et plus réguliere. Ceux qui amassent de l'argent sont plus utiles au souverain que les grands seigneurs ; et ceux qui sont fertiles en expédients pour établir le crédit public, et pour soutirer l'argent des coffres des riches, au moyen des impositions, ont été préférés aux conseillers les plus sages et les plus éclairés.

Comme ce système est moderne, il ne faut pas être surpris qu'il ait produit un phénomene aussi nouveau qu'étonnant. Autrefois le pouvoir des princes étoit employé à détruire la liberté et à établir une subordination arbitraire ; mais, de nos jours, nous avons vu que ceux qui ont le mieux conçu les principes du nouveau plan de politique, ont limité arbitrairement le pou-

voir des classes supérieures, et fait servir, par-là, leur autorité à l'extension de la liberté publique, en éteignant toute autre subordination que celle qui est due aux loix établies.

La maxime fondamentale de quelques uns des plus grands ministres a été de restreindre le pouvoir des grands seigneurs. La conséquence naturelle que le peuple a tirée de cette conduite, étoit que le ministre cherchoit à faire tout dépendre de la seule volonté du souverain. Je conviens de ce fait; mais quel usage avons-nous vu faire de cette nouvelle acquisition de pouvoirs? Ceux qui considerent les événements sous un rapport politique, peuvent s'appercevoir que différents actes de l'autorité la plus arbitraire, exercés par quelques souverains modernes de l'Europe, étoient uniquement dans la vue d'établir la liberté publique sur une base plus étendue: quoique les prérogatives de quelques princes se soient considérablement accrues au-delà des bornes de l'ancienne constitution, même à un degré qui mérite peut-être le nom d'usurpation, cependant on ne peut pas dire que, généralement et par-tout, les conséquences qui ont résulté de cette révolution aient altéré

ce que j'appelle la *liberté publique*. Il me seroit aisé de prouver tout cela par des faits et des exemples; j'aime mieux avoir recours à la raison.

Une fois qu'un état commence à subsister par les conséquences de son industrie, il y a moins de danger à craindre du pouvoir du souverain. Le mécanisme de son administration devient plus compliqué; et, comme nous l'avons observé dans l'Introduction du premier Livre, il se trouve lié par les loix de son économie politique, de maniere que chaque atteinte qu'il y porte, le plonge dans de nouvelles difficultés.

Je ne parle que des gouvernements qui sont conduits systématiquement, constitutionnellement, et par des loix générales; et, lorsque je fais mention des princes, j'entends leurs conseils. Les principes que je recherche, regardent l'administration réfléchie de leur gouvernement; c'est à une autre branche de politique qu'il appartient d'élever des remparts contre leurs passions, leurs vices et leurs foiblesses, auxquels ils sont exposés en qualité d'hommes.

Je dis donc que depuis que les états ont commencé à se maintenir par les conséquences de l'industrie, le plan d'adminis-

tration est devenu plus modéré ; qu'il se change et se perfectionne par degrés ; et que chaque changement, comme je l'ai souvent observé, doit entraîner des inconvénients.

Il en est des gouvernements comme des machines : plus elles sont simples, plus elles sont solides et durables ; plus elles sont composées avec art, plus elles sont utiles, mais aussi plus elles sont exposées à se déranger.

Le gouvernement lacédémonien peut être comparé à un *coin*, la plus solide et la plus compacte de toutes les puissances mécaniques ; ceux des états modernes, à des montres qui se dérangent continuellement : tantôt le ressort est trop fort, tantôt trop foible pour la machine ; et lorsque les roues ne sont pas faites d'après une proportion exacte, par les mains habiles d'un Graham ou d'un Julien le Roi, elles s'ajustent mal les unes avec les autres ; la machine s'arrête ; si on la force, quelque piece se casse, et il faut avoir recours à l'ouvrier pour la rétablir.

Fin du tome premier.



Fautes essentielles à corriger.

Page 13	ligne 4	considéres, *lisez* considérer.
59	26	le leur fourniront, *lisez* les leur fourniront.
114	22 et 23	*effacez* par.
159	27	utiles, *lisez* inutiles.
175	28	pour augmenter, *lisez* d'augmenter.
288	7	si que, *lisez* que si.
342	17	uation, *lisez* nation.
404	23	on force, *lisez* ou force.
411	8	*effacez* aussi.

